

307207

35/1989

# Acta Historica

ACADEMIAE SCIENTIARUM HUNGARICAE

35

Membres du Comité de Rédaction: ZS. P. PACH (rédacteur en chef),  
V. BÁCSKAI,

I. DIÓSZEGI, J. JEMNITZ, GY. MÉREI, F. MUCSI,  
E. NIEDERHAUSER,

M. ORMOS, E. PALOTÁS, GY. SZABAD,

D. SZABÓ, Z. SZÁSZ (rédacteur),

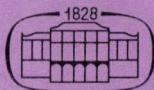
G. SZÉKELY, J. VARGA,

I. WELLMANN

secrétaire de Rédaction: A. PÓK, assistante de Rédaction: K. PERLUSZ

TOME 35

N° 1-4



AKADÉMIAI KIADÓ, BUDAPEST  
1989

# ACTA HISTORICA

## REVUE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE HONGRIE

---

*Acta Historica* paraît en français, anglais, allemand et russe et publie des travaux dans le domaine des sciences historiques.

*Acta Historica* est publié sous forme de fascicules qui forment un volume de 400–500 pages par an et est édité par

### AKADÉMIAI KIADÓ

Maison d'édition de l'Académie des Sciences de Hongrie  
H-1117 Budapest, Prielle Kornélia u. 19–35

Adresse de la Rédaction:  
H-1014 Budapest, Úri u. 53

Abonnement:  
s'adresser à AKADÉMIAI KIADÓ  
H-1519 Budapest, P.O. Box 245

*Acta Historica* is abstracted/indexed in American Historical Review, Biological Abstracts, Current Contents—Arts and Humanities

© Akadémiai Kiadó, Budapest

## SOMMAIRE

## ETUDES

<i>Magda Jászay</i> : Contrastes et diplomatie dans les rapports de Mathias I <sup>er</sup> Corvin et la République de Venise .....	3
<i>István György Tóth</i> : Comportements sexuels et contrôle des naissances dans la Transdanubie Occidentale au XVIII <sup>e</sup> siècle .....	41
<i>Péter Gunst</i> : Agricultural Exports in Hungary (1850–1914) .....	61
<i>Péter Sipos</i> : Migration und Arbeiterbewegung in Ungarn vor dem Ersten Weltkrieg .....	91
<i>Ignác Romsics</i> : The Peasantry and the Age of Revolutions: Hungary, 1918–1919 .....	113
<i>László Szarka</i> : Alternativen der ungarischen Nationalitätenpolitik 1918–1920 .....	135
<i>Loránt Tilkovszky</i> : Die Nationalitätenfrage und die Sozialdemokratie in Ungarn 1918–1948 .....	149

## COMMUNICATIONS

<i>Ágnes Pogány</i> : Bankers and Families. The Case of the Hungarian Sugar Industry .....	169
<i>Dániel Szabó</i> : Wahlsystem und Gesellschaftsstruktur in Ungarn in den beiden letzten Jahrzehnten des Dualismus 1896–1910 .....	181
<i>Jenő Gergely</i> : Christliche Parteien und die politischen Alternativen in Mitteleuropa in den 20er Jahren .....	205
<i>László Borhi</i> : From the Prehistory of the Cold War (Hungary and the United States 1944–49) .....	217
<i>Andrea Pető</i> : Die Gesellschaft in einem großen Industriebetrieb in Ungarn in den 1950er Jahren (Fallstudie) .....	251



## ETUDES

---

# Contrastes et diplomatie dans les rapports de Mathias I<sup>er</sup> Corvin et la République de Venise

MAGDA JÁSZAY

Si l'histoire nous fournit bien des exemples illustrant l'ambivalence dérivant de l'incidence contradictoire d'intérêts identiques et opposés dans les rapports réciproques de pays limitrophes, ceux-là ne se manifestent peut-être nulle part aussi nettement que dans les relations très complexes, entretenues sous le signe de l'aide mutuelle mais souvent sujettes à des crises et à des méfiances, de la Hongrie et de la République de Venise. Le fait que la prise de conscience sur la solidarité de leurs intérêts face au danger de l'ennemi commun n'était pas de nature à amener ces deux pays à enterrer définitivement leur rivalité séculaire pour la possession des côtes dalmates a trouvé son illustration la plus évidente sous le règne de Mathias I<sup>er</sup> Corvin, lorsque la menace ottomane venait d'entrer dans une nouvelle phase.

Les tristes événements qui précédaient son avènement (l'avance des Turcs dans les Balkans, la prise de Constantinople en 1453, la conquête d'une grande partie de la Serbie en 1454, puis le siège de Belgrade en 1456) faisaient sentir plus que jamais l'imminence du danger dans les pays situés sur le chemin du progrès de la puissance ottomane. Cependant la victoire retentissante de Belgrade (1456), marquant le point culminant des succès militaires de János Hunyadi, père de Mathias, avait rendu évident que de tous les pays de la région en détresse seul le royaume de Hongrie disposait encore d'une force capable de résister durablement à l'expansion de l'empire turc. C'était donc sur ce pivot que devait s'appuyer l'entreprise commune de grande envergure des États chrétiens coalisés pour chasser les Turcs de l'Europe. Ce rêve qu'on avait chéri depuis Nicopolis sans envisager sérieusement de le mettre en pratique venait d'être remis d'urgence à l'ordre du jour, grâce en particulier à la politique du nouveau pape Pie II, élu presque au même moment que Mathias. Cependant la plupart des souverains européens se contentaient de vagues approbations de principe, et peu d'entre eux apportaient un soutien valable. Les petits États minuscules de la péninsule italienne étaient empêtrés dans des discordes permanentes; l'arrêt du progrès ottoman ne fut d'un intérêt vital que pour la seule Venise qui s'était taillé un véritable empire colonial avec des bases commerciales allant de Dalmatie et d'Albanie au Pé-

loponnèse et aux îles grecques, que l'empire turc en pleine expansion menaçait d'engloutir. Or la perte de ses colonies aurait privé de sa base vitale la petite cité lagunaire qui venait de se hisser au rang d'une puissance économique européenne de premier ordre par l'essor inégale de son commerce maritime.

Venise, qui ne pouvait compter — outre ses abondantes ressources matérielles et financières — que sur sa flotte d'ailleurs très puissante et ses troupes peu nombreuses, composées essentiellement de mercenaires recrutés ailleurs, ne pouvait aucunement espérer de braver l'immense force armée ottomane pourvue d'inépuisables réserves d'hommes et de matériel, qui représentait déjà à cette époque une puissance capable de rivaliser avec les pays de l'Occident par suite des progrès réalisés dans le domaine de l'équipement et des constructions navales. Aussi le gouvernement du doge s'employait-il à maintenir à tout prix, — en consentant même de lourds sacrifices et en acceptant des traités humiliants —, la paix avec la Porte, tout en sachant qu'il ne faisait ainsi que retarder, sans pouvoir l'empêcher, l'annexion progressive des colonies vénitiennes. Ainsi s'explique que les appels des papes à la lutte contre l'Infidèle reçurent toujours à Venise des échos extrêmement prudents: la Sérénissime République approuvait chaque fois les initiatives pontificales et se montrait prête à les soutenir de toute sa force, posant pourtant comme condition la participation d'autres puissances chrétiennes afin qu'elle ne se trouve pas finalement toute seule face à l'adversaire redoutable, mettant ainsi en danger la sécurité de ses sujets établis près des territoires occupés par les Turcs. Dans les conditions données, Venise se félicitait du délai favorable que lui accordaient les opérations entreprises le long de la frontière hongroise, qui engageaient d'importantes armées turques et détournaient pour le moment l'adversaire de la conquête des possessions vénitiennes.

L'avènement du fils de János Hunyadi en 1458 semblait être aux yeux de Venise un sûr garant que le roi de Hongrie serait fidèle aux traditions de son père et s'avérerait un digne adversaire de l'empire ottoman. La Sérénissime République, qui avait entretenu des rapports très cordiaux avec János Hunyadi et n'avait jamais marchandé les compliments et les éloges après ses victoires sur les champs de bataille<sup>1</sup>, accueillit favorablement l'élection de Matthias, de même que le pape Calixte III qui adressa au nouveau roi de Hongrie une lettre chaleureuse l'exhortant à reprendre la lutte contre l'Infidèle.<sup>2</sup> Le gouvernement de Venise trouvait plus rassurant de ne pas voir monter sur le trône de Hongrie le membre d'une dynastie régnante qui aurait sans doute repris à son compte les visées d'expansion vers l'Adriatique de ses prédécesseurs. Dès le début, le jeune roi paraissait justifier les espoirs nourris à son compte: à la nouvelle des préparatifs d'une nouvelle campagne turque, déjà dans la première année de son règne il mit sur pied une armée qu'il conduisit en automne à Pétervárad puis à Belgrade afin de se mesurer aussitôt que

<sup>1</sup> S. Ljubić: *Listine o odnošajih između južnoga Slavenstva i mletačke republike*. Zagreb, 1890, vol. X, p. 95.

<sup>2</sup> V. Fraknói: *Hunyadi Mátyás király* [Le roi Matthias Hunyadi], Budapest, 1890, p. 68.

possible avec l'adversaire. L'envoyé de Venise en Hongrie, Pietro Tomasi, qui informait son gouvernement de toutes les étapes de la mobilisation, estimait les effectifs de l'armée hongroise avec les croisés recrutés par le légat pontifical à 80 mille hommes<sup>3</sup>; aussi les troupes turques, numériquement beaucoup plus faibles, durent-elles battre en retraite.

Or, la volonté de Mathias de poursuivre la campagne turque fut contrecarrée par les ambitions de l'empereur Frédéric III qui mena une guerre contre le roi de Hongrie dès le début de 1459 pour lui disputer la couronne. Le roi dut protéger les frontières ouest du pays et rétablir l'unité politique du royaume en mettant au pas les magnats prenant le parti de l'empereur. Dans cette situation critique, le soutien extérieur à Mathias ne pouvait venir que de la papauté et de Venise: ces deux puissances unies à la Hongrie par des liens d'amitié suivaient avec inquiétude la tournure des événements en Hongrie. Pie II, qui avait déjà avant son accession à la dignité pontificale propagé avec ardeur dans les diètes de l'Empire l'idée de la croisade contre les Turcs, s'employait justement à réunir cette année même un congrès international à Mantoue pour aboutir à un accord sur l'adhésion de toutes les puissances chrétiennes à une campagne menée en commun contre le Sultan. Or la discorde entre Mathias et Frédéric III venait de priver cette entreprise gigantesque de ses deux pivots essentiels: en donnant l'exemple et en mettant en jeu toute son autorité, l'empereur devait mobiliser les princes allemands, tandis que la Hongrie devait assumer un rôle de premier plan dans la conduite de la campagne.

Dans ces conditions, Mathias pouvait espérer trouver une audience favorable lorsqu'en répondant à l'appel du Saint-Siège il envoya une délégation de quatre membres au congrès de Mantoue. Pendant tout son règne, il confia régulièrement les missions diplomatiques à des hommes parlant des langues étrangères, dont beaucoup avaient fait leurs études à des universités italiennes avant d'accéder à la prélature; aussi leur connaissance profonde du latin leur permettait-elle de sous-tendre leur argumentation par le langage devenu une routine à l'âge de l'humanisme. Sur leur chemin à Mantoue, les délégués de Mathias (István Frangepán, comte de la ville de Segna [Sejn], Albert Hangácsi, évêque de Csanád et François évêque de Corbavia, et Simon de Treviso, chanoine d'Esztergom) firent un court séjour à Venise. Le protocole dressé au cours de leurs négociations avec la Signoria relate qu'«ils firent un long discours pour tâcher d'exprimer les bonnes dispositions et l'affection toute particulière de Sa Majesté leur Roi envers notre République», rappelant les relations cordiales que János et László Hunyadi avaient entretenues avec Venise, pour dépeindre ensuite en des termes poignants la menace que comportait pour toute la chrétienté l'immense armée turque se préparant au siège de Belgrade. Leur roi, affirmaient-ils, était prêt à risquer tout pour défendre la foi, seulement les forces dont il disposait s'avéreraient insuffisantes s'il avait à mener seul le combat; aussi pria-t-il Venise de lui fournir une aide militaire ou

<sup>3</sup> I. Nagy — A. Nyáry: *Magyar diplomáciai emlékek Mátyás király korából* [Documents diplomatiques hongrois de l'époque du roi Mathias], Budapest, 1875, vol. I, pp. 38–39.

autre, d'autant plus qu'elle se le devait, puisque, « après notre première faiblesse, nous acquîmes, par la grâce de Dieu et notre vaillance, un vaste empire et une grande partie du monde ». Mathias demandait aussi à Venise de le soutenir contre les prétentions illégitimes de Frédéric III, expliquant que celui-ci travaillait à sa ruine et s'était déjà emparé de territoires hongrois.

Fidèles à leur attitude traditionnelle, les hommes d'État vénitiens trouvèrent de nouveau le moyen de payer la délégation hongroise de chaleureux et grandiloquents témoignages de sympathie au lieu de formuler des promesses concrètes. Ils écoutèrent « avec une joie indicible » les compliments d'amitié du roi de Hongrie et se félicitèrent de sa détermination louable à protéger à main armée la communauté chrétienne; ensuite, ils démontrèrent combien d'efforts leur République avait déjà faits en faveur de cette cause sainte; pour l'avenir, ils se bornèrent cependant à faire espérer à leurs interlocuteurs hongrois la présence d'une délégation vénitienne au congrès de Mantoue. Pour ce qui est du conflit de Mathias et de Frédéric III, ils veillaient prudemment à garder leur position de neutralité entre leurs deux puissantes voisins.<sup>4</sup> Ce principe directeur de la politique étrangère vénitienne, bien qu'il ne fut plus appliqué au XV<sup>e</sup> siècle à l'égard des États de la péninsule depuis que la petite république maritime s'employait à acquérir et à fortifier son arrière-pays, était toujours maintenu vis-à-vis des puissances transalpines: seules les guerres des grandes puissances européennes au XVI<sup>e</sup> siècle pour la domination de l'Italie l'astreindraient à renoncer à sa neutralité jalousement gardée avant qu'elle ne se replie, dans sa dernière période, derrière les remparts déjà peu résistants de son non-alignement. Ainsi la Signoria manifesta aux délégués de Mathias ses regrets les plus sincères au sujet de la discorde des deux souverains amis de Venise, et exprima sa confiance dans le rétablissement prochain de la paix grâce aux démarches du pape et de son légat.

En réalité, le gouvernement extrêmement prudent de Venise hésitait même longtemps à se faire représenter à Mantoue. Il fallut la lettre pleine de remontrances de Pie II pour que la Sérénissime République envoyât ses délégués au congrès, où le pape organisateur et les diplomates des autres pays les avaient déjà attendus depuis deux mois. Sur un ton très dramatique, le pape souligna dans sa lettre l'immensité du péril et l'urgence des mesures de défense. La force des peuples des Balkans était brisée, disait-il; seuls les Hongrois résistaient encore, mais ils ne tiendraient pas longtemps dans cette situation critique si l'Europe ne leur venait en aide. La Hongrie une fois défaite, l'adversaire se déchaînerait de toutes ses forces sur Venise au mépris des traités en vigueur. De l'avis commun, Venise était assez forte pour résister toute seule à l'armée turque; aussi la condamnait-on pour avoir donné priorité à ses intérêts commerciaux sur la cause de la chrétienté. Or Venise ne serait pas seule dans sa lutte contre l'Infidèle: presque toute l'Italie s'était engagée à la soutenir, et les Hongrois étaient déjà en armes. Prions Dieu, concluait le pape, « ut progenitorum vestrorum vestigiis inherentes, ea faciatis quae nos

<sup>4</sup> *Ibidem*, vol. I, pp. 54–57.



cupimus, et quae infelices Ungari, et alii Christiani Turcis vicini erectis in coelum manibus, ex vobis petunt».<sup>5</sup>

Ce cri d'alerte était tout à fait justifié. Profitant des troubles de Hongrie, les Turcs venaient de ravager la Slavonie et d'emmener en captivité plusieurs milliers d'hommes et de femmes. Même Mihály Szilágyi, oncle de Mathias, qui était chargé de la protection des marches du Sud fut fait prisonnier pour être exécuté au début de 1461. Cependant les espoirs que le pape caressait au sujet du congrès de Mantoue s'avérèrent complètement vains: les contributions offertes ne furent point versées; la diète impériale de mars 1460 se termina sans résultat aucun; les médiations entre Mathias et l'empereur traînèrent, sans aboutir à un arrangement. Dans ces conditions, Venise estimait qu'elle devait faire cause commune avec la Hongrie en détresse, d'autant que les victoires turques en Asie, plus précisément la prise de Sinope et de Trébizonde, la capture de l'empereur de ce dernier, puis la capitulation d'Athènes, dernier siège princier grec lui annonçait la probabilité de la poursuite de la campagne ottomane en Europe, notamment la menace de l'annexion de la Hongrie et de l'occupation des derniers ports grecs appartenant encore à Venise. Aussi le gouvernement ducal ne cessait-il désormais de solliciter le pape de trouver les moyens pour le soutien de la Hongrie et de promouvoir la réconciliation de Mathias et de l'empereur, et le mettait en garde contre le malheur incommensurable que subirait toute la chrétienté si Mathias se voyait contraint à composer avec la Porte<sup>6</sup>. En même temps, il s'employait aussi à gagner à cette cause le roi de France, l'informant de ce que Mathias venait de lui communiquer de sa situation catastrophique: 200 mille de ses sujets avaient été captivés au cours des années précédentes et il s'avouait incapable de continuer à résister tout seul contre l'écrasante supériorité numérique des Turcs. Or l'effondrement de la Hongrie permettrait à l'Infidèle de pénétrer tout droit dans le cœur du monde chrétien<sup>7</sup>. Répondant au message secret du pape aux termes duquel celui-ci lui fit savoir qu'il entendait lui-même prendre la tête de l'expédition chrétienne, la Signoria s'engageait à soutenir la campagne par sa flotte et d'entrer en guerre ouverte avec le Sultan.

L'ambassadeur György Kosztolányi, que Mathias dépêcha au même moment à Venise, rentra avec un bagage plus lourd que ses prédécesseurs envoyés à Mantoue: la Signoria l'informait non seulement de sa volonté de faire la guerre à la Porte, mais aussi de la proposition qu'elle venait de faire au pape, aux termes de laquelle les États de la péninsule devraient accorder au roi de Hongrie un subside mensuel de 12 mille ducats (c'est-à-dire la solde de 4 mille cavaliers). Venise se chargea elle-même de verser 3 mille ducats par mois, confiant la levée du reste au pape. Pie II offrit à son tour 2 mille, et envoya Kosztolányi en compagnie d'un légat dans les cours italiennes pour ré-

<sup>5</sup> D. Malipiero, *Annali veneti*. Archivio Storico Italiano, VII/I, Florence, 1843, pp. 8–10.

<sup>6</sup> Ljubić, *op. cit.*, vol. X, pp. 199–200.

<sup>7</sup> Nagy — Nyáry, *op. cit.*, vol. I, pp. 125–128.

unir le reste de la somme.<sup>8</sup> Cette tournée n'aboutit pas à grand-chose, mais la Signoria expédia à Mathias une avance de 10 mille pièces d'or, promettant l'envoi prochain d'une somme du même ordre; c'est que son secrétaire à Buda, Tomasi venait de faire parvenir à Venise des nouvelles alarmantes sur l'offensive turque contre la Valachie et Belgrade, aussi bien que sur la pénurie qui régnait en Hongrie. Or il était hors de doute que la résistance hongroise une fois brisée, l'armée du Sultan traverserait l'Istrie et le Frioul pour s'emparer des trésors fabuleux de la péninsule italienne.

L'impératif de l'organisation commune de la défense et de l'aide mutuelle donnait un contenu sérieux aux déclarations d'amitié si souvent proclamée par la cour de Buda et la Signoria, et amena les deux pays à apaiser les conflits surgis inéluctablement le long de leur frontière commune. Donnant suite aux plaintes de la Sérénissime République, Mathias somma personnellement le *Ban* de Croatie Paul Sperančić de mettre fin à ses incursions dans des territoires relevant de Venise; sur son ordre, le *ban* fit par le truchement de son envoyé des démarches de réconciliation auprès du doge, priant même celui-ci d'assurer la protection de ses domaines et de toute la province, notamment celle des châteaux de Clissa et d'Ostrovica, et de l'autoriser, compte tenu de l'imminence de la menace turque, à acheter des armes et des vivres en terre dalmate.<sup>9</sup> Les maîtres de Venise s'étaient employés depuis longtemps à mettre la main sur ces deux places fortes, dont la possession leur était d'un intérêt vital pour la protection de Spalato et de Zara; aussi profitèrent-ils de cette occasion pour entrer en négociations avec les délégués du *ban* sur les conditions de leur prise en charge ou de leur achat. Cependant, lorsque Tomasi fit savoir à la Signoria que Mathias désapprouvait le projet, celle-ci revint sur sa décision le 18 juillet 1462, « quoniam non facit pro nostro dominio his temporibus immisceri nos in negocio Clissii precipue gratia serenissimi regis Hungariae, qui nostro dominio amicus esse videtur ».<sup>10</sup> Or, l'année suivante ce fut Mathias qui sur la demande du doge défendit expressément aux comtes de Corbavia d'ériger un château près de la frontière du territoire relevant de Zara qui aurait pu menacer la sécurité de la région en question, et les invita à vivre en paix avec les sujets vénitiens, « quoniam non est intentionis nostrae, ut sincera illa amicitie necessitudo, qua prefatum dominum ducem et ducale dominium Venetiarum prosequimur, per vos aut quempiam subditorum nostrorum violetur ».<sup>11</sup> Ce fut d'ailleurs à ce même moment que le roi de Hongrie envoya l'évêque de Veszprém, Albert Vetési et le comte de Segna au voyage habituel de demande d'assistance à Venise et à Rome, et la Signoria, en signe de compréhension,

<sup>8</sup> V. Fraknói: *Mátyás király magyar diplomatái* [Les diplomates hongrois du roi Mathias], Budapest, 1891, p. 11.

<sup>9</sup> Nagy — Nyáry, op. cit. vol. I, p. 87.

<sup>10</sup> Ljubić, op. cit., vol. X, p. 221.

<sup>11</sup> *Ibidem*, p. 241.

s'engagea à verser à la cour de Buda un nouveau subside mensuel de 3 mille ducats pour les six mois à venir.<sup>12</sup>

L'entrée de l'armée de Mehmet II en Bosnie au mois de mai de cette année fut un argument de poids en faveur de la demande de secours de Mathias. Au bout de quelques semaines, toute la Bosnie fut occupée par les Turcs, et son roi captivé fut exécuté sur l'ordre du Sultan. Sous l'effet foudroyant de ces événements, la Signoria donna une suite favorable à la demande expresse du *ban* Sperančić et le prit avec tous ses sujets sous sa protection contre tous, à l'exception du roi de Hongrie. Le *ban* et les membres de sa famille furent même admis dans les rangs de la noblesse vénitienne. Cependant les dés étaient déjà jetés: Sperančić fut fait prisonnier par les Turcs, et sa femme dut solliciter Venise de payer sa rançon en offrant en gage les châteaux de Clissa, de Knin et d'Ostrovica, moyennant quoi la Signoria se chargea de la défense et de la subsistance de la famille du *ban*.<sup>13</sup> La présence turque en Bosnie et les premières incursions contre les territoires vénitiens rendaient plus nécessaire que jamais la possession de ces places fortes. Les garnisons vénitiennes de Morée (Péloponnèse) aussi avaient déjà essuyé plusieurs raids turcs, et en mai 1463 le gouverneur turc de cette région prit Argos.<sup>14</sup> La république de Saint Marc ne pouvait plus différer son entrée en guerre contre l'empire ottoman.

Le gouvernement vénitien s'était soigneusement préparé à cette rude épreuve: il avait gonflé sa flotte, avait fait effectuer des travaux de fortification dans les Balkans, et avait réservé des sommes très importantes pour couvrir les frais de la guerre, tout en poursuivant une campagne diplomatique de grande envergure afin de pousser à l'action la papauté et les États chrétiens. Il avait envoyé des ambassadeurs dans les cours de Bohême, de Pologne et de Bavière pour les faire intervenir en faveur de la Hongrie, et avait de nouveau insisté auprès du pape pour que celui-ci exhortât les autres États italiens à donner des secours. Cependant ces efforts étaient voués à l'échec en raison de la jalousie que le reste de la péninsule éprouvait à l'égard de Venise qu'on accusait de vouloir mettre toute l'Italie sous sa domination.<sup>15</sup> Finalement, la Sérénissime République ne pouvait compter pour alliée que la seule Hongrie, dont la situation était aussi désespérante que la sienne.

Le 18 avril, la Signoria remplaça son secrétaire à Buda par Giovanni Emo, membre notable de l'ordre des patriciens, qui le 29 juin reçut l'ordre de proposer au roi près de partir en campagne la conclusion d'un traité d'alliance, en vertu duquel Venise entrerait en guerre contre la Porte sur terre et sur mer si Mathias acceptait de mobiliser toutes ses forces et de partir à l'offensive; dans ce cas, le succès ne serait plus une chimère. Les événements prirent par

<sup>12</sup> La séance du 17 mai 1463 du conseil de Venise. Nagy — Nyáry, op. cit., vol. I, pp. 206 — 207; Fraknói: *Mátyás király magyar...*, p. 41.

<sup>13</sup> Nagy — Nyáry: op. cit., vol. I, pp. 237 — 238.

<sup>14</sup> R. Lopez: *Il principio della guerra veneto-turca nel 1463*. Archivio Veneto, 1934, vol. XV, p. 52.

<sup>15</sup> Nagy — Nyáry: op. cit., vol. I, p. 220.

la suite une allure extrêmement rapide. Après la signature du traité de paix à Wienerneustadt entre Mathias et Frédéric III (19 juillet), Emo put faire savoir à son gouvernement que le roi de Hongrie était prêt à accepter l'alliance vénitienne. En août, les troupes vénitiennes combattaient déjà en Morée: la flotte et l'armée des mercenaires reprit Argos, et au bout du mois les trois quarts du territoire de la Morée furent libérés. 30 mille ouvriers se hâtaient en même temps d'ériger l'*Hexamilion*, un mur de défense long de six lieues et haut de 12 pieds, pourvu de 136 tours sur l'isthme de Corinthe, pour entreprendre ensuite le siège de la ville de Corinthe.<sup>16</sup> Le 12 septembre 1463 avant le départ de son armée pour la Bosnie, le roi de Hongrie et l'ambassadeur de Venise muni de pleins pouvoirs par le doge Cristoforo Moro signèrent à Pétervárad le traité d'alliance, afin que «*effrenata Turcorum audacia, quae ulterius ferenda non est, cum Mahometana fide tam ex mari, quam ex terra penitus deleatur, et ipsi saevissimi Turci sceleratissimi facinoris meritas poenas luant*». Venise s'engageait à harceler les Turcs sur mer avec 40 galères à trois rangs de rames et à faire la guerre en Dalmatie et en Morée avec des troupes de fantassins et de cavaliers pour diviser les forces de l'adversaire, tandis que le roi de Hongrie devait franchir les frontières à la tête d'une forte armée pour attaquer les territoires turcs. Le texte du traité contenait aussi la clause usuelle selon laquelle aucune des parties ne devait conclure une paix séparée sans l'accord préalable de l'autre; en plus il était stipulé avec prévoyance que les deux pays devaient s'abstenir de susciter des troubles sur leur frontière commune.<sup>17</sup> Le même jour, Mathias adressa une lettre circulaire aux monarques européens pour les informer que — son intention étant, comme toujours dans le passé, de défendre la chrétienté contre la menace croissante d'une invasion turque —, il acceptait la proposition vénitienne de conclure un traité d'amitié pour entrer en commun en guerre contre l'Infidèle pour avoir ainsi plus d'espoir de l'emporter.<sup>18</sup> En rendant public le traité d'alliance qu'il venait de conclure avec Venise, Mathias cherchait sans doute à promouvoir l'adhésion d'autres États européens à la lutte contre la Porte; la diplomatie pontificale faisait des efforts dans le même sens, mais elle dut se contenter du ralliement du duc de Bourgogne, qui signa en octobre 1463 avec le pape et Venise une triple alliance qui devait se concrétiser dans le lancement d'une campagne militaire commune au printemps de l'année suivante.

Pourtant le Saint-Siège s'employait énergiquement à propager la nouvelle de la guerre lancée par l'alliance hungaro-vénitienne. C'est sous ce signe que vit le jour le long poème latin glorifiant le roi Mathias d'Antonio Costanzi, notable de la ville de Fano appartenant à l'État pontifical, en qui l'auteur célébrait le seul défenseur de l'Italie, tout en blâmant l'abstention et l'indifférence des rois de France, d'Espagne et d'Angleterre, et des princes allemands et italiens. Costanzi n'épargnait que «*la fière Venise*», qui n'avait pas abandonné

<sup>16</sup> S. Romanin: *Storia documentata di Venezia*. Venise, 1853, vol. IV, p. 316.

<sup>17</sup> J. C. Lünig: *Codex Italiae Diplomaticus*... Francofurti et Lipsiae, Tom. II, 1726, col. 1190.

<sup>18</sup> Ljubić: op. cit., vol. X, pp. 272–273.

le roi de Hongrie dans sa lutte pour la défense de la foi et dont la flotte de guerre avait chassé des mers les bateaux de l'adversaire en leur infligeant une lourde défaite. Le poète hongrois Janus Pannonius — qui avait été ami de Costanzi à l'école de Ferrare — lui répondit au nom du roi Mathias par un long poème écrit en latin, où il relatait les tribulations et les victoires des Hongrois en Bosnie, déclarant que Mathias reprendrait la guerre au printemps suivant s'il pouvait compter sur le concours d'autres États. Au nom de son roi, Janus Pannonius s'adressait aux États italiens dont seule Venise lui était venue en aide, « quos iungunt fatis, foedera parta, meis ». Il ajoutait que pourtant le Sultan visait en réalité la conquête de l'Italie pour devenir le maître du monde en possédant à la fois Constantinople et Rome; par conséquent, les peuples de la péninsule devraient se rallier au roi Mathias.<sup>19</sup>

Janus ne fut pas le seul poète à chanter la campagne de Mathias en Bosnie. Cependant, à côté de ceux qui célébraient la gloire militaire du roi de Hongrie à propos de la prise de la ville et du fort de Jajca, il y avait un écrivain qui évoquait les épisodes pour mettre en vedette les mérites du Vénitien Emo. Conformément aux règles diplomatiques de sa République, Emo avait accompagné dans la guerre le roi du pays allié, et se tenant toujours auprès de lui, il avait informé son gouvernement de tous les événements importants. Pourtant cette fois, semble-t-il, Emo ne s'était pas contenté du rôle d'observateur: à l'en croire l'historiographe officiel et bibliothécaire principal de la République de Venise Antonio Sabellico tombant d'ailleurs volontiers dans l'exagération coutumière des humanistes qui commémorait dans une de ses œuvres mineurs les faits et les gestes de la famille Emo, l'ambassadeur emporté par l'ardeur du combat aurait exhorté lui-même la cavalerie hongroise à l'assaut de la ville, et aurait entraîné toute l'armée à poursuivre l'ennemi, à occuper ses campements et à astreindre le chef de guerre turc à prendre la fuite. Le poème fit aussi parler « le roi hunnique » Mathias, qui aurait fait l'éloge du courageux ambassadeur et de sa ville natale, avant de l'adouber chevalier devant toute l'armée réunie.<sup>20</sup>

Or, quant aux vertus d'Emo, la lettre du 16 janvier 1465 de Mathias même au doge en donne un témoignage autrement authentique que les vers flatteurs de Sabellico. Le roi de Hongrie y priait le chef de la République de Venise de l'autoriser à faire accompagner par Emo les deux ambassadeurs qu'il allait envoyer au nouveau pape Paul II. Depuis que les deux pays luttèrent ensemble contre l'Infidèle, disait Mathias, il avait toujours souhaité d'avoir auprès de lui un représentant de son allié qui, témoin de ses actions et en connaissance de ses desseins, pût en informer fidèlement son gouvernement, avec lequel il avait fait cause commune. Les excellentes qualités d'Emo lui avaient valu l'estime et les bons sentiments du roi de Hongrie: « Hic non solum domi, sed

<sup>19</sup> I. Hegedűs: Egy olasz költő Mátyás királyhoz [Un poète italien au roi Mathias]. *ItK* 1903, pp. 79–85.

<sup>20</sup> Sabellicus A. Coccus: De vetustate Aquileiensis patriae. [Sans indication de date]. pp. 77–91.

militiae quoque, atque dum his annis hostiles penetrare fines, dum hostium castella et arces obsedimus, affuit assidue consiliorum et laborum nostrorum, et ut ita dicamus periculorum particeps.» Comme Emo venait d'être rappelé à Venise, poursuivait la lettre, Mathias aimerait qu'il voyageât ensemble avec ses ambassadeurs Janus Pannonius, évêque de Pécs, et le grand argentier János Rozgonyi, et qu'il les accompagnât à Rome pour les aider dans leur mission d'y trouver du soutien militaire, « Vidit enim situm plurium terrarum hostilium; vidit jugis arces impositas, opere et natura munitas; vidit regionem minantibus in celum scopulis asperam; vidit et graves nostros militumque nostrorum labores; novit studium, novit mentem, novit impensas nostras his presertim novissimis temporibus, pro communi causa et statu, ne dicamus factas sed effusas, quibus omnibus, ipso referente et testificante, moveri pietate pontificem Romanum putavimus.»<sup>21</sup>

Peut-être Mathias souhaitait-il d'autant plus la présence d'Emo à Rome que le nouveau pape Pietro Barbo était aussi originaire de Venise. La mort inopinée de son prédécesseur Pie II à Ancône le 13 août 1464 juste au moment où il devait rencontrer le doge Moro avant de réunir leurs flottes pour attaquer les Turcs sur mer, avait ruiné le projet de la croisade mûri depuis bien des années. La tentative désespérée du pape de pousser par l'exemple de sa participation personnelle les puissances chrétiennes à la lutte — ce fut pour cette même raison qu'il avait sollicité le vieux Moro de se joindre à l'expédition — était d'ailleurs restée presque sans effet: seul des volontaires peu nombreux et quelques bateaux de guerre du duc de Bourgogne avaient rejoint les Vénitiens à Ancône. On trouva dans les trésors du pape défunt 29 mille ducats et 25 sacs de pièces d'argent réservés aux frais de la campagne, que le conseil des cardinaux ne manqua pas de transmettre au doge. Celui-ci plaida en faveur du soutien de Mathias, ajoutant que Venise lui promettait un subside de 60 mille ducats si le roi de Hongrie s'engageait à partir de nouveau à la guerre. La Signoria fit parvenir l'argent à Zara aux mains du commis de Mathias.<sup>22</sup> Cependant le roi, qui avait eu l'intention d'accorder la reprise de sa campagne avec l'expédition organisée par Pie II ne se sentait pas assez fort pour affronter avec ses troupes l'armée turque se préparant à la contre-offensive en Bosnie. Il ressort du rapport d'Emo qu'à côté des troupes de vassaux (environ 12 mille cavaliers) qui lui devaient seulement un service de trois mois par an, Mathias ne disposait que d'une petite armée de 2 mille soldats à cheval et de 5 mille fantassins<sup>23</sup>, tandis que le Sultan s'appêtait à engager, d'après ses informations, une armée de 80 mille hommes. Les difficultés matérielles du pays, comme l'avaient déjà plus d'une fois remarqué les délégués de Venise, ne permettaient pas à Mathias de mettre sur pied de nouvelles troupes armées. Or Venise cherchait obstinément à pousser l'armée hongroise à l'action pour diminuer ainsi

<sup>21</sup> *Mátyás király levelei. Külügyi osztály* [Les lettres du roi Mathias. Relations extérieures]. Éd. V. Fraknói. Budapest, 1893–1895, vol. I, pp. 69–70.

<sup>22</sup> Ljubić: op. cit., vol. X, p. 311.

<sup>23</sup> Nagy — Nyáry: op. cit., vol. I, pp. 263–265.

la pression turque en Morée, où Venise après ses premières victoires perdait du terrain. Son armée de mercenaires s'était considérablement affaiblie après la mort de son chef; Argos et Athènes avaient été repris par les Turcs; le siège de Corinthe avait été levé, tandis que la flotte de guerre à la tête de laquelle les amiraux se succédaient à un rythme singulièrement rapide évitait de s'engager dans de grandes batailles sans arriver à emporter des succès considérables. Aussi la Signoria jugeait-elle opportun, quoique la guerre lui coûtât 600 mille ducats par an, d'appuyer ses exhortations à la campagne par l'envoi régulier de sommes modestes au roi de Hongrie, tandis que ses villes de Dalmatie fournissaient gratuitement de la poudre à feu à l'armée hongroise.

L'ambassade envoyée à Rome ne rentrait pas les bagages vides: le pape Paul II accorda à Mathias une aide de 57 mille ducats, lui promettant d'obtenir avant la fin de l'année l'accord des puissances chrétiennes pour la campagne à mener en commun contre l'Infidèle, et de réaliser ainsi le projet chéri depuis longtemps. Quant au gouvernement de Venise, il s'engagea, lorsque les ambassadeurs hongrois sur leur chemin de retour se présentèrent devant lui, comme il était d'usage, à verser à la Hongrie un subside de 50 mille ducats avant la fin de l'année, dont il remit aussitôt 15 mille entre leurs mains.<sup>24</sup>

La Signoria était prête à consentir des sacrifices onéreux pour se ménager les bonnes dispositions de son unique allié, le roi de Hongrie: l'exemple de Clissa en donna la preuve. Après la mort du *ban* Sperančić en captivité turque, sa veuve proposa à Venise en septembre 1464 d'acheter le château. Toutefois, avant de décider de l'acquisition du fort qu'il avait convoité depuis longtemps, le gouvernement de la Sérénissime République s'employa par l'intermédiaire d'Emo à obtenir le consentement de Mathias. L'ambassadeur reçut l'ordre de communiquer au roi de Hongrie le projet de cette transaction, «cum omnibus illis bonis, dulcibus et accommodatis verbis, que vestre prudentie videbuntur, ... et oppurtune ac convenienter memoratis amplis et liberalibus verbis et promissionibus sue regie serenitatis, eidem declarate, nos certissime nobis persuasisse Maiestatem suam contentissimam fore, ut locus ille in manus nostras potius quam alienas deveniat ob sinceram et mutuam nostram benivolentiam animoque nostrorum indissolubilem coniunctionem.» Cependant, lorsque Mathias refusa une nouvelle fois de consentir à l'aliénation du château qui se trouvait sur le territoire de sa souveraineté, la Signoria lui expédia aussitôt un message conciliant, soulignant qu'«attenta sincera et firmata amicitia ac societate, que inter nos est, non modo facere, sed ne cogitare quidem quicquam vellemus, quod ingratum esset voluntati sue serenitatis». La Signoria avait cru, dit la déclaration envoyée à Emo, que le roi de Hongrie ne s'y opposerait pas, car «statum sue maiestatis et nostrum unum et idem iudicemus ... nobis persuaseramus veniente loco ipso in manus nostras, serenitatem suam illud esse in manibus suis iudicaturum».<sup>25</sup> Mathias s'empressa d'installer à Clissa une garnison hongroise, dont les pillages et les vexations aux dépens des habitants de la

<sup>24</sup> *Idem*, vol. I, pp. 330, 332.

<sup>25</sup> Ljubici: op. cit., vol. X, pp. 310, 318.

région ne manquèrent pas de donner des nouveaux sujets de plainte à Venise, qui ne se contenta pas de demander des réparations au roi de Hongrie, mais pourvut aussi à la protection de ses sujets en y dépêchant à Trau un capitaine chargé d'appeler la population aux armes en cas d'incursions hongroises.<sup>26</sup>

Cependant la bonne entente entre les deux alliés ne fut point troublée par les tentatives réitérées de la Porte d'amener l'un ou l'autre à conclure une paix séparée, ce qui aurait permis au Sultan de diriger toutes ses forces contre un seul adversaire. Déjà en février 1465, Mathias rassura le doge qui venait de l'informer des ouvertures de paix de la Porte, qu'il avait lui aussi reçu par le truchement de divers médiateurs plusieurs propositions analogues et que le Sultan lui-même venait justement de le solliciter d'accorder des sauf-conduits à ses ambassadeurs, mais ces initiatives s'étaient toujours heurtées à son refus catégorique, « non oblitit quid nobis et patriae, quid amicitiae vestre, quid communi federi debeamus ». Il partageait l'opinion du doge, selon qui les propositions de cette espèce ne faisaient que masquer les nouveaux projets de guerre de l'ennemi.<sup>27</sup> Le doge protesta avec une insistance pareille de sa solidarité dans le message de réponse qu'il fit parvenir à Mathias par le nouvel ambassadeur vénitien Francesco Venier. Il informa le roi de Hongrie que la Signoria venait de rejeter la proposition du Sultan d'ouvrir des négociations et qu'elle était décidée de n'accepter la paix que d'un commun accord avec Mathias, « qui per amorem et conjunctionem nostram unum et idem sumus ». Cependant, évoquant que tout le poids de la guerre pesait sur leurs deux pays, il ajouta encore, dans des formules très prudentes, il est vrai, que l'hypothèse d'un compromis futur avec le Sultan ne devait pas être complètement écartée.<sup>28</sup> L'année suivante (1466), un ambassadeur vénitien, chargé de cadeaux, arriva en effet à la Porte, mais il ne fut point écouté. Au témoignage de Malipiero, qui remplissait alors des charges importantes et qui était toujours bien informé, le Grand Vizir désapprouva que l'ambassadeur voulût aussi négocier au nom de Mathias et qu'il proposât, conformément aux vœux du roi de Hongrie, une trêve et non un traité de paix, « perchè i non è usi a far triegua, e perchè non ghe par che sia de sua reputazion trattar delle cose del Re d'Ongharia con un Ambassador della Signoria ». Malipiero se vante même de tenir de source sûre les propos malicieux du Grand Vizir qui aurait ainsi réprimendé l'ambassadeur: « Ambassador — ... — chi vuol manzar co 'l cuichier d' altri, resta digiuno: voi havete speso i vostri danari, i havete mandati a Crali (che così i chiama 'l Re d'Ongharia), e no v' ha giovato ... Voi trattate per Ongharia; e Onghari ne hanno fatto saver, che i non vuol che mercadanti faccia pace per loro ».<sup>29</sup> En 1468, les pourparlers engagés à Várad avec le concours d'un diplomate vénitien furent rompus, tandis qu'un autre ambassadeur vénitien rentra

<sup>26</sup> *Ibidem*, pp. 393–394.

<sup>27</sup> *Mátyás király levelei ...*, vol. I, pp. 77–79.

<sup>28</sup> Nagy — Nyáry, vol. I, p. 342.

<sup>29</sup> Malipiero, op. cit., pp. 41–42.



de Constantinople les mains vides en raison de « l'impertinence obstinée » des Turcs, qui formulaient des conditions inacceptables.<sup>30</sup> Les exigences turques excessives vouèrent aussi à l'échec les ouvertures de paix des années suivantes.

La guerre se poursuivait, mais les deux alliés avaient déjà perdu leur élan initial: tous les deux s'estimaient déçus et étaient mutuellement mécontents de la contribution de l'autre. Mathias, qui n'avait effectué aucune offensive de grande envergure depuis sa campagne en Bosnie, répondit aux demandes instantes réitérées du Saint-Siège et de Venise que ses forces armées étaient insuffisantes pour porter lui seul un coup décisif sur l'adversaire, mais qu'il était prêt à lancer une grande offensive dans l'Empire turc à condition de bénéficier de l'appui militaire promis des États chrétiens de l'Europe. Sa lettre au pape Paul II du 2 octobre 1465 déclare sa détermination: « Hoc est ... — ... — quod plurimum ipse opto, ad hoc meas meorumque fortunas et regium caput devoveo ... Anno sequenti, Deo adiuvante, Machometum ipsum, ubicunque circa Hellespontum reperiri poterit, vestigabo: illa modo beatitudinis vestre et aliorum Christianorum tante rei convenientia auxilia non desint ». Au mois de novembre de la même année, il adressa au doge un message similaire, le pressant de travailler à la réalisation d'une grande expédition commune pour l'année suivante afin que l'on pût se libérer définitivement du fardeau des combats et des dépenses perpétuels. Comme cela lui arriva souvent, il écarta les sous-entendus souples du langage diplomatique et ne dissimula point ses critiques au sujet de la méthode de combat vénitienne. L'expérience démontrait, affirmait-il dans sa lettre du 7 avril 1467, que la guerre menée sur mer contre les Turcs n'aboutissait point; aussi le doge devait-il se contenter à son avis, de maintenir une petite flotte capable d'assurer la défense des côtes pour pouvoir affecter la plus grande partie de ses ressources au renforcement de son armée de terre. Cependant celle-ci devrait être capable d'effectuer non seulement des raids sans lendemain contre l'immense armée de la Porte, mais aussi de détourner du théâtre des opérations de Hongrie le gros des troupes turques, car Mathias craignait que la Hongrie abandonnée à elle-même ne pût pas résister à une offensive turque. Mathias affirma que les gros préparatifs militaires turcs annonçaient le début prochain d'une grande campagne contre la Hongrie; il n'omit pas de souligner la difficulté de défendre le pays sur une longue frontière commune avec les territoires ottomans et le retard de l'aide européenne promise, pour réitérer finalement avec insistance sa demande: « Qua propter fraternitatem vestram iterum monemus, ut semel tandem avertat a nobis, vel saltem exequo dividat hostem ». Venise devrait donc renforcer son armée de terre. Mathias ajouta encore ironiquement: « Nam quid hactenus vel illi nocuerit, vel vobis profuerit tam ingens classium impensa, ipsi scitis. »<sup>31</sup>

Les charges insupportables de la guerre poussaient quelques notables vénitiens à formuler des griefs aux séances du Conseil, où l'opportunité des sub-

<sup>30</sup> Ljubić: op. cit., vol. X, p. 406; K. Nehring: *Matthias Corvinus, Kaiser Friedrich III und das Reich*. Munich, 1975, p. 29.

<sup>31</sup> *Mátyás király levelei...*, vol. I, pp. 109, 128–129, 194–196, 197–200.

sides accordés à des princes chrétiens (dont Skanderbeg, le prince de S. Sabe Étienne Kosaca, et surtout Mathias I<sup>er</sup> Corvin de Hongrie) fut aussi mise en cause. Ces débats se reflétèrent aussi dans la réponse que la Signoria donna à la demande de l'ambassadeur de Mathias, le prélat de Pécs György Handó, qui sur son chemin à Rome s'arrêta lui aussi à Venise pour y solliciter une nouvelle aide financière. Elle ne manqua pas de souligner non sans un sous-entendu allusif, que ses frais de guerre étaient encore plus lourds qu'elle ne l'avait prévu, « nam cum hostis aliunde anno isto non fuerit molestatus, convertit magnam partem suarum virium contra nos ». On accorda néanmoins 10 mille ducats à Handó, afin que l'ambassadeur n'eût pas à rentrer les mains vides.<sup>32</sup>

Cependant les conflits qui allaient opposer respectivement les deux États alliés à d'autres adversaires devaient bientôt priver la Hongrie des subsides vénitiens. Mathias était préoccupé dans la seconde moitié de 1467 par le soulèvement de Transylvanie et par l'échec de sa campagne contre Étienne, voïvode de Moldavie, tandis que la république de Saint Marc apportait un soutien militaire et financier substantiel à son ancien condottiere Bartolomeo Colleoni qui était entré en guerre au nom des Florentins exilés contre les Médicis, seigneurs de la ville de l'Arno et leurs alliés, le royaume de Naples et Milan. Venise voulait entraver ainsi l'expansionnisme de son vieil adversaire, le duché de Milan; cependant, en appuyant Colleoni, elle se trouva face à la ligue de trois puissants États de la péninsule, et ralluma l'hostilité traditionnelle de l'opinion publique italienne qui l'accusait d'avidité, de voracité, et de mener une politique perfide et perturbatrice.<sup>33</sup> Dès lors, le doge refusa catégoriquement d'aider Mathias: il rappela avec amertume aux ambassadeurs hongrois qu'au prix de lourds sacrifices humains et matériels son État faisait la guerre depuis cinq ans aux Turcs sur les Balkans, tandis que la seule aide que quelques États italiens prêtaient à la cause de la chrétienté, c'était de livrer des vivres, des armes, du matériel de guerre et des équipements de navigation à l'Infidèle. Maintenant, c'était le tour de Venise de solliciter le roi de Hongrie par son nouvel ambassadeur Pietro Diedo de lancer une offensive pour diviser ainsi les forces de l'adversaire<sup>34</sup>, mais Mathias, vu que le Sultan engageait alors le gros de son armée en Albanie, entra en guerre en 1468 à l'instigation du Saint-Siège avec Georges Podiébrad que le pape avait mis au ban pour avoir soutenu les Hussites, et fit de l'acquisition de la couronne de Bohême le principal objectif de sa politique étrangère. Venise invoqua ce revirement du roi de Hongrie pour justifier sa décision de lui couper les subsides. Cependant Malipiero, qui appartenait à l'ordre gouvernant des patriciens, exprime le mécontentement de ses contemporains lorsqu'il écrit dans ses annales que le Sénat reconnaît déjà son erreur d'être entré en guerre contre le redoutable Sultan et « se duol d'haverse separado dal Re d'Ongharia, che faceva guerra a' Turchi con 60.000 ducati, che la Signoria ghe esborsava ogn'anno a tal effetto: e questo è processo perchè

<sup>32</sup> Nagy — Nyáry: op. cit., vol. II, pp. 22–24; Fraknoi: *Mátyás király magyar...*, pp. 20–21.

<sup>33</sup> Romanin: op. cit., vol. IV, pp. 327–329.

<sup>34</sup> Nagy — Nyáry: op. cit., vol. II, pp. 53–54, 64–66.

Bartholamio da Bergamo (Colleoni) Capitano, ha tolto l'impresa de Toscana a favor de fuorusciti... e a so istanzia la Signoria ha mandà a dir al Re Mathias che la no podeva continuar l'impresa, e che 'l fesse pace o triegua a so beneplacito». Ainsi, constate-t-il, «se alienassimo dal Re d'Ongharia, spendessimo oro assai in Toscana, fasemo pace ignominiosa con la liga d'Italia ... e romagnessemo soli in guerra co 'l Turco».<sup>35</sup>

En effet, les orientations des deux pays tendaient à se séparer au fur et à mesure que Mathias s'empêtrait dans le conflit de Bohême que dressa contre lui le roi Casimir de Pologne, son fils Vladislav, héritier désigné de la couronne de Bohême, puis l'empereur Frédéric lui-même. En 1471, un an après que la république de Venise fut ébranlée par la perte d'une de ses bases les plus importantes, celle de Nègrepont qui lui avait permis le contrôle du détroit de Corinthe, Mathias dut faire face à une conspiration des plus grands seigneurs du royaume (dont son conseiller le plus ancien János Vitéz, archevêque d'Esztergom, et Janus Pannonius), qui voulaient le déposer et mettre sur le trône de Hongrie le prince Casimir, fils du roi de Pologne. En neutralisant l'opposition et en refoulant les troupes du prince Casimir, Mathias dut négliger la défense des frontières du Sud, alors que les incessants raids et incursions saccageuses des Turcs à partir de Bosnie faisaient régner la terreur parmi la population de toute la région allant de Dalmatie à la Carniole et à la Carinthie.

Craignant la perte de ses villes maritimes, voire celle de l'Istrie et du Frioul, Venise pria le pape d'amener le roi de Hongrie à mettre fin à sa guerre de Bohême et à se réconcilier avec l'empereur lui-même menacé, pour pouvoir renforcer la défense des frontières méridionales de son pays. A cette fin, elle envoya l'habile Emo en juin 1469 à la cour de Frédéric et de Mathias, espérant pouvoir résoudre par ses bons offices la grave crise politique qui risquait de compromettre les relations d'amitié entre Venise et la cour de Buda. Vouloir faire preuve de ses bonnes dispositions envers la Sérénissime République, Mathias avait fait annoncer au doge dès le mois de janvier de cette année par ses ambassadeurs envoyés à Venise qu'il avait l'intention de conclure une alliance avec Ferdinand, roi de Naples, et avait fait connaître à la Signoria les articles du traité prévoyant l'assistance mutuelle des deux pays contre tous, sauf le pape, l'empereur et Venise, et autorisa le Sénat vénitien à modifier comme bon lui semblait le texte, tout en le rassurant «de constantimente et proposito r. maiestatis non derogandi antique et mutue nostre benivolentie et considerationi pro aliqua nova amicitia». Devant ce geste, les hommes d'État vénitiens exprimèrent leur gratitude et déclarèrent de leur côté de vouloir «perpetuare intelligentiam et confederationem», affirmant que le traité projeté ne portait aucun préjudice à leur alliance avec la Hongrie.<sup>36</sup>

Cependant l'orage s'annonçait déjà sur les côtes de Dalmatie, ce point chaud perpétuel, par suite de la menace que l'approche des Turcs faisait peser

<sup>35</sup> Malipiero: op. cit., p. 59.

<sup>36</sup> Ljubić: op. cit., vol. X, pp. 421–422; Nagy — Nyáry: op. cit., vol. II, p. 89.

sur cette région. Une des raisons pour lesquelles Emo fut envoyé chez Mathias était justement pour prier de sommer le *ban* de Croatie Balázs Magyar à mettre fin à ses exactions, alléguant que celui-ci razziait souvent la région de Sebenico en pillant villages et manoirs et en tuant bien des gens. Il s'agissait sans doute d'expéditions punitives lancées par le *ban*, car les gouverneurs vénitiens de la région avaient donné asile aux *Morlaques* réfugiés de Croatie et avaient refusé de les extraditer sous prétexte que ceux-ci étaient des hommes libres et qu'ils s'étaient établis de leur propre gré sur territoire vénitien; ainsi «*neque ius neque honestas patitur*» de les livrer au *ban*. Emo devait proposer au roi de Hongrie d'accepter que les *Morlaques* puissent choisir librement sous quelle autorité ils désiraient vivre. Dès juillet prochain la Signoria put se féliciter des mesures prises par Mathias pour apaiser ces discordes.<sup>37</sup>

Cependant le roi de Hongrie ne fit pas preuve de pareille indulgence lorsque des plus grands noms du royaume étaient en cause. Ainsi par exemple les comtes de Segna Etienne et Martin Frangepan demandèrent en vain l'aide de Venise contre Balázs Magyar. Le *ban* décida d'intervenir lorsque par crainte d'une invasion des Turcs qui razziaient déjà la région voisine, la ville de Segna — au lieu de s'adresser au roi Mathias qui séjournait alors dans la lointaine Moravie et qui, selon les rumeurs, aurait conclu une trêve avec la Porte pour poursuivre sa guerre de Bohême —, se mit sous la protection de Venise. La Sérénissime République avait des rapports très serrés avec le seul port de Hongrie où beaucoup de marchands vénitiens s'étaient établis pour y déployer une activité commerciale très intense, et avait pris sous sa protection particulière les comtes de Segna. En outre, la perspective d'une guerre entre l'empereur et Mathias rehaussa singulièrement l'importance de la ville, dans la mesure où les opérations pouvaient s'étendre aussi sur les provinces autrichiennes méridionales voisines de Venise. La Signoria craignait que le roi de Hongrie ne cherchât alors à établir des bases pour ses opérations militaires sur la côte adriatique au détriment de Venise. Aussi profita-t-elle de la première occasion pour parer à ce danger. D'après son rapport adressé au pape, comme les habitants de Segna avaient pris la fuite par crainte de l'approche des Turcs, une garnison vénitienne s'était installée dans la ville pour éviter qu'elle ne tombât dans les mains de l'envahisseur. Rentrés dans leur ville, les habitants de Segna s'étaient alors placés de leur gré sous la seigneurie de Venise; cependant, après le départ de la garnison vénitienne, le *ban* de Croatie avait pris possession de la ville au nom de Mathias et avait chassé ses maîtres légitimes, les Frangepan. Venise élevait la voix en leur faveur non seulement à Buda, mais aussi à Rome, étant donné que le Saint-Siège avait souvent arbitré des discordes interétatiques. Elle invoquait que les comtes dépossédés étaient prêts de se soumettre à la Porte plutôt que de renoncer à la ville de leurs ancêtres; or dans ce cas la menace turque contre l'Italie prendrait des proportions alarmantes. Emo s'efforça de persuader Mathias que l'intervention vénitienne avait été dictée par la vieille amitié de la république à l'égard des Frangepan et le roi de Hongrie,

<sup>37</sup> Nagy — Nyáry: op. cit., vol. II, pp. 111 — 115; Ljubić: op. cit., vol. X, pp. 443, 448 — 451.  
*Acta Historica Academiae Scientiarum Hungaricae* 35 (1 — 4) (1989)

et en premier lieu par sa détermination de servir la cause du monde chrétien. L'ambassadeur avait reçu l'ordre de dissiper les soupçons du roi de Hongrie concernant la volonté vénitienne d'annexer le domaine des Frangepan, et d'insister que Venise continuait à observer les dispositions de leur traité d'alliance en vertu desquelles chacun des États devait s'abstenir de s'immiscer dans les affaires intérieures de l'autre.<sup>38</sup> Martin Frangepan, qui venait solliciter l'aide de Venise pour récupérer sa ville dut ainsi se contenter d'une promesse prudente: la Signoria accepta de lui livrer des vivres, du matériel de guerre et un prêt de 10 mille ducats, mais refusa de lui fournir des bateaux, puisque cela eût équivalu à un défi ouvert lancé à Mathias. Elle conseilla au comte de faire plutôt preuve de douceur et de vénération pour obtenir l'indulgence du roi. Pour diminuer les tensions dans ce guêpier, le doge chercha aussi à se réconcilier avec le nouveau maître de Segna Balázs Magyar, bien qu'il eût de nombreux griefs contre lui, car le *ban* venait de malmener les sujets vénitiens des environs de Vrana. Or le ban cherchait lui aussi la paix avec la république, puisque les bateaux vénitiens sillonnant l'Adriatique pouvaient paralyser complètement le commerce et l'approvisionnement de Segna. Aussi Magyar fut-il amené à prier la Signoria en mai 1470 de rétablir les relations commerciales traditionnelles entre la Sérénissime République et la ville, d'autoriser l'importation de denrées de la province italienne des Marques, et de pourvoir ses troupes de matériaux de guerre contre les Turcs. Venise refusa de satisfaire cette dernière demande sous prétexte qu'elle souffrait elle-même de manque de matériel de guerre, mais estima utile de répondre favorablement aux deux premières pour se ménager les bons sentiments du ban.

Cependant les rapports entre la cour de Hongrie et la république de Saint Marc s'étaient sensiblement refroidis. Cristoforo Bollato, ambassadeur de Milan auprès de l'empereur négociant avec Mathias à Vienne annonça à son duc avec une joie maligne en mars 1470 qu'on était d'avis que le roi de Hongrie tenait rigueur à Venise non seulement de l'affaire de Segna, au sujet de laquelle la république avait même fait des démarches auprès du pape tout en bloquant le port avec deux de ses bateaux, mais aussi et surtout d'avoir averti en secret l'empereur Frédéric de l'intention du roi de s'emparer de Trieste en exploitant le mécontentement de la population du port impérial.<sup>39</sup> Comme dans le cas de Segna, Venise chercha aussi par cette mesure à prévenir la présence du puissant roi hongrois dans le golfe qu'elle estimait lui appartenir exclusivement, et où elle avait dû faire face depuis plusieurs siècles à l'expansionnisme maritime de la politique hongroise. Ce fut sans doute l'ambassadeur milanais lui-même qui révéla à Mathias l'action des Vénitiens pour gagner sa confiance et pour le détourner de son allié qui était l'adversaire redoutable de Milan dans la lutte pour la domination de l'Italie du Nord. Au témoignage de son rapport envoyé à son duc, ses efforts furent couronnés de succès: grâce à l'entretien

<sup>38</sup> Nagy — Nyáry: op. cit., vol. II, pp. 165–166, 168–170; F. Cousin: *Il confine orientale d'Italia nella politica europea del XIV e XV secolo*. Milan, 1937, vol. II, pp. 172–173.

<sup>39</sup> Nagy — Nyáry: op. cit., vol. II, pp. 167–168, 155.

qu'il eut avec lui, le roi de Hongrie vit clair au travers des machinations de Venise visant à empêcher sa réconciliation avec Frédéric, et il avait l'intention de signer un accord avec celui-ci et le duc de Milan contre la république de Venise. Bollato ajouta qu'il était déjà entré en négociations avec le délégué de Mathias au sujet du traité en question et de la mise sur pied d'une ligue anti-turque.<sup>40</sup> Mathias s'efforçait probablement d'obtenir le soutien actif des États italiens dans le cadre de cette coalition par l'écartement de la république jalousee et par l'adhésion de l'empereur. La diplomatie vénitienne réagit avec la rapidité qui lui était propre: Emo mit en jeu toute son influence jadis gagnée auprès de Mathias pour neutraliser l'action de Bollato, et avant même la fin de mars son gouvernement accusa avec satisfaction réception de son message rapportant qu'il avait réussi à laver Venise auprès du roi des calomnies de l'ambassadeur milanais et que le roi venait de se réconcilier avec Étienne Frangepan.<sup>41</sup> Dans son panégyrique d'Emo, Sabellico voit dans la mission de l'ambassadeur en 1469–1470 un important succès diplomatique; or en réalité tous les efforts d'Emo n'auront pas suffi à détourner le roi des visées nouvelles de sa politique extérieure.

La guerre tchèque, l'acquisition de la Moravie, de la Silésie et de Lausitz, et surtout sa volonté d'obtenir la couronne de Bohême — et, partant, le titre de prince électeur — avaient considérablement éloigné Mathias des objectifs plus limités du début de son règne où il avait dû employer toute son énergie pour se maintenir sur le trône et pour parer à la menace turque. Comme le soutien de son seul allié (en dehors de la papauté) était devenu plus que douteux à ses yeux, il cherchait à consolider ses positions sur l'échiquier politique européen en nouant des relations plus fructueuses. L'échec des négociations de Vienne, puis l'hostilité suscitée chez ses voisins de l'ouest et du Nord par suite de la tentative polonaise de s'emparer du trône hongrois — et, par conséquent, la menace de l'isolement de la Hongrie —, le poussaient à s'engager plus profondément dans les enchevêtrements complexes du jeu à règles changeantes de la politique internationale. Parallèlement au progrès des beaux-arts et de la littérature, la Renaissance a aussi vu l'essor de l'art de la politique et de la diplomatie, et Mathias Corvin, qui était enfant de son siècle, avait appris à s'adapter aux manœuvres sans scrupule de ses contemporains: autant il percevait les véritables intentions derrière les promesses grandiloquentes, les compliments flatteurs et les vaines déclamations, autant il savait, le cas échéant, se servir des mêmes moyens en faisant alterner dans ses entretiens et sa correspondance l'obligeance désarmante avec la franchise menaçante, ou les remontrances accusatrices avec les louanges les plus éloquentes. Force lui était de se munir de perspicacité et de circonspection pour ne pas se perdre dans les ramifications embrouillées de la réalité politique italienne, où les changements subits auxquels étaient sujets les rapports mutuels entre les États de la pénin-

<sup>40</sup> *Ibidem*, vol. II, p. 162.

<sup>41</sup> *Ibidem*, vol. II, pp. 168–170.

sule aussi bien que leur situation intérieure, risquaient sans cesse de prendre au dépourvu ceux qui comptaient y trouver des alliés.

Ainsi le projet de traité du début de 1473, suivant lequel le roi de Hongrie et le duc de Milan s'engageaient à se soutenir mutuellement en cas d'une guerre vénitienne, n'eut finalement aucune conséquence pratique. Les deux parties auraient autorisé le libre passage de l'armée de l'autre sur leur territoire; elles fixèrent aussi la quantité et la nature de l'aide militaire qu'elles devaient l'une à l'autre (4 mille cavaliers et 2 mille ducats pour couvrir la solde des mercenaires). Curieusement, le document justifie l'idée de la guerre par l'assertion que malgré leur innombrables initiatives, ni la Hongrie ni Milan n'avaient jusqu-là réussi à conclure un traité d'amitié avec Venise; puis, à la fin du texte, les deux parties affirment de nouveau n'avoir aucun accord ou lien d'alliance avec la Sérénissime République.<sup>42</sup> Mathias avait pensé utiliser l'alliance milanaise contre Frédéric III; en outre, elle lui aurait permis le cas échéant de contrebalancer les éventuelles actions de Venise considérées trop partisan de l'Empereur. Autant Mathias était prêt à oublier son traité en vigueur avec la puissante cité maritime, autant Milan n'était pas gêné par son accord avec Mathias de se ranger bientôt du côté de Venise contre la coalition italienne soutenue par le roi de Hongrie.

Or le projet d'une guerre contre Venise ne fut en réalité qu'une manœuvre diplomatique effectuée par le roi de Hongrie dont toutes les forces étaient déjà absorbées par son conflit avec ses voisins du Nord et de l'Ouest, et par la défense de la frontière du Sud contre les raids de plus en plus fréquents de l'armée ottomane. Les vagues successives des incursions turques frappaient simultanément le territoire de la Hongrie et celui de la république de Venise: en 1470–1471, les troupes turques ravagèrent la Croatie et la Slavonie; en 1471, elles pillèrent les alentours des ports vénitiens de Dalmatie et d'Albanie; en 1472, elles pénétrèrent même le Frioul. Sur leur passage, elles incendièrent partout villes et villages et emmenèrent en esclavage des milliers de la population. En 1474, les Turcs razièrent la région du Temesköz et Várad; trois ans plus tard, ils ravagèrent de nouveau le Frioul. Dans ces conditions, l'impératif de se soutenir mutuellement face au péril commun constituait une barrière plus forte que jamais contre un conflit armé entre les deux États.

Après la perte de Nègrepont, la Signoria fit des démarches très énergiques auprès du pape afin que celui-ci fit appel à toutes les puissances chrétiennes pour réaliser la coalition depuis longtemps envisagée. Ni à Rome, ni à la diète de Ratisbonne, ni dans les cours italiennes la diplomatie vénitienne ne manqua d'insister sur la solide détermination du roi Mathias et de son pays à combattre l'ennemi commun et sur la nécessité d'une aide collective à la Hongrie. Venise s'efforçait de stimuler la résistance de Mathias par la promesse de faire revivre la ligue antiturque jadis conçue par Pie II. Les bureaux du pape élaborèrent en effet un projet très détaillé qui donna à la Hongrie un rôle-clé dans la campagne et fixa pour chaque État italien le montant de la contribution

<sup>42</sup> *Ibidem*, vol. II, pp. 251–257.

au subside de 400–500 mille ducats adjudgé au roi de Hongrie. Après le pape lui-même, la charge la plus onéreuse devait peser sur Venise, qui promettait de verser à Mathias 100 mille ducats, aussi bien que le concours de sa flotte et de son armée de terre.<sup>43</sup>

Or la Sérénissime République ne put pas attendre jusqu'à ce que le pape Sixte IV, successeur de Paul II dès 1471, réussît à extorquer par l'intermédiaire de ses légats le concours des États européens. Après avoir écrasé en Asie l'armée du prince perse Ouzam Hassan (1473), le Sultan s'employait de nouveau à concentrer ses forces pour poursuivre ses conquêtes européennes. Cette fois il visa l'Albanie; son armée mit le siège en 1474 devant la ville de Scutari, importante base vénitienne. Dans cette extrémité, la Signoria dut de nouveau faire appel à son allié naturel, d'autant plus qu'elle ne pouvait guère espérer de trouver de l'aide militaire ailleurs. Son ambassadeur Sebastiano Badoer arriva à Buda vers la moitié de l'année avec la mission difficile d'amener le roi de Hongrie à lancer une grande offensive contre l'Infidèle, arguant, pour le persuader, de la nécessité de venger les dernières invasions turques, de parer à la menace imminente d'une campagne turque de grande envergure et de défendre la cause chrétienne, en n'omettant pas d'ajouter que cette expédition auréolerait d'un immense prestige européen le nom du roi de Hongrie. Il fut autorisé à lui promettre une aide immédiate de 10 à 15 mille ducats à condition que Mathias partît aussitôt pour la guerre, et le versement supplémentaire de 30 mille ducats si le Sultan était obligé de lever le siège de Scutari.<sup>44</sup> Badoer rendit compte sur un ton optimiste et confiant à son gouvernement de l'accueil favorable qu'on lui eut fait à Buda, et du consentement de Mathias à envoyer en huit jours une forte armée en Rascie et en Bosnie sous le commandement de son Grand Argentier János Ernuszt. Au témoignage de Badoer, celui-ci se préparait avec beaucoup de zèle à la campagne et, pour accélérer les préparatifs, l'ambassadeur venait de lui remettre entre les mains la jolie somme de 15 mille ducats. Bientôt, le Grand Argentier prendrait la tête de son armée réunie à Belgrade. Quant au roi de Hongrie, il ne ménageait pas les compliments et les paroles chaleureuses pour faire preuve de ses dispositions favorables. Badoer cite les paroles de Mathias dans son rapport: « Domine orator, Deus vos misit ad me, et estis mihi carissimus et gratissimus. Petite quicquid vultis, ratione christiani nominis et illius Dominationis vestrae. Et ego vere satisfaciam vos. Quoniam, ut mihi prima oratione vestra dixistis, venit tempus acceptabile, venit dies salutis; et ut dixistis, credo quidem Divinam Bonitatem me ad hoc sanctissimum opus praelegisse. »<sup>45</sup>

Les chroniqueurs vénitiens attribuent à la diversion hongroise la délivrance de Scutari. D'après Caroldo, le plus souvent de mémoire fidèle, la Signoria avait proposé à Mathias un subside annuel, et « prese da lui le armi

<sup>43</sup> *Ibidem*, vol. II, pp. 230–236.

<sup>44</sup> Département des manuscrits de l'Académie des Sciences de Hongrie, Ms 4978/2, 125.

<sup>45</sup> Malipiero: op. cit., pp. 98–99.



pose così fatto spavento nel Turco che si levò da Scutari non cessando intanto l'Armi Ungariche di travagliarlo, azzuffandosi seco sette volte sempre con vittoria». <sup>46</sup> Un autre chroniqueur, Barbo souligne aussi l'importance de l'intervention hongroise; selon lui, lorsque le roi de Hongrie partit en campagne, «el Turco, intexa questa ruina, el qual gli vegnia adosso, subito lassè l'Assedio di Scutari, lassando lo munition ... ignominiosamente fuggendo ando via, et andossene in Macedonia». Cet épisode, semble-t-il, fut gravé dans la mémoire des Vénitiens; or l'imagination de Barbo colore trop son récit: il exagère beaucoup les conséquences de l'expédition hongroise, et présente les événements d'une manière très condensée. «Vedendo li signori dell'Italia,» poursuit-il, «il ben comune che iera per aver Veneti fatto che il re d'Ongaria haveva mosso guerra al Turco, molti di loro contribuirono et manderono F. 100 000 accio li venisse guerra» par le truchement de l'ambassadeur vénitien. <sup>47</sup>

En réalité, Mathias n'avait pas encore engagé des forces importantes auprès de la frontière du Sud, d'autant qu'il devait se préparer à refouler en Silésie l'attaque imminente du roi de Pologne et de Vladislas. En outre, contrairement à ce que disent les chroniqueurs vénitiens, la Signoria ne surestima point l'importance de l'aide militaire hongroise. Lorsqu'en décembre 1474 les ambassadeurs hongrois Albert Vetési, évêque de Veszprém et János Laki Thuz, *ban* de Slavonie expliquèrent au Sénat que le Sultan avait abandonné le siège de Scutari parce qu'il avait appris la nouvelle de l'envoi de l'armée de Mathias et qu'ils demandèrent la récompense promise par Venise, le Sénat se déroba en alléguant que le Sultan avait été contraint à lever le siège par suite du mauvais temps et de l'épidémie décimant ses troupes. <sup>48</sup> Il fit savoir à Mathias qu'il lui verserait un subside important lorsque Sixte IV aurait réussi à réunir les contributions promises par les autres États italiens. Badoer assura à son tour le roi de Hongrie de l'arrivée prochaine de l'aide financière pour l'amener à partir en campagne le plus tôt possible, et pour éviter qu'il ne s'entendît avec la Porte qui venait de nouveau de lui faire des ouvertures de paix. Il mit en jeu toute son éloquence pour le convaincre, alléguant notamment la gloire inégalable qui rendrait son nom immortel après la victoire presque certaine. <sup>49</sup> Cependant, lorsque Mathias eut interrompu sa guerre avec les deux Jagellons par une trêve de trois ans pour partir en automne 1475 en Bosnie à la tête de ses armées — où il remporta une victoire retentissante le 15 février 1476 par la prise du château fort de Szabács, près de la rivière Sava —, il attendit en vain l'aide promise. Ce ne fut que bien plus tard — en août 1476 — qu'un légat du pape arriva à Buda en compagnie de l'ambassadeur vénitien Antonio Vettori, apportant une somme assez modeste (93 mille florins au dire

<sup>46</sup> Caroldo, Cronaca, Bibl. Marciana Ms. It. VII. 141 (7146), p. 159.

<sup>47</sup> Barbo, Cronaca: Bibl. Marciana Ms. It. VII 583 (8815), p. 254.

<sup>48</sup> Département des manuscrits de l'Académie des Sciences de Hongrie, Ms. 4978/2, pp. 137–141; Fraknói: *Mátyás király magyar ...*, p. 45.

<sup>49</sup> *Mátyás király levelei ...*, vol. I, pp. 321–322.

de Bonfini)<sup>50</sup> étant donné que Sixte IV n'avait pas trouvé d'autres ressources que les dîmes pontificales. Pour marquer ostensiblement son mécontentement, Mathias refusa d'en prendre livraison et chargea le légat de distribuer l'argent parmi les soldats. Ses troupes poursuivaient la lutte dans le Sud du pays contre les attaques réitérées des Turcs dans le Temesköz, en Moldavie et sur le Bas-Danube, mais le roi de Hongrie renonça à son projet initial de conduire personnellement son armée au siège de Szendrő (Smederevo).

L'idée d'une campagne de grande envergure appuyée par les puissances chrétiennes était toujours maintenue à l'ordre du jour et faisait régulièrement le sujet de la correspondance du roi de Hongrie avec la papauté, mais elle ne fut jamais réalisée en raison des guerres longues de plusieurs années de Mathias avec l'empereur, et des antagonismes permanents divisant les États de la péninsule italienne. Or depuis son mariage italien le roi de Hongrie ne pouvait assister à ces conflits en spectateur impartial. Bien que les négociations sur l'alliance matrimoniale de Mathias avec la maison royale de Naples eussent été ouvertes très tôt, ce ne fut qu'en décembre 1476 que la fille de Ferdinand, Béatrice, arrivait en Hongrie pour célébrer dans le faste ses noces avec le roi. Sur son chemin, Béatrice s'arrêta à Venise et le gouvernement ducal, comme il était d'usage chaque fois que la Sérénissime République recevait des hôtes illustres, lui fit un accueil magnifique en envoyant au-devant d'elle à Chioggia une délégation nombreuse et en la faisant accompagner du cortège de ses bateaux jusqu'à la ville même. De plus, Venise se fit représenter par une ambassade extraordinaire à la cérémonie du mariage.<sup>51</sup>

Cependant, malgré ces gestes d'amitié, ce fut justement le mariage italien de Mathias qui sapa définitivement les relations déjà caduques des deux États voisins. En épousant Béatrice, Mathias contracta des liens de parenté non seulement avec la maison d'Aragon de Naples, mais aussi avec le duc de Ferrare Hercule d'Este, mari de la sœur Éléonore de Béatrice, voire avec les Sforza de Milan, puisqu'une des filles de la famille, Ippolita, avait épousé Alphonse, héritier du trône de Naples et beau-frère de Mathias. Sous l'influence de Béatrice, qui ne manqua jamais de plaider passionnément la cause de sa famille à la cour de Buda, mais aussi pour faire valoir son prestige politique internationale, Mathias se mêla activement aux intrigues politiques divisant les États italiens et se trouva, par suite du jeu des intérêts déterminant le groupement des forces, dans le camp opposé à celui de Venise.

La première crise grave fut provoquée en 1478 par le conflit éclaté entre Florence et la papauté. Les représailles décidées pour venger l'attentat perpétré à Florence le 26 avril pour renverser les Médicis frappèrent aussi deux prélats accusés de complicité. Sixte IV réagit par une déclaration de guerre à

<sup>50</sup> Bonfini: *Rerum Ungaricarum Decades* (Ed. I. Fögel, B. Iványi, L. Juhász). Budapest, 1936, vol. IV, pp. 61–62.

<sup>51</sup> L. Óváry: *A Magyar Tudományos Akadémia Történelmi Bizottságának oklevél-másolatai* [Les copies de chartes du Comité historique de l'Académie des Sciences de Hongrie]. Budapest, 1890., vol. I, 1390, p. 40.

cette offense à l'autorité pontificale, et trouva un allié dévoué en la personne de Ferdinand de Naples qui voulait profiter de l'occasion pour étendre sa puissance sur la péninsule. Le conflit ne pouvait rester isolé: en vertu d'un traité conclu en 1474, Milan et Venise constituaient avec Florence une ligue, à laquelle venait se joindre aussi le duc de Ferrarre, et ils obtinrent même l'appui diplomatique de l'empereur et du roi de France Louis XI, ennemi de la maison d'Aragon de Naples. Face à cette coalition, le roi de Hongrie intervint sur la demande de son beau-père pour exercer, en tant que défenseur de la papauté, une forte pression sur le camp adverse. Mathias chargea d'une mission de médiateur de paix Francesco Fontana, neveu de son homme de confiance Gabriel Rangoni, évêque d'Eger, et l'envoya dans les cours italiennes, en premier lieu à Venise qui tentait d'ailleurs des démarches similaires à Rome. Cependant l'éclatement de la guerre ne put pas être empêché, ce qui éleva à l'extrême la tension entre la Hongrie et la république maritime.

Le ressentiment de Mathias à l'égard de Venise était nourri essentiellement par la vaine attente du subside promis pour 1477, que certaines rumeurs malintentionnées imputaient à la Signoria. Celle-ci se hâta de se justifier auprès de Mathias, invoquant que c'étaient les autres puissances chrétiennes qui avaient refusé d'aider financièrement la Hongrie avec la motivation que Mathias avait fait la guerre à l'empereur et aux rois de Bohême et de Pologne.<sup>52</sup> Témoin digne de foi de son époque, Bonfini explique lui aussi par cette raison la suspension de l'aide annuelle vénitienne et pontificale: «*Id haud ab re factum, ne adversus Cesarem Mathie opem afferre viderentur Christiane reipublice principem.*» Mathias riposta en retirant ses troupes défendant la frontière de l'Istrie, «*ob impensarum gravitatem et Itolorum ignaviam avaritiamque*», laissant ainsi la voie libre devant les Turcs pour ravager le Frioul.<sup>53</sup>

La paix de Korneuburg du 1<sup>er</sup> décembre 1477, terminant une petite guerre de quelques mois avec Frédéric, semblait aussi apporter la réconciliation entre Mathias et Venise. Parlant au nom de toute la communauté chrétienne, le doge exprima sur un ton très amical sa joie devant la cessation des hostilités entre les deux puissances, tandis que Mathias le remercia dans une lettre on ne peut plus cordiale de cette missive «*quando ex fido et benevolentia corde profluisset cognoscimus, nec minus quidem vos nostris, quam propriis commodis letari credimus, quando nobis nihil gratius accidere potest, quam cum optimum florentissime amplissimeque reipublice vestre successum audimus. Hec vetus amicitia, fida societas et explorata diu utrumque fides utroque facere iubet.*»<sup>54</sup>

Cet échange de protestations d'amitié fut cependant suivi de près par l'éclatement de la crise de Florence. L'antipathie de Mathias envers la Signoria qu'il considérait comme le principal artisan de la crise était sans doute aiguïlée par Béatrice et son cercle napolitain, alors que les gouvernants vénitiens

<sup>52</sup> *Ibidem*, p. 145.

<sup>53</sup> Bonfini: op. cit., vol. IV, pp. 92, 94.

<sup>54</sup> Bonfini: op. cit., vol. IV, pp. 92, 93.

ajoutèrent encore à la liste de leurs méfaits en prenant sous leur protection en automne 1478 les grands seigneurs croates révoltés contre le roi de Hongrie. Dans une lettre écrite en octobre, Mathias blâma très rudement le doge d'avoir subsidé son sujet « félon et rebelle » Angelo Frangepan et d'avoir décidé d'aider aussi Charles, comte de Corbavie, traître lui aussi. Cet avertissement ayant l'air d'un véritable ultimatum fut presque immédiatement suivi par une longue lettre menaçante où Mathias rappelait tous les méfaits antérieurs de Venise, et évoquait pour la première fois sans ambages leur antagonisme toujours latent, quoique jusqu'alors jamais explicitement déclaré, au sujet de la Dalmatie. La république de Venise, affirmait le réquisitoire avait abusé de la bienveillance du roi de Hongrie, et n'avait pas tenu sa promesse d'amitié et de bon voisinage, et même elle avait toujours tenu une attitude hostile à la Hongrie: « Regnum nostrum Dalmatiae, quod predecessores vestri olim recognaverunt pleno jure ad reges et coronam regni Hungariae pertinere, vos indebite et preter omne jus fasque in magna sua parte usurpastis, et plures egregias civitates, oppida, terras et territoria eiusdem regni nostri sub vestra tyrannide et jugo detinetis, tributaque insolita et gravissimas impositiones eiusdem regni nostri incolis pro libito vestro infligitis... » Et ce n'est pas tout. Venise convoitait aussi la Croatie, soutenait les seigneurs révoltés contre Mathias et les prenait sous sa protection. Le roi reprochait de nouveau à la Signoria d'avoir coupé la Hongrie de l'aide financière que le pape avait obtenue des États italiens pour qu'elle pût s'accorder plus facilement « cum immanissimo fidei hoste », car — et Mathias reprenait ici l'accusation que les autres États italiens ne cessaient de porter à la république de Saint Marc — « commoda vestra saluti totius christianitatis preponitis, et seva dominandi libidine accensi sic privatis rebus intenditis, ut vel universam fidem christianam subvertere curetis ». Le roi ajoutait qu'il avait jusque-là dissimulé ses griefs dans l'intérêt du bien commun; or Venise venait maintenant de combler la mesure en se révoltant contre le chef du monde chrétien et en soulevant contre lui la ligue des États italiens qu'elle soutenait militairement. Pour défendre le pape et en obéissant à son appel, Mathias déclara ainsi formellement la guerre à la république de Venise, ennemie du Saint-Siège et de toute la chrétienté. Il concluait son long réquisitoire en disant qu'il aurait toléré ses propres griefs si la République ne s'était pas dressée contre le chef de l'Église; mais, dans la situation donnée, il devait employer désormais toutes ses forces à combattre Venise.<sup>55</sup>

Mathias fut amené à cette déclaration de guerre au premier chef par les préparatifs de la paix turco-vénitienne. Depuis deux ans déjà, la république avait dû faire face à la reprise de l'offensive turque au Frioul et surtout en Albanie, où elle avait perdu Croia, alors que Mehmet II avait de nouveau mis le siège devant Scutari. Des nouvelles alarmantes annonçaient l'imminence d'une campagne turque contre l'Italie. Depuis que l'espoir de l'union des États chrétiens contre l'Infidèle s'était évanoui, Venise ne voyait d'autre issue que de composer avec la Porte sur la base des lourdes conditions de paix jugées

<sup>55</sup> *Mátyás király levelei...*, vol. I, pp. 391, 392, 420–425.

*Acta Historica Academiae Scientiarum Hungaricae* 35 (1–4) (1989)

jusqu'à-là inacceptables. Elle lui livra donc quelques places fortes importantes en Morée et en Albanie, et s'engagea à lui verser un tribut de 100 mille ducats, moyennant quoi le Sultan promit de respecter les anciennes frontières de Morée et autorisa les marchands vénitiens à commercer dans son empire contre un impôt annuel de 100 mille ducats. La paix fut signée en janvier 1479, et l'ambassadeur de Venise à Buda, Pietro Diedo en informa Mathias le 26 mars, l'assurant de l'amitié inébranlable de la république. Un mois plus tard, la Signoria rappela cependant Diedo à Venise pour dissiper les soupçons du Sultan.<sup>56</sup>

La paix turco-vénitienne mettait ainsi fin à la communauté des intérêts qui avait jusque-là lié l'un à l'autre les deux pays. Venise ne devait plus faire appel à l'armée hongroise pour détourner de ses frontières les envahisseurs turcs, tandis que les ambassadeurs de Mathias cessaient de solliciter le gouvernement du doge pour des subsides. Désormais, le roi de Hongrie n'était plus gêné par des considérations de la guerre commune pour formuler sans ambages ses griefs et pour employer tout l'arsenal de la guerre diplomatique depuis les admonestations discrètes jusqu'à la menace ouverte afin d'infléchir son voisin qualifié d'intrigant.

Le roi de Hongrie n'allait cependant jamais au delà de cette limite. Contrairement à Louis le Grand, dont l'armée en 1373 avait déjà combattu les troupes vénitiennes sur la plaine du Veneto presque au même temps de sa déclaration de guerre, Mathias, digne disciple des théories politiques de la Renaissance qui préconisaient la souplesse et la circonspection, au lieu d'adopter une politique de force rigide ou d'appliquer sans compromis le principe d'autorité, n'hésitait pas à modifier son attitude avec élasticité en fonction de l'évolution de la situation politique et de la plier aux nécessités données. Quant à sa déclaration de guerre annonçant la rupture définitive unique dans sa correspondance vénitienne et qui reflète fidèlement son hostilité d'alors envers la république, tout porte à croire qu'il ne l'a tout de même pas fait envoyer à sa destination, d'autant plus qu'on n'en trouve nulle trace dans les archives de la Signoria soigneusement conservées et qu'aucune référence n'y est faite dans la correspondance ultérieure du doge et du roi de Hongrie. C'est dû peut-être à la manœuvre rapide de la Signoria pour empêcher l'expédition de la lettre: grâce à son réseau d'agents, elle était toujours en mesure de suivre l'évolution de l'atmosphère politique dans les cours européennes les plus importantes, et d'arrêter sa stratégie diplomatique en fonction des informations reçues par ces canaux. Comme les tensions venaient de s'exacerber sur la péninsule italienne, le doge estimait utile de dépêcher en décembre 1478 un ambassadeur à la cour de Buda pour tenter d'apaiser l'hostilité du roi de Hongrie. En effet, la lettre suivante de Mathias fait référence à la mission de Pietro Diedo, à ses entretiens avec lui et les promesses qu'il a faites au nom de son gouvernement. Mathias s'adressa au doge Giovanni Mocenigo — qu'il appelle d'ailleurs « illustrissime

<sup>56</sup> Nagy — Nyáry: op. cit., vol. II, pp. 387, 389.

princeps, amice noster charissime» — pour le prier d'intervenir en faveur de la libération d'un navire de commerce de Segna saisi dans le golfe de Venise et du dédommagement de son propriétaire, réclamant en même temps des garanties que des incidents de ce genre ne troubleront plus les rapports d'amitié et de bon voisinage dont le doge lui a parlé par la bouche de son ambassadeur.<sup>57</sup>

Cet épisode révèle que le roi de Hongrie ne pouvait pas ignorer le contrôle que Venise exerçait sur l'Adriatique et qu'elle était en mesure de bloquer en cas de guerre ses possessions sur la côte. L'idée d'une guerre contre Venise sous prétexte de porter secours à la papauté se révéla d'autant plus dénuée de tout fondement que Sixte IV, comme aussi Ferdinand de Naples, se réconcilièrent en 1480 avec la Sérénissime République. Celle-ci était d'ailleurs prête à tout pour ne pas envenimer ses rapports avec le roi de Hongrie et pour ne pas lui fournir d'occasion de réclamer à main armée les ports de Dalmatie, de la perte desquels — pareil en cela à ses prédécesseurs — il ne pouvait s'accomoder. Soutenue par la haute noblesse, la royauté maintenait ses prétentions à ces territoires en invoquant les dispositions de la paix de Zara de 1458 et en déclarant nul et illégitime le pacte de 1409 conclu entre Venise et le prétendant Ladislas de Naples, en vertu duquel celle-là avait racheté les villes anciennement sous sa souveraineté. Le conflit de plusieurs décennies avec Sigismond de Luxembourg avait déjà montré à la Signoria qu'elle devait se tenir en état d'alerte continue pour protéger ses ports de Dalmatie dont la possession lui était d'une importance vitale du point de vue de son commerce maritime, et qu'elle devait veiller soigneusement à l'attitude du roi de Hongrie, surtout depuis que la paix conclue avec la Porte avait rendu nuls les intérêts communs de leur longue alliance militaire.

Mais si la prise en compte des désavantages provenant d'un éventuel conflit ouvert contribuait à maintenir le caractère courtois des contacts entre les deux pays, Mathias ne dissimulait point à Sixte IV et à d'autres autorités combien il blâmait Venise de son entente avec la Porte; il alla même jusqu'à accuser la Signoria de connivence à propos des incursions turques en Hongrie du Sud-Ouest (août 1479) et en Transylvanie (octobre 1479).<sup>58</sup> Il accabla de reproches singulièrement mordants le pape lui-même pour avoir pris pour alliés ceux qui sont «Turcis tributarii, socii, confederati et subditi». Selon Mathias, cette alliance portait scandale non seulement au Saint-Siège mais à toute la chrétienté, et les Turcs en profiteraient bientôt pour pénétrer en Italie même.<sup>59</sup> En effet, des troupes turques débarquèrent en août 1480 sur les côtes du royaume de Naples et occupèrent la ville d'Otranto d'où elles ne furent chassées que l'année suivante, grâce aussi au renfort de 750 soldats envoyés par Mathias, qui imputait aussi auprès du pape — sans aucun fondement d'ailleurs — le succès de cette opération turque aux menées sounoises de la république de Venise.

<sup>57</sup> *Mátyás király levelei* . . . , vol. I, p. 470.

<sup>58</sup> Nagy — Nyáry: op. cit., vol. II, p. 394.

<sup>59</sup> *Mátyás király levelei* . . . , vol. II, pp. 26–29.

Dans ses relations diplomatiques avec Venise, Mathias se contenta toutefois de signaler par des sous-entendus sa désapprobation au sujet de la paix turco-vénitienne. En route à Rome chargé d'une mission de médiateur de paix, le cardinal Gabriel Rangoni, évêque d'Eger représenta au nom de son roi à la Signoria en novembre 1479 que celui-ci avait déjà reçu de la Porte maintes propositions de paix lui offrant des avantages territoriaux contre le libre passage par le sol hongrois de ses armées allant à l'assaut de l'Occident chrétien, mais qu'il s'y était toujours opposé en plaçant les intérêts de la chrétienté au-dessus des siens. Dans sa réponse, la Signoria invoqua qu'elle avait été contrainte par les puissances belligérantes: le pape et Naples à conclure la paix avec la Porte; en outre, elle était épuisée par les lourds sacrifices d'une guerre de seize ans qu'elle avait eu à mener seule contre cet adversaire redoutable. La guerre italienne avait été suscitée par le parti adverse; aussi ne tenait-il qu'à lui de la terminer; la Signoria accueillait cependant favorablement l'appel de Mathias à la paix, car il venait d'un roi sage et ami. Lorsque l'ambassadeur annonça que Mathias se préparait à mener ses troupes en Croatie pour parer à la menace d'une massive invasion turque et qu'il demandait l'autorisation de la Signoria de se procurer des vivres sur des territoires appartenant à la république, celle-ci l'assura de sa sympathie, d'autant que la Hongrie était «le bastion de tous les Chrétiens» et, bien que ses régions situées sur l'autre côte fussent stériles et que leurs habitants fussent obligés d'acheter du blé ailleurs, elle se montra prête à accorder toutes les facilités possibles par souci de la défense du pays ami et par amour de son roi.<sup>60</sup>

Cependant deux mois plus tard la Croatie, au lieu de subir une attaque turque, fut le théâtre d'un conflit de toute autre nature qui amena Venise à adopter malgré sa prudence habituelle une attitude ferme au risque d'entrer en guerre ouverte avec la Hongrie voisine. Comme dix ans plus tôt à Segna, ce furent de nouveau les menées d'un Frangepan qui suscitèrent la discorde. Il arriva que Jean, comte de Veglia (Krk) occupa les châteaux de Novi et de Bribir, que son frère Martin venait de léguer à Mathias. Lorsque le chef de guerre du roi, Balázs Magyar partait pour reprendre les châteaux, les habitants de Veglia s'adressèrent à lui pour qu'il les libérât de la tyrannie du comte. Jean Frangepan, qui avait épousé une fille de l'illustre famille vénitienne des Morosini et qui s'était déjà placé sous la protection de la république, demandait maintenant l'aide de celle-ci contre le chef de guerre hongrois. Pour obtenir plus facilement l'appui de la Signoria, il présenta les choses comme si Mathias s'apprêtait à attaquer Venise même.<sup>61</sup> L'île de Veglia — qui avec d'autres régions côtières s'était placée vers l'an mil sous l'autorité de Venise pour être donnée dès 1260 dans les mains des ancêtres des Frangepan à titre de fief —, avait toujours eu une position-clé du point de vue du contrôle de l'Adriatique; aussi la république était-elle décidée à la garder à tout prix, puisque,

<sup>60</sup> Nagy — Nyáry: op. cit., pp. 398 — 404.

<sup>61</sup> Ljubicić: *Commissiones et relationes venetae*. Vol. I. (Monumenta spectantia historiam Slavorum meridionalium), vol. VII, Zagreb, 1876, pp. 48 — 49.

comme on le lit dans la résolution du 28 janvier 1480 du Conseil vénitien, c'est d'elle que dépendaient non seulement le bien-être des autres îles et de toute la côte dalmate, mais aussi «maxima utilitas» et, partant «reputatio et honor» de leur cité. Le Sénat déclara cependant qu'il fallait éviter tout conflit avec le roi de Hongrie: ainsi son secrétaire Antonio Vinciguerra fut chargé de se rendre auprès de Balázs Magyar pour lui signaler qu'une paix et une amitié éternelles régnaient entre la Hongrie et la Sérénissime République, que celle-ci ne s'était jamais immiscée dans les affaires de Croatie, et que du côté hongrois elle comptait sur une attitude pareille pour sauvegarder la paix des territoires qui lui appartenaient de droit. Jean Frangepan, dont la femme était vénitienne, se trouvait sous leur protection; s'il avait offensé le roi de Hongrie, Venise pourvoirait à ce que Mathias obtînt réparation. Au même moment, trois galères placées sous le commandement de Jacopo Venier se dirigeaient vers Veglia, déjà assiégée par Balázs Magyar.<sup>62</sup>

Vinciguerra et Venier ne parvinrent pas à persuader Magyar de lever le siège; ainsi l'amiral Vettor Soranzo, qui arriva un peu plus tard sur les lieux, reçut déjà l'ordre de défendre la ville par tous ses moyens au cas où les négociations échoueraient, et de couper avec ses bateaux les troupes hongroises de leurs bases de ravitaillement. Pour éviter le combat ouvert avec l'armée forte de 6 mille hommes du vaillant chef de guerre hongrois, les Vénitiens amenèrent habilement János Frangepan à faire toute la population à renoncer à l'île au profit de la république contre une rente viagère et l'engagement vénitien de doter richement sa fille, après quoi le peuple, qui avait jusque-là sympathisé avec les Hongrois, changea de camp et se rangea du côté de Venise. Privée de tout soutien local et bloquée par l'escadre vénitien, l'armée royale dut, d'après le long rapport de Vinciguerra, demander le libre départ en février 1480. Dans cette situation intenable, Balázs Magyar fit preuve d'esprit de conciliation: selon le secrétaire vénitien, il aurait avoué qu'il ne fût pas venu sur l'ordre de Mathias, mais «credendo Vegnir in paexe del signor suo per punir un suo vassallo»; puis, lorsqu'il eût appris que la république considérait l'île de Veglia comme territoire vénitien, il n'eût voulu la léser «afin de ne pas transgresser les consignes de Sa Majesté».<sup>63</sup>

Or la version donnée par Vinciguerra — c'est-à-dire que l'expédition de Veglia aurait eu lieu à l'insu de Mathias — fut déjà démentie dès mars 1480, lorsque le roi de Hongrie protesta par la bouche de son ambassadeur contre les menées du capitaine vénitien qui avait occupé deux châteaux. Le Sénat répondit très poliment que par leurs possessions côtières les Frangepan relevaient effectivement du roi de Hongrie, mais que Jean, en tant que comte de Veglia, était vassal et sujet de Venise, comme en témoignent maints documents écrits.<sup>64</sup> Pour donner plus de poids à ses arguments, la république dépêcha

<sup>62</sup> Nagy — Nyáry: op. cit., vol. II, pp. 407–410.

<sup>63</sup> Ljubić: *Commissiones*, p. 62.

<sup>64</sup> *Ibidem*, note de la page 64; Nagy — Nyáry: op. cit., vol. II, p. 421.



dès mars un ambassadeur à Buda pour conjurer l'orage qui la menaçait. Al-  
 vise Lande — qui aurait encouru une amende de mille ducats en refusant de  
 remplir cette mission délicate — reçut l'ordre d'expliquer au roi de Hongrie  
 le droit ancestral de Venise sur Veglia et de lui rappeler que Balázs Magyar  
 avait quitté l'île à la suite d'un arrangement à l'amiable en reconnaissant que  
 son roi ne lui avait pas ordonné de l'attaquer. Ainsi, la Signoria avait conclu  
 des aveux de Magyar «*mentem regie maiestatis ab omni nobiscum novitate  
 penitus esse alienam, sicut nostra est firma et constans dispositio servare cum  
 eadem maiestate benivolentiam et amiciciam inceptam ab genitore usque illius  
 et per omnia tempora perque omnem fortune volubilitatem semper servatam  
 illesam et invariabilem, ut qui semper cognovimus bonum status regni sui esse  
 proprium bonum nostrum, et e contrario non potuit aut posset status inde re-  
 cipere detrimentum, quod non fuerit essetque consecutive detrimentum status  
 regie sublimitatis.*»<sup>65</sup>

Bien entendu, l'affirmation de la vieille et inébranlable amitié n'était pas  
 aux yeux de Mathias une réparation suffisante de l'outrage porté à son autorité  
 par suite de l'échec de l'expédition de Magyar. Les discussions s'envenimèrent  
 à la cour de Buda, d'autant plus que l'affaire de Veglia venait de déterrer le  
 vieux conflit insoluble avec Venise au sujet de la Dalmatie. Le 22 juin, la Si-  
 gnoria fit parvenir à Lando un long mémorandum où elle exposa que ce fut  
 en répondant à l'appel de la population dalmate que le doge Pietro Orseolo  
 avait pris possession en 990 de la Dalmatie, dont le peuple s'était soumis à  
 Venise de son propre gré, «*quo genere dominii nullum est in terris equius,  
 nullum justius, aut honestius, naturaliusve*». Depuis ce temps, mises à part les  
 défections périodiques de courte durée de la ville de Zara, les territoires en  
 question avaient relevé de la Sérénissime République, avant d'être arrachés  
 par le roi de Hongrie Louis d'Anjou. Le mémorandum reprend ici les griefs  
 si souvent formulés par les Vénitiens à propos de cette guerre qu'ils consi-  
 déraient comme inique et des dispositions du traité de paix extorqué par la  
 force. Il constate que ce fut en rompant la paix entre les deux pays que le roi  
 Louis avait attaqué leur cité. «*Id, quam equum, quam honestum quamque  
 humanum fuerit, non est difficile iudicatu*», poursuit le texte du mémorandum,  
 accusant le roi de Hongrie de n'avoir même pas respecté le traité de paix que  
 les Vénitiens avaient signé sous la contrainte. Aux procédés de Louis d'An-  
 jou le document oppose ceux du gouvernement vénitien, qui avait récupéré ses  
 possessions de Dalmatie par un contrat d'achat et de vente en bonne et due  
 forme, signé avec Ladislas de Naples, «*legitimo et naturali successore prio-  
 rum Regum Hungariae*». D'après les instructions de la Signoria, Lando devait  
 essayer de convaincre Mathias par un dosage systématique et savant du conte-  
 nu du mémorandum et, en cas d'échec, prendre congé de lui très poliment en  
 invoquant des raisons de santé.<sup>66</sup>

<sup>65</sup> *Ibidem*, notes des pages 64–65; Nagy — Nyáry: op. cit., vol. II, pp. 423–427.

<sup>66</sup> Ljubić: *Commissiones*, notes des pages 69–71; Nagy — Nyáry: op. cit., vol. II, pp. 428–433.

Le gouvernement vénitien fit aussi appel à la médiation de son nouvel allié, le pape Sixte IV, pour faire accepter par Mathias son intervention à Veglia, mais celui-ci protesta aussitôt contre la partialité des démarches du pape et se déchaîna contre les Vénitiens, «qui post multas et infinitas michi et regno meo irrogatas iniurias in eam demum prolapsi sunt audaciam, ut insulam hanc, de cuius proprietate ad ius meum spectante nulla erat cum illis vel cum aliis antea mecum contentio, tenere atque contra Deum et eius iustitiam sibi usurpare niterentur, quod ego antequam paterer, mallet potius omnia mea dominia ac etiam caput meum ponere ad fortunam».<sup>67</sup>

Cependant Mathias se contenta de déclarer hautement son intransigeance et ne fit aucune tentative pour reprendre Veglia. Le roi de Hongrie était de nouveau en guerre contre les Impériaux en Stirie, et mena personnellement encore cette même année une campagne en Bosnie contre les Turcs. Dans ces conditions, il ne pouvait pas risquer d'entrer en conflit armé avec un troisième adversaire. Maîtresse de la situation en Dalmatie, Venise s'efforçait néanmoins de rétablir ses relations d'amitié avec la cour de Buda. Mathias, à qui son réalisme très sobre dictait de répondre favorablement à la politique de la main tendue et de s'accommoder des griefs et des ressentiments, ne se montra pas cette fois non plus inexorable. En octobre 1480, lorsque le roi se préparait à sa campagne de Bosnie, le Florentin Domenico Giugni établi à la cour de Buda écrivit à Milan qu'à son avis les Vénitiens avaient l'intention de se réconcilier avec Mathias. Quelques jours plus tôt, un chancelier vénitien s'était présenté à la cour, qui avait été d'abord éconduit, «perchè a esplorare era venuto. Poi», poursuit la lettre, «cum l'usata magnanimità el Re lo presentà cavallo et purpurea veste, et li offerse fare mostrare ogni suo exercito et che stesse et andasse a suo piacere, et perchè io so quello li dixi per parte del Re.»<sup>68</sup>

Ce geste amical du roi de Hongrie s'explique sans doute par sa volonté de retenir les maîtres de Venise de se ranger du côté de l'Empire dans le conflit de Frédéric III et de Mathias qui allait s'aggraver de nouveau. En outre, l'hostilité de Venise eût été fatale à la Hongrie dans la mesure où ses bateaux patrouillant sur les eaux de l'Adriatique pouvaient couper l'unique port hongrois de Segna du royaume de Naples. L'incident du printemps 1481 fut en effet révélateur: lorsque le bateau allant de Naples à Segna pour transporter les troupes hongroises envoyées pour libérer Otrante fut saisi par un amiral vénitien, le roi dut intervenir auprès du doge Mocenigo, affirmant, comme l'avait fait Venise lors de l'affaire de Veglia, qu'il était convaincu que l'amiral venait d'agir à l'insu du doge, «maxime cum nos vetustam amicitiam et bonam vicinitatem, quam cum dominatione vestra habeamus, in nullo unquam temeraverimus, neque etiam temerare intendamus», et il promet qu'il ne manquerait pas de payer de retour de l'obligeance du doge.<sup>69</sup> Il semble que les troupes de renfort hongroises commandées d'ailleurs par Balázs Magyar poursuivirent

<sup>67</sup> *Mátyás király levelei* ... , vol. II, pp. 26–29.

<sup>68</sup> Nagy — Nyáry: op. cit., vol. II, p. 441.

<sup>69</sup> *Mátyás király levelei* ... , vol. II, p. 121.

dès lors sans encombre leur chemin: une lettre de la Signoria, qui fait état des services rendus par Venise au roi de Naples, se réfère aussi aux soldats hongrois qui « traversèrent nos territoires et nos ports, où, comme ils l'admettaient eux-mêmes, ils furent mieux traités que dans leur propre pays. »<sup>70</sup>

A peine les relations amicales eurent-elles été rétablies par des efforts communs, qu'elles risquaient de nouveau d'être compromises par la guerre suivante qui éclatait sur le sol sans cesse tremblant de la péninsule, opposant cette fois la république de Saint Marc et le duché de Ferrare. Ce conflit, comme les précédents, ne manqua pas de provoquer une véritable réaction en chaîne: allié de Milan et de Florence, Ferdinand prit les armes pour secourir son gendre, tandis que le pape et les républiques de Gênes et de Sienne soutenaient Venise. Mathias dut faire face à une situation délicate quand son beau-père et beau-frère demandèrent son appui, tandis qu'il était assailli aussi par les démarches passionnées de la reine Béatrice en faveur de ses parents. Après avoir tenté en vain d'apaiser par ses bons offices diplomatiques la discorde entre Ferrare et la république de Venise, Mathias ne sut éviter de lier parti avec ses parents. Dans sa lettre du 1<sup>er</sup> juin 1482, il rassura son beau-frère de Ferrare qu'il était prêt à lui envoyer 500 cavaliers, mais il ne savait pas par quel chemin il pourrait les lui faire parvenir, étant donné qu'ils ne pouvaient traverser ni les territoires de l'empereur avec qui il était en guerre, ni ceux de Venise. Le chef de guerre Balázs Magyar était déjà parti pour la Croatie pour réunir son armée; si le duc ou le roi de Naples pouvaient lui proposer un chemin sûr, il mettrait immédiatement en route les soldats. Ces difficultés avaient rendu d'avance impossible l'arrivée du renfort hongrois; de plus, la lettre que Béatrice fit expédier simultanément formulait encore d'autres réserves. Son époux, écrivait la reine, ne voulait pas entrer en conflit ouvert avec Venise avant de joindre la ligue des États italiens, ce qui nécessitait cependant certaines garanties. En attendant, s'il pouvait bénéficier d'un subside de 100 mille ducats — vu l'épuisement de ses ressources par suite de la guerre contre l'empereur et le Sultan —, il enverrait 10 mille mercenaires suisses qui combattraient dans les rangs de la ligue, auxquels s'ajouteraient un peu plus tard 6 mille cavaliers de sa propre armée.<sup>71</sup>

Si ces propositions liées à des conditions irréalisables servaient à gagner du temps, Mathias atteignit son but: en un an, la paix fut signée entre Ferdinand et le pape, suivis en 1484 par Ferrare et Venise. Mathias avait fait preuve de clairvoyance et de lucidité en s'abstenant prudemment d'adhérer à des ligues italiennes éphémères et sujettes à des métamorphoses, et en restreignant sa politique italienne à l'action diplomatique. Depuis sa réconciliation solennelle avec Vladislav (1479) et la signature d'une trêve de cinq ans (1483) avec Bâyezid, successeur de Mehmet II dès 1481, toute sa politique étrangère fut mise au service de sa volonté de régler son compte à l'empereur: ce fut à

<sup>70</sup> Romanin: op. cit., vol. IV, p. 399.

<sup>71</sup> *Mátyás király levelei* ..., vol. II, pp. 232–233; Nagy — Nyáry: op. cit., vol. III, pp. 13–15.

cet objectif qu'il subordonna non seulement ses relations avec les princes allemands et le soutien accordé aux sujets autrichiens rebelles de Frédéric, mais finalement aussi sa politique italienne. Mathias, qui était en mesure d'engager le gros de son armée en Autriche, occupa les unes après les autres les places fortes les plus importantes, et gagna sans cesse du terrain contre son adversaire plus faible. Il ne se contentait plus de compromis: son ambition était désormais d'assurer la succession de son fils Jean Corvin et, à la longue — à mesure que sa puissance militaire et son prestige international s'imposaient — d'obtenir le titre de roi des Romains et après, celle de la suprême dignité impériale. Ce programme était d'ailleurs ouvertement propagé par les humanistes séduits par l'éclat de son règne; or, pour le réaliser, le roi de Hongrie dut non seulement tenter la fortune des armes, mais aussi obtenir l'appui des puissances étrangères pour isoler son adversaire. Tous ses efforts allaient dans ce même sens, depuis ses tentatives de se ménager le soutien des Électeurs allemands, son accord avec Vladislav de Bohême, le resserrement des liens avec le royaume de Naples et le projet du mariage de son fils avec la fille du duc de Milan, jusqu'à son attitude souvent ambiguë, ayant parfois même l'allure d'une politique de bascule mais dictée en réalité par des considérations judicieuses, envers Venise.

Sa stratégie contre l'empereur visait essentiellement à affaiblir son adversaire par des mouvements d'encercllement effectués simultanément de plusieurs côtés. Or Mathias se heurtait lors de ses opérations au Sud dans la république de Venise, voisine de l'Autriche. Sa suspicion permanente à l'égard de la république — de soutenir en secret la cause de Frédéric — nourrissait sans cesse sa défiance envers la Signoria, mais le stimulait aussi à contrebalancer l'influence de son rival par des protestations d'amitié.

Ce fut ce souci qui lui dicta de faire annoncer à la Signoria par deux ambassadeurs envoyés en avril 1484 — c'est-à-dire encore avant la fin de la guerre de Ferrare — qu'il avait l'intention de rétablir les anciennes relations amicales entre les deux États. Les Vénitiens accueillirent avec une joie approbatrice la proposition de Mathias, et affirmèrent que de leur part ils avaient toujours été fidèles à cette amitié et ne l'avaient jamais violée, bien que certains, mus par des mobiles égoïstes, eussent tenté de la saper. Toutefois, lorsque les ambassadeurs demandèrent une aide financière, ils se heurtèrent au refus d'ailleurs très poli de la Signoria qui invoquait les frais de la guerre dans laquelle elle était engagée.<sup>72</sup> Malgré cette déception, Mathias fit une nouvelle tentative l'année suivante: il fit annoncer au doge la prise de Vienne en soulignant que tandis qu'il se contentait d'informer par des lettres les autres cours européennes, il envoyait à Venise une ambassade extraordinaire pour montrer que « Vestram Immortalem Rempublicam regnis aliorum principum Sua M. antepone, Vestramque amicitiam quam aliorum pluris facere videretur. » Après ce prologue flatteur, les ambassadeurs (Ferenc, achidiacre d'Eger et Antal Kendi) passèrent à l'objet proprement dit de leur mission en exhortant la Signoria au nom

<sup>72</sup> Nagy — Nyáry: op. cit., vol. III, pp. 29–31, 33–35.

de leur roi à ne pas donner crédit aux accusations de l'empereur et à soutenir Mathias au lieu de Frédéric, d'autant plus que leurs deux pays étaient alliés. Comme Mathias allait maintenant poursuivre sa campagne autrichienne près de la frontière vénitienne, il pria la Signoria d'autoriser son armée à entrer sur son territoire et à y acheter de la poudre à canon, du salpêtre et des vivres. Il promettait que le comportement de ses soldats serait conforme aux règles du bon voisinage et se déclarait prêt à servir Venise en pareille occasion. Comme d'habitude, le Sénat sut envelopper son refus dans des formules agréables et fleuries. Elle affirmait qu'elle regrettait profondément la mésentente des deux souverains auxquels elle était attachée par de solides liens d'amitié. Bien que l'empereur lui eût déjà fait maintes propositions d'alliance, Venise tenait à garder sa neutralité en toute circonstance. Les projets du roi de Hongrie d'étendre la guerre mettraient en péril la sécurité de la république et fourniraient à Frédéric des prétextes pour des représailles; aussi priait-elle le roi de Hongrie de bien vouloir renoncer à leur réalisation.<sup>73</sup>

En effet, la république resta fidèle à son principe de ne jamais s'immiscer dans les conflits d'autres États européens. Lors de la guerre de Ferrare, elle avait décliné l'alliance proposée par Frédéric<sup>74</sup>; or, de ses deux voisins, elle craignait davantage l'expansionnisme du roi de Hongrie. Ce fut pour cette raison que lorsqu'en septembre 1485, comptant sur l'appui des mécontents des deux villes impériales, Mathias tenta de s'emparer de Trieste et de Pordenone, Venise intervint en envoyant des troupes à Pordenone (qu'elle faisait passer pour des troupes impériales), et en donnant accès par voie de mer à la ville de Trieste bloquée sur la terre. En même temps, elle prit des mesures énergiques pour fortifier ses frontières du Frioul et d'Istrie.<sup>75</sup> Mais elle évitait d'intervenir à main armée aux côtés de Frédéric, comme elle refusait de s'allier au roi de Pologne qui par l'interposition de l'empereur voulait l'entraîner dans une guerre commune contre Mathias.<sup>76</sup> Cependant, quelque précautionneuse qu'elle eût été dans ses manœuvres secrètes pour contrecarrer les ambitions dangereuses du roi de Hongrie, elle ne pouvait l'empêcher d'en prendre connaissance, exacerbant ainsi sa colère.

Or Mathias n'avait pas de la peine à découvrir que la Signoria avait des bras suffisamment longs pour contribuer à l'avortement de ses projets concernant le prince turc Djem. Le fils cadet de Mehmet II, candidat au trône de la faction hostile à Bâyezîd, s'était réfugié après l'échec de sa lutte armée à l'île de Rhodes pour se placer sous la protection de l'ordre johannite. Ses partisans s'adressèrent au roi de Hongrie pour l'aider à occuper le trône de son rival Bâyezîd. Mathias, qui tenait Djem pour un de ses parents, puisque celui-ci

<sup>73</sup> Fraknói: *Mátyás király magyar ...*, pp. 138–140; Nagy — Nyáry: op. cit., vol. III, pp. 51–53.

<sup>74</sup> Nehring: op. cit., p. 159.

<sup>75</sup> Cusin: op. cit., vol. II, pp. 741–743.

<sup>76</sup> *Ibidem*, vol. II, p. 247.

descendait d'une sœur de sa grand-mère<sup>77</sup> capturée par les Turcs, s'empresait de profiter de l'occasion pour s'emparer de l'otage précieux et de l'utiliser contre le Sultan. Il promettait que si le prince turc acceptait de se rendre à la cour de Buda, il le soutiendrait dans sa lutte pour prendre la place de son frère aîné. Pour des raisons de sécurité, les Johannites envoyèrent cependant Djem à la résidence de leur prieur de France, où le prince devint l'objet d'après rivalités dans la cour du roi de France. En 1487, Mathias envoya l'évêque de Várad, János Filipecz accompagné d'une suite superbe à la cour de Charles VIII pour demander l'extradition de Djem moyennant si nécessaires de splendides cadeaux, pendant que le roi même entra en négociations sur son enlèvement par l'intermédiaire d'Hercule d'Este. En même temps, Venise faisait des démarches pour contrecarrer les projets du roi de Hongrie. Elle poussait le pape à obtenir, dans l'intérêt de toute la chrétienté, que Charles VIII livrât le prétendant à Rome pour qu'on pût l'utiliser contre Bâyezîd en détournant celui-ci de l'invasion de l'Italie. Son ambassadeur en France Girolamo Zorzi reçut des instructions dans ce sens dans la lettre du 10 avril 1487 de la Signoria: «Super omnia desiderium nostrum esse quod nullo pacto dictus Zien perveniat ad manus Regis Hungariae, quia in periculosiori loco esse non posset, quam in potestate sua.» Partant, l'ambassadeur devait intervenir de façon que la demande du pape fût satisfaite, car «Quando vero reperiretur penes dictum Regem Hungariae, ille solus uteretur dicta persona, ad proprium ejus beneficium et comodum.»<sup>78</sup>

Les intérêts des deux alliés de jadis étaient déjà fort divergeants. Venise, encore que depuis 1479 elle eût été en paix avec la Porte, avait déjà appris que les traités obtenus au prix de lourds efforts risquaient de perdre toute leur efficacité s'ils venaient à entraver les projets d'expansion de l'empire ottoman. L'éventualité d'une composition entre le Sultan et Mathias — à qui Djem aurait servi d'otoût maître pour garantir la sécurité de ses propres territoires — annonçait aussi la menace de la poursuite de la conquête turque en d'autres directions, notamment vers des terres relevant de Venise et de l'empereur. D'autre part, Mathias qui imputait volontiers les incursions turques des années précédentes dans ses domaines du Sud aux machinations sourdes de la diplomatie vénitienne et impériale, accusait maintenant la Signoria de vouloir acheter Djem au pape pour le vendre ensuite à la Porte contre quelques-unes de ses possessions perdues. Le roi de Hongrie ne manqua pas de formuler ouvertement cette conviction devant le légat pontifical Angelo Pecchinoli que le pape Innocent VIII envoya chez lui en septembre 1488 pour mettre fin aux différends entre les cours de Rome et de Buda.

La détérioration des rapports de Mathias avec Rome tenait essentiellement à la querelle aboutissant à un conflit armé entre le pape et Ferdinand de Naples, dans lequel Mathias soutenait son beau-père tandis que Venise se

<sup>77</sup> V. Fraknói: *Egy pápai követ Mátyás udvaránál, 1488–1490* [Un légat du pape dans la cour de Mathias, 1488–1490]. Budapest, 1901, p. 21.

<sup>78</sup> Nagy — Nyáry: op. cit., vol. III, pp. 280–282.

rangeait du côté de la papauté. Parmi les nombreux points de friction entre le Saint-Siège et la Hongrie, le problème le plus aigu était le statut de la ville d'Ancône qui relevait en principe du pape, mais dont la municipalité, tirant les leçons de l'affaire d'Otrante et voulant peut-être aussi limiter le contrôle qu'exerçait Venise sur son commerce, décida de se placer sous la protection du roi de Hongrie et arbora, avec son autorisation, le drapeau hongrois. Innocent VIII protesta aussitôt contre cette ingérence de Mathias qu'il qualifia d'illicite, et à laquelle le roi de Hongrie avait probablement recouru pour tenter de le contraindre à lui livrer Djem, mais, ayant écouté les reproches du légat, le roi lui présenta en guise de réponse la longue liste de ses griefs, soulignant qu'il trouvait inadmissible l'attitude du Pontife qui, au lieu de soutenir le roi de Hongrie qui s'était illustré dans la lutte contre les Turcs et les Bohémiens hérétiques, appuyait la république de Venise et comptait sur son aide dans une guerre contre la Porte, alors que la flotte vénitienne n'avait encore remporté aucun succès contre les Ottomans. Devant le légat pontifical, Mathias donna libre cours à sa colère contre les Vénitiens qu'il disait être encore plus félons que les Turcs.<sup>79</sup> «La République que j'ai prise longtemps pour amie m'a porté maintes graves atteintes», déclara-t-il. Il rappela de nouveau que «toutes les possessions vénitiennes en Dalmatie et en Slavonie relevaient de droit de la couronne de Hongrie», et que l'occupation de l'île de Veglia était tout à fait illégitime; en plus, il blâmait les Vénitiens de vexer et de frapper de taxes arbitraires la ville de Raguse qui restait sous sa domination - en lui versant symboliquement 50 ducats d'impôt par an.

Dans son message de conciliation le pape, faisant allusion à la maison de Naples, attribuait à des incriminations perfides l'attitude hostile de Mathias envers un État «qui avait toujours été bien intentionné à l'égard de la Hongrie».<sup>80</sup> La Signoria semblait justement faire preuve de ses dispositions amicales en rejetant dans la même année une offre qui lui eût ôté la menace qui pesait déjà lourdement sur l'avenir de la république. Pour venger ses griefs, Jean, comte de Corbavia, proposa à la Signoria l'assassinat de Mathias, mais les Vénitiens, qui du temps de Sigismond ne s'étaient pas refusés à adopter ce moyen pour résoudre leurs difficultés, répondirent cette fois par un non catégorique. «Ob amicitiam bonam atque synceram, que nobis est cum Majestate prefati Serenissimi Regis», firent-ils savoir au comte par le gouverneur du Frioul qui servait de médiateur dans cette affaire, «absit, ut unquam aures prestemus ad aliquid, quod possit obesse saluti personae (quini-mo semper, ubi intelligeremus) alios quicumque esse velint, machinari adversus personam ipsius Majestatis, nos quemadmodum decet officium bone amicitiae, studeremus obviare omni (machinationi). Et ideo concludetis, ut (ab omni hujusmodi agitatione velit removeve animum et) nullum amplius verbum, super tali re facere nobis velit».<sup>81</sup> Dans ses relations avec le roi de Hongrie, la diplo-

<sup>79</sup> Fraknói: *Egy pápai követ...*, p. 33.

<sup>80</sup> *Ibidem*, p. 51.

<sup>81</sup> Nagy — Nyáry: *op. cit.*, vol. IV, p. 5.

matie vénitienne s'efforçait de maintenir jusqu'au bout les apparences d'une amitié sincère et inébranlable en minimisant, voire en dissimulant les tensions périodiques, pendant qu'elle ne cessa de suivre d'un œil méfiant l'action de Mathias et de prendre à temps des mesures préventives. Or les déclarations délibérément hostiles que Mathias faisait au légat du pape révélaient que le conflit s'était envenimé à tel point qu'il n'était plus possible de ne pas en tenir compte. La situation s'aggrava encore en mars 1489 par suite des nouvelles de manœuvres hongroises contre les territoires impériaux de la Carniole, d'Istrie et l'île de Cherso, (Creš) près des frontières vénitienes. Certains membres du Sénat firent déjà état des sentiments inimicaux du roi de Hongrie, et l'on prit d'urgence des mesures pour parer au danger. Le gouvernement dépêcha de nouvelles unités pour renforcer les frontières le long de la ligne d'attaque présumée et, fidèle à sa diplomatie traditionnelle, il envoya à Buda une ambassade pour chercher la réconciliation.

Officiellement, Domenico Bollani était chargé d'une mission de médiation entre le roi de Hongrie et l'empereur (un autre ambassadeur partait au même moment à la cour de Frédéric), mais les instructions secrètes qu'il avait reçues lui prescrivaient encore une tâche autrement importante, indiquant minutieusement la manière dont il devait s'en acquitter. Dans son préambule, il devait protester de l'amour de sa cité envers Sa Majesté, et exprimer ses regrets au sujet de son conflit avec l'empereur, priant Mathias de bien vouloir envisager dans l'intérêt de toute la chrétienté la paix et la réconciliation. «*Et quomodo*», disaient les instructions, «*principale fundamentum hujus tue legationis constitit potissimum in conciliando animum prefate Majestatis, et illam nobis tenere ac confirmare amicam et benivolam quantum sit possibile: ideo in hoc erit omnis tua solertissima cura, et ad id impendes omne studium, spiritus, ingenium et vires tuas, diligentissimeque observabis non tam verba et operationes, quam omnes nutus ipsius Majestatis, ac explorare et intelligere caute studebis cogitamina illius, et quicquid fit et tentatur in partibus illis, quod dignum possit esse noticia nostra, tenendo nos continue informatos per frequentes literas tuas.*»<sup>82</sup>

Sur l'intervention du pape, Mathias fit preuve d'esprit de conciliation et se montra disposé à rétablir les bons rapports avec la république, si Venise renonçait à vexer ses sujets de Raguse<sup>83</sup>, et fit un accueil très amical à Bollani; les déclarations cinglantes qu'il avait faites à Pecchinoli avaient été en réalité destinées à intimider la Signoria. Celle-ci rappela d'ailleurs à son ambassadeur qu'au cours des négociations de paix engagées entre les délégués du roi de Hongrie et ceux de Maximilien, fils de l'empereur, il devait rester dans la plus complète neutralité. Elle se réclama de ce même principe de neutralité en novembre 1489, lorsque Maximilien la pria de lui accorder un prêt de 10 à 15 mille ducats. La Signoria le lui refusa avec «*verbis dulcibus et amicalibus*», arguant qu'elle était également amie de l'empereur et du roi de Hongrie et qu'elle ne devait pas faire tort à ce dernier en satisfaisant la

<sup>82</sup> *Ibidem*, vol. IV, pp. 32–36.

<sup>83</sup> Fraknói: *Egy pápai követ...*, p. 59.



demande de Maximilien. Elle reprit les mêmes arguments le mois de février suivant, quand celui-ci la sollicitait à nouveau.<sup>84</sup>

Les pourparlers de paix — dont ceux de Linz en septembre 1489 — se déroulaient avec la participation du légat pontifical et des deux ambassadeurs vénitiens. Maximilien se montra plus flexible que son père et — quoiqu'une paix définitive ne fût pas conclue en raison de l'absence de Mathias que sa maladie empêcha de se rendre personnellement à Linz —, les négociations aboutirent à une trêve d'un an.

A Vienne, Mathias trouva l'occasion d'exprimer ostensiblement son contentement au sujet du rôle que Venise venait de jouer dans l'apaisement de son conflit avec l'empereur. Le 4 avril 1490, au bout des cérémonies des Rameaux qui avaient duré six heures, il adouba solennellement Bollani chevalier devant toute sa cour réunie et lui fit don d'un habit de brocat d'or fourré d'hermine, d'un destrier muni d'un hanois cramoisi, et d'éperons et d'étriers d'or.<sup>85</sup> Ceux qui assistaient à cette cérémonie ne soupçonnaient même pas que ce geste, qui consacrait le rétablissement des rapports d'amitié de plusieurs décennies avec l'ancien allié, aura été le dernier acte officiel du grand roi avant le coup d'apoplexie fatal marquant la fin de son règne et avec ça de l'éclat de son pays.

<sup>84</sup> Nagy — Nyáry: op. cit., vol. IV, pp. 108, 123.

<sup>85</sup> Bonfini: op. cit., p. 161; Nagy — Nyáry: op. cit., vol. IV, pp. 161–162.



## Comportements sexuels et contrôle des naissances dans la Transdanubie Occidentale au XVIII<sup>e</sup> siècle

ISTVÁN GYÖRGY TÓTH

Cet essai fait partie de travaux plus vastes menés dans le but d'étudier, à une échelle nationale sur la base de documents des juridictions seigneuriales, la vie sexuelle légitime et illégitime, le contrôle des naissances et la mentalité populaire dans la paysannerie hongroise au XVIII<sup>e</sup> siècle. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, tout ceci était du ressort d'une juridiction seigneuriale. Ainsi pouvons-nous retrouver, dans les archives de quelques familles aristocratiques et de quelques comtés, un grand nombre de témoignages aussi révélateurs que détaillés. J'en ai trouvé au total 1012. Et si nous élargissons l'enquête aux documents relatifs au territoire de la Tchécoslovaquie, nous trouverons représentées, à l'exception de la Transylvanie, toutes les principales régions de la Hongrie historique, bien qu'à des degrés très divers. A l'heure actuelle, j'ai effectué l'enquête sur une région, la Transdanubie Occidentale, regroupant 238 cas dans cette contrée de la frontière autrichienne à l'écrasante majorité catholique et dominée par des latifundia. J'ai également fait des comparaisons entre les phénomènes observés dans cette région et ceux qui relevaient d'autres parties du pays. Les hommes et femmes impliqués représentent toutes les couches de la société paysanne. De même que dans toute société, les servantes, ces jeunes filles vivant loin de leur famille et sous le même toit que leur maître, se retrouvent très souvent parmi les personnes séduites. Mais on trouve également parmi les accusées des femmes et des filles de la basse, moyenne et haute société paysanne. Les comportements sexuels, l'ignorance, les méthodes d'avortement pratiqués ne firent pas tant fonction du statut social au sein du village que de l'âge des femmes et de la région où elles vivaient.

Un tableau frappant des cas de fornication et d'adultère en Transdanubie Occidentale montre que l'on voyait la plupart du temps impliquées de mères infanticides. Ce phénomène est dû à diverses causes, révélées dans une étude comparée pour la Hongrie d'une part et à l'échelle internationale d'autre part.

Le roi Henri II en France avait émis un décret, renouvelé et renforcé de façon encore plus stricte par Louis XIV en 1708, statuant que les femmes devaient déclarer toute grossesse extra-maritale. Dans le cas où elles omettraient de le faire, on les considèrerait comme infanticides même si l'enfant mourait de façon naturelle (ce qui a dû arriver fréquemment, en regard du taux de mortalité infantile à l'époque). Grâce à ces mesures efficaces, la France n'enregistrera que fort peu de procès d'infanticides; ainsi dans ce pays, les sources

les plus fiables pour les historiens ne proviennent-elles pas des interrogatoires de procès mais plutôt des déclarations de femmes enceintes.<sup>1</sup>

Autre différence entre la Hongrie et l'Europe de l'Ouest: en Hongrie les filles-mères n'avaient que fort rarement la possibilité de confier leur enfant à une nourrice plutôt que le tuer. Tandis que de nombreux couvents et orphelinats ouest-européens s'engageaient à soigner et élever les enfants des filles-mères tout en préservant leur anonymat, la carence de telles institutions en Hongrie incitait un grand nombre de filles séduites et désemparées à tuer leur progéniture. Car dans une société rurale, seuls quelques riches séducteurs, tels que les intendants pouvaient se permettre d'offrir à leur maîtresse de quoi mener à terme leur grossesse loin de chez elles et en secret.<sup>2</sup>

Une comparaison établie entre les différentes régions de la Hongrie met en lumière une troisième raison pour expliquer le fort taux d'infanticide en Transdanubie Occidentale. En effet, contrairement aux comtés de la Grande Plaine Hongroise par exemple, seuls les cas de rapports sexuels aggravés étaient déférés aux tribunaux seigneuriaux en Transdanubie Occidentale. Lorsqu'une fille était prise en flagrant délit d'adultère ou se retrouvait enceinte sans être mariée, elle était punie par le juge du village ou par l'intendant, et condamnée à une amende, au pilori ou, dans la plupart des cas, à la flagellation. De tels jugements ne conservaient aucune trace écrite, et l'on n'en parlait que dans le cas où les femmes incriminées commettaient plus tard un infanticide, étaient déférées au tribunal et interrogées sur leurs comportements antérieurs. Comme l'un des témoins le déclarait: «on ne peut être tué pour le simple fait d'avoir un enfant». Et en effet, le tribunal ne condamnait à mort que les femmes qui avaient *réellement tué* leur enfant illégitime.

Toujours en comparaison avec les pays Ouest-Européens, il existe une autre différence notable: les femmes infanticides déférées au tribunal en Hongrie étaient en moyenne beaucoup plus jeunes. En examinant les cas de la Transdanubie Occidentale, dans lesquels on trouve mention de l'âge des femmes infanticides et des fornicatrices devenues enceintes, on découvre sur un total de 50 personnes (sans compter les veuves et femmes mariées, en ne considérant que les jeunes filles et la date du premier accouchement en cas de récurrence)

21 âgées de 20 ans et moins

15 âgées de 21 à 25 ans

<sup>1</sup> Marie-Claude Phan, La déclaration de grossesse en France (XVI<sup>e</sup> – XVIII<sup>e</sup> siècle). *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, (XXII) 1975. 61–88. Alain Lottin, *Naissances illégitimes et filles-mères à Lille au XVIII<sup>e</sup> siècle*. Ibid. 1970 (XVII) 278–322. François Lebrun, *La vie conjugale sous l'Ancien Régime*. Paris 1975. 150–151.

<sup>2</sup> Antoinette Chamoux, L'enfance abandonnée à Reims à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. *Annales de Démographie Historique*. 1973. Giovanna Cappellotto, L'infanzia abbandonata e ruoli di mediazione sociali nella Verona del settecento. *Quaderni storici* 53 (XVIII) 1983. 421–440. François Lebrun, Naissances illégitimes et abandons d'enfants en Anjou au XVIII<sup>e</sup> siècle, *Annales ESC* 1972. 1183–89. Jean-Pierre Bardet, *Rouen au XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*. Paris 1983. 331–333.

- 7 âgées de 26 à 30 ans
- 5 âgées de 31 à 35 ans
- 7 âgées de 36 à 40 ans.

Il est intéressant d'analyser plus en détail la première tranche d'âge: 1 jeune fille avait 13 ans, 1 avait 14 ans, 2 avaient 16 ans, 3 avaient 17 ans, 4 avaient 18 ans, 2 avaient 19 ans et 8 avaient 20 ans. Les jeunes filles primipares étaient âgées de 20 ans et demie en moyenne, 36,8% d'entre elles ayant 20 ans ou moins.

Le Professeur Quaife, qui a étudié des cas de relations sexuelles illicites dans le comté anglais du Somerset, avec les mêmes données de base (documents des tribunaux), n'a découvert que 12% des accusées âgées de 20 ans et moins, et seulement 0,6% d'entre elles âgées de 17 ans et moins.

Alain Mottin, examinant les cas de grossesses hors-mariage au XVIII<sup>e</sup> siècle à Milles et dans ses environs, a trouvé une moyenne d'âge de 24 ans pour les jeunes filles, moins de 7% d'entre elles ayant 20 ans ou moins.

Les découvertes de Jacques Depauw témoignent d'une situation analogue à Nantes et dans ses environs: la plupart des filles-mères étaient âgées de 25 à 29 ans, seulement 10% d'entre elles n'ayant pas encore 20 ans.

J.P. Poussou a étudié le cas de jeunes filles à Bordeaux et alentour, qui accouchaient toutes dans la ville, et il nous révèle qu'elles avaient en moyenne 24 ans et demie, 17,5% d'entre elles n'ayant pas 20 ans.

Examinant des cas dans le Devonshire, Peter Laslett a découvert que les filles-mères avaient en général de 27 ans à 29 ans.<sup>3</sup>

Et tandis que le Professeur Quaife conclut son étude en affirmant que dans le Somerset «la fille-mère n'était que fort rarement une adolescente», nous sommes tentés de citer le contraire en conclusion, affirmant qu'en Transdanubie Occidentale «la fille-mère était très souvent une adolescente». Ainsi pouvons-nous établir le fait suivant: tandis qu'en France et en Angleterre il s'écoulait de longues années (parfois dix ans) entre la maturité sexuelle et le début de relations sexuelles illicites, en Hongrie les deux phénomènes se situaient en même temps, surtout si l'on considère que l'arrivée des premières règles se produisait à l'époque quelques années plus tard que de nos jours.<sup>4</sup>

Bien sûr il est très difficile de trouver des informations précises pour étayer cette analyse, mais le cas de la jeune Erzsébet Nagy, âgée de 16 ans,

<sup>3</sup> Alain Lottin, *Naissances illégitimes...* 306. Jacques Depauw, *Amour illégitime et société à Nantes au XVIII<sup>e</sup> siècle. Annales ESC* 1972. 1155–1182. Jean-Pierre Poussou, *Bordeaux et le Sud-Ouest au XVIII<sup>e</sup> siècle*. Paris 1985. 159–162. Peter Laslett — Karla Oesterveen, *Long-term trends in bastardy in England*. In: *Bastardy and its Comparative History*. Ed. Peter Laslett. London 1980. 159–163.

<sup>4</sup> Edward Shorter, *The Making of the Modern Family* (Edition française: *Naissance de la famille moderne* Paris 1977.) 108–110. Emanuel Le Roy Ladurie, *L'aménorrhée de famine* (XVII<sup>e</sup> – XX<sup>e</sup> siècle) *Annales ESC* 1969. 1589–1601.

pourra nous servir d'illustration. La jeune fille fut violée par deux garçons-bergers, et elle affirma dans sa déposition que les traces de sang découvertes sur elle ne pouvaient être que la conséquence de sa défloration, car elle n'avait jamais eu ses règles auparavant.<sup>5</sup>

La pression exercée par le contrôle de la société était très fortement ressentie. En examinant les documents des tribunaux, on pourrait facilement croire à un libertinage débridé et général de la société paysanne en Transdanubie Occidentale, car nous pouvons y lire des dizaines de témoignages relatant leurs aventures sexuelles. Et paradoxalement, le très grand nombre de cas évoqués révèle exactement l'inverse, à savoir l'énorme force du contrôle, non seulement des tribunaux mais aussi des voisins du village, qui passaient leur temps à se surveiller et à se dénoncer les uns les autres.<sup>6</sup>

La coutume répandue consistant à dormir dans ces maisons paysannes surpeuplées des villages de Transdanubie Occidentale laissait fort peu de place à l'intimité. J.D. Flandrin, Quaipe, L. Stone citent de nombreux exemples de personnes rapportant un acte de fornication très en détail, simplement parce qu'elles dormaient dans le même lit que les coupables.<sup>7</sup> Les procès et les dépositions montrent qu'en Hongrie il arrivait aussi très souvent que plusieurs personnes dormaient dans le même lit, dans ces maisons paysannes surpeuplées. Ainsi, dans le village d'Egervár, une jeune fille dans un état de grossesse avancé eut la malchance de dormir dans le même lit que la sage-femme du village, qui fut en mesure de fournir des renseignements très précis quant à l'état de celle-là. La sage-femme «toucha le ventre de l'accusée» et trouva «un enfant bien vivant qui gigotait là-dedans».<sup>8</sup> Le manque d'intimité est révélé aussi, bien que sous un autre angle, par le cas de l'instituteur de Rohonc, dans le comté de Vas, qui avait violé l'une de ses servantes malgré la présence de sa propre femme dormant dans la même pièce.<sup>9</sup> La présence continuelle de la domesticité et le manque d'intimité qui en résulte sont aussi caractéristiques des hommes aisés que des plus petits nobles menant fréquemment un mode de vie paysan. C'est ainsi que la servante du noble László Tallján put témoigner,

<sup>5</sup> Archives Nationales de Hongrie (ANH) R 32. Ig. kapcs. ir. 1762. Peter Laslett propose un résumé détaillé du problème: Age at sexual maturity in Europe since the Middle Ages. In: Family Life and Illicit Love in Earlier Generations. Cambridge 1977. 214–232.

<sup>6</sup> A ce problème voir: Alan Macfarlane, Illegitimacy and illegitimates in English history. In: Bastardy... 72–77. P.E.H. Hair, Bridal Pregnancy in Earlier England further examined Population Studies. 1970. (XXIV) 59–70. E.A. Wrigley, Family Limitation in Pre-Industrial England. The Economic History Review. (XIV) 1966. 82–109.

<sup>7</sup> J.-L. Flandrin, *Familles, Parenté, maison, sexualité dans l'ancienne société*. Paris 1984. 97–100. G.R. Quaipe op. cit. 68. Lawrence Stone, *The Family, Sex and Marriage in England 1500–1800*. London 1977. 255. 519. 605. Michael Anderson, *Approaches to the History of the Western Family 1500-1914*. London 1980. 42.

<sup>8</sup> ANH P 623. III. 2. N. Széchenyi No. 43.

<sup>9</sup> ANH P 1322. 190. Batthyány p. 400. 9 mars 1759.

non sans un brin de malice, des faits suivants: tandis qu'elle et une autre servante couchaient par terre, le maître couchait dans la même chambre et dans le lit d'une autre domestique, et bien plus, elle témoigna avoir pu suivre leurs ébats à la lueur de la pleine lune traversant la fenêtre.<sup>10</sup> De même, alors que la servante d'Imre Kajtár dormait dans un lit jouxtant celui des enfants, le maître de maison s'approcha d'elle et la déflora, sans se soucier le moins du monde de la présence de ces derniers.<sup>11</sup> Judith, une autre plaignante, révéla que son beau-père et sa mère dormant dans le cellier à vin à Boglyas, ce dernier avait tenté de la violer, probablement sous l'influence de l'alcool.<sup>12</sup> D'autre part, Samu Bódaï agit de la même façon en étant à jeûne: il déflora sa servante Anna Pápai après qu'elles eut «achevé le filage et tandis qu'elle allait se coucher sur la cheminée avec les autre femmes».<sup>13</sup>

Une intimité absolue était pratiquement impossible dans ces maisons surpeuplée et sous le regard permanent du voisinage: à peine deux personnes s'étaient-elles enfermées que les voisins commençaient à les espionner, comme elles le confessaient elles-mêmes dans les interrogations. Mais en même temps, le surnombre et l'enfermement dans une même pièce, pouvaient offrir de bonnes occasions aux relations charnelles, les partenaires sous le même toit pouvaient tromper la vigilance des autres: alors que les voisins remarquaient instantanément l'arrivée d'un étranger dans la maison, il était facile s'accoupler avec une servante vivant dans la maison, un soldat cantonné là, une belle-fille ou un quelconque proche.

Tandis que les cas examinés jusqu'ici révèlent des situations grossièrement analogues dans les comtés Nord-Ouest et Nord-Est jamais occupés par les Turcs, il était beaucoup plus facile d'échapper au contrôle de la société dans la Grande Plaine hongroise à la population clairsemée avec ses petites maisons et cabanes de bergers.<sup>14</sup> Mais en Transdanubie Occidentale, les lieux et l'époque des relations sexuelles illicites nous indiquent qu'elles se produisaient à l'endroit et au moment où le contrôle social se relâchait, et où les partenaires pouvaient se rencontrer en secret. On trouve rarement dans ces régions des femmes confessant avoir eu des rapports si fréquents qu'elles n'en pussent citer le nombre; en général elles avouent d'avoir succombé de 2 à 5 fois et peuvent se souvenir très précisément des circonstances. Nous ne trouvons donc pas un comportement général de libertinage mais un écart occasionnel par rapport à un contrôle social strict. Quoi qu'en puissent dire les légendes,<sup>15</sup> aussi bien en Angleterre qu'en Transdanubie Occidentale, les amants illicites sortaient fort peu de la maison, et les servantes et les femmes étaient généralement séduite

<sup>10</sup> Archives du département Vas, Szombathely Tiszti pörök, fasc. 5. No. 13.

<sup>11</sup> ANH P 235, 136. Festetich 16 octobre, 1748.

<sup>12</sup> ANH P 707. 430. Fasc. 265. No. 97. Zichy.

<sup>13</sup> ANH P 210. 146. Eszterházy No. 2066. p. 111.

<sup>14</sup> Tibor Szenti, *Parasztvallomások* (Paroles paysannes) 1985. 271–301.

<sup>15</sup> Quaipe op. cit. 74–76.

dans des locaux jouxtant la maison, tels que les hangars à charettes, les étables, les granges ou les greniers. Quant aux celliers à vin, il ne faut pas uniquement prendre en considération l'influence du vin stocké là, mais aussi le fait qu'à la différence des maisons paysannes bâties très proches les unes des autres, les hommes et les femmes voyaient là une occasion de se dérober physiquement au regard inquisiteur du voisinage. Le très grand nombre de grossesse résultant de visites aux moulins et aux meuniers est particulièrement frappant à cet égard, et cela grâce au fait que la jeune fille avait, à l'époque de la moulure, une raison valable de quitter seule le village, et que le moulin assurait l'intimité désirée.<sup>16</sup>

Si l'on examine l'époque des relations charnelles, on découvre que le relâchement de la censure sociale offre des occasions convenables. C'est le cas au moment des moissons, où tout le village entre en effervescence<sup>17</sup>, bien que, tous les moissonneurs dormant généralement ensemble après une épuisante journée de labeur, deux personnes qui s'isolaient eussent attiré l'attention.<sup>18</sup> Mais l'occasion existait bel et bien, non pas pour les moissonneurs mais pour ceux qui restaient à la maison: pendant la moisson le village restait désert, le surpeuplement habituel cessait et les maisons vides étaient une incitation à « pécher ». Une servante infirme de Újfalu, dans le comté de Komárom, eut l'occasion de coucher avec le cocher tandis que les habitants du village étaient « partis au marché dans une ville proche ». Une occasion semblable, bien que plus brève, se présenta pour une jeune fille du comté de Pozsony en 1769, alors que tout le monde était parti à l'église du village à côté.<sup>19</sup> En dehors des vendanges et des mariages, la plupart des fêtes religieuses conduisaient à un relâchement du contrôle social. Quaife en arrive aux mêmes conclusions pour ce qui est de l'Angleterre, mais en raison de pratiques religieuses différentes, la Saint-Jean et Noël comptent respectivement pour 13 et 17,2% des cas en Angleterre, tandis qu'en Transdanubie Occidentale ces deux dates ne présentent qu'un seul cas de relations sexuelles illicites.<sup>20</sup> Inversement, les femmes témoignent souvent se trouver enceintes vers la fin du Carnaval, phénomène non mentionné par Quaife. Les réjouissances précédant traditionnellement le Carême conduisent à un relâchement de contrôle social.

Une jeune fille qui se retrouvait enceinte à la suite d'une « mauvaise conduite » pendant les vendanges ou le Carnaval s'apercevait généralement très tard de son état. Bien que nous puissions également citer des exemples du contraire, un grand nombre de fille et même quelques veuves ne se rendaient compte qu'elles étaient enceintes qu'au moment où le fœtus bougeait

<sup>16</sup> Archives du département Vas, Szombathely, XI. 604-H-1. 12 octobre, 1799. 7 février, 1798. ANH P 157. 64. XI. 12. 1739. Eszterházy.

<sup>17</sup> Ibid. P 157. 67. XVIII. 8. p. 93. NNA P 707. 429. Zichy. Fasc. 264. No. 5.

<sup>18</sup> ANH P 235. 136. Festetich. No. 58. A. 1738.

<sup>19</sup> ANH Microfilm 6871. (Sopron) No. 505. Fasc. 1. No. 10. 21 mai, 1770.

<sup>20</sup> Quaife op. cit. 83–86.



dans leur ventre. Il est évidemment impossible de vérifier le moment où une femme sait, croit ou admet qu'elle est enceinte, et les historiens, en compulsant les interrogatoires du tribunal, doivent toujours garder à l'esprit l'idée que pour ces femmes il était d'un intérêt *primordial* de cacher la vérité en témoignant, ce qui signifie en ce cas de faire croire qu'elles avaient moins d'expérience qu'en réalité, et qu'elles étaient à peine conscientes de ce qu'il leur était arrivé. En conséquence, le très grand nombre de dépositions et les déclarations unanimes qu'elles contiennent ne doivent pas nous conduire à entériner leur contenu. Mais lorsque nous rencontrons de tels témoignages déposés par des accusées avouant qu'elles avaient tué leur enfant, ou par une jeune fille poussée par des années de remords à se dénoncer elle-même comme infanticide, acte jusque-là gardé secret, alors nous avons toutes les raisons de croire ce qu'elles disaient.

On pourrait citer des dizaines d'exemples de jeunes filles et de femmes témoignant qu'elles n'étaient pas enceinte et s'étaient arrondies simplement parce que leurs règles avaient cessé. Ce genre de déposition fait appel au mécanisme du corps humain: le sang qui ne pouvait sortir de leur corps s'accumulait et leur faisait enfler le ventre. Cette explication naturelle ne fut pas simplement invoquée par des jeunes paysannes illettrées, mais aussi par la médecine de l'époque. Samuel Dombi, médecin-chef du comté de Borsod, écrivit dans un ouvrage publié à Pozsony (Bratislava) en 1771 et intitulé *Le métier de Sage-femme*, que la sagesse de la nature se chargeait d'arrêter les flux menstruels « pour faire croître et nourrir l'enfant conçu en son sein. De là, considérant que le sang servant à quitter le corps chaque mois n'est pas tout entier nécessaire à nourrir l'enfant dans les premiers mois, ce sang s'accumule dans le corps, accélère les battements cardiaques de la femme et lui monte aux joues ». <sup>21</sup>

Les jeunes filles n'étaient pas conscientes du mécanisme biologique gouvernant leur corps, chose qu'elles n'avaient à connaître qu'au cours de leur mariage et pendant leurs accouchements. Nous ne devons pas négliger le fait que les jeunes filles se mariaient réellement très tôt, presque à l'enfance en Hongrie. Dans le village de Jobbaháza, comté de Sopron, la servante Ilus Németh fut convaincue par son maître d'avoir des rapports sexuels avec lui, et « immédiatement après les relations elle se mit à saigner en abondance, ce qui lui fit croire qu'elle ne pourrait pas être enceinte »; en d'autres termes la servante ne pouvait pas distinguer la différence entre les pertes du sang dues à sa défloration et celles qui résultaient de se menstruer. <sup>22</sup> La déposition de Mária Kaplin, de Pinkafalva, en 1777 montre à quel point les jeunes filles ignoraient le mécanisme des règles: elle disait ignorer que l'arrêt des flux menstruels signifiait la grossesse puisqu'elle n'avait « jamais été enceinte et avait toujours eu ses règles auparavant », bien que ces dernières « se fussent arrêtées parfois, en particulier lorsqu'elle buvait du lait ». Cette jeune servante de 17 ans devait avoir une très vague idée du rapport existant entre l'arrêt des flux menstruels et l'apparition plus tardive du lait maternel, mais sa déposition est de

<sup>21</sup> Dombi Sámuel, *Bábamesterség*. Pozsony 1772. 7.

<sup>22</sup> ANH P 235. 136, Festetich. 16 octobre, 1748.

toutes manières un bon révélateur de la profonde ignorance de ce temps-là.<sup>23</sup> Mária Blaga, jeune fille de 16 ans soupçonnée d'infanticide à Nagyálló dans l'Est (qui représente peut-être la partie la plus reculée du pays), témoigna des mêmes croyances. Lorsqu'on trouvait un enfant mort dans les champs, on soumettait les filles et les veuves du village à un examen, et c'est ainsi que la sage-femme découvrit du lait dans le sein de Mária. La jeune fille objecta qu'elle était vierge, et ajouta: «de toute ma vie je n'ai jamais couchée avec personne, car je ne sais même pas à quoi servent les hommes». Et lorsque les juges objectèrent qu'on ne pouvait trouver du lait dans la poitrine des vierges, elle répliqua: «On en a trouvé dans ma poitrine parce que j'avais passé une semaine à soigner ma tante en couches, et comme j'étais près d'elle jour et nuit, son lait a coulé sur moi.» Il est évidemment impossible de savoir si la jeune fille incriminée présentait une excuse valable ou si elle visait simplement à tromper les juges, et plus tard les historiens. Mais l'historien, contrairement au juge, ne s'intéresse pas seulement à la vérité dans ce cas précis, mais aussi aux idées qui prévalaient dans la société de l'époque; aussi pouvons-nous supposer que l'accusée mettait en avant un argument qu'elle jugeait crédible pour les autres. N'importe comment les deux sages-femmes témoignèrent que Mária avait dit au cours de son examen «le lait de ma tante en couches est tombé sur moi», et cela de façon unanime et sans aucun commentaire; et comme elles n'avaient pas été plus loin que sa poitrine au cours de l'examen, elles n'étaient pas en mesure d'affirmer si elle avait été enceinte ou non.<sup>24</sup>

Qu'on me laisse citer un autre cas, à Algyő dans la Grande Plaine Hongroise. Une veuve catholique de 39 ans fut enceinte, probablement grâce à un jeune homme de 22 ans plus jeune qu'elle. Mais la veuve disait qu'elle avait été violée sur la route par un cavalier inconnu, excuse invoquée souvent aussi en Angleterre lorsque les femmes voulaient taire l'identité de leur amant.<sup>25</sup> Elle ajouta qu'il l'avait violée bien qu'elle eût essayé de lui faire comprendre qu'elle avait ses règles. L'interrogatoire et les réponses de l'accusée nous renseignent tant sur les connaissances de celle-ci que de la cour: «Comment voulez-vous nous faire croire que votre grossesse est le résultat d'une *seule* tentative de viol?» Elle répondit: «Lorsqu'une femme a ses règles, il lui en faut bien peu pour la rendre féconde.»

Les femmes n'étaient pas plus au courant du mécanisme de la conception que de celui des flux menstruels. Elles étaient convaincues pouvoir sentir instinctivement le moment où on les rendait fécondes. Ilona Kürthy, du village de Farkasd dans le comté de Nyitra, fit la déposition suivante: «J'ai succombé pour la première fois avec un domestique pendant le Carnaval, et cela s'est reproduit plusieurs fois, mais c'est l'année dernière, un mois après le dimanche de la Trinité, que j'ai ressenti très précisément qu'il me fécondait.»<sup>26</sup>

<sup>23</sup> ANH Microfilm 6872. No. 42. Fasc. 11. No. 19. 1776.

<sup>24</sup> ANH P 343. 40. Kállay. 16 mars, 1793.

<sup>25</sup> Quaipe op. cit. 107.

<sup>26</sup> Archives du département Csongrád, Szentes, Proc. Crim.b. 22 2 juillet, 1777.

Il est tout à fait compréhensible que de jeunes filles inexpérimentées, ignorantes des mécanismes et fonctionnements de la grossesse, n'aient pu savoir comment la « prévenir ». Les veuves se révélaient plus expérimentées dans l'art d'atteindre l'épanouissement sexuel ainsi que dans l'art d'éviter l'écueil de la grossesse, bien que nous ne puissions connaître leurs méthodes que lorsqu'elles avaient échoué. Un homme de 33 ans, Ferenc Kis, et sa belle-mère Ilona Petrovics furent déférés au tribunal de Kapuvár en 1739. La femme avoua que peu de temps après la mort de son mari elle eut « des relations sexuelles avec son beau-fils, mais pas jusqu'au bout comme il l'aurait souhaité », à l'exception d'une fois, un jour que les valets de ferme étaient partis au moulin et qu'ils s'étaient retrouvés seuls à la maison. Alors elle a perdu la tête et s'est retrouvée enceinte. Éva Karikás, une autre veuve, fut jugée pour infanticide un an plus tard au même endroit. Lorsque les villageois l'accusèrent d'être enceinte bien que veuve, elle répliqua: « Mais qui donc aurait pu concevoir l'enfant si ce n'est pas le coin de mon oreiller? », révélant par là des pratiques sexuelles onanistes.<sup>27</sup>

Les jeunes filles-mères inexpérimentées et dans l'embarras se tournaient vers des femmes plus âgées pour les conseiller dans leur situation délicate. Erzsébet Kleinin, âgée de 18 ans, demanda conseil à une vieille femme dans l'auberge où elle travaillait comme servante. La vieille femme lui prépara une potion abortive faite de l'eau d'une meule à aiguiser et en effet, elle fit une fausse-couche. La mère de Zsuzsanna Graffin était morte et elle n'osa pas s'adresser à son père quand ses règles cessèrent; alors elle demanda conseil à une vieille femme qui vivait au village. Celle-ci lui dit si elle n'était pas enceinte mais que ses règles avaient cessé, on pouvait y remédier de la manière suivante: « Il fallait tremper son doigt dans l'urine ou du levain puis le lécher, et ainsi les règles reprendraient ». La jeune fille agit selon ces conseils, mais, à la différence de la potion qui n'était en réalité qu'un puissant laxatif, cette seconde méthode reposant sur la superstition se révéla totalement inefficace.<sup>28</sup>

Comme dans de très nombreux domaines les observations justes et les superstitions se trouvaient inséparablement liées. Erzsébet Varga, veuve de 42 ans, savait que Katalin Kecskés, qui vivait chez elle, était enceinte, parce qu'elle l'avait vue changer de sous-vêtements et avait pu constater que « ses mamelons avaient grossi et leur contour avait noirci; et elle savait de par sa propre expérience que cela se produisait lorsqu'une femme était enceinte ». Sa remarque était parfaitement juste, et un médecin d'aujourd'hui ne la contredirait pas. Mais lorsque Barbara Schmid, la sage-femme de Lébény, examina Katalin Fejes en 1737, trouva ses mamelons plus foncés et par là-même en déduisit qu'un enfant couvait et même ne fut pas loin de deviner qu'il s'agissait d'un garçon, sans quoi ses mamelons eussent été plus clairs, nous devons

<sup>27</sup> ANH P 157. 64.XI.10. Eszterházy. 12 juillet, 1738. XI. 12. 3 octobre, 1739.

<sup>28</sup> Ibid. P 157.63.IX.9. 7 octobre, 1734. P 157.67.XVI.3.28 avril, 1748.

en conclure qu'il s'agit là de pure superstition, ne reposant sur aucune base scientifique.<sup>29</sup>

Les jeunes filles de mêmes que les sages-femmes étaient généralement convaincues que le fœtus ne vivait qu'à partir de l'instant où il bougeait pour la première fois, ce qui n'arrivait habituellement qu'à mi-terme de la grossesse, après quatre mois et demie. János Rafael Steidele écrivit, dans un ouvrage intitulé *Le métier des Sages-Femmes en Hongrie* (publié en 1777) que « la plupart des sages-femmes sont d'accord pour dire que l'enfant vit à partir du moment où il bouge pour la première fois », et elles distribuaient des potions abortives jusqu'à cette date-là. Le livre lui-même ne fut pas écrit en Hongrie, il s'agit d'une traduction, mais nous verrons que les sages-femmes en Transdanubie Occidentale soutenaient n'avoir été consciente de sa grossesse que « lorsque le fœtus bougea dans son ventre ». <sup>30</sup> Un dialogue entre Jutka Zsámpár, jeune fille du village de Csörötnek, et le chef de l'autorité du domaine, nous est une grande source d'information à ce sujet: le chef de la police s'informa de la date à laquelle elle n'avait eu des relations sexuelles avec son amant, puis il l'accusa de ne pas dire la vérité, « parce que même si l'on compte à partir de la dernière date de vos rapports, le 15 mai, jusqu'à l'accouchement le 10 octobre, vous étiez déjà enceinte de quatre mois et 25 jours. Or il est de notoriété publique que les enfants commencent à bouger dans le ventre de leur mère 4 mois et demie après leur conception; donc vous ne pouvez pas déclarer que l'enfant à l'époque n'était pas même conçu ». Cette fille-mère de 28 ans ne se troubla pas et répliqua: « Comme j'ai déjà eu deux enfants et que j'ai pu à chaque fois dire le jour où ils se *manifestaient vivants* parce que je le sentais au moment précis où ils bougeaient, j'aurais dû le sentir dans ce cas aussi, or je n'ai éprouvé aucun mouvement dans mon corps; j'ose donc affirmer qu'il n'était pas encore en vie. » <sup>31</sup>

Il est vrai que les sages-femmes ne considéraient l'avortement comme un crime qu'après 4 mois et demie de grossesse, et n'hésitaient pas à fournir des potions abortives aux femmes enceintes avant ce stade. Evidemment, aucune sage-femme n'avaient envie de révéler ce fait à une cour qui détenait le « Jus Gladii », mais leurs dépositions le prouvaient implicitement. Erzsébet Küllös, une sage-femme d'Egervár, déposa à la cour seigneuriale, que lors d'une précédente grossesse de l'accusée, elle avait trouvé sur elle un médicament à l'odeur particulièrement forte, et lui avait dit en la grondant « de ne pas utiliser ce genre de remède car l'enfant avait déjà grandi en force dans son sein ». En effet la sage-femme avait auparavant tâté le ventre de la femme emprisonnée et découvert un enfant « vivant » à l'intérieur. En d'autres termes la sage-femme

<sup>29</sup> ANH P 707.430.F265.No.50.Zichy 16 novembre, 1747. et F264 et B. No.7. 20 novembre, 1737.

<sup>30</sup> « Fötus in utero vivero coepit ». ANH P 157. 64.XI.10.12 juillet, 1738. Eszterházy.

<sup>31</sup> Archives du département Vas, Szombathely. XI 604-H-1. 12 octobre, 1799. Cf. Balázs Gémes, A magzatelhajtással kapcsolatos hiedelmek a magyarság körében (Croyance sur l'avortement parmi les Hongrois) *Szekszárdi Múzeum Évkönyve*. Szekszárd 1975. 237.

ne considérait pas l'usage de potions abortives comme un crime en règle générale, mais seulement dans ce cas parce que l'enfant était déjà vivant et remuait. La seconde fois où l'accusée se retrouva enceinte, la sage-femme palpa son ventre, en déduisit sa grossesse et lui cria: «ne touche pas à cette potion car l'enfant a déjà grandi en force dans ton sein».<sup>32</sup>

Lorsque les filles-mères découvraient leur grossesse, elles essayaient de cacher leur état. Nous ne pouvons comprendre les procès d'infanticide que si nous tenons compte du fait que les jeunes filles et veuves séduites ne tuaient pas l'enfant *pour s'en débarrasser*. Il était très facile d'exposer à la froideur un enfant de quelques jours, de l'étouffer avec un oreiller ou simplement de ne pas l'allaiter. Compte-tenu de la moralité infantile de l'époque, leur mort n'attirait l'attention que si une dizaine ou une douzaine d'enfants âgés de quelques jours mouraient les uns à la suite des autres, comme pour le cas d'Erzsók Csontos, jugée à Hódmezővásárhely en 1780, ou celui d'Ilona Baranyi, jugée à Makó en 1756, deux exemples pris dans la Grande Plaine Hongroise.<sup>33</sup>

Les infanticides visaient à conserver secrètes la grossesse et l'accouchement. Comme le dit Katalin Tót, torturée dans la forteresse de Sempte en 1714: elle avait enfoncé un pieu à travers le corps de son enfant «afin que personne ne sût rien et qu'elle pût garder son nom de jeune fille», en d'autres termes pour s'assurer qu'elle resterait une jeune fille respectable.<sup>34</sup>

Les filles-mères avaient de fortes chances de parvenir à dissimuler leur grossesse: les lourds vêtements paysans de cette époque facilitaient la tâche, en particulier l'hiver. Dans de nombreux cas les femmes accouchaient en secret et retournaient à la maison comme si de rien n'était, leur grossesse n'étant dévoilés que si l'on retrouvait le corps de l'enfant mort. Les jeunes filles avaient en effet l'art de porter les robes de manière à dissimuler leur ventre qui gonflait. Beaucoup portaient leurs jupes «à la manière d'une cape», ou leur tablier et leur jupe relevées. Les gens furent frappés de voir une jeune fille ne jamais sortir sans sa pelisse, tandis qu'une autre très jeune fille de 14 ans qui était enceinte en plein hiver révéla: «Je n'ai jamais serré ni relevé ma jupe, mais comme mon état ne se voyait pas, personne ne fut au courant de ma grossesse». En dehors des vêtements d'hiver, le très jeune âge de la fillette a probablement contribué à cet effet, car la ceinture abdominale des fillettes, selon la constitution de chacune, gonfle moins en ce cas.<sup>35</sup>

<sup>32</sup> ANH P 623.III.2.N.Széchenyi No.43.14 mars,1748.

<sup>33</sup> Archives du département Csongrád, Szentes IV.A.53.a.39. 27 avril, 1780. IV.A.53.a.26. 5 janvier,1756.

<sup>34</sup> ANH P 199.15.Capsa XXII.Fasc.2.p.364. Eszterházy 23 mars,1714.

<sup>35</sup> ANH P 157.72.XXII.5.Eszterházy 3 octobre,1772.Ibid. XIX. 11.17 mars, 1754., ANH P 707.430.Fasc.265.No.35. Zichy,5 décembre, 1740. Ibid. Fasc.264. et C.No.4., ANH P 157.65. XIII. 5. Eszterházy 13 février, 1743. ANH P 623.III.2.N.Széchenyi No.43. 14 mars, 1748. Archives du département Csongrád, Szentes Proc.crim.b.19.no.13. 23 mars, 1770. Ibid.IV. A.53.a.33. 11 mars, 1769.

Mis à part le ventre qui grossissait anormalement, il fallait aussi cacher le gonflement des seins. Les jeunes filles portaient un corset, et lorsque le lait coulait déjà de leur poitrine, elles laçaient étroitement la partie de leur corsage recouvrant les seins. L'accusée d'un tribunal de Lébényszentmiklós avait pressé de la « cicuta » (ciguë d'eau) sur sa poitrine parce qu'elle avait vu d'autres femmes qui avaient des enfants utiliser cette plante pour contrôler la montée du lait à leur poitrine, au moment d'un arrêt de lactation manifeste. Cependant, les connaissances fondées sur l'expérience n'étaient pas tout à fait exactes cette fois-ci: l'application par voie externe de la ciguë peut pas arrêter la montée du lait, qui est réglée de façon hormonale, mais provoque une inflammation, éventuellement causée par du lait concentré dans la poitrine après le beverage.<sup>36</sup>

Mais les filles et veuves séduites ne se contentaient pas de tenir secrète leur grossesse, elles faisaient aussi leur possible pour se débarrasser du foetus non désiré.

Les méthodes contraceptives de l'*ante coitum* n'étaient rien moins que superstition et n'avaient aucun effet réel. Cependant, la peur de concevoir, motivation psychologique à la contraception, était toujours présente à l'esprit des paysans de l'époque. Le jeune Mihály Megyeli de Felsőszakony, comté de Sopron, offrit en 1752 un peu de poudre abortive à un jeune homme qui avait eu des problèmes; il lui dit d'user de la poudre avec une confiance absolue parce que, disait-il: « J'y ai eu recours moi-même, et lorsque j'avais des rapports sexuels avec quelqu'une, je n'avais plus peur de quoi que ce fût. » Katalin Fejes, que nous avons déjà mentionnée, fut convaincue de succomber non seulement parce que son séducteur lui avait offert un pichet de vin, mais aussi parce qu'il l'avait persuadée en arguant qu'elle n'avait eu aucun enfant après une demie-année de vie conjugale. « Dieu sait bien que je ne dois pas avoir peur de lui, je ne serai pas enceinte à moins de coucher avec un homme jeune »: c'est grâce à ces arguments qu'un vieux maître a abusé de sa servante.<sup>37</sup> Zsuzsa Kis, une servante de Monor, fut également séduite par un amant qui: « me promet fermement de ne pas me mettre enceinte, parce qu'il avait déjà couché avec tant de filles ».<sup>38</sup>

Il n'y avait pas que les jeunes filles et les veuves à souhaiter éviter la grossesse dans les rapports sexuels illicites; les femmes mariées aussi considéraient les fréquentes grossesses comme de véritable fardeaux. Une femme en couches à Lédec en 1722 (comté de Sopron), demanda à une voisine réputée

<sup>36</sup> ANH P 707.430. Zichy. Fasc. 264 et B.No.7. 1737.

<sup>37</sup> ANH P 707. 430. Zichy. Fasc. 264 et B. No. 7. 1737. ANH Microfilm (Nagykőrös), 16856. Prot. mal. 23 avril, 1787. Archives du département Csongrád, Szentes, IV.A.53.a.35.25 septembre, 1773. ANH P 707. 451. Zichy. Fasc. 280 et B.No.4.

<sup>38</sup> Ustrodny Štátny Archiv, Bratislava. Pálffy III. 11. XII.56. Cf. Archives du département Csongrád, Szentes IV.A.53.a.35. 19 janvier, 1772.

magicienne de la «soigner de façon à ce qu'elle ne soit plus enceinte dans les deux années à venir».<sup>39</sup>

La «contraception» dans cette région ne signifiait bien entendu rien d'autre que sorcellerie et magie. Les potions utilisées prenaient toutes source dans une magie analogue. En 1716, Erzsébet Jaksó, de Bihar, «faisait fumer dans la cheminée les parties génitales d'un cheval hongre et les donnait à manger à son mari» pour éviter qu'il ne la féconde.<sup>40</sup> Un exemple pris en Transdanubie Occidentale, montre aussi une tentative d'utiliser comme contraception des méthodes analogues à la castration stérilisante: en 1743, Jutka Dógos, de Pacsa dans le comté de Zala, qui en avait assez des nombreux accouchements de sa fille, «cousit sur la descente de lit de son gendre un fil destiné à castrer les coqs ... parce que, disait-elle, son gendre allait encore féconder sa femme, mais à l'aide de ce fil elle évitait la conception pour de bon.»<sup>41</sup> Jutka Nagy, de Keszthely, utilisa également la magie en guise de contraceptif: elle lavait son tablier à la nouvelle lune, un dimanche avant le lever du soleil et faisait des nœuds sur les cordons: «autant de nœuds sur les cordons de mon tablier, autant d'années j'éviterai la grossesse malgré les rapports sexuels» témoignat-elle.<sup>42</sup> La magie de la «clôture» contrôlait non seulement la fertilité mais aussi la virilité: l'amant de Kata Tatar, dans la Grande Plaine Hongroise à Hódmezővásárhely, fit un nœud avec le cordon du tablier de Kata et un sous-vêtements de son mari, concluant par là que son mari ne serait désormais «plus bon à rien». Une autre méthode de sorcellerie venant d'une femme, et fondée sur le même principe, servit à Kata aux mêmes fins: elle consistait à faire trois fois le tour du puits en tenant un cadenas neuf (autre symbole de clôture), et de jeter le cadenas dans le puits «de sorte que son mari ne puisse plus jamais avoir de relations sexuelles avec elle».<sup>43</sup>

Evidemment nous ne chercherons pas à prouver que ni les parties génitales d'un hongre ni les nœuds faits sur un cordon n'avaient la moindre chance de prévenir une grossesse non désirée. Les paysans ne pouvaient que se «préserver» eux-mêmes avant la conception par le biais de la superstition, mais ils disposaient en revanche d'un large éventail de possibilité pour se débarrasser d'un fœtus encombrant.

Il existait un grand nombre d'avortements spontanés (fausse-couches involontaires) à l'époque, certainement beaucoup plus qu'aujourd'hui. La femme enceinte allait travailler aux champs tout comme avant et son mari continuait à la battre comme avant. «Le sang commença à couler hors de mon ventre après huit jours de moissonage» déclara Ilona Kis en témoignage, dans le comté de

<sup>39</sup> Ferenc Schram (ed.): *Magyarországi boszorkányperek* (Procès de sorcilières en Hongrie). Budapest, 1983. II. 32.

<sup>40</sup> ANH R 320/2. Ig.kapcs.ir. 20 juin, 1716.

<sup>41</sup> Schram op. cit. II.615.

<sup>42</sup> ANH P 235. 136. Festetich No.89. 22 novembre, 1756.

<sup>43</sup> Archives du département Csongrád, Szentés IV.A, 53,a, 27, 6 avril, 1758.

Sopron; et bien que dans ce cas présent elle eût menti, elle le fit en conformité avec la règle générale: en effet les femmes enceintes prenaient part aux moissons, qui étaient les travaux agricoles les plus pénibles.<sup>44</sup> Dans le domaine de Sárospatak une femme qui se rendait aux moissons avec son mari fut battue à mort par ce dernier dans un accès de colère. A Halogy, dans le comté de Vas, un malheureux paysan battait sa femme si souvent qu'elle «accoucha avant terme à cause des mauvais traitements».<sup>45</sup> Un accusé de comté de Pozsony en 1776 déposa en ces termes: «J'avais en effet coutume de maltraiter violemment ma femme, mais aujourd'hui je ne vais plus si loin, car elle est enceinte, et je me borne à la frapper avec une corde».<sup>46</sup>

D'un autre côté, il existait un pourcentage significatif d'avortements volontaires. Les femmes enceintes surévaluaient leurs forces, soulevant de lourds seaux d'eau, se jetaient face contre terre ou se roulaient dans les champs comme pour provoquer une fausse-couche. On peut trouver cette forme violente de contrôle des naissances dans toutes les régions du pays. Éva Kantár, jeune fille de 24 ans des environs d'Érsekújvár, accoucha prématurément de deux enfants après une chute depuis le toit de l'étable ou depuis l'échelle. Mais on ne pouvait tromper si facilement l'opinion publique au village: ayant déjà trébuché une autre fois sur le seuil de la porte et fait une fausse-couche, elle avait été attrapée et fouettée.<sup>47</sup>

L'usage de potions abortives était largement répandu dans tout le pays. On utilisait une préparation de sabine en Hongrie aussi bien qu'en Angleterre, les ramifications de cette plante contenant une substance qui provoquait effectivement des saignements abdominaux et conduisait à l'avortement.<sup>48</sup> Le fait qu'il s'agissait d'une pratique très populaire est confirmé par cette histoire: des voisins trouvèrent de la sabine dans la caisse d'une accusée, et comprirent immédiatement à quel usage elle était destinée. Les informations se répandaient dans le monde paysan par les canaux traditionnels: Éva Szabó, une veuve de 35 ans de Semjén dans le comté de Vas, alla biner dans les vignes proches de Győr, et sarclait là en compagnie d'une femme vivant à Jobbaháza qui lui avait dit que «si elle trempait les branches de la sabine dans l'eau et qu'elle buvait cette eau, elle n'aurait pas d'enfant quelque soit le nombre de ses rapports sexuels».<sup>49</sup> Beaucoup burent le liquide rouillé dans lequel trempait la meule,

<sup>44</sup> ANH P 157. 60. Eszterházy II. 18. 2. janvier 1720.

<sup>45</sup> ANH P 1322. 191. Batthyány p. 347. ANH E 197. 172. Archivum Patakiense 14.t.31.sz. 11 août, 1725.

<sup>46</sup> Statny Archiv, Bratislava, Proc.crim. 1776. Je dois remercier de son aide l'archiviste, Ádám Balog.

<sup>47</sup> ANH P 707. 448. Fasc. 280. No.4. Zichy. 29 décembre, 1734.

<sup>48</sup> L. Stone op. cit. 520. Quiyfe op. cit. 172. Péter Mélius, *Herbárium*. Kolozsvár 1578. Reprint: Bucarest 1979. 137. János Halmi, Kossuth-csillag. Vénusz-sarucska. (Nom populaire des herbes médicinales) Budapest 1948. 21. Remerciements distingués de sa contribution à mon ami, Dr. Péter Lakatos (Semmelweis Université des Sciences Médicales, Budapest)

<sup>49</sup> ANH P 157. 62. V. 35. Eszterházy 17 mai, 1729. Ibid. XIX. 12. (1754).



bien que ce fût davantage un puissant laxatif et vomitif qu'un véritable abortif, mais qui pouvait aussi provoquer l'avortement à certains stades de la grossesse.

Une autre méthode d'avortement consistait à bander le ventre pour dissimuler la grossesse et en même temps tuer l'enfant en l'écrasant. On pouvait souvent accentuer l'effet en appuyant sur le ventre avec un bandage chaud ou diverses herbes.<sup>50</sup> L'effet abortif des méthodes comme la vapeur ou les bains chauds était aussi très connu. La méthode d'avortement la plus répandue était probablement le massage qui poussait le fœtus en l'expulsant du corps de la mère. Le massage, le pétrissage et l'application d'onguents huileux et grasseux étaient également des traitements familiaux aux paysans de l'époque pour guérir toutes sortes de maladie. En 1756 on jugea un infanticide au tribunal de Zalaegerszeg. Les masseuses qui avaient massé Judith se montraient fort désireuses de prouver qu'elles n'avaient eu aucune intention de tuer le fœtus, mais elles n'avaient pas dû être très surprises de savoir pour quelle raison la fille avait demandé un massage, puisque celle-ci avait dit elle-même à l'une d'entre elles qu' «elle donnerait un ballot d'avoine à celle qui pourrait la débarasser de l'enfant».<sup>51</sup>

Une autre méthode, largement répandue au XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècles, consistait à remonter dans le ventre jusqu'au fœtus et à l'en arracher à l'aide d'une plume, d'une pique ou d'une racine. On peut facilement prouver que ce moyen était ignoré au XVIII<sup>e</sup> siècle: les juges interrogeaient les prévenues sur toutes les façons d'avorter, et elles devaient répondre une à une à chaque question concernant leur méthode, à savoir si elles avaient utilisé celle-ci ou celle-là; mais le fait de remonter dans le ventre pour en arracher le fœtus ne figure dans aucun témoignage ni même dans le moindre questionnaire des juges.

Lorsqu'une fille-mère ou une veuve dans l'embarras ne pouvait s'arranger pour s'alléger de son fardeau à l'aide des méthodes sus-mentionnées, elle le portait à terme et le tuait ensuite.

Il est extrêmement difficile de rassembler des informations concernant les accouchements, bien que cela eût été du plus grand intérêt, compte-tenu du fort pourcentage de femmes mourant en couches. La raison en est que les sages-femmes décrivaient dans leurs livres les accouchements tels qu'ils devaient se produire et non tels qu'ils se produisaient réellement; et il n'existe que fort peu d'autres sources d'information sur les accouchements en milieu paysan.<sup>52</sup>

<sup>50</sup> ANH P 707. 435. Zichy. Fasc. 267. No. 378. ANH P 1322. 191. Batthyány p.552. 1773. ANH P 707. 430. Zichy F. 265. No. 50. ANH P 623. III. 2. N. No. 43. Széchenyi.

<sup>51</sup> ANH P 235. 136. Festetich No. 89. 1756.

<sup>52</sup> Rezső Temesváry, *Előítéletek, népszokások és babonák a szülészet körében Magyarországon* (Préjugés, coutumes populaires et superstitions autour de la maternité en Hongrie). Budapest, 1899. Jacques Gélis, *L'arbre et le fruit. La naissance dans l'occident moderne*. Paris 1984. 189–198. 418. 200–201. 205–7. Jacques Gélis (éd.): *Accoucheur de campagne sous le Roi-Soleil*. Toulouse

Les couches des filles-mères, souvent décrites en détail au cours des procès, se produisaient souvent en des circonstances tout à fait particulières. Par exemple, on voit souvent des hommes aidant à la naissance d'un enfant illégitime, chose considérée comme inconcevable lors d'un accouchement ordinaire. En 1716, à Mesterháza dans le comté de Sopron, Sándor Mesterházi prêta main forte à sa servante pour la naissance d'un enfant qu'il avait engendré. Le fils d'une veuve de Kapuvár, âgé de quatorze ans, assista à l'accouchement de sa mère et l'aida même à enterrer son demi-frère prétendu mort-né.<sup>53</sup> Mária Haczundova, une autre veuve du comté de Nyitra, affirma à la cour qu'elle avait été fécondée par le prêtre de la paroisse et qu'elle avait accouché en sa présence. Même si elle a menti, ce qui semble le cas si l'on regarde la suite de sa déposition, elle a sûrement voulu maintenir un fait plausible. Mais le témoignage de János Borus, d'Algyó dans la Grande Plaine Hongroise, est incontestable: en 1768, il a vu «la fille allongée sur le dos dans le lit, les jambes écartées» en train d'accoucher tandis que l'intendant, son séducteur, caressait sa tête et lui oignait les tempes.<sup>54</sup>

La jeune fille enceinte ne pouvait pas souvent compter sur l'assistance de la sage-femme, même si sa grossesse venait à être sue. Jutka Zsámpár, de Csörötnek dans le comté de Vas, déjà citée, accoucha dans le jardin de l'aubergiste. Elle témoigna n'avoir pas osé appeler la sage-femme, «parce que cette dernière m'avait déjà dit, au cours de mes précédentes couches, qu'elle ne se souciait pas de moi, n'ayant aucune obligation à venir m'assister», l'enfant étant illégitime.<sup>55</sup> Les sages-femmes n'avaient pas toutes le cœur aussi dur, et certaines prêtaient assistance même aux filles-mères, allant parfois jusqu'à les veiller et dormir avec elles à l'approche de la délivrance pour les empêcher de se débarrasser de l'enfant.<sup>56</sup> En assistant les filles-mères pendant leurs couches, elles profitaient généralement de leur état de faiblesse dans les contractions pour les interroger sur le père de l'enfant. Pour comprendre cette mentalité paysanne au XVIII<sup>e</sup> siècle, il faut savoir que ces femmes révélaient le nom du père pas seulement à cause de leur faiblesse et de leur douleur, mais plus vraisemblablement aussi parce que les femmes en couches affrontaient un danger de mort, et avaient toutes les raisons de se sentir proches de la fin, et de craindre de se retrouver bientôt en face de Dieu. Nous pouvons citer quelques exemples à ce sujet parmi les paysans catholiques de Transdanubie, mais il semble que cette attitude ne soit pas liée à une seule religion. Sára Csurgai,

1979. 75–76. *Entrer dans la vie*. Ed. Jacques Gélis, Mireille Laget. Paris 1978. Mireille Laget, *Naissance. L'accouchement avant l'âge clinique*. Paris 1982. Jacques Gélis, La mort et le salut spirituel du nouveau-né. *Revue d'histoire moderne et contemporaine* 1984. 361–376. Pierre Goubert, *La vie quotidienne des paysans français au XVII<sup>e</sup> siècle*. Paris 1982. 71–74.

<sup>53</sup> ANH P 157. 60. II. 40. Eszterházy. 6 décembre, 1718. Ibid. XI. 10. 12. juillet 1738.

<sup>54</sup> Archives du département Csongrád, Szentes, Proc.crim.b.19. no. 13. 23 mars, 1773. Statny Archiv, Bratislava. A XII. Proc. crim. No. 65. Apr 13, 1733.

<sup>55</sup> Archives du département Vas, Szombathely, XI-604-H-1. 12 octobre, 1799.

<sup>56</sup> ANH P 157. 63. Eszterházy VIII.4. 13 décembre, 1733. XI. 10 12 juillet, 1738.

une jeune calviniste de dix-sept ans habitant à Nagykőrös, fut mise enceinte par Gergely Somodi. Sa mère fit la déposition suivante sur son accouchement: « Lorsque ma fille subit la semaine dernière et pendant trois jours les atroces douleurs des couches, et que ses chances de survie se révélaient bien minces, j'ai moi-même imploré ma fille au nom de Dieu Tout-Puissant d'avouer, dans cet état proche de la mort, le nom de celui qui avait engendré le foetus qui la torturait, en sorte que notre Seigneur puisse peut-être alléger le fardeau de sa délivrance ». C'est à quoi répondit Sára Csurgai: « Mes souffrances sont si atroces que je pourrais même avouer avoir couché avec mon père, mais je n'ai rien d'autre à confesser que ceci: le seul homme avec lequel j'ai couché est Gergely Somodi ». <sup>57</sup>

Les conditions d'hygiène à l'époque étaient la principale cause du décès des femmes en couches. Seuls les procès et les témoignages permettent vraiment de mettre l'accent là-dessus: les inventaires des biens d'héritage nous montrent quels vêtements portaient les paysans du XVIII<sup>e</sup> siècle, mais seuls les témoignages nous informent de la fréquence à laquelle les paysans lavaient leurs habits.

Le fait de laver ses vêtements tout seul, à l'écart des autres, attirait l'attention et éveillait les soupçons. Les mères infanticides étaient arrêtées les unes après les autres lorsqu'on découvrait les vêtements ensanglantés qu'elles portaient pendant leurs couches. La fille-mère qui avait accouché en secret et se voyait menacée par le glaive de l'exécution, avait trop peur de laver la chemise souillée qu'elle portait, et qui servait plus tard de corpus delicti à son endroit. István Bósze fut accusé de meurtre en 1749 à Hidvég, une bourgade de Transdanubie Occidentale. On dit qu'il avait lavé son linge pour en effacer les traces de sang. Bósze rejeta le fait avec indignation en disant: « J'ai toujours changé de vêtements une fois par quinzaine ». Même si nos contemporains ne jugent pas que le fait de changer le linge une fois tous les quinze jours soit « fréquent » cela constitue une indication quant à l'état particulièrement évolué de la Transdanubie Occidentale, et plus précisément ses bourgades, en regard des données ethnographiques. <sup>58</sup>

A Simaháza, dans le comté de Vas, Ádám Tóth fit un enfant à sa servante Jutka. La jeune fille accoucha en secret et retourna à la maison comme si de rien n'était. Mais des soupçons vinrent à une des femmes vivant sous le même toit, et « à la nuit tombée, alors que la sus-dite Jutka dormait, elle jeta un coup d'œil furtif aux vêtements de celle-ci, et les trouva hideux, crasseux et ensanglantés, non pas tels qu'ils pouvaient être pendant les règles, mais tels ceux d'une femme en retour de couches. » Tout ceci révèle aussi les conditions d'hygiène pendant les règles et prouve que pas même une jeune fille en danger de

<sup>57</sup> Ibid. XVIII. 8. May 19, 1752. ANH P 707. 449. Zichy L. 524. F. 280. N. 15. 15 février, 1768. ANH Microfilm 16856. (Nagykőrös) Prot.mal. 25 juin, 1785.

<sup>58</sup> ANH P 1322. 6 juillet, 1749. p. 515/a. Úriszék, Batthyány. Cf. Judit Morvay. *Asszonyok a nagycsaládban* (Femmes dans la famille nombreuse) Budapest, 1981. 49–50. Je remercie bien l'auteur de ses conseils.

mort ne prenait le risque de laver ses vêtements, bien qu'elle essayât d'en faire disparaître les taches. Jutka avait choisi de nettoyer ses effets sans les enlever après l'accouchement, au lieu de les tremper pour les laver convenablement: et la première femme chez laquelle elle se rendit pour se réchauffer remarqua que «son tablier et sa chemise étaient humides des deux côtés».<sup>59</sup>

Même si la femme avait la possibilité de se changer après son accouchement, elle n'osait pas laver les vêtements tachés de sang. Plusieurs femmes furent arrêtées parce que l'on découvrit leur chemise ensanglantée cachée au fond du lit ou dans leur sein, ou parfois même dans le cimetière où elles avaient eu leurs couches.<sup>60</sup>

Il n'est donc pas étonnant, avec de pareilles conditions d'hygiène, que les paysans, mais aussi les nobles de l'époque, soient couverts de parasites. Le fait de chercher les poux, une coutume que l'on peut faire remonter jusqu'aux singes, servait aussi à manifester son affection.<sup>61</sup> Une servante qui entretenait des relations coupables avec son maître, un noble, *quaerit in capite suo* et lui chercha des poux en présence de tout le monde, éveillant par là des soupçons quant à la probabilité d'une relation intime entre eux. De là on peut conclure que les nobles de l'époque n'étaient pas moins épargnés par les poux. Le journal de Samuel Pepys ou les *Mémoires* de Saint-Simon montrent que la situation était la même en Europe Occidentale,<sup>62</sup> et que la recherche des lentes était un acte suffisamment intime pour que le noble ne l'ordonnât pas à n'importe laquelle de ses servantes, et pour que les autres domestiques n'eussent pas quelque soupçon à l'égard de l'élue. «Fouiller la tête» était un signe d'intimité physique et sexuelle, et c'était en général les femmes qui le faisaient aux hommes parce que cette activité était considérée à l'époque comme exigeant une dextérité toute féminine. Éva Kontics, de Simonyi dans le comté Vas, témoigna qu'après que son mari l'eut quitté, un ouvrier venait souvent la voir, couchait avec elle, et «j'ai aussi fouillé sa tête» ajouta-t-elle. Ferkó Bátor, un domestique de vingt-huit ans, manifesta sa tendresse à sa bien-aimée de dix ans plus âgée et vivant à Balatonszentgyörgy, en lui offrant des fichus et de l'argent qu'il avait volés. Il dit lui-même: «Je lui faisais des cadeaux parce que je l'aimais et qu'elle nettoyait la tête».<sup>63</sup>

Je voudrais examiner un autre comportement sexuel: celui de l'homosexualité. Je n'ai trouvé aucune indication à ce sujet dans les villages de Transdanubie Occidentale. Par contre, dans plusieurs procès du comté de Pozsony,

<sup>59</sup> ANH P 157. Eszterházy 63, IX.26. 18 août, 1734.

<sup>60</sup> Ibid. XII. 5. Oct 3, 1772. VIII.4. Dec 13, 1733. ANH P 707. 430. Zichy F. 265. N. 35. 1740.

<sup>61</sup> Emmanuel Le Roy Ladurie, *Montaillou, village occitan de 1294 à 1324*. Paris 1982. 203–206.

<sup>62</sup> Lawrence Stone, *The family, sex and marriage in England 1500–1800*. Harmondsworth, 1979. 170–171., 304–305.

<sup>63</sup> Statny Archiv, Bratislava. A XII. No. 63. 13 avril, 1733. Archives du département Vas, Tiszti pörök, Fasc. 5. No. 13. ANH P 707. 430. Fasc. 264 et D. No. 5. 3 juillet, 1752. Zichy, ANH Ibid. Fasc. 280 et B. No.4. Archives du département Csongrád, Szentes. IV. A. 53.a. 32. 3 février, 1767.

sur la rive opposée du Danube — et selon toute vraisemblance la région la plus développée de la Hongrie au XVIII<sup>e</sup> siècle — on peut trouver des indications sur l'homosexualité masculine. Paradoxalement ces informations confirment bien la rareté de cette pratique dans les villages paysans.

La société paysanne des villages ne comprenait généralement pas la nature de l'homosexualité, et pensait qu'il s'agissait de sorcellerie. Les maîtres n'osaient en général séduire que des hommes d'un niveau social inférieur et par là-même impuissants à se défendre.

Dániel Nagy, de Nyék dans la région de Csallóköz, disposait souvent d'István Bodó pour le forcer à l'acte sexuel. Bodó était malade et pauvre, et il avait trop peur pour rendre la chose publique. Dániel Nagy attira également son beau-frère György Gál, âgé de cinquante-six ans, au plus profond de la forêt pour le violenter de la même manière. La victime, un homme pauvre, n'osa pas le dénoncer. De même que l'opinion publique du village, le tribunal du comté considérait l'homosexualité de Dániel Nagy comme de la sorcellerie. La cour l'accusa «in causa criminis sodomitico-magic», et quand on baignait les sorcières du village il put difficilement échapper à ce rite de l'eau. En outre, l'une de ses servantes, au retour d'un feu de joie allumé une nuit d'été, et après avoir vraisemblablement un peu bu, s'imagina voir Dániel Nagy sous le porche, debout devant l'étable et entouré d'une multitude de chats; et dès qu'elle s'écria «Jésus!», Nagy disparut avec ses chats.<sup>64</sup> En un mot, les villageois considéraient comme sorcellerie une inclination incompréhensible.

On peut trouver une illustration encore plus évidente de ce fait dans le procès du vieux Dobicsér, de Dienesd. Pendant quelque vingt ans, l'éminent juge et maître, un des rares lettrés du village, viola par surprise et pendant leur sommeil ses jeunes serviteurs âgés de quatorze ans. Dobicsér profitait de la situation d'obéissance des domestiques, comme en témoigna l'un d'entre eux: «Je n'osai pas lui agripper la main, parce que c'était notre juge». Dobicsér enjoignait aux jeunes gens de ne révéler à personne ce qu'il leur faisait, parce que «de toutes façons il resterait le maître» et ce serait eux, les serviteurs, qui auraient des ennuis.

Mais ce qui est le plus intéressants dans ce procès, c'est de voir que les serviteurs ne comprenaient visiblement pas quel avantage Dobicsér pouvait tirer de ces actes; ils étaient convaincus que son but était de prendre leur sperme. Le maître fut cependant accusé de sorcellerie, et le juge le condamna pour son alliance avec Satan et sa magie noire. Selon les victimes de Dobicsér, il cachait leur sperme dans une boîte pour le transformer plus tard en utilisant ses pouvoirs fertilisants au service d'une sorcellerie occulte. C'est dire à quel point l'opinion publique méconnaissait l'homosexualité et ne pouvait comprendre que par ce biais un homme puisse éprouver un plaisir sexuel. Aussi prouvèrent-ils la sorcellerie comme explication à ce phénomène. Il est de

<sup>64</sup> Štátny Archiv, Bratislava A XII. Proc. crim. No.31. 16 août, 1725.

toute évidence que l'homosexualité se révélait un fait extrêmement rare dans la société paysanne de Hongrie Occidentale.<sup>65</sup>

L'homosexualité féminine a dû être encore plus rare, et facile à dissimuler. Je n'ai trouvé qu'un seul cas jusqu'ici, à Tiszadob en Hongrie Orientale. Une femme fit la déposition suivante: « Mon nom est Ferenc (Francis) Horváth, je suis une femme habillée en homme et voici trois ans que j'ai épousé une gitane. J'ai les deux natures masculine et féminine en moi, mais je n'ai jamais aimé les hommes et j'ai toujours aimé les femmes ». La jeune fille n'était pas seulement homosexuelle, mais également travestie. Il est facile de comprendre pourquoi le prêtre avait uni les deux jeunes femmes, la fiancée montrant au jour du mariage une grossesse déjà avancée: qui, dans ce cas, eût pu douter de la virilité du « fiancé »? La jeune femme travaillait comme cocher et tout son entourage pensait qu'elle était un homme parce que, comme le dirent les témoins, « elle fumait et chantait des chansons à danser exactement comme l'aurait fait un homme », révélant par là les principaux traits de caractère qu'on supposait à l'homme au XVIII<sup>e</sup> siècle.<sup>66</sup>

Des filles-mères très jeunes, un contrôle social très strict, fort peu d'intimité, un mélange de justes observations tirées à la fois de l'expérience et d'une superstition infondée, une « contraception » magique et des potions abortives aux résultats foudroyants: tout ceci constitue les principales caractéristiques des comportements sexuels de la paysannerie, dans la Transdanubie Occidentale du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Les diversités régionales et les attitudes particulières différant des comportements paysans de la Grande Plaine Hongroise devront être examinés dans le cadre d'une étude plus vaste. Bien entendu, les démographes ont le dernier mot à dire, à l'aide de leurs statistiques qui s'appuient sur les registres des paroisses; mais je suis convaincu qu'on ne peut valablement interpréter les échelles sans une bonne compréhension de la mentalité paysanne pour ce qui est de sa sexualité.

(Traduit par Hélène Dumas Primbault)

<sup>65</sup> Ibid. A XII. 124. 126. (1758)

<sup>66</sup> ANH R 320. Ig.kapcs.ir. 2. 29 juillet, 1793.

## Agricultural Exports in Hungary (1850–1914)

PÉTER GUNST

The revolution and war of independence in 1848/49 was the overture of a new era even in the field of Hungarian agricultural exports. Though the structure and the volume of agricultural production could not be changed in a moment the former conditions were rearranged radically in many respects as regards the possibilities. The changes made their influence – felt in a short time – both in promotion and intensification.

1. The system of the Austro-Hungarian economic relations was established on new foundations. Apart from the political problems the change that came into being on the 1st October 1850 was of great importance as regards Hungary's foreign trade connections: the customs frontier between the hereditary provinces and Hungary came to an end.

So, not only was a retarding technical hindrance of the Hungarian economic development removed from agricultural exporting but a totally new situation came into existence in quality. Austria and Hungary became a unified customs area which lasted until 1918. After the Treaty of 1867 the question of an independent Hungarian customs area regularly emerged at the economic meetings held every 10th year between the two countries, and it must be admitted that the number of those people who wanted the cancellation of the unified customs area increased gradually, but until the end of World War I, the collapse of the Austro-Hungarian Monarchy did not threaten the existence of the customs union of the Dual Monarchy.

The customs union meant a unified customs area of Austria and Hungary defended by a customs frontier against other countries. Within the Austro-Hungarian Monarchy there were no customs duties or fees. The customs tariffs were unified.

Due to the customs union and the liberal economic policy realized within the scope of this union those branches of the economy which had comparative benefits either on the world market or on the Austro-Hungarian market, proved to be more profitable than the average, could mutual participate in the markets of the other party. For example the Austro-Czech textile industry depressed the Hungarian one for the whole period, and the same happened with the Hungarian agriculture or a few of its branches which left the Austro-Czech agriculture and some branches of the food industry far behind.

These features which provided comparative benefits for the union of customs areas were quite indifferent to the Hungarian agriculture at first and had only the advantage that in the event of a bountiful harvest or vintage Austria could not limit the imports of Hungarian agricultural products; and in the event of a poor crop it could not limit the Hungarian export over the customs

frontiers in favour of Austro-Czech customers as the Austrian offices had usually done before 1848. Those Hungarian products which were sold in foreign markets were bought either by Austria and Bohemia or by the South-German states or ships carried them overseas. It is a fact that during the centuries the rate of hereditary provinces in the Hungarian agricultural export market had gradually increased but the customs frontier played an important part only in the increase of state incomes. As long as the customs frontier between Hungary and the hereditary provinces existed a unified internal market of the whole Monarchy could not have been considered and a great quantity of the Hungarian agricultural exports was disposed of over the borders of the Empire.

Table 1

Average prices of corn\*  
(crown/q)\*\*

	Hungary	Austria	France	Germany	England
1867–70	21.26	25.06	24.48	22.10	25.76
1871–75	25.22	27.92	25.20	21.44	25.22
1876–80	22.58	25.24	23.52	19.02	21.82
1881–85	20.62	22.12	20.86	19.06	18.50
1886–90	16.12	17.66	19.38	15.66	14.50

\* Magyarország története 1848–1890. (History of Hungary between 1848 and 1890) p. 1057.

\*\* Forints before 1892 are converted into crowns here and further. (1 forint = 2 crowns)

But this initial period ended in 1878. The appearances of the overseas corn in the European markets caused a lasting fall in prices from 1873 on; in fact it happened only to the grain crops<sup>1</sup> (Table 1). With regard to the Hungarian growing of corn it became important at which markets the Hungarian corn-surplus would be put up for sale. And at this point the unified customs area of Austria and Hungary had a role of prime importance. The protective systems of the Monarchy at last after minor or greater debate protected the price of the Hungarian corn. In consequence of the customs union the total territory of the Monarchy functioned as an internal market for the Hungarian corn and other agricultural products as a whole. Here the Hungarian corn

<sup>1</sup> For the process taken place in agriculture see: L. Gaál–P. Gunst: *Livestock Husbandry in Hungary from 1848 to World War I. Agrártörténeti Szemle*, 1972. Supplementum, pp. 7–48.; L. Gaál–P. Gunst: *Animal Husbandry in Hungary in the 19th–20th Centuries*. Budapest, 1977. pp. 11–63. For the whole Hungarian economy see *Magyarország története 1848–1890* (History of Hungary between 1848 and 1890) Volume 6. Ed. by Endre Kovács, Budapest, 1977. and *Magyarország története 1890–1918*. (History of Hungary between 1890 and 1918) Volume 7. Ed. by Péter Hanák, Budapest 1978. Also see I. Berend T.–Gy. Ránki: *A magyar gazdaság 100 éve* (A Hundred Years of the Hungarian Economy) Budapest, 1972; and I. Berend T.–M. Szuhay: *A tőkés gazdaság Magyarországon 1848–1944*. (The Capitalist Economy in Hungary between 1848 and 1944.) Budapest, 1973.



and the surplus of the whole Hungarian agriculture was sold at a higher price than it was in the world market. The whole territory of the Monarchy provided to as expending and increased degree benefits for the whole of the Hungarian agricultural production, which would not have occurred if there had been independent customs areas. It has to be taken into account that in the industrialized western part of the Monarchy the demand for agricultural products showed an upward trend which meant an *extending, stable* market for the Hungarian agriculture during the whole period, which would also guarantee higher prices than the world market ones at the same time.

In consequence of all this more and more Hungarian agrarian exports were taken to the markets of the Monarchy. The Hungarian exports could not supply the total amount of consumption of the Dual Monarchy from the middle of the 1890s and that is why the unified customs area became very important for the Hungarian agricultural production as it protected the Hungarian agrarian exports against the high pressures coming from the lower prices of foreign corn and flour and so a higher price for them could be guaranteed for several decades from 1878–80 to 1914 but especially from the end of the 1890s.

Other consequences of the transformation of the Austro-Hungarian connections after 1848–49 may be mentioned here. Besides the unified customs area the two countries had and maintained a common currency system – Austrian forint was used and later, after the change – over to the gold standard it was replaced with the crown and there was only one common issuing bank for them. Certain economic matters namely excise duties, inland revenues, postal and telegraph service, railway system, system of weights and measures, patent rights, qualification of noble metals, etc. were arranged in the same way on both sides of the Monarchy and in these respects there was a uniformity in practice all over the Monarchy. The homogeneous tariff system of the hereditary provinces and Hungary was based on a homogeneous and common currency system, with the result that the economic power of the developed and industrialized western parts provided an opportunity for Hungary to join the money-markets of Western Europe. Overall it ensured better possibilities for the import of capital supporting economic development than if Hungary had been economically independent. The Austro-Hungarian Monarchy had the reputation of being a good debtor and both the state and private loans of Hungary were enjoying the benefits of the fact that looked at over the whole period there was a continuous and (though showing a declining tendency) an active foreign trade balance of the Monarchy (Table 2). The common currency system was in practice the guarantee of the Hungarian demand for loans. All these had beneficial effects on the increase of the Hungarian agricultural production, the modernization of its structure, and the development of its whole production level.

Table 2

*The foreign trade balance of the Austro-Hungarian Monarchy\**  
(million crowns)

	Excess of exports = +	Excess of imports = -
1840–1847	–	15.4
1851–1855	+	30.4
1856–1860	–	40.2
1861–1865	+	112.2
1866–1870	+	99.6
1871–1875	–	232.6
1876–1880	+	185.8
1881–1885	+	214.2
1886–1890	+	318.8
1891–1895	+	209.4
1896–1900	+	126.6

\* Magyarország története 1848–1890. (History of Hungary between 1848 and 1890) p. 991.

2. The possibility of realization of the Hungarian agricultural export was established on new bases. The changes that took place after 1848–49 are out of all proportion to the initial stages of building a network of railways though they coincided and in the end the influences of these two independent factors were interwoven and they strengthened each other. The building of the main railway lines changed fundamentally the technical possibilities of the agricultural export. In the Middle Ages only goods of high value could be taken out of the country (e.g. wine of quality) to western markets or else animals which could get there on foot. The Hungarian cow could get to the markets of Northern Italy and Southern Germany (as far as Strasbourg). Mass products mainly corns could be transported to foreign markets only to a minimal extent. For example Austrian towns situated on the border of Hungary and Austria regularly bought the Hungarian corn.

In the middle of the 18th century, long before the railway building, the improvement of the technical conditions of corn export started. Above all the building up of the military roads improved the possibility of exports in certain regions. The corn transport to Vienna on the Danube against the current of the river was also important. But these possibilities applied to a considerably smaller part of the country, until 1848. To a greater extent the region between the northern side of Lake Balaton and the Carpathians was concerned where during the 18th century a corn growing seignorial estate system based on socage developed. At the turn of the 18th and 19th centuries the boom due to the Napoleonic wars gave the extension of corn growing an advance mainly along the Danube and on Tisza from Pest to Szabadka (Subotica). However, in most parts of the country corn growing could not develop due to the lack of appropriate transport possibilities and in these territories several forms of ex-

tensive grazing husbandry had existed up to the building of the railway system. (Only the first decades of the 19th century brought about some changes, e.g. as a consequence of the development of the Austro-Czech textile industry there was a demand for wool because it was more valuable and transportable than corn. In this way even new regions such as the southern part of Transdanubia etc. could be involved in the agricultural commodity production.)<sup>2</sup>

All these changed after the building of the railway network. The first shorter railway line (a little part of the Vienna-Pozsony (Bratislava) — Pest main line) was opened in 1846. The traffic between Pest and Vienna started in December 1850 and then a great number of main lines were opened in rapid succession.

So the possibilities for the growing of corn for sale on a large scale were established. Even in the Great Hungarian Plain corn in demand in world markets could have been produced because in this way it could be transported. The structure of the Hungarian agricultural production changed very rapidly. The extensive husbandry based on pasturing was replaced with the growing of corn and it became widespread all over the country. Most of the meadows and grazing lands were broken up — and peasants took the place of shepherds. More and more corn and flour were carried out of the country not only to Western Europe but to the overseas countries, e.g. to Brazil, too.

3. Some other elements also forced these changes to come about. The contemporary economy developed totally new economic conditions due to the abolition of serfdom, to the abolition of immunity from taxes of the nobility and the introduction of new, modern forms of taxation (e.g. property-taxes). Taxes had to be paid on grazing lands cultivated extensively, so the income coming from husbandry sometimes did not cover the new taxes. Ploughing of grazing lands, and the start of corn growing on these lands were imperative economic necessities. At the same time the building of the railway network made the transport possible. The start of corn production could be realized without any great outlay and this branch of agriculture needed the least capital investment and it is not a negligible point. It must be noted that the reasons for the prosperity in corn production were brought about by the effects of several elements.

The sudden and radical changes transformed the Hungarian agricultural production rather rapidly. These increased the volume of production beyond the requirements of the home country and changed the structure of production, while low prices provided an opportunity to improve the level of production.

That is exactly the most important period of transformation (from 1850 to 1870) for which there are no authentic data and this also applies with equal force to the agricultural production and foreign trade of these two decades. As far as the latter is concerned the situation is even worse, because there are

<sup>2</sup> See P. Gunst: Die technische Entwicklung der ungarischen Landwirtschaft und die Hindernisse dieser Entwicklung. *Zeitschrift für Agrargeschichte und Agrarsoziologie*. 1975. pp. 59–70.

continuous data referring to export trade only from 1882. There can be found rather incidental data of the three previous decades of which documentary values have been strongly questioned. But this situation is not quite hopeless if the main tendencies of development are required in outline.

The statistics of the Austrian Empire are inadequate to furnish data with reference to the Hungarian agricultural production (with the exception perhaps of the animal-registration in 1857), for they do not contain any data of the Hungarian export and import trade separately as they refer to the Empire as a whole. So there are only rough data of the export of corn, flour, animal products, etc. (see Table 3) but in practice they do not give us information as the volume of the Hungarian export cannot be separated from the whole. It is quite certain that most of the corn, flour and animal exports were taken to markets over the borders of the Empire from Hungary. However, the Hungarian agricultural export trade was much greater than that as the considerable part remained inside the Empire entirely in case of a poor crop. The first data given by the Hungarian Central Statistical Office established after 1867 cannot help much in this case, though as it appears to me data coming from literary sources with reference to mass products (mainly corn, flour, meat, wool, wine) may not be wrong, at least they may not be worse than those of later times which regarded them as generally reliable. The winding up of the tariff walls between the hereditary provinces and Hungary after 1850 was the reason for the unreliability of statistical records as later on only goods carried by train were registered in customs statistics, these were taken directly abroad

Table 3

*Foreign trade of the Austrian Empire (1850–1865)\**  
(1000 crowns)

	1850		1851		1852		1853	
	Exports	Imports	Exports	Imports	Exports	Imports	Exports	Imports
Sum total:	317910	209694	301094	260046	398722	372980	465590	498032
From this: Field crops and garden plants	29024	8666	27932	12192	38160	10382	43158	12208
Animals	20830	6058	34006	11852	39370	13630	40776	20698
Animal products	2170	6352	1290	4160	2000	4634	2462	5524
Fat and oil	25082	40	32056	1214	24384	1372	28276	1750
Wheat and spelt (1000 cnt)	—	—	687	247	1263	188	1574	66
Rye and mixture of wheat and rye (1000 cnt)	—	—	580	437	2866	402	3011	260
Maize (1000 cnt)	—	—	908	98				
Flour (1000 cnt)	—	—	70	67	79	115	95	165
Oxen (1000 head)	—	—	71	30	80	32	74	42
Pigs (1000 head)	—	—	408	46	548	79	601	124
Wool (1000 cnt)	—	—	90	68	135	113	140	226

\* Source: Tafeln zur Statistik der Österreichischen Monarchie für die Jahre 1845–1865.

	1854		1855		1856		1857	
	Imports	Exports	Imports	Exports	Imports	Exports	Imports	Exports
Sum total:	417456	436046	472928	465016	573714	502720	558086	461644
From this: Field crops and garden plants	49786	14508	38110	25644	27278	40172	24694	40718
Animals	36550	9812	37734	10282	35216	11160	27140	13474
Animal products	11554	8938	13868	8902	14302	10694	13978	13236
Fat and oil	29230	1428	32878	2044	36590	2484	28774	3600
Wheat and spelt (1000 cnt)	2097	289	1554	369	685	1081	621	1607
Rye and mixture of wheat and rye (1000 cnt)	3910	702	2536	1826	1629	2877	1386	884
Maize (1000 cnt)	120	106	138	242	122	303	156	614
Flour (1000 cnt)	56	24	49	29	61	26	48	35
Oxen (1000 head)	636	90	735	75	611	92	400	106
Pigs (1000 head)	291	157	222	203	184	233	236	186
Wool (1000 cnt)								

	1858		1859		1860		1861	
	Imports	Exports	Imports	Exports	Imports	Exports	Imports	Exports
Sum total:	616570	551198	538040	585358	491348	652770	496844	651770
From this: Field crops and garden plants	29852	32526	29846	34906	24002	73728	24362	86818
Animals	33176	12772	30354	13510	24114	15272	35580	18880
Animal products	13100	11362	12190	11250	24572	12176	30082	10654
Fat and oil	37388	3010	26736	4912	23062	6198	27226	7060
Wheat and spelt (1000 cnt)	—	—	—	—	446	2861	485	5829
Rye and mixture of wheat and rye (1000 cnt)	—	—	—	—	1271	2420	1363	1668
Maize (1000 cnt)	—	—	—	—	255	623	273	797
Flour (1000 cnt)	—	—	—	—	60	47	86	47
Oxen (1000 head)	—	—	—	—	326	128	540	241
Pigs (1000 head)	—	—	—	—	218	247	225	221
Wool (1000 cnt)								

	1862		1863		1864		1865	
	Imports	Exports	Imports	Exports	Imports	Exports	Imports	Exports
Sum total:	526152	651142	569614	643452	545074	702638	557730	730262
From this: Field crops and garden plants	25970	85266	28660	58014	36146	68000	28890	99116
Animals	32750	17022	29470	16458	24002	16230	25712	20378
Animal products	24840	9818	23228	14936	21376	17338	22930	16458
Fat and oil	29896	5238	34490	6216	26332	9308	30644	11124
Wheat and spelt (1000 cnt)	446	5051	713	1878	1004	2445	599	4968
Rye and mixture of wheat and rye (1000 cnt)	1673	1413	1018	1441	1957	887	1431	2476
Maize (1000 cnt)	178	880	323	735	391	811	343	1183
Flour (1000 cnt)	83	39	62	35	57	43	38	66
Oxen (1000 head)	464	187	522	137	350	73	486	108
Pigs (1000 head)	214	327	214	357	251	367	219	374
Wool (1000 cnt)								

over the frontiers of Hungary. At the same time many products were carried by ship or cart and a great deal of animals were driven on foot even at the end of the 1860s or the beginning of the 1870s. The statistics do not contain the data of the products exported in this way. That is why the statistical data of agricultural exporting between 1850–1875 were considered to be unreliable. Moreover between 1876–82 there was no publication of data at all.

Apart from the diversity of statistical surveying and other difficulties coming from data processing taking the period as a whole and looking over the agricultural export trade we may say that between 1848/49 and 1914 the common Austro-Hungarian customs area and the possibility of railway transport accelerated the processes in connection with the Hungarian agricultural exports which were present even in the 18th century and at the beginning of the 19th century. Above all the volume of agricultural exports increased rapidly. The value of the total amount in terms of money does not show this definitely (Table 4) however, the data referring to the amount of exports show this process more positively. The increase of exports accelerated especially at the beginning of the period in the 1850s and partly in the 1860s which between 1845 and 1868 exceeded 5% a year relying on constant prices. This decreased to 2.5% a year in the 1870s and then increased to 4% again in the 1880–90s though sometimes it also reached 5%. A considerable part of the exports derived from agriculture (80–85% in about 1845, later 65–70% and in the 1900s it was still 60%), so the volume of the Hungarian agricultural exports increased rapidly in the years for which we have no separate data referring to them.<sup>3</sup>

Table 4

*Foreign trade of Hungary between 1868 and 1874*  
(million crowns)

	Imports	Exports	Excess of exports (= +) Excess of imports (= -)
1868*	639.40	660.00	+20.60
1869**	817.94	659.50	-158.40
1870	688.14	685.74	-2.40
1871	944.62	715.14	-229.48
1872	976.28	616.16	-360.12
1873	913.56	600.18	-313.38
1874	904.76	577.84	-326.92

\* Károly Keleti: *Visszapillantás közigazdaságunk egy negyed évszázadára.* (Review of Hungary's 25 year-old economy) Budapest, 1878. p. 21.

\*\* Referring to 1869–1874. *Magyar Statisztikai Évkönyv* (Hungarian Statistical Annual), V, *Kereskedelmi Forgalom* (Trade) 1874–1889. pp. 2–3.

<sup>3</sup> *Magyarország története 1848–1890.* (History of Hungary between 1848 and 1890.) p. 994.

In fact, the earlier tendencies appeared in the transformation of the agricultural export structure, too. While in the Middle Ages Hungary exported cattle and it was during the 18th–19th centuries that for the first time the export of pigs became also a dominant factor. But the more important change in structure was that the export of corn gradually increased from the second half of the 18th century. The exports of wool and the rapid increase of its volume transformed similarly the traditional structure of exporting.<sup>4</sup> In the second half of the 19th century these structural changes continued and other elements had influences only to a lesser extent e.g. the export of food products, sugar and flour, are the most important among them which will be mentioned later in detail. Summing up of transformation of the agricultural export structure in general it can be said that while about one-third of the agricultural export was corn and the other two-thirds were animals earlier, in the 1890s this rate was reversed completely and the volume of the Hungarian agricultural exports multiplied. The collective labeling of agricultural products cannot conceal the important structural change in the export of plant and animal products. Among the plant products, wheat and maize but mainly flour had become an important part in export and among the animal products the export of pigs and later poultry nearly reached the importance of cattle; egg and leather took the place of wool which had been supplanted by the second half of the 19th century. The structure and the components of the Hungarian agricultural exports became significantly modern.

The analysis of each component may begin with an examination of the volume of exports. The volume of the most important products (corn, flour, fruit, vegetables and sugar) increased considerably between 1882–1911. This increase was more than 40% in the case of corn and the increase of flour exports was more than 100% while the export of vegetables increased by 250% and the export of sugar also increased ninefold (Table 5). If we compare these with the period of 1848/49 we can see that the export of these products increased to an even greater extent, though here we have neglected the exports of animals and animal products. Nevertheless the exports of cattle between 1882–1913 increased by 250% and the exports of pigs by 50% at least.

<sup>4</sup> In the Hungarian exports livestock mainly cattle and wine played the most important role until the middle of the 18th century. Even in the middle of the 18th century cattle formed the 34–43% and wine the 12–21% of exports. Corn could hardly reach 5–17%, and wool 1–6% of the whole export. See Gy. Ember: Magyarország külkereskedelmi áruforgalma a XVIII. század második harmadában. (The Hungarian Foreign Trade in the Second Third of the 18th Century.) *Századok*. 1975. pp. 796–896. By the beginning of the 19th century the structure of exports changed considerably. Between 1819–1829 14.9% was livestock, 11.84% was wine while corn formed the 12.4% of exports, and wool became the most important article (42.20%!) Tobacco also appeared here (4.2%). See Gy. Mérei: A Magyar Királyság külkereskedelmi piaci viszonyai 1790–1848 között. (The Foreign Trade Markets of the Hungarian Kingdom Between 1790–1848.) *Századok*. 1981. p. 484.

With regard to the value the situation is somewhat different. The price structure referring to basic commodities was modified significantly so that as a consequence of the overseas competition there was a remarkable decline in prices of corn and flour in the 1880s and after all this decline in the price of meat was not felt to such a degree. The rate of decline in price of cattle reached that of corn at the turn of the century but the price level of pigs remained the same during the whole period and it grew rapidly in the first decade

*Table 5*  
*The main articles of the Hungarian exports\**  
(1000 tons or 1000 heads)  
From these

	Corn	Flour	Slaughter and draught animals	Cattle	Pig	Animal products	Sugar
1882	1578.1	289.1	929.3	84.3	618.5	186.1	19.0
1883	1531.9	354.0	933.8	90.3	633.9	203.7	20.2
1884	1378.2	349.3	958.5	91.8	583.5	215.6	23.2
1885	1623.2	349.9	1034.3	99.5	657.3	243.2	28.0
1886	1560.5	353.9	1273.5	115.3	875.9	239.7	20.8
1887	1615.0	371.8	1141.4	126.5	778.1	270.1	27.0
1888	2084.5	475.5	854.8	127.3	542.0	306.4	21.1
1889	1766.0	461.8	1029.1	151.4	601.5	347.7	30.1
1890	2102.8	446.8	1388.7	210.0	814.1	410.6	34.0
1891	2089.5	481.2	1169.4	172.6	778.1	381.5	40.4
1892	2049.3	497.2	1398.4	146.6	1031.7	422.0	40.4
1893	2214.4	557.7	1451.0	119.6	1116.0	480.1	65.1
1894	2037.6	596.0	2018.7	245.1	1354.9	540.9	63.9
1895	2031.6	644.5	1319.7	247.1	707.6	484.1	66.6
1896	2714.2	718.9	793.8	238.4	255.7	536.4	87.0
1897	2132.1	575.3	681.7	247.6	200.3	614.3	103.8
1898	1854.9	486.0	676.1	255.3	236.7	630.8	124.8
1899	2239.3	566.9	1093.1	294.2	391.2	705.0	135.6
1900	2648.6	686.2	1005.4	321.5	484.9	808.3	172.9
1901	2403.4	708.0	1211.6	326.3	611.2	849.9	188.8
1902	2633.6	709.2	1320.6	366.8	604.0	934.8	173.6
1903	2665.4	771.4	1044.3	391.2	413.1	935.1	213.5
1904	2181.0	719.3	1032.4	444.5	372.9	948.6	154.9
1905	2339.6	712.0	1003.1	374.6	408.3	921.2	162.5
1906	2785.7	790.8	910.0	295.8	425.1	1049.7	140.1
1907	2892.0	797.7	859.6	264.6	392.3	1109.8	142.0
1908	2396.2	675.2	1148.3	368.7	504.4	1110.5	211.0
1909	2268.5	661.8	1324.5	431.5	674.5	1216.4	162.0
1910	2377.1	636.8	1186.3	422.3	550.7	1266.3	200.9
1911	2726.3	748.3	702.4	256.9	301.7	1251.0	179.7
1912	2497.8	828.7	1052.7	340.7	547.6	1259.0	356.9
1913	2375.6	813.3	1426.0	347.3	893.1	1294.6	422.3

\* On the basis of data published in *A Magyar Szent Korona Országainak 1882–1913. évi külkereskedelmi forgalma.* (The Foreign Trade of the Hungarian Holy Crown Countries between 1882 and 1913.) Budapest, 1923. *Magyar Statisztikai Közlemények, Új sorozat 63.k.* (Papers in Hungarian Statistics. New Series, Vol. 63.)



of the 20th century (Table 6). That is why it was unfortunate that swine-fever kept the Hungarian agriculture from taking advantage of this large-scale prosperity. As far as the value of exports is concerned its growth rate does not show significantly the rapid increase of the Hungarian agricultural exports. The reason why we do not mention a long-lasting fall in the rate of exchange for Hungary is because the price level of imported basic commodities also decreased considerably in these decades.

Table 6\*

*Change of export-prices (q or heads/crown)*

	Average of 1882–86		Average of 1887–91		Average of 1892–96	
		%		%		%
Corn	18.20	100	16.05	98	15.33	84
Flour	28.33	100	26.84	92	23.25	82
Cattle	470.-	100	425.-	90	419.-	89
Pig	118.-	100	120.-	102	118.-	100

	Average of 1897–1901		Average of 1902–1906		Average of 1907–11	
		%		%		%
Corn	18.02	99	17.03	94	23.49	129
Flour	26.61	94	25.06	88	33.69	119
Cattle	391.-	83	447.-	95	487.00	104
Pig	127.-	108	137.-	116	162.00	137

\* A Magyar Szent Korona országainak 1882–1913. évi külkereskedelmi forgalma. (The Foreign Trade of the Hungarian Holy Crown Countries between 1882 and 1913.) p.3.

The value of the Hungarian foreign trade between 1882–1913 grew significantly, the exports doubled and the imports went up by more than 120% (due to the increased consumption and investments of the last years of peace). In the course of the 32 years between 1882–1913 the country had excess of exports in 15 years altogether, but in the other 17 years the imports were greater, and finally the balance of foreign trade of these three decades was passive at 635 million crowns (the steady trade balance of 916 million crowns between 1909–1913 was essential in this case because there was an active balance in the previous decades) (Table 7). In spite of the quantitative records the steady trade balance – mentioned above – was due to the fall of prices in agricultural products and above all corn, on the one hand and the serious damage to agriculture after 1895 (swine-fever, phylloxera) on the other.

Agricultural products were more than half of the total Hungarian exports and about 60% including export of wood. Taking only the five most important

Table 7

*Development of the Hungarian foreign trade  
(million crowns)\**

Average of the years	Imports	Exports	Excess of imports (= +) Excess of exports (= -)
1882–1885	918.8	842.9	– 76.9
1886–1890	896.9	902.1	+ 5.2
1891–1895	1050.4	1058.7	+ 8.3
1896–1900	1141.5	1160.6	+ 19.1
1901–1905	1242.7	1338.9	+ 96.2
1906–1910	1685.7	1625.6	– 60.1
1911	2082.2	1830.4	– 251.8
1912	2212.1	1962.8	– 249.3
1913	2075.3	1904.7	– 171.6

\* A Magyar Szent Korona Országainak 1882–1913. évi külkereskedelmi forgalma. (The Foreign Trade of the Hungarian Holy Crown Countries between 1882 and 1913.) p. 3.

Table 8

*The shares of the most important agricultural products  
in Hungarian exports (per cent)\**

	Corn	Flour	Corn and flour together	Slaughter and draught animals	Animal products	Sugar	Together
1882–91	21.5	11.9	33.4	16.6	3.7	1.3	55.0
1892–1901	19.2	13.4	32.6	17.1	4.5	2.8	57.0
1902–1911	17.4	13.7	31.1	15.9	4.8	3.1	54.9
1912	15.9	13.5	29.4	15.5	4.5	5.7	55.1
1913	13.7	13.5	27.2	17.0	5.1	5.6	54.9

\* A Magyar Szent Korona Országainak 1882–1913. évi külkereskedelmi forgalma. (The Foreign Trade of the Hungarian Holy Crown Countries between 1882 and 1913.) p. 20.

agricultural groups of products into consideration the exports of these were about 55% of the total amount (Table 8). Only the share of corn and flour reached and went beyond the one-third of the whole exports and in this proportion flour went on growing even after 1882. The structural division of the total export value of wheat and rye for bread and flour shows fairly well that in the last decade of the period the value of flour exports grew to more than the 60% of the total bread-crops and flour exports. It was as a result of this that in the 1880s and mainly in the middle of the 1890s the exports of Hungarian corn to the markets over the frontiers of the Austro-Hungarian Monarchy practically came to an end. There was a growth of demand for corn in the well-developed regions of the Monarchy as a result of which the customs area became clearly an import region in which German and French protective duties

played a prominent part. These countries kept the interests of their own milling industry in view so that the Hungarian corn and flour were excluded from these countries. This happened also in Great Britain but the reasons were different here. In English markets free trade was encouraged both in theory and in practice so the Hungarian flour was both saleable and marketable there as long as its price corresponded to that of the world market or its quality was better. The only reason why the Hungarian flour could keep its position in English markets from the 1880s in consequence of the price competition of the American wheat was its good quality. When the American flour made this grade it replaced the Hungarian flour because it was the same, or nearly the same in quality, but it was sold at a lower price.<sup>5</sup> So the Hungarian corn and flour were excluded from the markets of Western Europe by the middle of the 1890s. But at that time there was an extension of the market in the western part of the Monarchy which could absorb the Hungarian corn and flour exports. There is an example that is characteristic of this period: between 1882–1913 the exports of the Hungarian flour to the hereditary provinces increased fivefold! Between 1882–1886 the 59.6% of flour exports were sold in the Monarchy but between 1907–1911 the percentage was already 96.4% (Table 9).

Maize production was a rather new branch of the Hungarian corn growing and its rapid development was closely connected with the disintegration of the three course rotation system. Though maize exports produced a changing

Table 9

*The structural division of the total export value of bread crops and flour (per cent)\**

	From the total export value of wheat, rye and flour		
	Wheat	Rye	Flour
1882–1891	44.3	9.0	46.7
1892–1901	30.6	11.4	58.0
1902–1911	26.6	12.6	60.8

\* A Magyar Szent Korona Országainak 1882–1913. évi külkereskedelmi forgalma. (The Foreign Trade of the Hungarian Holy Crown Countries between 1882 and 1913.) p. 20.

<sup>5</sup> After a time as a result of the influx of overseas products the price of flour and corn became cheaper in Great Britain than it was in Hungary. In the 1880s the London price of corn was somewhat higher than it was in Budapest, and the difference decreased very fast. From 1892 it became smaller and remained so every year until World War I. See Árstatisztika. (Price Statistics) Budapest, 1913. (*Magyar Statisztikai Közlemények*, Új sorozat, 44. k. Papers in Hungarian Statistics, New Series, vol. 44.) p. 18. The same can be seen in the Belgian markets where there was no duty on corn. For this see K. Rege: *A magyar búza áralakulása és termelési költsége 1820-tól 1930-ig.* (The Price and Production Costs of the Hungarian Corn from 1820 to 1930.) Budapest, 1931. p. 19.

picture the export possibilities contributed to its production in every way. In some years great quantities were exported but sometimes there was an excess of imports. In practice the foreign trade in maize depended on the changes in pig breeding. If the pigs decreased in number there was no need of so much corn (e.g. at the time of swine-fever) the export market became important. But when the pig production increased the exports of maize decreased simultaneously and in some cases imported maize was needed (Table 10). (The common customs area of the Monarchy needed imported maize continuously between 1850–1914.)

Table 10

*Foreign trade of maize (1000 tons)\**

	Exports	Imports
1882	97.7	102.3
1883	153.2	47.0
1884	93.0	52.1
1885	105.8	115.3
1886	140.0	20.0
1887	84.5	16.8
1888	114.6	8.6
1889	201.0	5.1
1890	180.1	25.5
1891	235.4	19.6
1892	357.4	3.4
1893	255.0	17.5
1894	159.0	62.6
1895	114.7	78.5
1896	311.1	31.8
1897	354.1	71.2
1898	237.0	281.8
1899	299.1	49.0
1900	269.7	39.5
1901	325.5	77.2
1902	416.0	41.4
1903	255.4	100.3
1904	224.3	114.2
1905	90.4	192.2
1906	222.1	73.3
1907	433.1	18.0
1908	391.3	7.7
1909	378.9	21.2
1910	436.1	29.2
1911	512.3	46.4
1912	201.8	268.4
1913	173.5	224.8

\* On the basis of data published in *A Magyar Szent Korona Országainak 1882–1913. évi külkereskedelmi forgalma*. (The Foreign Trade of the Hungarian Holy Crown Countries between 1882 and 1913.)

The same change took place in the structure of the export of beef cattle and to some extent of draught animals. The share of exports of animals was generally 15.5–17% of the total exports in which the proportion of beef cattle increased from 33.3% to 58.7 though at the same time there was a decrease from 55.2% to 28.5% in the case of pigs. It was the swine-fever which stopped abruptly and retarded the rapidly growing export of pigs. The change taken place gradually in cattle breeding from the 1880s also played an important part in the changes in proportion. It was mainly due to the spread of western species which made the Hungarian cattle marketable outside the Monarchy. It explains why between 1882–1886 96.3 thousand head of cattle were exported every year on average; (compared with the exports of the 1850s and 60s this meant a considerable increase) it increased on an average to 348.8 thousand head of cattle between 1907–1911. (In fact the increase was somewhat less because at the beginning of the 1880s driving on foot was still important which, of course, was not shown in the Hungarian statistics.) The exports reached the highest point in 1904 when it was 450 thousand head of cattle which compared with the beginning of the 1880s meant at least an increase of 180% all things considered.

The Hungarian cattle were sold in bulk at the markets outside the Monarchy. The gradual growth of the exports to Austria meant business on commission in general; in this way the Austrian middlemen could keep the trade well in hand and most of the animals having been taken to the St. Mark's markets of Vienna were transported further on to Germany and Switzerland. There was a considerable excess in exports outside the Monarchy beyond the statistics. It has to be said that after 1904 a rapid decrease of animal exports to the markets outside the customs areas took place. It was only Italy where the Hungarian exports of animals increased, the Hungarian beef, cattle and draught animals – mainly cattle – were gradually driven out of the important Western European markets, France, Germany and Switzerland as a result of the overseas competition.

To a certain extent the situation was different in the case of the Hungarian pig exports. It increased rapidly in the decades previous to the swine-fever: it grew from 618 thousand head to 1.3 million between 1882–1895. The exports to Germany only increased threefold between 1892–94. But it fell back very quickly due to the swine-fever, and in 1897 it was only 200 thousand. It was only at the end of the first decades of the 20th century that it reaches the volume of the 1890s again. Consequently Hungarian pigs were driven out of the European markets to the ones inside the Monarchy. In German markets it was caused by an increased protection of the native production on the one hand and by the competition of Polish, Russian, Danish and American pigs on the other.

Gradually new products replaced the traditional goods (corn, flour, livestock) in the Hungarian agricultural exports to the markets outside the Monarchy and the rapid increase of these exports compensated partly for the short-

age for traditional goods. Among the new products sugar, wood, poultry, eggs, feather, and certain manufactured goods such as salami, ham, butter and cheese, etc. were important, but sugar was the best market of all.

The Hungarian sugar industry could not match sugar consumption of the country until the beginning of the 1880s. In 1888 only 11 factories were working, the other ones closed down because of the disadvantageous taxation system and its consequences. In 1888 it came to a critical point as the consequence of the Act of 1888 XXII, and the revision of tariff inseparable from that. In connection with this taxation of the end-products at the place of production was introduced. The reduction in charging for transportation essentially went a long way to a tendency for growth in production and in this way it increased the area of sugar-beet and sugar production by sugar factories because it made possible that for-off parts should be connected to sugar production as well.<sup>6</sup> On the strength of these there were 28 productive factories in 1913 and the production of 30 thousand tons in 1889 grew to over 200 thousand tons by 1900.<sup>7</sup> Most of the production was sold outside Hungary. The Hungarian sugar went to the Austro-Czech markets first and in the first half of the 1880s it was 18.6 thousand tons a year on average. The volume of exports grew rapidly. In 1890 about 10 thousand tons of Hungarian sugar was exported to countries outside the Monarchy. In 1913 the Hungarian sugar exports amounted to 409.4 thousand tons. At that time 37.5% of the total sugar exports of the Monarchy came from Hungary (Table 11).

Great Britain and Italy were the most important sugar markets — the latter up to 1896, but it then considerably improved its sugar industry. The first sugar exports to India took place in 1898 and in the first decade of the 20th century India and Turkey became the main export markets. As the result of the loss of Cuban sugar production due to the Spanish–American war, Hungarian sugar was shipped to America as well. The exports were promoted in general by the Brussels sugar agreement passed in 1902 by the claims of Great Britain, which proved to be advantageous to the exports outside the Monarchy. It was rather disadvantageous to the Austro-Hungarian market as it made the imports of Austro-Czech sugar to Hungary easier but nevertheless it forced the Hungarian sugar industry to enter into competition and from this point of view it had not an entirely negative influence on the Hungarian sugar production.

The export of other goods also increased. From 1897 the export of living and slaughtered poultry increased. At that time 5 million living poultry were exported; of this one million were taken to Germany. Export to Germany grew

<sup>6</sup> See in detail V. Sándor: *Nagyipari fejlődés Magyarországon 1867–1900.* (Development of large-scale Industry in Hungary between 1867 and 1900.) Budapest, 1954, pp. 101, 117, 354–355 and 448–456.

<sup>7</sup> I. Berend T.–Gy. Ránki: *Magyarország gyáripára az imperializmus első világháború előtti időszakában 1900–1914.* (The Manufacturing Industry of Hungary in the Age of Imperialism before the World War I from 1900 to 1914.) Budapest, 1955, pp. 256–263.

Table 11

*The export and import of sugar\**

	Exports		Imports	
	volume (1000 tons)	value (million crowns)	volume (1000 tons)	value (million crowns)
1882	19.6	12.3	34.4	28.0
1883	20.2	13.3	32.8	26.1
1884	23.3	9.8	35.1	23.9
1885	28.0	11.4	31.6	20.3
1886	20.8	9.1	36.2	24.0
1887	27.0	10.6	30.6	20.0
1888	21.1	9.6	31.8	22.1
1889	30.1	14.0	38.5	25.6
1890	34.0	13.9	43.4	23.4
1891	40.4	16.5	36.0	19.9
1892	40.4	18.2	31.5	18.2
1893	65.1	29.4	35.9	25.4
1894	63.9	22.8	42.4	21.5
1895	66.6	18.4	48.4	22.0
1896	87.0	28.4	38.7	22.3
1897	103.8	30.4	38.5	22.9
1898	124.8	38.2	39.6	23.0
1899	135.6	38.2	45.4	24.7
1900	172.9	46.8	42.4	18.1
1901	188.8	47.8	40.1	17.6
1902	173.6	35.6	48.3	18.7
1903	213.5	40.6	49.2	15.4
1904	154.9	42.5	31.0	9.2
1905	162.5	47.2	33.1	8.5
1906	140.1	35.0	45.8	9.4
1907	142.0	36.6	46.9	13.7
1908	211.0	57.2	49.5	13.5
1909	162.0	46.2	44.5	13.8
1910	200.9	64.2	40.1	14.9
1911	179.7	57.1	36.6	13.3
1912	356.9	111.0	33.3	15.5
1913	422.3	107.5	38.9	13.9

\* On the basis of data published in *A Magyar Szent Korona Országainak 1882–1913. évi külkereskedelmi forgalma*. (The Foreign Trade of the Hungarian Holy Crown Countries between 1882 and 1913.) p. 20.

fast and between 1902–1904 it reached 4 million. Germany was good market for slaughtered poultry and eggs, but Vienna was the most important outlet for eggs. The developed and industrialized part of the Monarchy needed a considerable volume of imported eggs. In the animal production fats and bacon played a considerable part for which Germany was the main outlet beyond the Monarchy, but the presence of the cheaper American bacon and fats caused considerable competition here.

The other significant items of the Hungarian agricultural exports fluctuated from time to time and in some cases the import of these products was greater than their export. This happened even to the traditionally important wine. The Hungarian wine export took the advantage of the situation that in Western Europe in the 1870–90s phylloxera caused the rein of grapegrowing, and so considerable volume could be exported to France, Switzerland, Italy and Germany. But in the 1890s phylloxera appeared in Hungary as well and ruined the Hungarian viticulture as a consequence of which the country imported wine in large amount mainly from Italy.

The volume of imported raw hide corresponded to its export in general. Hungary would have been self sufficient in this point of view but the export of livestock (mainly cattle) decreased considerably the number of available animal skins, moreover, the bad way of currying (for this the Hungarian hides were sold at a price of second and third class products) marking of animals by embossing and the cutting of hides at flaying added to this.

In the whole period the export of wool was among the traditional export goods continually falling off. The rivalry of the overseas wool was very strong in the 1880s as a result of the reduction of transport prices, so the Hungarian export of wool dwindled rapidly (Table 12) but the imports increased. There was a traditional fault which deepened this process, namely the Hungarian wool was inadequate to manufacture all kind of goods from because of its poor quality. That is why the export of wool could be maintained only to Austria and Bohemia.<sup>8</sup>

During the whole period the outlays of the Hungarian agricultural exports did not run into difficulties. Practically the main Hungarian export goods, corn and animals, could be sold unrestrictedly in the European markets between 1850–1878. The low prime cost of the overseas corn production forced prices down abruptly from 1878 on and it caused a crisis in price all over Europe only but did not result in stagnation or restriction of market. On the contrary, the market potentials extended continuously even in the last third of the 19th century and in one and half decades previous to World War I and as it has been already mentioned it was also valid for the whole economy of the Monarchy. Previous to the 1880s the market of the Hungarian corn grew rapidly also beyond the Monarchy but the customs duty on corn enacted after 1878 in France and later in Germany made the increase of the Hungarian export practically

<sup>8</sup> The imports of agricultural products were not significant with the exception of those articles which were needed by the business interests of manufacturing industry, e.g. corn was imported in great volume. In 1898 Hungary imported more than 250 thousand tons corn and it was 488 thousand tons in 1909. But the import corn did not reach 100 thousand tons in general. The livestock also were regularly imported until 1906. It was 100–200 thousand pigs and several thousand head of cattle. From 1906 it decreased rapidly as a consequence of the decrease of Serbian imports of cattle. The value of the imported agricultural goods was not significant, it was about a few million crowns (with the exception of 1909 when the value of the imported corn was 111.2 million crowns).



Table 12

*The export and import of wool\**

	Exports		Imports	
	volume (1000 tons)	value (million crowns)	volume (1000 tons)	value (million crowns)
1882	12.5	64.7	1.4	7.4
1883	12.5	64.6	4.3	22.3
1884	11.4	18.3	4.1	6.6
1885	11.4	24.9	5.0	7.6
1886	14.5	47.4	2.2	5.9
1887	9.8	31.1	4.4	10.2
1888	11.3	29.4	2.1	4.2
1889	13.7	39.2	1.5	3.2
1890	10.4	28.1	1.3	2.5
1891	9.2	23.2	1.1	2.1
1892	9.2	20.6	1.2	2.0
1893	11.2	21.2	1.1	1.2
1894	10.1	22.8	1.3	2.1
1895	8.3	17.6	1.6	2.8
1896	7.8	17.2	1.5	2.7
1897	7.0	14.3	1.7	2.5
1898	7.0	15.7	1.8	2.5
1899	9.3	25.2	2.1	3.4
1900	6.3	13.8	2.1	3.5
1901	7.1	15.1	2.0	3.3
1902	9.4	23.7	2.3	4.1
1903	8.8	22.5	2.4	4.5
1904	7.9	19.9	2.4	5.0
1905	9.3	23.8	2.7	5.7
1906	9.3	25.1	2.8	7.1
1907	8.0	23.7	2.7	7.1
1908	7.8	18.5	2.7	6.2
1909	7.6	19.3	3.5	10.0
1910	7.5	19.6	3.9	10.3
1911	6.6	16.3	3.8	10.5
1912	7.0	16.6	3.8	11.3
1913	6.5	16.3	3.4	10.2

\* See the note of Table 11.

impossible, moreover regressed it. In this way the Hungarian corn and flour were gradually supplanted to the customs area of the Monarchy. Namely the demand for corn and flour in the hereditary provinces grew to such an extent that by the turn of the century more and more overseas corn was imported which could depress prices more forcefully. That is the reason why the problem of customs duty on corn grew more pointed at that time. However, all these meant that further on no difficulties in selling the Hungarian corn and flour had to be counted on.

The crisis in price did not influence other products of the Hungarian agricultural exports. At that time the overseas competition did not still endanger

the prices of meat and meat products, poultry, eggs, feather; not only could these goods be sold in foreign markets but they could fetch favourable prices simultaneously.<sup>9</sup> Thus, the meat production of Hungary was coming more firmly into prominence from the turn of the 1870s and 1880s. There was an increase in exporting of cattle again and the export of pig developed at a good pace, and so did the production and export of poultry, eggs and feather. Besides these only sugar had an important role. Then the structure of the Hungarian agricultural exports was undergoing a change again. The rate of corn and flour in the exports stagnated and fell back and the importance of meat, animal products and sugar came gradually to the front.

The gradual increase in the volume of agricultural exports made the proportion of certain goods fairly stable taken the Hungarian exports as a whole. The agricultural exports formed a slowly decreasing part of the total export value but in terms of money it did not only form the greatest part, but it exceeded the 60% of the total export value. Taking this into consideration it was of great importance for the economic life of the country. Between 1850–1914 the influx of foreign capital was permanent and importing the necessary capital to the industrialization Hungary's balance of payments became naturally passive. This was partly poised by the considerable volume of exports (only partly, even in case of active foreign trade balance).<sup>10</sup>

<sup>9</sup> The prices of animal and wool between 1867–1910 (q/crowns)\*

		cattle	calf	pig	sheep	wool**
1867–	70	47.49	92.36	109.37	68.40	315
1871–	75	49.36	108.36	117.70	81.17	348
1876–	80	48.15	92.10	96.00	77.70	319
1881–	85	51.46	92.58	98.37	84.23	294
1885–	90	48.76	90.94	89.10	73.69	277
1891–	95	53.12	96.14	93.28	69.09	239
1896–1900		57.59	94.27	94.19	72.62	274
1901–	05	65.44	105.01	103.50	77.64	305
1906–	10	75.39	117.24	124.75	94.67	328

\* Prices of St. Mark's market in Vienna. They had an influence on the Hungarian one, as well. More than the 60% of animals sold there came from Hungary.

\*\* The prices of wool are given with a year's delay. The basic years are 1867/71. From then the five-year averages up to 1907/11.

<sup>10</sup> F. Fellner: *A nemzetközi fizetési mérleg és alakulása Magyarországon*. (The Hungarian International Balance of Payments and Its Change) Budapest, 1908. pp. 168–175. He refers to the fact that the excess of agricultural exports is not sufficient to compensate to the steady trade balance itself and an active trade balance could have been set up only by the means of a considerable industrial development.

The common market of the Austro-Hungarian Monarchy became more and more important in the development of the Hungarian economy. From the turn of this century customs abroad had a role only when there was a surplus of the Hungarian agricultural products and the market of the Monarchy was not able to take it up. Though all kinds of articles were regularly taken to the markets of customs abroad, namely outside the Monarchy, but it may be said in general that only certain animal products (meat, fat, poultry, feather, eggs got to the markets beyond the Monarchy's frontiers). Between 1880–1914 the mass products of the Hungarian agriculture which had been taken to South-German—North Italian, French or English markets earlier were practically banished from them. Just then these products remained the main export articles of Hungary even in later times.

In the second half of the 19th century and at the beginning of the 1900s the Hungarian agricultural exports (apart from some products of less importance) were driven back to the customs area of the Monarchy. It was the protective line of the customs area which maintained the price level at which the production was profitable under the given Hungarian production conditions.<sup>11</sup> The customs area resulted simultaneously in a new division of labour between Hungary and the hereditary provinces. It would seem as if the unified market of the Monarchy had preserved the traditional structure of the Hungarian agricultural production as a result of the fact that it promoted the Hungarian agriculture providing outlets for its products and protecting its price level against the overseas dumping prices. But it was not the case.

Austria and Bohemia, the well-industrialized territories of the hereditary provinces were coming to play greater and greater part in the Hungarian exports, for the economic interdependence of Hungary and the provinces was intensified definitely and markedly in the last third of the 19th century. The struggles taken place between the agrarian and merkantilist representatives of the leading circles of the Monarchy meant only the surface of the process. The economic division of labour, the historic tradition of which had gone back at least to 150 years gradually increased and it reached a new level of quality in the last decades of the century. Within this there was only a debate on the rate of profit distribution between the main tendencies of economics. But due to the considerable increase of agricultural duties it changed in 1906 when the conflicting tendencies came to an agreement at last for a probable longer historic period. All these did not refer to the Hungarian agriculture as a whole but only to those large estates which produced mainly corn in a more extensive way (estates of 100–1500 hectares in the Great Hungarian Plain are spoken of mainly) for the peasant farms and the real capitalist farming on a large scale which were able to adopt more intensive methods could change in

<sup>11</sup> Corn was tax free article to import to the customs area of the Monarchy until 1881. Customs duty on corn was introduced in 1882 which was 1.19 crowns per q. In 1887 it was increased to 3.57 crowns. These were equivalent of the contemporary German ones. There was a greater increase in 1906 when it was increased to 6.30 crowns per q.

time and keep abreast of the current requirements. Overall it meant that the whole Hungarian agricultural production would have been capable of developing without the increase of agricultural duties. The increase of duties was taken in the favour of landowners who were great in number but economically unimportant (it is another problem that these people held important offices mainly in the eastern part of the country, so they were politically important, which was seen at the elections in 1905 and with course of the following political events which led finally to the increase of agricultural duties). Though the earlier development of the Hungarian agriculture shows quite well that it could keep abreast of the Western-European agricultural development by the means of well-paid protective markets of the Monarchy.

We have seen the increase of export volume and the structural change in agricultural exports between 1850–1914. How, in which ways did the agricultural exports influence the economy of the country at that time?

It is obvious that it was one of the greatest *tensile forces* of the economic development and it contributed significantly to the general economic development and industrialization, thanks above all to the development of agricultural production. The outlets, which were at disposal in the course of the whole period, and the fairly high prices on the protected markets of the Monarchy in three decades when the economic development of other East-European exporting countries was stopped or hindered by the long-lasting fall in corn prices could intensify the development of the Hungarian agricultural production and were beneficial to the growth of volume and improvement of its level. In Hungary the territory involved in agricultural production grew considerably and the development of intensive branches accelerated. The cultivatable land was expanded due to drainage in accordance with which the grazing lands were broken and became lands in tillage. Within the field growing of plants the territory of corn production grew first, then in the decades of the fall in corn prices the number of live-stock increased and the quality improved. The territory of both fodder plants and industrial crops production was expanded to a high pitch, that is to say, the range of more valuable goods production was remarkably expanded<sup>12</sup> (Table 13).

The favourable conditions of production also made the change of technics and technology rapid. Fallow was reduced, the territory of the three-course rotation system contracted and simultaneously the change-over to a more up-to-date crop rotation became faster. The enclosure (commassation) of peasant holdings also started even if the results had not been significant. Manufactured articles were replacing the tools made by local smiths or the home-made

<sup>12</sup> For the agricultural development see the articles of A. Vörös and L. Für in: *A magyar mezőgazdaság a XIX–XX. században (1849–1949)* (The Hungarian Agriculture in the 19th and 20th Centuries (1849–1949) Budapest, 1979. pp. 11–152, 155–274. (*Agrártörténeti tanulmányok* 4.)

Table 13

## a) Distribution of land area (in %)

Year	Total (in mill.ha)	Arable	Garden	Meadow	Vine- yards	Pasture	Forest	Other
1851		29.8	?	10.7	1.3	12.7	28.7	16.8
1867		34.9	?	13.4	1.2	14.9	28.3	7.3
1873	27.8	34.7	?	13.3	1.2	14.8	28.2	7.8
1883	28.2	41.0	1.2	10.6	1.3	13.1	26.9	5.9
1895	28.1	42.8	1.3	10.2	1.0	13.0	26.6	5.1
1913	28.2	45.5	1.3	9.2	1.1	11.8	25.8	5.3

## b) Number of livestock (in 1000 pieces)

Year	Cattle	Horse	Pigs	Sheep
1857	4775.0	1769.3	3499.0	10261.0
1870	4496.9	1819.7	3573.3	13760.7
1884	4879.0	1748.9	4803.6	10852.1
1895	5829.0	1972.9	6436.6	7813.1
1911	6184.4	2001.4	6416.4	7697.7

ones, so ploughs, most of the basic implements were manufactured. New machines also appeared in agriculture, the use of threshing and seeding machines spread quickly (threshing was motorized in 1880s), and at the end of the 1850s steam-ploughs were already used in large estates, tractors and other electric motors (e.g. crushing-mills, etc.) started to spread at the turn of the century. Mills appeared in most peasant farms. From the 1860s the use of fertilizers can be traced — first only in large estates or in case of sugar-beet growing, but later, at the turn of the century they were used in sowing areas of sugar beet in well-cared peasant holdings, too. The increase of animals in number raised the volume of manure and consequently the retrieval of producing capacity of soil improved which promoted the decrease of fallow-lands. The considerable increase of average yield was a consequence of all these (Table 14) and in the years previous to World War I the average yields of the Hungarian agriculture exceeded significantly those of the eastern and south-eastern countries (comparing to the Hungarian agriculture these had been underdeveloped even before 1850, or rather, Hungary kept extending this advantage over the yields of these countries) and they came to the lowest Western-European ones, e.g. the yield of corn production was comparable to that of the French one. In some cases the Hungarian average yields could overtake the lowest levels of the Western-European countries (Table 15). This improvement can be seen well especially between 1907–1914 when as a result of the increase of corn duties by 30–50% subsequent capitals came to the Hungarian agriculture and number of machines and other modern tools used in agriculture grew abruptly. The yearly increase of the Hungarian agricultural production was as

Table 14

*Yields of some plant products in Hungary (q/ha)*

Year	Wheat	Rye	Barley	Oat	Maize	Potatoes	Sugar-beet	Cattle-turnip
1871/75	6.13	6.11	7.37	5.42	7.40	22.97	123.49	83.90
1876/80	8.24	7.12	8.76	6.76	10.98	36.81	167.90	159.66
1881/85	11.03	9.73	10.75	8.48	13.38	63.94	190.04	240.27
1886/90	11.95	9.82	9.92	7.96	12.23	55.21	170.61	210.46
1891/95	12.79	10.79	11.78	10.34	15.31	64.13	177.87	226.55
1896/1900	11.36	10.50	12.13	11.07	14.61	80.10	209.80	254.26
1901/05	12.08	11.24	12.29	11.00	12.36	77.77	205.32	232.97
1906/10	12.01	11.35	12.49	10.91	17.26	79.67	228.67	277.28
1911/15	12.39	11.51	13.63	11.75	17.15	83.39	246.56	295.83

Table 15

*Yields of wheat (q/ha)*

	1891–95	1903–12
Denmark	23.6 (1)	27.6 (1)
Great Britain	19.9 (2)	21.4 (4)
Belgium	17.2 (3)	24.2 (2)
The Netherlands	13.4 (4)	23.3 (3)
Germany	14.5 (5)	20.2 (5)
Hungary	12.8 (6)	12.3 (8)
France	12.5 (7)	13.7 (6)
Romania	11.8 (8)	11.6 (9)
Austria	11.6 (9)	13.4 (7)
USA	9.3 (10)	9.6 (10)
Italy	7.9 (11)	9.4 (11)
Spain	7.3 (12)	8.9 (12)
Russia	7.0 (13)	6.6 (13)

great as 4% in these years. Moreover, taking the whole period or its greatest part into consideration (1867–1913) the growth rate of agricultural production remained favourable and yearly it was about 2% on an average.<sup>13</sup>

The large-scale agricultural exports could be shown not only in the modernization of agricultural production and the raise of producing level but in the raise of the living standards of the peasantry as well. The possibility of the increase in production and the expanding market made their influences feel both on the peasantry's income and the increase of their consumption. At last it reacted upon the industrial development for it enlarged the internal market and

<sup>13</sup> L. Katus: *Economic Growth in Hungary During the Age of Dualism (1867–1913). A Quantitative Analysis*. In: *Social-Economic Researches on the History of East-Central Europe*. Bp. 1970. pp 50–51. (*Studia Historica* 62.)

increased the demands for manufactured goods. But all these happened under rather limited conditions as neither the growth rate nor the degree of the Hungarian industrialization was satisfactory and above all, it was just shown in the process that the peasant population was still growing in number rapidly (but its rate to the whole population decreased rather quickly under Eastern-European circumstances!).<sup>14</sup>

However, when we speak of the economic importance of agricultural exports we have to stress these mentioned above. Much as we consider the contemporary Hungarian economy be underdeveloped comparing to the Western-European development in this respect we have to point to the fact that the living standards of the Hungarian peasantry were higher than those in the Eastern-European countries — and taking the living standards of Russian, Rumanian, Bulgarian, Serbian peasantry, or the Polish living in the Russian Empire, into consideration in Hungary it was higher and between 1850—1914 this difference markedly grew for the good of the Hungarian peasantry.

The great increase of agricultural exports had a good effect on the influx of foreign capital to the Hungarian economy, and agriculture both in direct and indirect ways. It also promoted the growth of capitalistic lease as well as investments of capital to agriculture by raising mortgages. It could be true that a part of loans was not used for direct agricultural production, but for buying lands or supplying consumption and luxury needs, but finally the great value of foreign and Hungarian capital having come to agriculture contributed to cover the required capital of the country. The import of foreign capital and its investments in the Hungarian economy are provable, in consequence of which the production capacity of the country became stronger and the infrastructure of economy (road making and railway construction, regulation of riverways, etc.) improved. This process would have been slower and would not have transformed the economy to such an extent if the rapid development of agricultural exports had not provided any good investment possibilities for foreign capital either in infrastructure promoting the agricultural exports directly or in production by the means of mortgage loans. Between the increase of mortgage loans and the development of agricultural production there is a rather close connection and it is not by chance that the sums of loans increased 11 times between 1867 and 1900, and it duplicated again between 1900—1913 (that is when the Hungarian agricultural production and exports grew rapidly<sup>15</sup>) (Table 16).

<sup>14</sup> The proportion of agricultural workers in the whole employees (per cent)

Germany	1907	33.1%	Hungary	1910	64.5%
France	1906	42.5%	Russia		
Austria	1910	42.3%	Romania		
Bohemia	1910	38.1%	Bulgaria		
			Serbia		

<sup>15</sup> I. Berend T. — Gy. Ránki: *A magyar gazdaság száz éve.* (A Hundred Years of the Hungarian Economy) Bp. Kossuth—Közgazdasági és Jogi Könyvkiadó, 1972, p. 40.

Table 16

*The change of loans on mortgage\**  
(million crowns)

1866	84.8	1890	938.6
1867	170.0	1895	1386.4
1870	253.0	1900	1924.6
1875	410.8	1905	2535.1
1880	488.4	1909	3225.2
1885	675.4	1913	3800.0

\* Magyarország története 1848–1890. (History of Hungary between 1848 and 1890.) p. 974; I. Berend T.–Gy. Ránki: A magyar gazdaság 100 éve (A Hundred Years of the Hungarian Economy) Budapest, 1972. p. 40, and A magyar mezőgazdaság a XIX–XX. században. (Hungarian Agriculture in the 19th and 20th centuries) (1849–1949), Budapest, 1976. p. 164.

Among the agrarian countries of Middle- and Eastern Europe it was only Hungary's agriculture which had got a rapidly expanding *internal market* during the whole period, with protected price level against the price-cutting tendencies of world market. As Austria and Bohemia functioned as internal market for the Hungarian agricultural exports, so it could contribute considerably to the ever increasing export of manufactured agrarian goods. The protected market of the Monarchy guaranteed Hungary an exceptional position among other countries exporting agricultural goods. As a result of this position Hungary could export the increasing part of its exports in the form of food-industrial goods. Especially the rapid development and the important position in the Hungarian industrialization of two branches of food industry — milling and sugar industry — were due to this special market position. There is no doubt that other branches of food industry also developed rapidly from the turn of the century mainly as a result of the considerable exports to the markets of the Monarchy, namely distilling industry, salami and ham production, several kinds of canning factories above all developed from the turn of the century, paprika mills, dairies were founded (butter and cheese export), etc. In general the development of food industry accelerated. But the sugar and milling industry remained the two most important branches of the Hungarian food industry later on as well — though their importance was reversed.

The development of milling industry was closely connected to railway construction. The fact that GANZ works produced the world-famous roller-frames and chill casting railway wheels at the same time points beyond its symbolical importance, too. The development of the Budapest centered milling industry went on rapidly and the quality of the Hungarian flour kept the first place in world market for about two decades. Besides the advantageous export possibilities, the spread of modern technics and their further improvement, the business strategies (permission of the so called "grinding trade" up to 1900) it was the unified customs area of the Monarchy which played the very important role and made the influx of Hungarian flour to the markets of Austria and



Bohemia easier consequently the influx of capital to milling industry became advantageous.

The big commercial mills (that is the modern industrial ones) were founded and developed in Budapest first and in the country only from the turn of the century. The mills realized remarkable and continuous concentration of capital and its rate was gradually increasing. The 10 big Budapest mills had the greatest trade invariably (Table 17) but at the same time the lifting of "grinding trade" in 1900 (that is repayment of customs duties on imported corn in case of flour exports to customs abroad) meant an overture of a new period in the Hungarian milling industry. By that time the foreign especially the American milling industry developed technically which after expiring the Hungarian licences kept up with the times by taking over these inventions and drove the Hungarian flour out of the world markets. It is true that the markets of the Monarchy were still existing but were not able to ensure the exploitation of the total capacity of big mills. Then the main task of cartel was to form the grinding gaps in milling industry. But all these cannot minimize the importance of

Table 17

*The flour production of mills in Budapest  
(1000 tons)\**

Wheat-grinding		Flour production	
1864	46.6	1880	279.8
1865	53.1	1881	303.8
1866	60.5	1882	356.0
1867	108.7	1883	417.4
1868	145.0	1884	404.5
1869	223.6	1885	434.4
1870	266.7	1886	380.7
1871	252.7	1887	394.7
1872	239.8	1888	475.7
1873	227.7	1889	445.7
1874	237.8		
1875	290.3		
1876	308.2		
1877	372.5		
1878	426.5		
1879	429.6		
1880	354.2		

\* Vilmos Sándor: Nagyipari fejlődés Magyarországon 1867–1900 (Development of large-scale industry in Hungary between 1867 and 1900) Budapest, 1954. pp. 67 and 340.  
The total grinding output of the ten biggest mills in Budapest was 767.3 thousand in 1912.

Table 18

*Roller-frames – sale of GANZ Works\**

Number of sold roller-frames		Sold in Hungary (per cent)	
1875 – 1879	3660	1875 – 1885	18 %
1880 – 1884	7967	1886 – 1895	34.3 %
1885 – 1889	5570	1896 – 1900	57.8 %
1890 – 1894	4185		
1895 – 1899	3321		

\* Vilmos Sándor: *Nagyipari fejlődés Magyarországon 1867–1900* (Development of large-scale industry in Hungary between 1867 and 1900) Budapest, 1954. p. 470.

the Hungarian milling industry in the Hungarian industrialization process.<sup>16</sup> The Hungarian mills provided stable market for Hungarian machine industry, mainly for GANZ works which had become one of the best factories of the Hungarian industrialization by producing a leading technical invention in mass which was of world level at that time (Table 18) – in addition it was the first product in the history of the Hungarian industry which was a maximum output and could be sold in world market without having rivals for a long time.

While Hungarian capital had the leadership in milling industry, in the Hungarian sugar industry the Austro-Czech manufacturers took the first steps. Both raw material and labour power were cheaper in Hungary. A new system of taxation was introduced in 1888 and the tariffs were modified as a consequence of which the Hungarian sugar industry began to develop rapidly. A lot of new factories were founded, the showing area of sugar-beet increased and the production prospered. Sugar consumption from the low level of the 1880s grew to 7.8 kgs per head by 1913 (though it was a great growth, but it did not reach of the Western European countries) but the most sugar was sold in outer markets, in Austria and in the countries of customs abroad. The agreement which was concluded in 1902 in Brussels and forbade to premitate the exports, did not throw an obstacle in the way of this process. The Hungarian sugar exports declined to the Austro-Czech markets in part but spread in the markets of India, Turkey, the Balcans, Great-Britain, etc. even more faster. Sugar industry was modernized in a quick bar too, and we could be the witnesses to the introduction of the most up to date methods in Hungary at least twice between 1888–1914. Therefore, the Hungarian sugar factories, which had already reached higher concentration of capital by that time than their one-time masters, the Austro-Czech sugar factories had had a rather considerable effect on the Hungarian machine industry and contributed to the Hungarian industri-

<sup>16</sup> For all these see: V. Sándor *Ibid.*; I. Berend T. – Gy. Ránki: *Magyarország gyáripára...* pp. 250–255.

alization.<sup>17</sup> At that time distilling industry also developed rapidly by means of a partly renewed technology.<sup>18</sup>

The prosperity of the Hungarian sugar and milling industry and the development of other departments of food industry influenced favourably the improvement of the Hungarian machine industry. Food factories proved to be a good market for machine production while the constant modernization of certain branches of food industry (milling and sugar industry), newer and newer investments had positive influences on the Hungarian machine industry as a whole and contributed to its development. These branches of food industry gave the machine production a good chance to produce machines in appropriate series. It is valid for the total agricultural production, as well. The modernization of the agricultural production (even its slower timing comparing with the Western European one) formed a good market for the agricultural machine production which got important orders — especially after the large-scale rise of agricultural customs duties in 1906. The fact, that in the second half of the 19th century large estates preferred foreign — German and English — products of agricultural machine industry partly modified the situation. By the end of the 19th century the Hungarian agricultural machine production developed considerably and increased its share in the Hungarian markets. At the same time the exports of these machines to Russia and the Balkans grew. But in export increase the rapidly widening internal market played an important role, which afforded a good background for the production of appropriate great series.<sup>19</sup>

Besides all these the agricultural exports, the prosperity of agricultural production and the rise of living standards of agrarian population had roles in industrial production as well. The modernization of agricultural production demanded new buildings, farm railway lines, access roads, vehicles of transport, etc. which contributed to the development of certain branches of building industry and machine production. Building, transformation of furniture (e.g. spread of craftsman-made furniture in peasant families), and the changing living standards of peasantry in general also influenced the development of Hungarian industry even with case when the market grew for the favour of rural and town craftsmen.

Agricultural exports had far-reaching considerable effects on the whole Hungarian economic life. There is no doubt about its favourable contribution to the acceleration of the industrialization process. Then it had a direct part in establishing the preliminary conditions, of industrialization. The Hungarian agricultural exports covered partly the considerable part of imports. On the other hand it improved the financial balance of the country. The balance of payment of Hungary in the whole period was inactive, even besides the imported surplus of foreign trade. It could not have happened in another way

<sup>17</sup> *Ibid.* pp. 256–263.

<sup>18</sup> *Ibid.* pp. 263–265.

<sup>19</sup> *Ibid.* pp. 211–213.

for the reason that the industrialization took place by means of import of foreign, mainly Austrian and West-European capital and it could not be modified by the fact that the proportion of foreign capital in investments gradually decreased after the turn of the century. Still, the rapidly increasing and improving organic composition of agricultural exports – besides the increasing cash remittances sent by emigrants from the turn of the century – offered a guarantee for foreign capital to consider its Hungarian investments favourable. (It is another problem, that the passivity of the Hungarian foreign trade increased so abruptly which marked that the Hungarian economic development had come to its turning-point as it had not been able to keep abreast of the needs of increasing exports any longer.<sup>20</sup>) It is the case even if it is very difficult to determine the measures of all these concretely. The common customs area (no to forget about the active trade balance of the whole period which had fairly good effects on the Hungarian economic development) and common currency system of the Monarchy made really advantageous conditions for the Hungarian import of capital.<sup>21</sup> It is still undeniable that in the respect of the whole economic development of Hungary the agricultural exports were of great importance.

<sup>20</sup> It must be mentioned that the foreign trade balance of the Austro-Hungarian Monarchy turned to be steady from 1907. Though in 1907 and 1908 there was not a considerable excess of imports (44.7 million, 142.8 million, resp.) but in 1909 and 1910 it reached 400 million crowns a year. Between 1911 and 1913 it was 780–800 million a year. It clearly shows that *structural* changes of economy could not be avoided. It needs a more thoroughful study.

<sup>21</sup> Before 1909 the financial balance of the Monarchy was steady only to a lesser extent. See Fellner: *Ibid.* pp. 178–179.

## Migration und Arbeiterbewegung in Ungarn vor dem Ersten Weltkrieg

PÉTER SIPOS

Im mittleren Drittel der 1800er Jahre war Ungarn ein von vielen Nationalitäten bewohntes, sich staatsrechtlich in einer abhängigen Lage befindendes Agrarland. In dieser gesellschaftlich-wirtschaftlichen Umgebung begann, der kapitalistischen Entwicklung folgend, der Werdegang der Arbeiterklasse und beinahe gleichzeitig damit erschienen die ersten Ansätze der Arbeiterbewegung. Im Laufe etwa eines halben Jahrhunderts ist die Arbeiterklasse und ihre organisierte Bewegung solchermaßen zu Kräften gekommen, daß sie in den Revolutionen von 1918/19 eine entscheidende Rolle innehatte und die Lenkung des Schicksals der ganzen Nation in ihre Hände zu nehmen versuchen konnte.

Im weiteren werden wir keineswegs alle Faktoren dieser Entwicklung analysieren, sondern wir beschränken uns ausschließlich auf die Untersuchung der Rolle der Migration. Nicht jedes Moment ist auf die Migration zurückzuführen, aber viele Erscheinungen sind ohne der inneren Wanderung nicht verständlich.

Die innere Migration ist eine solche Platzveränderung der die Bevölkerung bildenden Individuen, die sich innerhalb eines umgrenzten geographischen Gebietes, in der Regel innerhalb der Grenzen einzelner Staaten vollzieht. Den Begriff „Staatsgrenze“ kann man freilich nicht doktrinär interpretieren. Ungarn vor 1914 gehörte nämlich zur Österreichisch-Ungarischen Monarchie, mit der es ein gemeinsames Zollgebiet gebildet hatte. Und der Begriff „Länder der ungarischen heiligen Krone“ bezog sich auch auf Kroatien. Die Migrationen der Bevölkerung, die sich innerhalb der Monarchie vollzogen haben, müssen – unseres Erachtens – als innere Migrationen betrachtet werden, genau so, wie auch der sich zwischen dem historischen Ungarn und Kroatien vollzogene Bevölkerungsaustausch.

Die in diesem geographischen Milieu und zwischen den erwähnten Zeitgrenzen vor sich gegangene Migration hatte zahlreiche Formen. Es sei hier nur die Masse von mehreren Zehntausenden erwähnt, die jährlich aufbrach, um sich bei Saisonarbeiten in der Landwirtschaft (besonders bei der Erntearbeit), beim Eisenbahnbau und bei sonstigen großzügigen, landschaftsverändernden Erdarbeiten zu verdienen. Im weiteren beschränken wir uns nur auf jene Aspekte der inneren Wanderung, die die Herausformung der Arbeiterklasse in Ungarn, ihre gebiets- und nationalitätenmäßige Zusammensetzung, ferner

die Kraft der Arbeiterbewegung beeinflusst hatten. Die bei der Entwicklung der Arbeiterklasse eine Rolle spielende Form der Migration bedeutet einen verhältnismäßig ständigen Wohnortswechsel (was mit dem Verbleib in derselben Ortschaft nicht identisch ist), der gleichbedeutend damit ist, daß die betreffende Person ihren früheren, im allgemeinen mit ihrem Geburtsort identischen Wohnort endgültig verlassen hat. Die innere Migration ging zugleich Hand in Hand mit der Aufnahme eines neuen Berufes, man kann sie daher zum Typus der innovierenden Migration zählen. Ziel der Migration dieses Typs war nicht die Bewahrung der früheren Lebensform in einer anderen geographischen Umgebung, sondern durchaus die Veränderung der ganzen Lebensführung.

Das Grundmotiv (der Pull-Faktor) der inneren Wanderung war die Entfaltung der kapitalistischen Wirtschaft in Ungarn. Die bürgerliche Revolution von 1848/49 hatte die feudalen Produktionsverhältnisse im wesentlichen beseitigt und die freie Migration der Arbeitskräfte ermöglicht.

Die kapitalistische Umwandlung schritt auch schon in den dem Jahre 1849 folgenden etwa anderthalb Jahrzehnten, in der Zeit des Absolutismus, fort. Zwischen 1857 und 1869 stieg die Zahl der Industriearbeiter von 168 000 auf 390 000. In dieser Periode bilden noch die heimischen Handwerkergehilfen und das Agrarproletariat den Großteil der Quelle des Zuwachses. Die Isoliertheit vom Ausland und die politischen Verhältnisse des Landes hoben eine Mauer in den Weg der Hereinströmung des sich zu dieser Zeit in ganz Europa schon entfaltenden sozialistischen gesellschaftlichen Gedankens. Die instinktive Solidarität der Arbeiter kam nur in der Gründung solcher Vereine zum Ausdruck, deren Tätigkeit sich ausschließlich auf Unterstützung, vor allem auf die Verteilung der Krankenhilfe beschränkt hatte. Die Arbeitgeber sowie die katholische und (in geringerem Maße) die protestantische Kirche spielten in der Ins-Leben-Rufung und Leitung der Vereine eine große Rolle.

Die Druckarbeiter gingen einen Weg der Ausnahme. Sie schufen schon im Jahre 1865 einen derartigen Verein, welcher außer der Unterstützung auch die Bildung der Mitglieder und die Verteidigung ihrer materiellen Interessen zum Ziel gesetzt hatte. Die Gründe dafür waren: die überdurchschnittliche Informiertheit, Belesenheit der Drucker; die besondere Lage dieses Gewerbezweigs im politischen Leben als ein unentbehrliches Mittel der Masseninformativierung und der Gestaltung der öffentlichen Meinung; die Schranken des Zunftwesens kamen in ihm nicht zur Geltung; im Vergleich zu den Verhältnissen des Zeitalters arbeiteten hier die Leute in einer relativ großen Zahl in den einzelnen Betrieben; infolge der teureren Technik, der teureren maschinellen Ausrüstung hatten die Arbeiter in diesem Wirtschaftszweig die wenigsten Chancen zur Verselbständigung. Also war es die Druckarbeiterschaft, die sich am frühesten auf die in einem organisierten Rahmen gegen die Arbeitgeber zu führende dauerhafte Interessenverteidigung „eingrichtet“ hatte. Dies wird auch durch jene Tatsache bezeugt, daß sie den allerersten Kollektivvertrag

in Ungarn (im Jahre 1848) erkämpft und den Ausbau des „Vertrauensmann-Systems“ beschlossen hatten.

Zu Beginn der sich nach dem Ausgleich von 1867 beschleunigenden Industrieentwicklung standen in Ungarns zahlreichen Industriebranchen nicht genügend qualifizierte Facharbeiter zur Verfügung. Deshalb strömten aus den höherentwickelten Gebieten Österreichs Arbeitskräfte nach Ungarn.

In den einzelnen Industriezweigen mußte der Arbeitskräftebestand in unterschiedlichem Maße ergänzt werden. Nach den sich auf die Stadt Pest beziehenden Daten waren 1870 in der ganzen Industrie zwei Drittel der Erwerbstätigen (zusammen mit den Industrielern drei Viertel der Erwerbstätigen) gebürtige Ungarn, während aus der österreichischen Hälfte des Reiches ein Fünftel und aus dem Zollaussland etwa 3 % stammten.

Der Durchschnitt von 60–70 % ungarischer Staatsangehörigen war für die grundlegende Bedarfsartikel erzeugenden und Dienstleistungen gewährenden traditionellen Branchen, so für die Lebensmittel-, Bekleidungs-, Bau-, Holz- sowie Eisen- und Metallindustrie kennzeichnend. Innerhalb dieser Branchen zeigten sich, was die Berufe betrifft, augenfällige Unterschiede. So betrug die Proportion der gebürtigen Ungarn in der zur Nahrungsmittelindustrie gehörenden Bierbrauerei bloß 24 %, und auch in den Eisen- und Metallgießereien erreichte sie nicht den Durchschnitt (57 %). Berücksichtigt man sogar ganze Zweige, die hinsichtlich des Anteils der gebürtigen Ungarn hinter dem Industriedurchschnitt zurückstanden (Geräteindustrie 49,8 %, Vervielfältigungsindustrie 59,1 %, Textilindustrie 55,2 %), dann ist es offensichtlich, daß der Arbeitskräfte-Import in den neuentstehenden, fallweise eine höhere Qualifikation und mehr Maschinenanlagen erfordernden Bereichen kräftiger gewesen war.

Die Hauptquelle dieses Imports bildeten Böhmen und Mähren, von wo 51,5 % der in der Industrie beschäftigten Auslandsgebürtigen stammten. Besonders bedeutend war – innerhalb der Gruppe der nicht in Ungarn Gebürtigen – der Anteil der vom böhmisch-mährischen Gebiet Stammenden in der Nahrungsmittelindustrie (49,4 %), in der Bekleidungsindustrie (61,7 %) und in der Bauindustrie (63,7 %). Aus den österreichischen Ländern kamen 16,6 % der Gewerbetreibenden, die meisten von ihnen arbeiteten in der Lebensmittelindustrie.

Die Verbreitung der sozialistischen Ideen in Ungarn begann Ende der 1860er Jahre, durch die Vermittlung der zwecks Erlernung des Berufes im Auslande wandernden und dort zu Sozialisten gewordenen ungarländischen Arbeiter und der eingewanderten österreichischen und deutschen Proletarier. Die kräftigste Wirkung haben auf die Arbeiter in Ungarn zu dieser Zeit die Lehren von Ferdinand Lassalle ausgeübt.

Auch die erste sozialistische Organisation in Ungarn, der Allgemeine Arbeiterverein, wurde von Anhängern Lassalles an der am 9. Februar 1868 abgehaltenen Pester Arbeiterversammlung ins Leben gerufen. Von seinen Gründern ragt Antal Ihrlinger, ein junger, in Sopron geborener Drucker hervor, der

während seiner Wanderschaft durch Österreich in die Reihen der organisierten Arbeiter getreten war.

Das Ziel des Allgemeinen Arbeitervereins wurde durch die nach der Gründungsversammlung herausgegebene Proklamation umrissen. Demzufolge kämpft der Verein für die politische und wirtschaftliche Gleichberechtigung der Arbeiterklasse mit Hilfe der Schaffung des „freien Volksstaates“ und der auf Grund der Prinzipien von Lassalle zu errichtenden Produktionsgesellschaften.

Es meldete sich gegen den Lassalleanismus auch eine andere, radikalere Richtung in der ungarländischen Arbeiterbewegung. Ihr Verbreiter war Károly Farkas, Maschinenmonteur, der der Hauptbeauftragte der internationalen Organisation der Arbeiter, der I. Internationale, gewesen war. Er sah seine Aufgabe in der Verbreitung der revolutionären Ideen des Internationalen Arbeiterverbandes und in der Schaffung seiner Sektion in Ungarn.

Károly Farkas wurde Mitglied des im August 1869 gegründeten Pest-Budaer Arbeiterbildungsvereins. Mit Hilfe der in dem Rahmen dieser Organisation sich vereinigten Fabrikarbeiter verwandelte Károly Farkas den Verein in eine sozialistische Organisation. Der Arbeiterbildungsverein schloß sich im Mai 1870 der Internationale an. Aber Ende 1870 wurde der Arbeiterbildungsverein – in einer wegen dem französisch-preußischen Krieg gespannt gewordenen politischen Atmosphäre – vom Polizeipräsidenten der Hauptstadt aufgelöst. Danach ging die Tätigkeit seiner Mitglieder illegal fort.

Im Laufe von 1870 verstärkte sich auch der Allgemeine Arbeiterverein. Im Frühling 1871 gehörten schon 12 Fachvereine der Hauptstadt und zahlreiche in der Provinz seinem organisatorischen Rahmen an.

In der Tätigkeit des Allgemeinen Arbeitervereins zeigten sich schon die charakteristischen Züge der sich in Bildung befindenden ungarländischen – darin der hauptstädtischen – Arbeiterklasse. Die politische – und in einem organischen Zusammenhang damit, die berufliche – Organisierung entfaltete sich auf den folgenden drei Gebieten: 1. Die Arbeiterschaft der Eisen- und Maschinenfabriken der Hauptstadt. 2. Die Arbeiter des die Zahl der beschäftigten Arbeiterschaft betreffend überwiegenden Budapester Kleingewerbes (Schneider, Schuster usw.). 3. Die infolge der eigenartigen beruflichen Verhältnisse (größere Werkstätten, Schwierigkeiten der Selbständigkeit, hohe berufliche Qualifikation) eine besondere Kategorie bildende Druckarbeiterschaft. Im Hinblick darauf, daß die Eisen- und Metallindustrie in Ungarn zu dieser Zeit vorwiegend Facharbeiter beschäftigte, bildeten in erster Linie diese sowie die Arbeiter des Kleingewerbes, die Handwerksgesellen und die Drucker die Basis der heimischen sozialistischen Organisierung. Es folgte aus der gemischten Nationalitätenszusammensetzung der Arbeiterschaft der Hauptstadt, daß auch ein bedeutender Teil der Mitgliedschaft der Fachvereine nicht ungarischer Nationalität war. Das Siegel des Allgemeinen Arbeitervereins trug eine Aufschrift in drei Sprachen (ungarisch, deutsch und slowakisch). Das erste Fachblatt, die vom 1. Mai 1869 an erscheinende „Typographia“ der Drucker, erschien mit ungarischem und deutschem Text. Die Zeitungen des Allgemei-



nen Arbeitervereins (Allgemeine Arbeiter-Zeitung, Brüderlichkeit) erschienen in einer ungarischen und in einer deutschen Auflage. All dies weist darauf hin, daß die Mitgliedschaft der Fachvereine zu einem bedeutenden Teil aus deutschen und slowakischen Arbeitern bestand.

In den folgenden Jahrzehnten beschleunigte sich die Migration. In Ungarn hat sich der Anteil der im Lande geborenen, aber nicht an ihrem Geburtsort registrierten Bevölkerung zwischen 1880 und 1900 von 21,3 % auf 30,00 % erhöht.<sup>1</sup> Die Zahl der nicht an ihrem Geburtsort erfaßten Bevölkerungsmasse überstieg im Jahre 1900 die 5 Millionen, also mehr als ein Viertel der Gesamtbevölkerung (Tabelle I).

Tabelle I

Geburtsort	Zahlenmäßig				In Prozent			
	1880	1890	1900	1910	1880	1890	1900	1910
Ortsgebürtig	11 663 392	12 766 585	13 530 676	14 387 020	74,5	73,6	70,3	68,9
Komitatsgebürtig	2 457 619	2 718 493	3 209 924	3 496 049	15,7	15,7	16,7	16,7
Aus anderen Regionen Ungarns								
Zugewanderte	1 289 666	1 594 686	2 200 682	2 666 962	8,3	9,2	11,4	12,8
Die im Ungari- schen Reich Geborenen insgesamt	15 400 677	17 079 764	18 941 282	20 550 031	98,5	98,5	98,4	98,4
Im Ausland Geborene	241 425	269 634	313 277	336 456	1,5	1,5	1,6	1,6
Insgesamt	15 642 102	17 349 398	19 254 559	20 886 487	100	100	100	100

1880 und 1890 Zivilbevölkerung sowie 1900 und 1910 Gesamtbevölkerung

Die Migration hatte soziale und individuelle Ursachen. Zu den Motiven (den sog. Push-Faktoren) können der Mangel an Arbeit, die Verfremdung in der gegebenen Gemeinschaft, irgendeine Gesellschafts- oder Naturkatastrophe gezählt werden.

Vom Gesichtspunkt unseres engeren Themas halten wir den Überfluß an Agrararbeitern für den wichtigsten, zur Abwanderung bewegenden Faktor. Dies wird durch die Tatsache bekräftigt, daß in Ungarn die Bevölkerungsmigration von Norden nach Süden, vom gebirgigen Oberungarn in die fruchtbare Tiefebene verlief. Besonders massiv war die Abwanderung von jenen Gebieten, wo der Bevölkerung wesentlich weniger landwirtschaftliche Nutzfläche zufiel als im Landesdurchschnitt. Im Jahre 1900 entfielen in Ungarn durchschnittlich

<sup>1</sup> *Magyar Statisztikai Közlemények* (Ungarische Statistische Mitteilungen = USM); Új Sorozat (Neue Serie = NS), Bd. 64. *A Magyar Szent Korona Országainak 1910. évi népszámlálása* (Volkszählung von 1910 in den Ländern der Ungarischen Heiligen Krone = VZ 1910), Teil VI, Budapest, 1920, S. 30 ff.

# ADMINISTRATIVE KARTE UNGARNS 1914

- I Transdanubien
- II Nordwesten Oberungarns
- III Donau-Theiß-Zwischenstromland
- IV Nordosten Oberungarns
- V Gegend jenseits der Theiß
- VI Banat
- VII Siebenbürgen
- VIII Kroatien-Slavonien



— Staatsgrenze  
- - - Die Grenze Kroatiens-Slavoniens

132,3 Personen auf 100 Hektar Nutzfläche. Im nordwestlichen Teil Oberungarns entfielen 144,8 Personen auf 100 Hektar (in demselben Raum, in den Komitaten Liptó, Trencsén, Turócz und Zólyom mehr als 150, d. h. annähernd 200 Personen). Im nordöstlichen Teil Oberungarns kamen 142,1 Personen (wobei in den Komitaten Szepes und Ung der Durchschnitt höher lag), in Transsilvanien 151 Personen auf je 100 Hektar (überdurchschnittlich war die Zahl der Personen in den Komitaten Brassó, Csik, Hunyad und Szeben). In den begehrenswerten südwärts liegenden Regionen (mit einem kräftigen Pull-Faktor) betragen die entsprechenden Zahlen folgende Werte: auf 100 Hektar entfielen in Transdanubien 120,3, im Donau-Theiß-Zwischenstromland 107,1, im Banat 110,1 Personen.<sup>2</sup> (Siehe die Karte auf Seite 14.)

Die Wanderung wurde dadurch beträchtlich erleichtert, daß in Ungarn das Eisenbahnnetz, das aus der Peripherie eine günstige Verbindung zum Zentrum sicherte, gegen Ende des vergangenen Jahrhunderts schon ausgebaut war. Von dieser Zeit an begann in stets kräftigeren Wellen eine Migration in eine andere Richtung: vom Osten und Südosten nach den zentralen Regionen. Ein Beweis dafür ist u. a., daß sich der Anteil der ortsgebürtigen Bevölkerung, vom Osten nach dem Zentrum ziehend, in den einzelnen Gebieten immer mehr verringerte. In Transsilvanien waren 76,3 %, in der Gegend jenseits der Theiß 73,1 %, im Donau-Theiß-Zwischenstromland 62,6 % und in Transdanubien 64,1 % der Bevölkerung ortsgebürtig.

Eine andere wichtige Linie der Migration verlief von den Dörfern in die Städte. Von den Stadtbewohnern waren 1880 57,4 % und 1900 nur noch 48 % ortsgebürtig. Zugleich waren 72,6 % der Bevölkerung im betreffenden Komitat gebürtig.

Die Bilanz des zwischen den einzelnen Regionen vor sich gegangenen Bevölkerungsaustausches und die der Migration zuzuschreibenden Bevölkerungszunahme einzelner Städte wird durch die Tabelle II veranschaulicht.

Tabelle II

Wanderungsbilanz 1890–1900  
(+ Hinwanderungsplus, – Abwanderungsplus)

	Absolute Zahl	In % der Bevölkerung vom Jahre 1890
Pozsony (Preßburg)	+ 8 727	+ 15,4
Nordwesten Oberungarns	– 61 412	– 3,2
Pécs (Fünfkirchen)	+ 8 512	+ 24,0
Székesfehérvár (Stuhlweißenburg)	+ 811	+ 2,8
Győr (Raab)	+ 3 786	+ 15,8
Transdanubien	– 129 830	– 4,7

<sup>2</sup> VZ 1910, Teil VI, S. 122 ff.

(Fortsetzung der Tabelle II)

	Absolute Zahl	In % der Bevölkerung vom Jahre 1890
Szabadka (Maria-Theresiopel)	+ 1 573	+ 2,1
Újvidék (Neusatz)	+ 2 573	+ 10,0
Szeged (Szegedin)	+ 4 338	+ 4,9
Donau-Theiß-Zwischenstromland	+ 153 295	+ 5,5
Budapest	+ 159 222	+ 31,5
Kassa (Kaschau)	+ 5 210	+ 16,2
Nordosten Oberungarns	- 77 501	- 5,1
Nagyvárad (Großwardein)	+ 7 245	+ 17,7
Debrecen (Debreczin)	+ 10 427	+ 17,7
Gegend jenseits der Theiß	- 21 506	- 1,0
Arad	+ 10 545	+ 24,1
Temesvár (Temeschburg)	+ 9 808	+ 22,6
Bánát (Banat)	- 19 898	- 1,0
Kolozsvár (Klausenburg)	+ 8 500	+ 22,4
Marosvásárhely	+ 3 475	+ 22,2
Transsilvanien	+ 353	
Komitate	- 451 687	- 2,8
Munizipien	+ 284 941	+ 18,9
Länder der ungarischen heiligen Krone insgesamt	- 166 746	- 0,9

Von der Mitte der Jahre nach 1870 an läßt sich bereits die Tendenz merken, daß der Bedarf an Arbeitskräften immer mehr durch die innere Migration befriedigt wurde.

Die Angaben der in Budapest 1881 vorgenommenen Volkszählung liefern einen Beweis dafür, daß sich die Zahl der aus dem ungarischen Territorium nach Budapest zugeströmten Arbeitskräfte beträchtlich erhöht und den Anteil von 4/5 erreicht hat. In den Industriebranchen, in denen die Inländer im Jahre 1870 mit etwa 60–70 % vertreten waren, erhöhte sich ihr Anteil bis 1881 auf 82–85 %. In den Branchen, wo dieser Anteil früher 50 % betrug, erhöhte er sich auf 70–80 % (Tabelle III).

Tabelle III

Der Prozentanteil der gebürtigen Ungarn an der Zahl der Gewerbetreibenden

Industriezweig	1870 (Pest)	1881 (Budapest)
Nahrungsmittelindustrie	61,0	63,6
Bekleidungsindustrie	69,5	87,9
Bauindustrie	62,9	80,2
Spinnereien und Webereien	55,2	84,3
Tonindustrie	59,5	52,3

(Fortsetzung der Tabelle III)

Industriezweig	1870 (Pest)	1881 (Budapest)
Holzindustrie	67,9	85,8
Eisen- und Metallindustrie	62,4	82,0
Vervielfältigungsindustrie	59,1	89,4
Kunsthandwerk	70,8	81,1
Geräteindustrie	49,8	75,0
Leder- und Papierindustrie	58,5	83,1
Öl- und Fettindustrie	83,9	83,4
Maler und Anstreicher	58,8	77,1
Weibliche Handarbeit	87,4	95,7
Industrie insgesamt	66,4	81,8

Die rasche Industrieentwicklung hatte also eine Deckung an heimischen Arbeitskräften, andernfalls hätte sich die Erweiterung der Produktion mit der Erhöhung der Zahl und des Anteils der aus dem transleithanischen Teil der Monarchie und aus dem Zollausland zuströmenden Gewerbetreibenden gepaart.

Die Entwicklung brachte die weiteren gesellschaftlichen Bedingungen der Erstarkung der sozialistischen Bewegung zustande. Die zur Entwicklung notwendigen subjektiven Bedingungen entstanden mit Hilfe der internationalen sozialistischen Bewegung. Auf Anregung der von Engels geführten II. Internationale kam im Herbst 1889 eine neue, klassenkämpferische Leitung an die Spitze der Allgemeinen Arbeiterpartei in Ungarn, im Dezember 1890 erneuerte sich die Partei: die Sozialdemokratische Partei in Ungarn (SDPU) kam zustande. Als Ergebnis der Arbeit der neuen Parteileitung erstarkten die bestehenden Organisationen, viele neue Vereine bildeten sich, es kam zu Streikbewegungen von großem Ausmaß. Der Klassenkampf der Arbeiterschaft hat bedeutend dazu beigetragen, daß es zum Inkrafttreten von sozialpolitischen Verfügungen kam. Die verschiedenen antimarxistischen (ökonomischen, bourgeois-nationalistischen) Richtungen wurden in den Hintergrund gedrängt,<sup>3</sup> die zentrale Lenkung der Gewerkschaften festigte sich.

Der erste Kongreß der Sozialdemokratischen Partei in Ungarn betonte die Notwendigkeit der Schaffung von *Landesvereinen*.

Vom Anfang der 1890er Jahre an entfaltete sich eine lebhaftere Arbeit. Mehrere Branchen veranstalteten 1892 ihren Landeskongreß. Wie dies der Bericht der Parteileitung im nächsten Jahr feststellte: kam es zur Gründung einer Reihe von Arbeiterfachvereinen und „alle haben sich auf den Standpunkt des Parteiprogrammes gestellt“. Der Mittelbestand der wirtschaftlichen Bewegung erweiterte sich: Zu dieser Zeit entstanden die ersten Organisationskomitees, Widerstandskassen, Streikfonds.

<sup>3</sup> Tibor Erényi: *A magyarországi szakszervezeti mozgalom kezdetei* (Anfänge der Gewerkschaftsbewegung in Ungarn), Budapest, 1962, S. 102 ff.

Ende der 1890er Jahre — Anfang der 1900er Jahre änderte sich die Lage der Fachbewegung auf eine vorteilhafte Weise. In 1898 begann der Landesgewerkschaftsrat seine fortlaufende Tätigkeit, und im nächsten Jahr versammelte sich der erste Landeskongreß der Gewerkschaften. Der Kräftezuwachs der wirtschaftlichen Organisierung bildete auch aus der Hinsicht der Partei eine bedeutende Entwicklung. Der im Herbst 1900 verfertigte Bericht der SDPU an den Pariser Kongreß der II. Internationale gab Rechenschaft darüber, daß sich der größte Teil des Interesses und der Tätigkeit infolge der eigenartigen ungarischen Verhältnisse auf die Gewerkschaften konzentriert hatte, und obwohl in diesen das Politisieren verboten sei, „sind die Mitglieder der Fachvereine ausnahmslos Genossen“.

1901 hielten mehrere Fachorganisationen Landesberatungen, und der Kongreß der Gewerkschaften trat wiederum zusammen. Auf Grund der Beschlüsse dieses Kongresses, eine gewisse Milderung der Politik des Regimes nutzend, haben sich 1902–1903 mehrere wichtige Fachvereine in Landesverbände umwandelt.<sup>4</sup>

Leider ermöglichen die uns zur Verfügung stehenden Angaben die Darstellung der Verteilung der organisierten Arbeiterschaft nach Lebensalter und nach Nationalität nicht. Bezüglich der letzteren ist es beachtenswert, daß die Fachblätter der Drucker, Bauarbeiter, Buchbinder, Backarbeiter, Eisen- und Metallarbeiter, Steinmetzen und Schneider auch in deutscher Sprache, beziehungsweise mit einer deutschen Beilage erschienen. Die Fachblätter der Zimmerleute, Schuhmacher, Schuhoberteilverfertiger, Holzarbeiter, Litographierarbeiter, Eisenbahner, Friseure, Schlosser, weiterhin jene der Handelsangestellten und der Schneidergewerbetreibenden erschienen nur in ungarischer Sprache. Dagegen wurde das Fachblatt der Bauarbeiter auch in slowakischer Sprache herausgegeben. Auf die große Zahl des deutschen Elements weist auch jener Umstand, daß ungefähr ein Viertel des in den Gewerkschaftsbibliotheken befindlichen Bücherbestandes aus deutschsprachigen Werken bestand. Während das zentrale Arbeiterblatt in den siebziger-achtziger Jahren in einer ungarischen und in einer deutschen Ausgabe gleichzeitig erschienen war (die letztere in einer größeren Auflagenhöhe), erschien seit 1899 die „Népszava“ schon wöchentlich dreimal (nach 1905 sechsmal), die „Volksstimme“ aber nur wöchentlich einmal.

In der Hauptstadt betätigten sich auch einige Nationalitätenvereine der Arbeiter. So der 1899 gegründete Budapester Slowakischer Arbeiterverein, der ebenfalls Ende der neunziger Jahre entstandene Deutscher Arbeiterbildungsverein, „Vorwärts“ der in 1894 gegründete Polnische Arbeiterbildungsverein „Sila“ (Kraft) und der in 1897 gegründete Italienische Arbeiterbildungsverein. Selbstverständlich war in den Reihen der organisierten Arbeiterschaft die Zahl

<sup>4</sup> Péter Sipos: *A szakszervezetek és a Magyarországi Szociáldemokrata Párt 1890–1930.* (Die Gewerkschaften und die Sozialdemokratische Partei in Ungarn 1890–1930), Budapest, 1984, S. 14.

der Angehörigen einer Nationalität auf dem Lande viel höher als in der Hauptstadt. Trotzdem vernachlässigten die Führer die gerechten Ansprüche der den Nationalitäten zugehörigen Arbeiter. Die Sprache der Gewerkschaftsadministration war in allen Branchen das Ungarische, die Protokolle, Beschlüsse der Gewerkschaftskongresse erschienen schon seit Anfang an — mit dem ersten Landeskongreß beginnend — nur in ungarischer Ausgabe.<sup>5</sup>

In den Jahren nach 1910 hat der inländische Arbeitskräftebestand die Bedürfnisse der Industrie nahezu völlig gedeckt. Der Anteil der gebürtigen Ungarn belief sich innerhalb der Industriearbeiterschaft durchschnittlich auf mehr als 95 %, und in vielen Berufen war das Gewicht der Inländer noch größer. Der Gesamtanteil der aus dem transleithanischen Teil der Monarchie Stammenden erreichte nicht mehr als 4 %, wobei der Anteil der aus dem Zollausland Stammenden praktisch vernachlässigt werden kann (Tabelle IV).

Tabelle IV

*Hilfsarbeiter in Ungarns Industrie (Verdiener + Unterhaltene)  
nach Gebürtigkeit im Jahre 1910*

	Gebürtig in Ungarn		Gebürtig in Österreich	
	Gesamtzahl	%	Gesamtzahl	%
Tischler, Zimmermann usw.	161 766	97,5	3 484	2,1
Schuster	79 778	98,8	780	0,95
Schmied, Schlosser usw.	184 081	96,0	6 675	3,5
Maurer	150 350	98,2	2 148	1,4
Drucker	27 101	96,1	915	3,2
Fleischer und Selcher	24 865	97,1	655	2,63
Bäcker	20 414	94,1	961	4,13
Müller	65 599	97,1	1 835	2,77
Schneider und Schneiderin	86 609	97,3	2 026	2,2
Sonstige Industriezweige	671 268	94,0	36 702	5,2
Insgesamt	1 587 758	95,6	62 429	3,8

In gewissen Industriebranchen haben aber die aus anderen Ländern der Monarchie gekommenen Arbeitskräfte auch weiterhin eine Rolle gespielt. Es zeigte sich u. a. ein Mangel an Gießarbeitern, deshalb waren die Fabriken gezwungen, Ausländer zu beschäftigen. Die fremden Arbeiter haben sich jedoch an ihrem neuen Aufenthaltsort nicht immer wohl gefühlt, weil, wie es ein zeitgenössischer Bericht bemerkte, „sie wegen des besonders in Budapest teuren Bieres nicht gerne bleiben“. (Wir können darüber nur grübeln, ob es sich um österreichische oder um böhmische Arbeiter handelte.) In anderen Zweigen, so in der Blechwarenproduktion, in der Elektroindustrie und in der

<sup>5</sup> Tibor Erényi: z. W., S. 178.

Konservenindustrie brauchte man – besonders zur Herstellung von Spezialwaren – auch weiterhin, aber in abnehmendem Maße, ausländische Facharbeiter, hauptsächlich Werkführer, die „die ungarischen Arbeiter in ihrem Fach unterwiesen haben“.<sup>6</sup>

Wie bereits erwähnt, spielte beim Wachstum der ungarischen Arbeiterschaft die innere Wanderung eine entscheidende Rolle. Die Zunahme der Bergbauindustrie-Bevölkerung war zumeist mit der Abnahme der ortsgebürtigen Bevölkerung und mit dem Zuwachs der Zahl und des Anteils der in anderen Komitaten Geborenen verbunden (Tabelle V).

Tabelle V

Ortsgebürtige Bevölkerung		In anderen Komitaten geborene Bevölkerung		Zunahme der Bergbauindustrie Bevölkerung
		1890 – 1910 in % der Bevölkerung		
1. Donau-Theiß- Zwischenstromland	– 7,7	Donau-Theiß- Zwischenstromland	+ 5,9	Donau-Theiß- Zwischenstromland 143
2. Transsilvanien	– 5,4	Transsilvanien	+ 4,0	Transsilvanien 73
		Nordosten		
		Oberungarns	+ 4,0	
3. Banat	– 4,9	Transdanubien	+ 2,7	Gegend jenseits der Theiß 57
4. Nordosten		Banat	+ 2,4	Nordosten
Oberungarns	– 4,6			Oberungarns 53
5. Transdanubien	– 4	Gegend jenseits der Theiß	+ 1,9	Nordwesten
		Nordwesten		Oberungarns 50
		Oberungarns	+ 1,9	
6. Gegend jenseits der Theiß	– 3,2			Transdanubien 41
7. Nordwesten				Banat 29
Oberungarns	– 2,1			

Auf den Zusammenhang zwischen der inneren Migration und dem Zuwachs der Bevölkerung in der Bergbauindustrie deutet die Tatsache hin, daß im Jahre 1900 der positive Unterschied des inneren Bevölkerungsaustausches in jenen Komitaten der höchste war, in denen sich die Bevölkerungszahl der Bergbauindustrie am bedeutendsten erhöht hat. So war der Bevölkerungsunterschied von + 4,2 im Komitat Pest mit der 54prozentigen Zunahme der erwähnten Population verbunden. Die entsprechenden Angaben beliefen sich im Komitat Borsod auf +4,4 = 72 %, im Komitat Krassó-Szörény auf +3,9

<sup>6</sup> *A magyar korona országainak gyáripára az 1898. évből* (Fabrikindustrie in den Ländern der ungarischen Krone im Jahre 1898), Heft III., Budapest, 1901, S. 41 und 197



= 18 %, im Komitat Hunyad auf + 5,8 = 69 %, in Beszterce-Naszód auf +4,4 = 41%.

Die Bilanz der Bevölkerungsströmung der benachbarten Komitate war vom Niveau der Industrieentwicklung bestimmt. Die über eine größere Bevölkerung verfügenden Komitate (und Städte) wiesen innerhalb der Region, aber auch gegenüber ihren Nachbarn ausserhalb der Region stets einen Überschuß auf, der von dem Bevölkerungsaustausch herrührte.<sup>7</sup>

Die Migration vollzog sich zumeist allmählich, Schritt für Schritt, und das allgemeine Schema der Bewegung sah folgendermaßen aus: Agrarkomitat — stärker industrialisiertes Komitat (Dorf oder Stadt) — Budapest. So sind innerhalb der einzelnen Regionen die von der ständig wachsenden Bevölkerung der Bergbau- und Hüttenindustrie bewohnten Bezirke, bzw. im Landesmaßstab das Industriegebiet um die Hauptstadt herum entstanden<sup>8</sup> (Tabelle VI).

Tabelle VI

*Verteilung der Einwohner von Budapest nach ihrer  
Geburt in den Komitaten und Munizipien im Jahre  
1910 in % der Bevölkerung*

	Komitate	Städte
Transdanubien	5,39	7,31
Nordwesten Oberungarns	4,25	4,23
Donau-Theiß-Zwischenstromland	4,56	3,38
Nordosten Oberungarns	1,68	5,11
Gegend jenseits der Theiß	1,46	3,74
Banat	0,89	3,20
Transsilvanien	0,88	2,99
Fiume		0,75
Insgesamt	2,51	3,73

Die kräftigste Strömung der inneren Wanderung hielt auf die Hauptstadt und ihre Industrieumgebung zu. In Budapest hat sich — besonders nach der 1873 erfolgten Vereinigung von Pest und Buda — der Bevölkerungszuwachs beschleunigt, die Einwohnerzahl betrug 1900 mehr als 700 000 und 1910 annähernd 900 000. „Im Rahmen dieses raschen Zuwachsesprozesses war die Zunahme des Familienzuwachses eine erfreuliche Erscheinung, die sich infolge der wesentlichen Besserung der Volksgesundheitsverhältnisse damals erstmalig als ein wichtiger Faktor zeigte. Aber dieses Jahrzehnt war zugleich die Glanzzeit der Zuwanderungen, die die Bevölkerungszahl von Budapest um

<sup>7</sup> USM. NS. Bd. 64, VZ 1910, Teil VI, S. 20 folg.

<sup>8</sup> J. Gyula Pikler: *A népesség (A negyvenéves Budapesté) (Die Bevölkerung des vierzig Jahre alten Budapest)*, „Városi Szemle“, 1913. S. 900

nicht weniger als 150 000 Seelen erhöhten“<sup>9</sup> – stellte der Statistiker Gusztáv Thirring fest.

Die größte Anziehungskraft übte die Hauptstadt auf das Komitat Pest, auf die benachbarten nord- und mitteltransdanubischen Komitate (Fejér, Komárom, Győr, Esztergom), ferner auf den mittleren Streifen Oberungarns (auf die Komitate Nógrád, Turócz, Trencsén, Szepes, Liptó und Árva) aus. Die Mehrheit der Zuwanderer kam aus den Regionen in die Hauptstadt, die sich westlich der die Ostgrenzen der Komitate Liptó und Pest miteinander verbindenden imaginären Linie erstreckten.

Die Hauptmasse der Bevölkerung kam also aus einem Gebiet in die Hauptstadt, wo die Bevölkerung des Bergbaus, der Industrie und des Verkehrs den Landesdurchschnitt zumeist übertraf. Auch dieser Umstand trug dazu bei, daß in der Hauptstadt die Gesamtzahl der in der Industrie beschäftigten Population kräftig zunahm. Sie erhöhte sich vom 52 000 im Jahre 1869 auf 218 000 im Jahre 1910, d. h. von 33,3 % auf 44,2 % der Verdienner. Von 1880 bis 1910 haben sich die Gesamtzahl der Arbeiterschaft von 49 000 auf 167 000 und ihr Anteil innerhalb der verdienenden Bevölkerung von 26 % auf 34 % erhöht. Nahezu 60 % der Arbeiter (etwa 130 000 Personen) arbeiteten in Fabriken (bzw. in mehr als 20 Arbeiter beschäftigenden Betrieben).

„Es läßt sich mit mehreren Gründen erklären, weshalb die Städte auf die im Durchschnitt 21jährige Männerbevölkerung eine so große Anziehungskraft ausüben ... Vor dem Einrücken zum Militärdienst kommen alle Provinzburschen gern in die Stadt, um das Leben ein wenig kennenzulernen, Geld zu erwerben, sich in einem Handwerk zu versuchen, um schon im voraus entscheiden zu können, was sie nach dem Militärdienst tun wollen: sich in der Stadt anzusiedeln oder in ihr Dorf zurückzukehren und das Gewerbe ihrer Väter fortzusetzen. Die verständliche Neugier, der nur löbliche Wissensdurst, der Drang nach Sammlung von Erfahrungen, die Sehnsucht nach Abschüttelung der Bevormundung von daheim, die Bestrebung nach Selbständigkeit, der Gelderwerbinstinkt und eventuell auch die verlockenden Genüsse des städtischen Lebens spielten bei dieser Erscheinung eine Rolle“ – liest man in einer zeitgenössischen soziographischen Abhandlung.<sup>10</sup>

Die sich in der Hauptstadt und Umgebung beschleunigende Industrialisierung zog vor allem die zu den jüngeren Jahrgängen gehörenden Männer aus der Provinz an. Zumeist jene, die ihr erwachsenes, erwerbstätiges Leben soeben begonnen, aber noch keine Familie gegründet haben. Das beweist ein Vergleich der Alters- und Verhehlungsangaben der aus der Industrie bzw. aus der Landwirtschaft Lebenden. Im Jahre 1910 gehörten von je 1 000 erwerbstätigen Männern in der Urproduktion 367 und in der Industrie

<sup>9</sup> Gusztáv Thirring: *Budapest főváros demográfiai és társadalmi tagozódásának fejlődése az utolsó 50 évben* (Die Entwicklung der demographischen und gesellschaftlichen Strukturierung in der Hauptstadt Budapest während der letzten 50 Jahre.)

<sup>10</sup> Kálmán Méhely: *A munkáskérdés lényege* (Das Wesen der Arbeiterfrage), Budapest, 1916. S. 21.

445 zur Altersgruppe der 20- bis 39jährigen.<sup>11</sup> In derselben Alterskategorie waren 1910 die Agrarbevölkerungsschicht der selbständig bzw. als familienangehörige Hilfskräfte Arbeitenden mit 342, die Landarbeiterschaft mit 407, die Industriearbeiterschaft mit 459 Personen pro 1 000 Verdienere vertreten.

In der Urproduktion entfielen auf je 1 000 Verdienere 291 Unverheiratete und 611 Verheiratete; von den Agrararbeitern waren pro 1 000 397 unverheiratet und 521 verheiratet; in der Industriearbeiterschaft belief sich die Zahl der Unverheirateten auf 631, der Verheirateten auf 342 pro Tausend. 1910 waren in Budapest 58 % der erwerbstätigen Männer Junggesellen.<sup>12</sup>

Die Migration war, wie bereits erwähnt, ein sozialer Prozeß, der sich aus individuellen Beschlüssen und Handlungen zusammensetzte. Es war nicht leicht aufzubrechen, die zumeist dürftige, aber doch bekannte Umgebung zu verlassen, und mit dem drückenden Gefühl der Unsicherheit sich auf den Weg nach aller Welt zu machen. Der erschütternde Augenblick der ersten Begegnung mit der neuen Umgebung wurde 1907 von dem hervorragenden Prosaisker, Zsigmond Móricz, mit romantisch-antikapitalistischem Gefühl, aber bildhaft beschrieben:<sup>13</sup> „In seiner Reisetasche ist sein Gewand, in seiner Tasche das Arbeitsbuch, in seinem Beutel ein wenig Geld, das er von seinem Meister bekommen hat, und sein Herz ist voller Sehnsucht, Hoffnung und harten Willens. Es war früh, als er am Ostbahnhof ausstieg. In der riesengroßen Eisenhalle mit Glasdach stand eine Unzahl von Zügen so nebeneinander, wie die hineingeschobenen Wagen im Wagenschuppen.

Nun – dachte sich Hanserl – , jetzt bin ich erst im wirklichen Urwald.

Er stellte seine Tasche auf den Rand der Straße und blickte der unbekannteren Welt ins Auge. Er hielt sich für so klein, so schwach, wie ein sich verflögner Käfer.“

Verging die Schockwirkung der Großstadt und gelang es ihm, zu einer Stellung zu kommen, sich endlich niederzulassen, verblieben noch lange Zeit die Charakteristika der alten Umgebung, der alten Lebensführung.

„Es ist für das damalige Angyalföld (= Arbeiterbezirk von Budapest) vor etwa einem halben Jahrhundert, an das ich zurückdenke, kennzeichnend, daß es einem völlig dörflichen Charakter hatte. Dorfleute kamen nach Pest, das Industrieleben war noch nicht voll entwickelt, sie brachten also auch ihre Dorfgewohnheiten mit: Samstag nachmittags setzten sie sich auf einen Schemel, oder auf einen Holzklötz vor dem Haus, sie ließen sich in Krügen Bier holen, sie plauderten dort genau so, wie abends im Dorf die Dorfleute zu plaudern pflegen. Die Werkführer und die Gruppenführer waren größtenteils Deutsche, und die ungarischen Industriearbeiter übernahmen erst später die führende Rolle. Sie begannen sich zu organisieren, knüpften sich bereits an Pest, am 1. Mai demonstrierten sie zusammen mit der Arbeiterschaft der Innenstadt. Auch

<sup>11</sup> USM. NS. Bd. 64, VZ 1910, Teil VI, S. 170 ff.

<sup>12</sup> USM. NS. Bd. 56, VZ 1910, Teil IV, S. 259

<sup>13</sup> Zsigmond Móricz' Romane und Erzählungen, Bd. 9., Budapest, 1964, S. 241.

Angyalföld begann sich zu verändern, und meines Erinnerns nahm das Industrieleben, das heute in Angyalföld sichtbar ist, vor etwa vierzig Jahren seinen Anfang<sup>14</sup> – so erinnerte sich der Schriftsteller proletarischer Abstammung, Lajos Kassák, an die frühere Periode zurück.

Die Dorfarmut, die ihr bewegliches Hab und Gut in der Provinz zu Geld machte, hat sich in den Randbezirken zu einem erschwinglichen Preis ein kleines Grundstück erworben und sich auf diesem nach ihren aus dem Dorf mitgebrachten Vorstellungen ans Hausbauen herangemacht. Die Häuser wurden oft in gemeinsamer Arbeit, unter Mitwirkung der Familienangehörigen, der Freunde und Arbeitskameraden, zumeist aus Ziegeln und mit schlechter Abdichtung gebaut. Der ländliche Charakter hing natürlich auch mit ihrer sozialen Lage, mit ihren materiellen Verhältnissen zusammen.

Die Grundstücke waren noch nicht ans Kanalsystem angeschlossen, die Häuser hatten keine eigene Kanalisation (Sickergrube). Strom haben sie, aber fließendes Wasser gibt es nur im Hof. Der Wasserhahn, dessen Loseisung zur Zeit bitterer Fröste ein unterhaltsames Ereignis im Leben der Kinder gewesen ist, gab zwar gutes Trinkwasser, aber von einem Badezimmer oder einem englischen W.C. konnte keine Rede sein. Der Wassereimer in der Küche, der kleine Schemel, das Abwaschbecken unter dem Tisch, das Lavor, das Wasserwärmen zur Selbstreinigung am Abend – all diese sind genau so unerläßliche Bestandteile der Arbeiterwohnungen und der Lebensführung der Arbeiterfamilien, wie sie es im Leben der Dorfleute sind. Gewaschen wird im Trog, die Wäsche wird genau so ausgekocht, wie bei der vorhergehenden Generation am Dorf. Auch die Seife wird – außer den großen Seifenstücken vom Geschäft – zumeist daheim, aus Schweinsknochen und unnützigem Fett gekocht. Am Ende des Hofes, zumeist neben dem Stall oder dem Schuppen befindet sich der weißgetünchte Trockenabort. Im Schuppen ist das Brennholz aufgestapelt und mit einigen Brettern von der Winterkohle, vom Hackblock und von der Hacke getrennt.

In den alten Gassen der Randbezirke Csepel, Kispest und Pesterzsébet ist der ländliche Charakter der Häuser auf den ersten Blick augenfällig. Ein verhältnismäßig großer Hof mit einigen Obstbäumen, ein kleiner Gemüsegarten mit allen Gemüsearten, mit Zwiebel, Radieschen und eventuell mit je einem Traubenstock. Der Schweine- und Geflügelstall befindet sich zumeist im Hof. All diese alltäglichen Kleinigkeiten beweisen die Kraft der Gewohnheit, der Traditionen.

Die Nostalgie, das Festhalten an der alten Wertordnung beherrschten auch schon damals hartnäckig die Gedankenwelt der Leute.

Der am genauesten meßbare Ausdruck der Umformung der Arbeitergruppen, die in die Städte und Industriesiedlungen wanderten und sich dort niederliessen, ist die sprachliche Assimilation. Dieser Prozeß begann fast

<sup>14</sup> Ferenc Glatz – Péter Sipos: *A város érdes részén* (Im rauhen Teil der Stadt) In: *Hogyan éltek elődeink?* (Wie lebten unsere Vorfahren?) Budapest 1980. S. 207

gleichzeitig mit der Herausformung der Arbeiterklasse und er vollzog sich, in einem relativ raschen Tempo, besonders in der Hauptstadt.<sup>15</sup>

Die zum ungarischen Ethnikum gehörenden Arbeitskräfte stellten innerhalb der Industriebevölkerung den ständig wachsenden Block dar. Nach einer Erhebung, die 1875 über 10 000 Budapester Arbeiter vorgenommen wurde, waren von ihnen etwa 46,6 % ungarischer Muttersprache, wobei sich dieser Prozentanteil bis 1881 auf 58 % erhöhte.

„Ein beträchtlicher Teil der heimischen Arbeiter ist in der Hauptstadt wohnhaft und stammt aus dem III. Bezirk.

Die älteren Arbeiter von Altofen sind deutschsprachig, aber die jüngeren sprechen schon alle ungarisch. Der überwiegende Teil der Zimmerleute und Schmiede ist ungarischer Muttersprache, die meisten Zimmerleute stammen aus Komárom (Komorn). Unter den Tagelöhnern gibt es viele Slowaken aus Oberungarn. Am meisten ungarisch ist die Holzindustrie, indem von den Tischlern und Modelltischlern nur 14 % und von den Zimmerleuten 17 % Ausländer sind. Bei den Seilschlägern beläuft sich die Zahl der Ausländer auf nur 10 %, was darauf zurückzuführen ist, daß in diesem Industriezweig zu meist jugendliche Arbeiter arbeiten. Die meisten zugewanderten Arbeiter findet man unter den Heizern (43 %) bei den Feilenhauern (75 %), den Maurern (40 %) und bei den Matrosenschneidern (32 %). Daraus stellt sich heraus, daß gegenwärtig genau in den Arbeitszweigen, die eine höhere Qualifikation voraussetzen, heimische Arbeiter tätig sind, wogegen vor einigen Jahrzehnten der überwiegende Teil der qualifizierten Arbeiter aus Ausländern bestand, und das ungarische Element nur unter den Tagelöhnern dominierte<sup>16</sup> — schrieb 1887 der Soziograph der Schiffswerft von Óbuda (Altofen).

Zwischen 1880 und 1890 nahmen die Gesamtzahl der Einwohner von Budapest um 36,8 % und die Zahl der Einwohner ungarischer Muttersprache um 38 % zu. Die Gruppe der Erwerbstätigen der Industrie wuchs etwa um zwei Drittel, wobei sich die Zahl der Handwerker ungarischer Muttersprache auf mehr als das Zweifache erhöhte. Der Anteil der ungarischen Erwerbstätigen der Industrie erhöhte sich in zehn Jahren von 51,7 % auf 65,7 %, wogegen der Anteil der deutschen Erwerbstätigen von 36,6 % auf 25,3 % zurückging. Die deutschsprachigen Arbeitskräfte haben aber eine gewisse Bedeutung auch weiterhin bewahrt, da sich ihre frühere Gesamtzahl um 3 000 (1/8) erhöhte, während sich die deutschsprachige Gesamtbevölkerung um 5,6 % verringerte. Das Erstarken der slowakischen Industrieschicht beweist die Tatsache, daß während sich die Zahl der Slowaken innerhalb der Gesamtbevölkerung um etwa ein Fünftel und innerhalb der Erwerbstätigen der Industrie um etwa ein Drittel erhöhte, ihr Anteil innerhalb der Industriearbeiter 4,5 % erreichte. In

<sup>15</sup> vgl. János Kende—Péter Sipos: *Ipari munkásság és asszimiláció Magyarországon 1870—1910*. (Industriearbeiterschaft und Assimilation in Ungarn 1870—1910), „Történelmi Szemle“, 1982., Nr. 2.

<sup>16</sup> Manó Somogyi: *Az Óbudai Hajógyár munkásai* (Die Arbeiter der Schiffswerft von Altofen) In: „Szociálpolitikai tanulmányok“. Budapest 1900. S. 114

der Praxis erhielt die Industriebevölkerung der Hauptstadt aus anderen Ethnien keinen Nachschub.

1910 waren in Budapest 82,3 % der Erwerbstätigen der Industrie ungarischer, 10,03 % deutscher, 3,4 % slowakischer Muttersprache, wobei mehr als zwei Drittel der Nichtungarn ungarisch sprachen.

Was die Arbeiterzahl der großindustriellen (mehr als 20 Arbeiter beschäftigenden) Betriebe betrifft, hat die Volkszählung von 1910 festgestellt, daß sich zwischen 1900 und 1910 der Anteil der Arbeiter ungarischer Muttersprache von 50,6 % auf 60,9 % erhöhte, während sich der Anteil der ausländischen Arbeitnehmer in demselben Zeitraum von 9,8 % auf 6,2 % verringerte. Nimmt man auch in Betracht, daß sich der Anteil der ungarisch Sprechenden innerhalb der Arbeiterschaft der Großindustrie von 66,7 % auf 78,9 erhöhte, dann stellt es sich eindeutig heraus, daß die Assimilation durch die Urbanisation und die Industrialisierung am wirksamsten gefördert wurde, und daß es — im Falle einer störungslosen Entwicklung — nur mehr eine Frage der Zeit war, daß die Industriearbeiterschaft auch hinsichtlich ihrer Nationalität einen homogenen Charakter erhalten werde.

Prüft man aber nach Industriezweigen bzw. nach Regionen dieses Bild, so ist das Ergebnis nicht so eindeutig. In zahlreichen Industriebranchen, die Zehntausende von Arbeitern beschäftigten, war der Anteil der Erwerbstätigen ungarischer Muttersprache geringer als der 60,9 prozentige Landesdurchschnitt. So betrug er in der Papierindustrie 30,7 %, in der Holz- und Knochenindustrie 40,5 %, in den Spinnereien und Webereien 44,8 %; in der Bergbau- und Hüttenindustrie 47,4 %; in der Stein-, Erde- und Tonindustrie 47,7 %; in der chemischen Industrie 54,2 %; in der Nahrungs- und Genußmittelindustrie 57 %; in der Bauindustrie 58,9 %; in der Eisenindustrie 59 %; in der Lederindustrie 60,7 %.

Die nichtungarischen Arbeiter waren in jenen Industriebranchen in der Mehrheit, deren Standorte sich in der Nähe der Rohstoffquellen befanden, wogegen in der Verarbeitungsindustrie, die sich in den zentralen Gebieten des Landes angesiedelt hatte, der Anteil der Erwerbstätigen ungarischer Muttersprache wesentlich höher als im Landesdurchschnitt lag. So belief sich der Anteil der Arbeiter ungarischer Nationalität in der Maschinenbauindustrie, die zur Zeit des Ausgleichs noch auf eine beträchtliche Anzahl von qualifizierten ausländischen Arbeitskräften angewiesen war, im Landesmaßstab auf 76,6 % und in der Hauptstadt auf 87–88 %.

Wenn sich zwischen 1900 und 1910 die Zahl der Großindustriebetriebe um 77 % und jene der beschäftigten Arbeiter (auch die Bergbau- und die Hüttenindustrie inbegriffen) von etwa 288 000 auf etwa 467 000 erhöht hat, dann kann man durchaus annehmen, daß — obwohl die Angaben der Volkszählung von 1900 den Prozentanteil der Arbeiter nichtungarischer Muttersprache an der Arbeiterschaft der Großindustrie nicht detaillieren — die absolute Zahl der fremdstämmigen Arbeiterschaft auch im gegebenen Zeitraum zunahm, sie auf gewissen wichtigen Industriegebieten eine entscheidende Mehrheit bildete

und daß auf diesen Gebieten von einer beachtlichen Assimilation keine Rede sein konnte.

Die deutschsprachige und slowakische nationale Minderheit war in den meisten Industriezweigen in einem, ihrem Anteil an der Gesamtbevölkerung entsprechenden oder höheren Maße beschäftigt, und in der Verschiedenheit der Prozentanteile widerspiegelt sich eher die Standortverteilung der Industrie. Innerhalb der Industriearbeiterschaft läßt sich eine beträchtlichere „Expansion“ des Ungartums nur in den zentralen Gebieten des Landes, vor allem in der Hauptstadt und ihrer Umgebung merken.

All diese Veränderungen bedeuteten in der organisatorischen und politischen Entwicklung der Arbeiterbewegung eine neue Periode.

Die Gewerkschaften bevölkerten sich von 1903 an während einer sehr kurzen Zeit. Ihre Mitgliederzahl, die 1902 nicht einmal die Zehntausend erreicht hatte, überschritt 1904 schon die 50 000, und in 1906 näherte sie sich der 130 000. Eine der Ursachen der sprunghaften Entwicklung ist in der Veränderung der Wirtschaftsverhältnisse, besonders in der Verschlechterung des Lebensniveaus der Arbeiter zu suchen. In den ersten Jahren des Jahrhunderts stiegen die Lebensmittelpreise und die Wohnungsmieten plötzlich um 50 %, hingegen verblieben die Löhne auf dem früheren niedrigen Niveau. Die Arbeitsbedingungen haben sich nicht verbessert und auch die Arbeitszeit ist nicht kürzer geworden.

Die Unzufriedenheit der Arbeiterschaft konnte deshalb in Handlung umgesetzt werden, weil jene Rahmen, welche die die Notwendigkeit des Klassenkampfes erkennenden Proletariermassen aufzunehmen fähig waren, schon bereitstanden. „Die Gewerkschaftsführer benützten die Gelegenheit, und wo sie nur herumkamen, organisierten sie die Arbeiter zu Hunderten, zu Tausenden“ – stellte der Bericht des Landesgewerkschaftsrates fest.<sup>17</sup>

Die Informationen, die über die bürgerlich-demokratische Revolution in Rußland, und darin über die vom Proletariat gelieferten Schlachten eintrafen, steigerten in fühlbarem Maße die Empfänglichkeit der Arbeiter auf die sozialistische Agitation. Die SDPU veranstaltete Mitte der 1900er Jahre Streiks und Demonstrationen, deren Ausmaß in der Geschichte der ungarischen Arbeiterklasse bis dahin beispiellos gewesen war. Dies wurde von der schon erwähnten Ausbreitung der beruflichen Bewegung ermöglicht, die Erfolge wiederum stärkten die Gewerkschaften weiter. „Die großen Aktionen der politischen Partei, die großen Volksversammlungen brachten Tausende von Arbeitern in die Gewerkschaften hinein“ stellte Jakab Weltner am Parteitag von 1905 fest.<sup>18</sup> Dem Bericht des Landesgewerkschaftsrates zufolge „wurde der für das allgemeine Wahlrecht geführte Kampf von der sozialdemokratischen

<sup>17</sup> *A szakszervezeti mozgalom Magyarországon 1904–1907.* (Die Gewerkschaftsbewegung in Ungarn 1904–1907), Budapest, 1908, S. 8

<sup>18</sup> *A Magyarországi Szociáldemokrata Párt 1905. XII. pártgyűlésének jegyzőkönyve.* (Protokoll des 1905 abgehaltenen XII. Parteitages der Sozialdemokratischen Partei in Ungarn), Budapest, 1905, S. 87

Partei geleitet, aber wir müssen erwähnen, daß die in Gewerkschaften sich zusammenschließende Arbeiterschaft in den ersten Reihen stand. Die am 10. Oktober 1907 stattgefunden gewaltige Demonstration war das Werk der organisierten Arbeiterschaft. Die politische Rechtlosigkeit und die wirtschaftliche Unterdrückung haben Hunderttausende in die Schlachtlinie gestellt“. Die ungarische Arbeiterbewegung führte also eine kraftvolle Erziehungsarbeit durch und gewann bedeutende Massen der Arbeiter für die im Programm der SDPU enthaltenen bürgerlich-demokratischen Forderungen, besonders dem Gedanken des allgemeinen geheimen Wahlrechts und der vollen Vereinigungsfreiheit, sie mobilisierte sie zum politischen Kampf.

Die Gewerkschaften waren deshalb imstande, die der Bewegung auf diese Weise nahe gelangten Arbeiter in ihre Reihen einzubeziehen, weil ihre wirtschaftliche interessenverteidigende Tätigkeit organisatorisch ausgebaut und inhaltlich um neue Züge bereichert wurde.

Anfang der 1910er Jahre leitete die SPDU – unter wesentlich günstigeren allgemeinen politischen Bedingungen, als zu Beginn des Jahrhunderts – wieder einen großangelegten Kampf für das allgemeine Wahlrecht ein. In diesem Kampf wurde sie zu einem der wichtigsten Faktoren des ungarischen politischen Lebens.

Vergleicht man die Angaben der Volkszählung von 1910 mit dem Nachweis, den die Gewerkschaftsgruppen der Provinz im Jahre 1912 bezüglich der Mitgliederzahl erbrachten, so fällt es auf, daß auf die in den Randgebieten zwischen 1900 und 1910 verzeichnete kräftige Industrieentwicklung keine Erstarbung der Arbeiterbewegung folgte.

Abgesehen von einigen traditionellen Zentren der Bewegung (wie Arad, Temesvár, Pozsony bzw. von den neueren Brassó, Nagyvárad, Szabadka, Újvidék und Szolnok), galten vor dem Ersten Weltkrieg – sogar zur Zeit des Höhepunktes der Bewegung im Jahre 1912 – die industrialisierten Randgebiete des historischen Ungarns für die sozialdemokratische Partei sowie für die Gewerkschaften als „unerschlossene Gebiete“, wo – ausgenommen das Szeklerland – in der Mehrheit nichtungarische Arbeiter gearbeitet haben. Es wäre übertrieben, diese Erscheinung ausschließlich den Anschauungen zuzuschreiben, zu welchen sich die Arbeiterbewegung in der Nationalitätenfrage bekannte, zumal ja die Organisationsarbeit – die die Gewerkschaften 1912/1913 wiederholt versuchten, z.B. durch das „Eindringen“ im Bereich der Eisenwerk-Aktiengesellschaft von Rimamurány Salgótarján bzw. durch die Herausgabe des Blattes „Bányamunkás“ (Bergarbeiter) – von der Willkür der Verwaltungsbehörden, von der eigenartigen Arbeiterpolitik der Ärarialbetriebe und des erwähnten „Riesen“ der Schwerindustrie sowie durch die Isoliertheit der rohstoffgewinnenden und halbfertige Güter erzeugenden Fabrikanlagen gehindert war. Die Tatsache blieb aber trotzdem eine Tatsache. Die Arbeiterbewegung erreichte erst spät, in den Jahren 1917 und 1918 diese Arbeiterschichten, und auch zur Zeit der bürgerlich-demokratischen Revolution von 1918 war sie noch



immer nicht imstande, das Verhalten dieser Arbeiterschichten wesentlich zu beeinflussen.

Auf Grund der Mitgeteilten steht es außer Zweifel, daß die Migration im Werdegang der Arbeiterschaft eine entscheidende Rolle innegehabt hat, im Laufe jenes Prozesses, in dessen Rahmen das einen agrarischen Charakter tragende Land in ein agrarisch-industrielles Land umgestaltet wurde. Wir sind der Meinung, daß die Migration zugleich auch die grundlegenden Züge der Entwicklung der Arbeiterbewegung bestimmt, beziehungsweise beeinflusst hat. Es bestand also eine Wechselwirkung unter der inneren Migration, dem Zustandekommen der Arbeiterklasse und dem Werdegang der Arbeiterbewegung. Wir können von einem mehrphasigen, mehrere Jahrzehnte andauernden Prozeß sprechen, dessen Grundzüge auch allgemeingültig summiert werden können. In der ersten Phase bedeutete die Migration vor allem – im Zusammenhang mit der Begründung einer zeitgemäßen Industrie, mit dem Erscheinen von neuen Techniken, neuen Industriezweigen – das Hineinströmen einer hochqualifizierten Facharbeiterschaft aus den mehr entwickelten Gebieten. Gleichzeitig verursachte dies auch das Eindringen der in den mehr entwickelten Gebieten schon herausgebildeten Ideologien und organisatorischen Formen. So entstanden die ersten Arbeiterorganisationen, so wurden die Interessen der Arbeiterschaft in einer programmatischen Form abgefaßt, vorläufig eher in jenen Regionen, wohin die Einwanderung der Facharbeiterschaft am stärksten gewesen war.

In der folgenden Phase haben sich die industriellen Zentren entfaltet, teils in den Regionen der Rohstoffquellen, noch eher in der Hauptstadt und in anderen größeren Städten. Die früheren Verkehrs-, Finanz-, Handels-, Verwaltungszentren wurden zu wirtschaftlich-industriellen Zentren, die jetzt schon nicht mehr nur auf Facharbeiterschichten, sondern auch auf die sich aus der landwirtschaftlichen Produktion in Abdrängung befindende Agrarbevölkerung eine große Anziehungskraft ausübten. Aus dieser letzteren gesellschaftlichen Gruppe kamen die eingelernten und Hilfsarbeiterschichten, die Tagelöhner, die Dienstsbotenschaft hervor. In dem viele Nationalitäten beherbergenden Land wurde auch die nationalitätengemäße Verteilung der Arbeiterschaft immer zusammengesetzter. In dieser Etappe wurde also die früher verhältnismäßig homogene, einen niedrigen Bestand erreichende Arbeiterschaft in jeder Hinsicht heterogen. Auch ideologisch gestaltete sich das Bild stets zusammengesetzter, der Einfluß der nationalistischen, religiösen Geistesströmungen nahm ja zu, und auch die Apolitischheit, die Gleichgültigkeit gegenüber den gesellschaftlichen, gemeinschaftlichen Fragen kam sehr häufig vor.

Gleichzeitig mit alledem nahm die gesellschaftliche Basis der Arbeiterbewegung zu. Infolge der Migration kamen nämlich viele Leute mit einen sozialistischen Charakter tragenden Vereinen, Organisationen und mit den von ihnen getragenen Ideen in unmittelbare Verbindung. Eine Wanderung in entgegengesetzter Richtung, wenn auch in einem dünneren Strom, war stets im Gange: die Zurückströmung von Arbeitergruppen in die Provinz, teils infol-

ge der konjunkturellen Veränderungen der Wirtschaftsverhältnisse, teils wegen den gewaltsamen Maßnahmen der Staatsgewalt.

Stufenweise entfaltete sich die nächste Phase, deren hauptsächlichste Weisenszüge in der Annahme eines landesweiten Charakters seitens der Arbeiterbewegung, in ihrer Entwicklung zu einer Massenbewegung, gesichert durch die Homogenisierung der gesellschaftlichen Basis der Arbeiterbewegung, bestanden. Es fand, besonders im Zentrum, ein starker Assimilationsprozeß statt, welcher eine sprachliche Vereinheitlichung, ferner auch die Erstarkung des Klassenbewußtseins bedeutete. In beiden Momenten trug die Arbeiterbewegung eine sich hervortuende Rolle. Andererseits sind die Schranken der Bewegung eben durch diese Prozesse wahrnehmbar geworden, indem sie mit dem durch die Migration sich verwirklichenden schnellen Wachstum nicht Schritt halten konnte. Deshalb blieben auch sogar im Zentrum gewisse Arbeitergruppen, so in erster Linie die Hilfsarbeiter, die Tagelöhner, die Arbeiterinnen — die gemäß ihrer beruflichen Verteilung zumeist den obigen Kategorien angehören — außer dem Wirkungskreis der Bewegung. Noch vielmehr bezieht sich dies auf die Randgebiete, wo auch die nationale Isolation unverändert ein zerteilender Faktor geblieben war.

Trotz alledem stellt die Migration einen vom Standpunkte der Entstehung sowohl der Arbeiterklasse als auch der Arbeiterbewegung unentbehrlichen positiven Faktor dar, der die gesellschaftliche Umgebung der Entwicklung der Bewegung geschaffen hat.

# The Peasantry and the Age of Revolutions: Hungary, 1918–1919

IGNÁC ROMSICS

As a consequence of the agrarian – industrial character of Hungarian National economy, nearly two thirds of the population of the country lived off the land before the First World War. Statistical records around the turn of the century reveal that agriculture provided living for 65.7 per cent of the overall population in 1900, and for 61.5 per cent in 1910. The noble owners of large and medium-sized estates and the agrarian intelligentsia not included, but including the intermediate groups fluctuating between agriculture and the other branches of economic life one can assume that the share of peasantry within the total population amounted to 62 to 66 per cent in those years.

The various strata or classes within the peasantry were primarily determined, besides many other factors, by the amount of land they possessed. The so-called landed peasantry, owners and tenants alike, formed the most numerous class in Hungarian society. In 1910 they gave 38 per cent of the total population and 25 per cent of all persons with an earned income.

The highest layer of land-owning peasantry, with a minimum of 50 hold per family (1 hold or yoke = 1.42 English acres)<sup>1</sup>, i.e. the so-called wealthy peasants were usually not compelled to do regular physical work themselves. They partly directed production and marketing, and had their land cultivated mainly by wage labourers. The rich peasants constituted less than 2 per cent of the land-owning peasantry and 0.7 per cent of the overall population. However, their prestige and influence in the villages made their significance in society much greater than these figures would indicate.

Below the layer of the rich peasants in the social hierarchy took place the owners of small- and medium-sized plots of 5 to 50 yokes. They generally cultivated their plots themselves together with the members of their families. It also occurred sometimes, primarily when extra seasonal work was to be done that they, too, hired day-labourers or small peasants with 5 to 10 yokes, who worked for them a day or two in return for the loan of draught animals. To accumulate wealth was nearly impossible for the owners of small- and medium-sized plots. Their income was generally enough only for a modest living for the family. This layer amounted to 62 per cent of the landed peasantry and 24 per cent of the total population.

<sup>1</sup> One hold = 0.575 hectare

The lowest stratum of the landowner peasantry was made up of the so-called dwarf-holders who possessed no more than 5 yokes per family. Plots of this size could support a family only on the most elementary level, which was partly owing also to the predominantly extensive and outdated technique of farming. This forced dwarf-holders to work also as wage-labourers either regularly or occasionally. They made up 35 per cent of the landed peasantry and 13 per cent of the total population of the country.

The other extended peasant class was that of the agricultural labourers or agrarian proletarians amounting to 24 per cent of the total population and 38 per cent of the peasantry. These two peasant classes were more or less sharply divided by their different attitude to landed property. This sharp dividing line was blurred only at times. The landowning peasants lived exclusively or mostly off their own land, while the agrarian labourers earned their living as wage labourers on large estates, on big farmers' plots or at canalizations and constructions. Ninety per cent of the agricultural labourers were totally landless and 10 per cent of them had gardens, orchards or vineyards smaller than one yoke.

The two dominant strata of the agrarian proletariat were the so-called estate servants (one fourth of the landless) and the day-labourers and construction labourers or pick-and-shovel men (three fourths of the landless). The estate servants, i.e. the permanent wage labourers of the large and medium-sized estates lived in great poverty and servitude, but in a relative safety of existence. The conditions of the more mobile layer of day-labourers and construction workers, however, depended much more on the given demand for labour.

Within these two big categories of poor peasants there were further characteristic groups to be distinguished. One of them was that of the navy, who played a fermenting role in developing the political consciousness of the agrarian proletariat being very mobile and much travelled men.

Owing to the multinational character of Hungary, a significant part of the peasantry belonged to the Rumanian, Slovak, Southern Slav and German nationalities. The relatively developed state of bourgeois development in the Hungarian society was reflected in the fact that while the Hungarians made up 54 per cent of the total population, their share in the peasantry was but 47 per cent, the national minorities accounting for the remaining 53 per cent. The proportion of the Hungarians within the landed peasantry was 40 per cent, while that of the other nationalities was 60. Their proportion within the agrarian proletariat was 59 to 41 per cent.<sup>2</sup>

The collapse of old Hungary in 1918–1919 and the new borders set in 1920 did not significantly change the social structure of the population. As a consequence of the loss of the economically underdeveloped peripheries, the social predominance of the peasantry became somewhat reduced. The rate of

<sup>2</sup> Péter Hanák: Magyarország társadalmá a századforduló idején (Hungarian society around the turn of the century). In: *Magyarország története* [History of Hungary] 1890–1918. Vol. 1. Ed. by Péter Hanák. Bp. 1978. pp. 480–507.

those living off the land decreased from 61.5 per cent in 1910 to 55.8 per cent in 1920. The ethnic structure of Hungarian society suffered, however, a fundamental change. The proportion of the nationalities fell from 46 per cent in 1910 to 10 per cent in 1920, which meant a basic change also in the ethnic distribution of the peasantry. These changes are significant from our point of view if we consider that the peasantry in the first period of the revolutionary era, i.e. in 1918 was still a multinational one, while in the second phase, in 1919, i.e. after the de facto dissolution of historical Hungary, it was predominantly Hungarian.<sup>3</sup>

In the two decades between the turn of the century and the revolution of 1918 and 1919 a double tendency could be felt in the development of the living conditions of the peasantry. The wealthy peasants and the upper layer of the medium owners managed to make use of the relatively favourable conditions of production and marketing after the turn of the century, and acquired a significant surplus income. Their material growth naturally influenced their conditions of life and their way of thinking as well. Although the villages were invariably led by the usual triumvirate of the village notary, the clergyman and the school-master, the big farmers increasingly accumulating wealth and political self-consciousness began to be more and more influential as village mayors, members of the village council, church principals or leaders of the farmers' unions. We cannot, however, call this a full integration into modern civic society. The changes that took place in the early 20th century meant only the beginning of the process.<sup>4</sup>

At the same time, the lower strata of the peasantry, primarily the day labourers and the dwarf-holders with one or two yokes of land lived in a state of constant privation. The stagnating bad conditions of the agrarian proletariat was kept up by several factors. One of the most important ones was the quick increase of the rural population. To this demographic factor were added the extremities of the distribution of landed property, the unhealthy preponderance of the large and medium estates,<sup>5</sup> the restricted circulation of estates and the high prize of the land. As a consequence, the majority of the poor peasants could not make an acceptable living either as wage labourers or as independent farmers. The otherwise dynamically growing industry was equally incapable of absorbing masses of agricultural labourers threatened by permanent unemployment.

<sup>3</sup> *Magyar Statisztikai Közlemények* (Hungarian Statistical Publications) New Series, vol. 71. Bp. 1925.

<sup>4</sup> András Gergely: Települések, lakások és lakóik a századforduló Magyarorszáján. [Settlements, dwellings and their dwellers in Hungary around the turn of the century] In: *Történelmi Szemle* 14 (1971) pp. 436–437. and Róbert Braun: A falu lélektana (The psychology of the village) In: *A szociológia első magyar műhelye* [The first Hungarian workshop of sociology]. Ed. by Litván György and László Szűcs. Vol. 2. Bp. 1973. pp. 277–355, esp. 317–325.

<sup>5</sup> The number and size of the plots and estates in 1895. In: Mihály Kerék: *A magyar földkérdés*. (The Hungarian Land Question) Bp. 1939. p. 64. See Table on p. 117.

The peasant movement of the late 19th and early 20th centuries also differed greatly in accordance with the various material and social tendencies of the age. The agrarian socialist movements beginning with the 1890's that stood for a full equality of wealth following the spirit of the early communistic utopias were primarily welcome among the landless and the poor peasants with the smallest possible plots, especially among the quickly increasing population of the densely populated counties beyond the River Tisza or Theiss where there were too many large estates suffocating the tiny holdings. There were two trends within the agrarian socialist movement, namely the egalitarian and the communistic one. The former wished to seize the large estates and divide them equally among the poor, while the latter stood for collectivization. The harvest strikes, demonstrations and other movements of the poor peasants at the end of the last century were the first signs of their getting more and more self-conscious. These actions were the first stages of the movement and could easily be suppressed by the police and the gendarmerie.<sup>6</sup> Their defeat speeded up emigration, primarily to America after the turn of the century, which culminated in the years between 1905 and 1907. These three years saw more than half a million men leave Hungary. (Demographers put the number of those emigrating to America between 1867 and 1918 at two million and that of those remaining there for good at one and a half million.) Three quarters of the emigrants came from the ranks of the peasantry, and about half of them came from among the agricultural labourers and the estate servants. Thirty-three per cent of the emigrants were Hungarians, and the others were recruited from among the Slovak, German, Rumanian and Southern Slav nationalities. Emigration

6

Size	Number		Territory	
	Total	Per cent	In Hold	Per cent
Below 1 hold	562,949	23.6	232,011	0.6
1 to 5 hold	716,769	30.0	1,923,157	5.2
5 to 10 hold	458,535	19.2	3,317,079	9.0
10 to 20 hold	385,381	16.1	5,396,130	14.6
20 to 50 hold	205,181	8.6	6,012,080	16.3
50 to 100 hold	36,032	1.5	2,411,657	6.6
100 to 200 hold	10,275	0.4	1,403,452	3.8
200 to 500 hold	6,448	0.3	2,021,432	5.5
500 to 1,000 hold	3,144	0.1	2,238,905	6.1
above 1,000 hold	3,768	0.2	11,901,380	32.3
Total	2,388,482	100.0	36,857,283	100.0

Péter Hanák: Társadalmi és politikai küzdelmek az 1890-es évek első felében. [Social and political struggles in the first half of the 1890's] In: *Magyarország története 1890–1918*, pp. 132–148.

*Acta Historica Academiae Scientiarum Hungaricae* 35 (1–4) (1989)

affected thus the non-Hungarian peoples of the country more significantly.<sup>7</sup> In spite of emigration and the terror of the police, socialist thought struck root firmly among the poor peasants. There were nearly 700 organizations of the Agrarian Socialist Union of the Social Democratic Party (a Szociáldemokrata Párt Földmunkásszövetsége) in the years between 1905 and 1908 with more than 70,000 members.<sup>8</sup>

The agrarian socialist movement frightened not only the large and medium estate owners, but also the wealthy peasants, who were equally interested in cutting down the wages of the day-labourers and the servants or farm hands. This and other common interests of the big farmers producing for the market (e.g. taxation, the customs policy, the problems of marketing, etc.) provided grounds for some militant medium and big estate owners to organize country interests along agrarian neo-conservative lines. The German Bund der Landwirte served as an example for the Hungarian Farmers' Union (Magyar Gazdaszövetség) to be founded in 1896 that soon came to control hundreds of local farmers' associations and agricultural credit societies. It had about 100,000 members in the years of the First World War and the number of the local credit societies or cooperatives amounted to at least 1,500.<sup>9</sup> The higher and second-rate leaders of the Farmers' Union and the network of cooperatives were recruited from among the large and medium estate owners and the agricultural intelligentsia. The local communities were, however, mostly headed by the respectable medium and wealthy peasants of the given village. Having worked for their plots mostly by the sweat of their brows, they entertained a firm belief in the sanctity of private property just like the medium and large landowners. They held industrious work and an economical way of life the basis of normal growth. Their demands for reform, therefore (e.g. the promotion of tenure, the reduction of taxes, etc.), fell fairly within the framework of the given establishment.<sup>10</sup>

The formation of several peasant parties besides the agrarian socialists and the neo-conservative agrarian movement indicated the rising political consciousness and growing activity of the peasantry. It was the Transdanubian

<sup>7</sup> Péter Hanák: *Magyarország társadalmá a századforduló idején*. [Hungarian society at the turn of the century] *Ibid.* pp. 412–413. More recent research puts the number of those remaining abroad at a few hundred thousands less. See: Julianna Puskás: *Kivándorló magyarok az Egyesült Államokban, 1880–1940* [Hungarian emigrants to the United States]. Bp. 1982.

<sup>8</sup> Lajos Varga: *Az MSZDP és az agrárkérdés a századelőn*. [The Social Democratic Party of Hungary and the agrarian question in the early 20th century] In: *Parasztkérdés 1890–1930*. [The agrarian problem] Ed. by Antal Juhász and József Sipos, Szeged, 1985. p. 69.

<sup>9</sup> István Király: *Nagyatádi és pártja az I. világháború alatt* (*Nagyatádi* and his party during the First World War) In: *Agrártörténeti Szemle* 1972, nos. 1–2, p. 177 and Mihály Károlyi: *Az új Magyarorszáért*. [For a new Hungary]. Bp. 1968. p. 307.

<sup>10</sup> See the programme of the Hungarian Farmers' Union in *A magyar polgári pártok programjai 1867–1918*. [The programmes of the Hungarian bourgeois parties] Ed. by Gyula Mérei. Bp. 1971. pp. 176–182.

party of the medium landowning peasantry under the name National Independence and Forty-Eighter Farmers' Party (Országos Függetlenségi és 48-as Gazdapárt) that came to be the most outstanding among them. The party was brought about in 1909 and was led by István *Nagyatádi Szabó*. In everyday usage it came to be called Smallholders' Party (Kisgazdapárt), which also indicated that it meant to organize the middle strata of the peasantry ranging from the dwarf-holders of a few yokes to the well-to-do owners of medium-sized plots. The backbone of the party's programme was the expropriation of a certain part of the large estates with compensation paid by the state. This land should then be redistributed, the Party argued, to smallholders who would gladly have cultivated more land, they had some additional yokes, either in the form of proper ownership or as tenure or in the form of tenant-cooperatives. Further demands were the introduction of universal suffrage and secret ballot, a regular health insurance for the agricultural labourers and the creation of regular opportunities for work for the unemployed day-labourers by compulsory investments into the large estates by their owners.<sup>11</sup> By the end of the war the Smallholders' Party had grown to be a significant one even on a national scale. The national party meeting on October 13, 1918 entertained the representatives of as many as 17 counties out of the 63.<sup>12</sup>

Besides the movements, organizations and parties of specific strata within the peasantry there was, however, one that aimed at the organization of the whole of the peasant class. It was brought about in 1906 under the name Hungarian Independent Socialist Peasant Party (Magyarországi Független Szocialista Parasztpárt). Its leader *András Áchim L.* started out of the presupposition that the unity of interests within the peasantry as a whole and its antagonism to the large estates is a greater force than the opposition between the two big classes of the peasantry and the disagreement among its various layers. His programme centred around the parcelling out of every estate over 10,000 hold, later even 1,000 hold. This quantity of land could have satisfied every strata of the peasantry.<sup>13</sup> The few years of flare-up and the sudden decline of the party indicate that the presupposition of the party's leaders concerning the unity of the peasantry was basically mistaken. Much more decisive was the difference between the peasants' material and social basis and the consequent divergence of their political interests and world-view than the common sphere of work and

<sup>11</sup> Ibid. pp. 350–356. Cp. for István Király: István Nagyatádi Szabó és pártja az első világháború előtt [István Nagyatádi Szabó and his party before the First World War] In: *MTA Dunántúli Tudományos Intézete Értekezései* (Publications of the Transdanubian Research Institute of the HAS) 1964–1965. Bp. 1966. pp. 367–421.

<sup>12</sup> József Sipos: Parasztpártok a polgári demokratikus forradalomban [Peasant parties in the bourgeois democratic revolution] In: *Múzeumi kutatások Csongrád megyében 1983*. (Research in the museums of Csongrád county) Ed. by Juhász Antal. Szeged, no year, p. 77.

<sup>13</sup> A magyar polgári pártok programjai, pp. 330–342. Cp. for István Király: *Áchim L. András parasztpártjának fő történeti problémái*. [The main problems of the history of the peasant party of András *Achim L.*] In: *Agrártörténeti Szemle*, 1969. no. 3–4. pp. 505–555.



life or the similar technology and organization of activity, to say nothing of the common cultural heritage, the way of life, education and mentality. The same is proved by the significantly divergent behaviour of the various strata of the peasantry during the revolutions.

The First World War accelerated all the material, cultural and political processes of rural life still enjoying “the piping days of peace”, secluded from the world and bothering in a rather apolitical manner exclusively with the minor joys and sorrows of everyday life. Besides those who had emigrated to America and the pick-and-shovel men working sometimes far away, now nearly all men “went abroad” as soldiers. Those who came home for a leave spoke of the people of the Russian plains or the Dinaric Alps with an ease they used to speak about the weekly market of the neighbouring peasant town or about the country fair. The writer Gyula Illyés recorded how the swine-herd of his native village once started to speak of Ostende all of a sudden while waiting for the Sunday service outside the church. Two lads in the pub of the same village, for example, started to quarrel over the time-table of the trains between Moscow and Petrograd.<sup>14</sup> The mobilized peasant masses got acquainted also with the modern technique of warfare, with modern artillery, with the principles of ballistics, with the compass, the binoculars, the Morse sounder-keys, or with driving cars. In case the former peasant happened to become, let’s say, even a warrant officer commanding a squad of soldiers for months, he even acquired a new kind of self-respect or self-consciousness, too. Coming home, he consequently thought himself able to fulfil public duties or offices he had never practiced before. One of the lasting effects of the war on the mentality of the peasantry was therefore the widening of their world-view and the strengthening of their self-respect. The other was, however, their getting acquainted with the modern technique of killing and the consequent devaluation of human life. Before the war, the peasants would probably have been incapable of committing so much violence, plundering and lynching than what was done in the months after the war.

The social and political differences among the recruited peasants were temporarily blurred by the common fate in the trenches. The various strata of the peasantry marched to the front in 1914 and 1915 with a fairly similar enthusiasm and came back, as far as they survived, with a similarly common disillusionment and despair. The change of their attitude was reflected from 1917 onwards in disobedience of orders, in desertion and unrest. The social differences of those remaining at home (i.e. the women, the children and the elderly people) were, however, further sharpened by the war years.

The primary beneficiaries of the war were the wealthy peasants, who were generally not even recruited into the army owing to their role in the national economy. Taking advantage of the soon emerging shortage of foodstuffs and evading the fixing of the prize ceiling and the decree on requisitioning, this

<sup>14</sup> Gyula Illyés: *Kora tavasz* [Early in spring] Bp. 1972. p. 89.

layer of the peasantry accumulated a significant surplus income in those years. "We are well off, and wish for the war to last another twenty years", wrote the local newspaper of Kiskunfélegyháza some day in 1915 in an interview with a big farmer.<sup>15</sup> The medium farmers also profited by the war, though to a lesser degree. They hid fat, flour and grain in underground pits or in holes beneath the dungheap and even raised poultry and pigs in them and sold them on the black market for fantastic prices already in 1917 and 1918. Townspeople traded for their precious belongings. This was the time when pianoes, Persian rugs and cutlery of precious metal appeared in the cottages of the well-to-do peasants. Mihály Csonka, owner of a detached farm near Kiskunfélegyháza described in his memoirs how surprised he was when coming home from captivity in Russia he found that his wife and children had paid off all their former debts and even managed to collect money in cash in the war years. "Everything could be sold at a good prize", he wrote.<sup>16</sup> The village, wrote Illyés, "grew vigorous" during the war and got the upper hand of the town in a certain sense. Before the war, it was the peasants who scraped together penny by penny and went to town to do shopping at times. At the end of the war, however, "the townspeople were standing outside the rural garden gates like dogs waiting for a piece of lard. They were begging for bacon, eggs or a pocketful of flour carrying the tailcoat of the father of the family, a Persian rug, a kitchen-stool under their arms. They offered everything they could bring from their homes in exchange."<sup>17</sup>

The families of small peasants, dwarf-holders and agricultural labourers, in turn, definitely suffered from the effects of the war. The loss of the men's wages and their payment in kind was only partially retrieved by the war relief. Their originally low living standard was declining further radically, changing also their views about the war, the world and politics in general. Judging from letters written by peasants in those years, one can conclude that one of the deep-rooted basic categories of peasant thinking, the antagonism of the rich and the poor was coming gradually to the forefront in the world of the poor peasants as the war years went by. Many of them thought social differences, poverty and suffering an ancient and unchangeable, almost divine rule, but again many of them began to seek more earthly explanations for their misery. Their attitude soon resembled the bitterness of the old peasant revolts and the agrarian socialist movements at the turn of the century. Especially difficult was the life of the war-widows left alone with three or four or even more children, who even had to give up hope to see their husbands again. The majority of the poor peasant families could not buy clothes and fuel any more from 1917

<sup>15</sup> Félegyházi Hírlap (Félegyháza News) April 18, 1915.

<sup>16</sup> Quoted by Ignác Romsics: *A gazdagparasztság és a forradalmak kora. Két forrás a XX. századi magyar parasztság politikai tudatához.* [The wealthy peasants and the age of revolutions. Two sources on the political consciousness of Hungarian peasantry in the 20th century] In: *Történelmi Szemle* (Historical Review) 22 (1979) p. 134.

<sup>17</sup> Gyula Illyés: loc. cit. pp. 136. and 221.

onwards. The most poverty-stricken could get even their everyday food with the greatest difficulties.<sup>18</sup>

Rural discontent manifested itself in 1917 and especially in the spring and summer of 1918 in spontaneous food riots. Starving women ever more often prevented the transport of the collected grain, broke into shops and threatened the “rich” and the local representatives of state power, i.e. the notary, the gendarme, etc. These spontaneous rural riots of 1917 and 1918 had two common characteristics. First, they broke out mainly in market towns and in bigger villages where a greater number of relatively more enlightened families of poor peasants lived together and where it was more difficult to obtain food than on the estates and in the smaller villages. Second, riots usually occurred in the weeks when the crop of the previous year had already been consumed and the new crops were not yet distributed, i.e. in July and August. The chronology of the rural food riots corresponded therefore to their content, namely to the fact that they hardly ever had any direct political element in them and generally served to fulfil instinctive and temporary social demands.

In the weeks after the harvest and the distribution of the new crop in 1918 the countryside still looked calm. The social and psychological grounds of a revolution there existed among the peasantry as well, but the sign for the outbreak of general discontent was given by the events in the capital.<sup>19</sup>

The revolution triumphed in Budapest on October 31, 1918. From that time on quite up to mid-November a real peasant revolt swept across the country. The first riots were again started by the starving local population, just like in the summer of 1917 and 1918, but they were soon joined by the masses of soldiers coming home armed from the fronts in early November. The reports and telegrams concerning these riots unanimously prove that the movements in early November closely resembled the food riots of 1917 and 1918 both in their character and in their content. The peasants rarely put forth any political demands, their only aim being to stop starvation and misery. The mills, the stores, the granaries and the shops were in the greatest danger and most of them were looted. The former soldiers made use also of their firearms and their newly acquired special skills in hunting for game in the forest-ranges of the large estates. Hundreds of animals were shot even with machine-guns. Fire-wood was also gathered in the forests belonging to the large estates in the vicinity of the villages.

There were also many victims of the November riots. The incensed people, who often emptied also wine-cellars and pubs generally turned against the “rich”, i.e. the landlords, the rural merchants and the men who executed

<sup>18</sup> Péter Hanák: Népi levelek az első világháborúból. [Civil letters from the First World War] In: *Valóság* (Reality) 1973. no. 3. pp. 62–87. and Ignác Romsics: Levelek a frontra [Letters to the front] In: *Forrás* (Spring) 1974. no. 7–8. pp. 56–60.

<sup>19</sup> Ignác Romsics: *A Duna-Tisza köze hatalmi-politikai viszonyai 1918–19-ben* [Power relations in the region between the Danube and the Tisza rivers in 1918 and 1919] Bp. 1982. pp. 30–32.

the measures causing their misery: the village notaries and the war commissioners of crops. Most of them managed to escape, but quite a number fell victim of the elemental rage of the people.<sup>20</sup>

The “main army” of the peasant revolt was made up of the poorest and mostly landless agricultural proletarians. They were, however, joined also by many owners of small and even medium plots as well. Although the latter’s families did not live in privation or at least not to the degree the others did, the ancient wish for acquiring captured them, too. Those peasants in the counties of Somogy and Tolna who marched against Kaposvár on December 12, 1918 and sacked to town almost completely as a protest against the high prices of the industrial products arrived there by carts and sledges,<sup>21</sup> which meant that at least some of them were relatively well-to-do. Landless agricultural labourers had namely neither horses, nor carts or sledges in those days. There came reports from other districts as well of the joint plundering of smallholders and landless peasants, at least in the first day of the movement. The former “started to think it over only when they realized that their own property was equally in danger”.<sup>22</sup> The wealthy big farmers with 50 to 200 yokes naturally took sides with the big landlords from the very beginning. If any of them joined the discontented masses, there must have been personal grievances, a mix-up of roles or some thirst for revenge in the background, as László Németh described it through a concrete example in his autobiography.<sup>23</sup>

The early November mass riots had no significant national features. Hungarian peasants attacked their mainly Hungarian landlords and village notaries just as fiercely as their fellows belonging to other nationalities did, and non-Hungarian landlords and their estates were to face a similar fate as the Hungarian ones in the neighbourhood. In regions with a mixed population the peasants belonging to different nationalities often combined forces, just as the landlords, notaries and clergymen anxious about their property and life reacted in the same way no matter which nationality they belonged to. They had their fellow nationals shot the same as they had their “subjects” of another nationality. The peasantry of the national minorities expressed in November, 1918 no national goals and was rather the object than the active party in the separatist aspirations and movements in late 1918 and early 1919 when the old framework of the country was *de facto* breaking up.<sup>24</sup>

<sup>20</sup> Tibor Hajdu: *Az 1918-as magyarországi polgári demokratikus forradalom* [The bourgeois democratic revolution of Hungary in 1918] Bp. 1968. pp. 92–100.

<sup>21</sup> Károly Mészáros: *Az őszirózsás forradalom és a Tanácsköztársaság parasztpolitikája* [Peasant policy in the “Michalmas Daisy Revolution” and the Soviet Republic] Bp. 1966. p. 25.

<sup>22</sup> Tibor Hajdu: loc. cit. p. 96.

<sup>23</sup> László Németh: *Negyven év – Horváthné meghal – Gyász.* [Forty years – Mrs Horváth dies – Mourning] Bp. 1974. pp. 150–238.

<sup>24</sup> Tibor Hajdu: loc. cit. pp. 101–103 and Zoltán Szász: *Forradalmak és nemzeti mozgalmak a monarchia összeomlása után 1918–1919* [Revolutions and the movements of the nationalities

Measures against the mass movements of early November were taken by the local organs of the revolution, i.e. the national councils and the newly organized armed forces, the so-called national guard and the people's guard. To pour oil on troubled waters, the foodstuffs in the stores were now distributed and some unpopular local leaders were removed. Where these measures proved insufficient, the members of the national guard resorted to violence. In this way, riots came to an end in the market towns and in the bigger villages already around November 5th, and in the far-away smaller villages not quite within reach a few days later. Unrest after the middle of November was still not infrequent, but remained totally isolated and was neither general nor lasting.

The relative unity of the landless and the landowning peasants as soldiers soon came to an end as order came to be restored in the country. The commanders of the units of the national guard were generally reserved officers with at least secondary education (e.g. teachers, engineers, bailiffs, etc.) and their rank-and-file was made up mainly of young farmers or smallholders' sons. The short extasy of coming home and pillaging having come to an end, they began to realize that the granaries of the large estates might be followed by the households of the medium and large landowning peasants. (This happened in fact at some places.) This realization and experience soon washed away the former feeling of solidarity and restored the pre-war hierarchy of society. The reform programme of the revolution contributed to the strengthening of the differentiation of interests and orientations among the various layers of the peasantry from late 1918 and early 1919.

The leaders of the revolution chose the West-European type of liberal democracy as their political ideal. They wished therefore primarily to reform the political superstructure of the state in a democratic manner, i.e. to divide Church and state, to extend political rights, to introduce universal suffrage and secret ballot, etc. as well as a better distribution of landed property. The Land Reform Act of February 15, 1919 established the expropriation of lay estates exceeding 500 yokes and ecclesiastical estates above 200 yokes. The revolution wanted to create on the nationalized land plots of 5 to 20 yokes that could support a family without any problem. The act did, however, not exclude the possibility of cooperatives and "workers' plots" of one or two yokes, either.<sup>25</sup>

The various strata of the peasantry reacted to the reform projects of the government, primarily to the intended land reform, differently. The landowning peasants wanted to have more land but at the same time abhorred land reform as the violation of the sanctity of private property. The latter consideration was naturally more characteristic of the medium and big farmers, who — as *Németh László* put it — did not want to see "the land they had worked

---

after the dissolution of the Monarchy, 1918–1919] In: *Erdély története* [The history of Transylvania] Gen. ed. Béla Köpeczi. Vol. 3. Bp. 1986. pp. 1704–1706.

<sup>25</sup> Az 1919. évi törvények gyűjteménye (The collection of the acts of 1919) Bp. 1919. pp. 84–143.

for by the sweat of their brow to be given to the farm hands". This layer was not at all sympathetic to the other efforts of the revolution, either. They called them "sacrilege" and hoped that this "era without laws and gendarmes" would not last long.<sup>26</sup> There were, however, examples testifying quite the contrary as well. A commissioner reported for example from Szabolcs county that "even the most well-to-do farmers" kept speaking of and hoped for an imminent land reform".<sup>27</sup> This phenomenon seems, however, not at all general. The proof of this incident having been an isolated one was that the neo-conservative agrarian leadership of the Farmers' Union opposed to the revolution could even gain further support in the country at the turn of 1918 and 1919. The newly founded political party of the organization, the National Farmers' Party (Országos Földművespárt) (founded in December, 1918) had as many rural organizations in early 1919 (namely 382) as the pro-revolutionary Smallholders' Party.<sup>28</sup>

The lower layers of the peasantry, i.e. the dwarf-holders, the small peasants and the poorer medium owners could be considered the firm supporters of the revolution. Their political party, the Smallholders' Party of *Nagyatádi Szabó István* became more and more radical after the victory of the revolution and putting all its former cautiousness aside began to demand the socialization of all estates above 200 yokes or even above 100 yokes if necessary. The party's new programme of November, 1918 set the course of the distribution of the land as follows: 1. rounding out all dwarf-holdings and small peasants' plots to 15 yokes or cadastral hold; 2. distribution of plots below 10 yokes to the landless. The spirit of this project was similar to that of the government's bill passed somewhat later. The Smallholders' Party supported also the other reform measures of the government. Its November programme contained the same political reforms (the abolition of the system that was built on the highest taxpayers, and the abolition of the Upper House among others) that were set as goals by the government.<sup>29</sup> It was a sign of rapprochement between the "urban revolution" and the lower and middle strata of the landed peasantry that *Nagyatádi* became member of the National Council in the middle of November, 1918; that he was the first from among the ranks of the peasantry to become member of the revolutionary government in January, 1919; and that the Smallholders' Party united with the National Farmers' Party at first in January that year and after a few weeks broke with it approaching *Károlyi's* democratic party instead. The fusion of *Károlyi's* party and the Smallholders was announced on February, 24th. The lower and middle strata of the landed peasantry looked

<sup>26</sup> László Németh: loc. cit. pp. 182 and 192.

<sup>27</sup> Vera Szemere: *Az agrárkérdés 1918–1919-ben* [The agrarian question in 1918 and 1919] Bp. 1963. p. 85.

<sup>28</sup> József Sipos: *Az Országos Kisgazda- és Földművespárt megalakítása, 1919 január* [The formation of the National Smallholders' and Farmers' Party in January, 1919] MS. p. 15.

<sup>29</sup> Gyula Mérei: *A magyar októberi forradalom és a polgári pártok* [The October Revolution in Hungary and bourgeois parties] Bp. 1969. pp. 188–192.

upon Nagyatádi and the government with confidence and waited for the execution of the land reform impatiently, but in an orderly way.<sup>30</sup>

The political stance of the poor landless peasants was different both from that of the cautiously anti-revolutionary wealthy peasants and from that of the small and medium landowning peasantry forming the social basis of the revolution. The social unrest of early November subsided among them only temporarily and started anew in early 1919. One of its main causes was the further worsening of living conditions. The foodstuffs distributed in early November were consumed by late January and early February, and the various kinds of relief granted by the government and the local leaders proved but a temporary and inadequate help. The government did not wish to resort to requisitioning the surplus of the medium and big farmers, which was quite understandable on their part. Those remaining without supplies in early 1919 amounted to one third of the rural population and half of the citizens of the country towns. The overwhelming majority of them were agrarian proletarians.<sup>31</sup>

The difficulties were further enhanced by large-scale unemployment. Owing to their uncertainty concerning the future ownership of their lands, the medium and big landowners and even the wealthy peasants at some places felt disinclined to start cultivation in spring. At the same time, the landless themselves were reluctant in hiring out their labour for fear they would not get a plot in case they had a contract for that year. Others who were willing to work found the old day-wages insufficient. "The situation with the workers and farm-hands is simply disastrous. Very few of them are willing to work and the farm-hands want to get the pay of a bailiff. Should a master want to have his horses harnessed, he has to ask the steward of the farm-hands first for a permission..." This was how the deputy lieutenant of Pest County characterized the situation from the point of view of the employers.<sup>32</sup> In early 1919 much higher wages were therefore given to the farm-hands and the day-labourers throughout the country.

The third cause of discontent among the poor peasants was the belated formulation of the land reform act, its content (they found namely the 500 and 200 hold ceiling too high and the compulsory compensation unjust), its slow execution, and the fear that they would be at a disadvantage in the distribution of the land as against the landed peasants with capital, draught animals and experiences in production. This was the cause of the arbitrary occupation of estates in some counties and on certain settlements from early 1919. This movement was not only supported but often even inspired by the Communist Party founded in November, 1918 wishing to develop the revolution further and also by the left wing of the governing Social Democratic Party.

<sup>30</sup> József Sipos: *A parasztpártok a polgári demokratikus forradalomban* [The peasant parties in the bourgeois democratic revolution] loc. cit. pp. 80–84.

<sup>31</sup> Ignác Romsics: loc. cit. 1982. p. 56.

<sup>32</sup> *Ibid.* p. 57.

In the course of the seizure of estates there developed a special controversy within the poor peasantry itself between the day-labourers and the estate servants. The estate servants, i.e. the farm-hands who had primarily cultivated the land belonging to the given estate to be distributed felt that they had a more rightful claim to the land than the others. They did therefore everything they could to prevent the day-labourers and dwarf-holders of the neighbouring villages from distributing the land and organized cooperatives on the nationalized estates. This form of cultivation was specially suitable for specialists like mechanics, tenders of animals and coachmen, whose privileged position among the estate servants could have come to an end with the parcelling out of the land. The day-labourers, on the other hand, strove rather to distribute the nationalized lands at once, even if they had no horses and implements. Arbitrary distributions took place mainly in those districts where old social democratic organizations were to be found, better to say, where the agrarian socialist traditions could strongly be felt. Such were primarily the so-called Viharsarok (Stormy Centre) in south-eastern Hungary and the Nyírség in the North-East. Transdanubia, especially Somogy and Fejér Counties were, however, characterized by the formation of cooperatives. In the region between the rivers Danube and Tisza or Theiss, where the distribution or rate of the various kinds of landed property was healthier and the peasantry was more ahead in adapting civic values and standards, both kinds of arbitrary confiscations were exceptional.<sup>33</sup>

The mass movements of the autumn of 1918 and early 1919 stirred the majority of the peasantry. We must, however, mention that their usual apolitical behaviour, their cautiousness and policy of wait and see were their constant traits even in those months. Gyula Illyés, the writer we have already quoted several times earlier, wrote that the street of the poor in his village was populated then not only by downcast people who had just gained self-respect and tried to enforce their interests with a courage never seen before, but also by peasants who thought that "the world changes only seemingly and lords remain lords forever. The poor had better not start moving about."<sup>34</sup> Many wealthier peasants agreed with them in thinking politics an amusement of the idle rich and in sticking to the policy of wait and see. Mihály Csonka for example gave the following description of the situation: "Times went by as usual, and we peasants did not bother much with the political situation. It did not interest us, for we had everything we needed in the household. We did not care for the Prime Minister, but were glad the war was over and we were at home again with our families. The winter passed and spring came, and we heard that the Károlyi-government had resigned. Well, what of it? We shall have another one. And so we did, but it was already a Communist government."<sup>35</sup>

<sup>33</sup> Tibor Hajdu: loc. cit. pp. 322–327 and Vera Szemere: loc. cit. pp. 77–97.

<sup>34</sup> Gyula Illyés: loc. cit. p. 122.

<sup>35</sup> Ignác Romsics: loc. cit. 1979. p. 135.



The attitude of the peasantry to the Hungarian Soviet Republic (from March 21, 1919 to August 1, 1919) was primarily determined by the solution of the land question. The decree of April 3, 1919 issued by the Revolutionary Governing Council (Forradalmi Kormányzótanács) socialized all medium and large estates. (The lower ceiling was, however, not defined by the decree, but common usage and a later decree put it generally at 75 yokes.) Contrary to the aims of the bourgeois democratic revolution, these estates were not parcelled out by the Soviet Republic. State farms and cooperatives were set up on them.<sup>36</sup>

What were the reactions of the various peasant strata to this measure? The wealthy peasants whose farms fell under socialization were naturally against the revolution from the very beginning. The lower strata of the landed peasants were seemingly not concerned by the decree, but they were also alarmed by the uncertainty of the lower ceiling. Their opinion on the decree on agriculture was expressed by a group of their representatives in early April in an address to the Revolutionary Governing Council: "Many of us smallholders came together on Sunday and discussed the events. The others asked me", one of them wrote, "to put down our opinion. We are but simple peasant citizens of this country, but take the advice we give you! You are wrong in not fixing in the decree the size of a small-holding. (...) Fix it, please, at 200 hold or otherwise there will be great trouble in the country, for there are very many of us who will not put up with being robbed of our land after a lifetime of painstaking hard work."<sup>37</sup>

Certain other measures of the Soviet Republic also caused uneasiness among the landed peasantry, for example the breaking of the cultural influence of the Churches by the secularization of church schools, the elimination of clerical teachers and the prohibition of religious education at schools. The decree of the Governing Council on this subject was naturally not read by many. Rumours spread that the Soviet Republic wanted to "break up family ties", to make free love compulsory and to close the Churches at all. These false rumours caused open resistance in the very first days. Reports came from the neighbourhood of Cegléd as early as the end of March that "the Smallholders' Party rebelling against the Revolutionary Governing Council had taken up counter-actions". A speaker from the capital was groaned down by his audience at Kiskőrös, when he tried to popularize the anticlerical measures of the government.<sup>38</sup>

However, the attitude of the landed peasantry as a whole was at first characterized not by open opposition, but much more by passive resistance and an effort to make use of the food shortage in the towns by profiteering and bag-trading. It might be considered a symbolic act that István *Nagyatádi Szabó*

<sup>36</sup> *Tanácsköztársasági Törvénytár* [Code of the Soviet Republic] Ed. by Jenő Pongrácz. Bp. 1919. Vol. 1. p. 56.

<sup>37</sup> Országos Levéltár [National Archives] L. 17. 47/1919 (first unit)

<sup>38</sup> Ignác Romsics: loc. cit. 1982. pp. 79–80.

retired immediately to his native village when the Soviet Republic was proclaimed and did not accept any political posts offered to him. He did not even express opinion on the events. The majority of the peasantry did the same and whispered only to confidants that "this regime would not last long, anyway". They even objected to the new ways "that the coachman was the master and the lords were ushered out of the carriages and the communists got in instead. The power was theirs and nobody dared say a word."<sup>39</sup>

Besides open and passive resistance, there could also be seen an endeavour on the part of some small and medium peasants to infiltrate into the local power organs of the revolution. In the beginning, 26 per cent of the members of the village councils in the region between the Danube and the Tisza were small, medium and wealthy peasants, 24 per cent were dwarf-holders and a mere 27 per cent belonged to the agrarian proletariat.<sup>40</sup> This tendency might have served to blur the edge of the revolution.

The poor peasants, i.e. the agrarian proletariat and the dwarf-holders welcomed the Soviet Republic as their own. Especially those of them greeted it with enthusiasm who had been organized even before the war or had felt drawn to the socialist thought and movement, to say nothing of those who got acquainted with social democratic or communist ideology during the liberal democratic revolution. Most members of the councils and most leaders of the directories in the villages and country towns came from their ranks and they fought side by side with the workers in the Red Army as well. It can be taken for sure that the distribution of the nationalized big and medium-sized estates could have mobilized the passive and cautious rural masses as well and could have won them over to the revolution's side, even though they held the traditional order and the hierarchy of the village natural. Its failure, however, made them disappointed. Their mood and reaction to the decree on the land was properly mirrored by a report from Kecel written by two emissaries of Jenő Landler: "... I tried to read them out the decree on the land reform no. XXXVIII. Point 1 [Hungary's soil belongs to the society of labourers. Those who do not work cannot own any land any more.] was heartily welcomed but when I read out paragraph 2 [All medium and large estates come to be properties of the proletarian state together with all their belongings.] a terrible storm broke out and people were shouting "Down with Communism!", "Down with the rascals!", "Arrest that rouge!" "We do not let the state take away anything!"<sup>41</sup>

The agrarian labourers of Újszász expressed the dreams, the disappointment and the consequent political attitude of the poor peasants in a bitter letter to the Commissariat of Agriculture (Földművelésügyi Népbiztosság): "It is late May now and these large estates could not offer any opportunity for

<sup>39</sup> Ibid. p. 78 and by the same author loc. cit. 1979. p. 142.

<sup>40</sup> By the same author, 1982. p. 84.

<sup>41</sup> Párttörténeti Intézet Archívuma [Archives of the Institute for Party History] 642. f. 1919 – IV – 742. Vol. 3. p. 269.

work during the whole year. We are willing to work, but there is no work and no money. We almost begin to think that the old order was better than the present one, for we and our children all got employed in those years, but now there is no place to work at. They keep promising, but do not give anything, and one cannot feed a family on promises. Our spirits are changing, too, for they promised land and productive employment and we did not get anything after all. And even we are the ones who are asked to give. We would give gladly whatever is needed, had we anything to give. But even our work is not needed anywhere. Do what we have long been yearning for: give each landless man a plot of 10–15 yokes and the proletariat will see that Újszász will give soldiers, grain and everything. In that case we shall be the true followers of the present regime. Now we are but the followers of constraint, stricken by poverty and without any ambition, for 70 per cent of the population has not as much land as a foot would cover, has no work and no fodder for the few animals even for good money. I ask you, why should we struggle and live in such misery? We had been the draught animals of estates, barons and counts for nothing in the old days. Now they want to make us miserable by the cooperative where there is no opportunity for the poor to work for a few coins. We repeat therefore our demand: the land should be divided in a way that each family should get at least 10–15 yokes and the remaining land could then be transformed into a cooperative. In that case we shall be satisfied, faithful sons of this country and even undaunted soldiers, when need be.”<sup>42</sup>

The discontent of the construction- and day-labourers was further enhanced by the unjustifiably low wages. The official wage per hour for an adult man was hardly more than 2 crowns, while the industrial skilled workers earned 4 to 8.5 crowns and the unskilled ones got 2.5 to 6.5 crowns per hour. Discontent owing to the low wages was general and at some places, e.g. at Kiskunhalas and Kecskemét it even led to smaller riots.<sup>43</sup>

The position of the estate servants was more favourable, and their mood was less pessimistic, too. The longing for a plot of their own was not so strong in them, if there was at all, so they had less to be disillusioned about. Their wages had risen significantly before the Soviet Republic set in, so they were generally contented with them. (Their dues in grain of 12–16 quintals had risen to 23–24 quintals and their other allowances had grown to a similar degree.)<sup>44</sup>

The relationship of the Soviet Republic and the peasantry, full of tensions as early as March and April, got still worse by May and June. The originally

<sup>42</sup> Quoted in: *Dokumentumok az 1918–19-es forradalmak Duna-Tisza közti történetéhez*. [Documents to the history of the revolutions in the region between the Danube and the Tisza in 1918 and 1919] Ed. by Ignác Romsics. Kecskemét, 1976. p. 487.

<sup>43</sup> Tanácsköztársasági Törvénytár, vol. 3. pp. 48–50., vol. 2. pp. 32–33. Cf. Ignác Romsics: loc. cit. 1982, p. 95.

<sup>44</sup> Tibor Hajdu: *A Magyarországi Tanácsköztársaság*. [The Hungarian Soviet Republic] Bp. 1969. pp. 391–392.

hostile wealthy peasants were joined in summer by ever more significant groups of the so far passive small and medium-owners. The change in the attitude and activity of these layers was primarily due to the changes in their material circumstances and opportunities of growth. The partly legal, partly underground free trade that at first offered significant income for those peasants who had sufficient supplies decayed by May and ceased completely by June. One of its causes was the quickly decreasing quantity of industrial goods, the other was the disappearance of the old, so-called "blue-money" that was thought to be reliable. The population of the cities and of the capital was at the same time starving. This and the demands of the fighting army made requisitioning necessary again. The response of the peasants concerned was defiance. They fought against the requisitioning soldiers and red guards, they hid their supplies or fed them to their animals and even destroyed them instead of giving them away.<sup>45</sup> The landed peasants were drawn towards more active participation also by the fact that the majority of their representatives in the councils and directories who had got there in early April were one by one ushered out of the local power organs of the revolution in May.<sup>46</sup>

The disappointment of the agrarian proletariat on account of the postponed distribution of land was enhanced later also by the shortage of food and other commodities. Wages were paid in "white money", the official means of payment, but one could not buy anything for it on official prices. "It is not much use to get high wages, an un hoped-for sum for a day's work if one cannot buy for it a pair of shoes for the child, a dress for one's wife or salt for the soup." This is how the workers' council of Söpte (in Transdanubia) expressed the complaints of the estate servants and agricultural day-labourers in the middle of May.<sup>47</sup> The wage-earning peasants began therefore to demand their wages in "blue money" and went on strike in several regions of the country, for example in Somogy County so much revolutionary in earlier days.<sup>48</sup> The market towns of the region between the Danube and the Tisza witnessed several mass demonstrations in June resembling those of the summer of 1918.

The changed situation was reflected also in the growing number of various counter-revolutionary movements. The national and the local newspapers wrote of twice as many riots or plots of this kind between May 15th and June 15th as in the two previous months together.<sup>49</sup> Even the mass basis of these actions had grown significantly from a few dozens of people to several thousands at times. Their range and duration also increased. The most significant counter-revolutionary uprising in the country took place along the Danube in

<sup>45</sup> Zsuzsa L. Nagy: *Forradalom és ellenforradalom a Dunántúlon 1919*. [Revolution and counter-revolution in Transdanubia in 1919] Bp. 1961. pp. 116–123.

<sup>46</sup> Ignác Romsics: loc. cit. 1982. p. 112.

<sup>47</sup> Zsuzsa L. Nagy: loc. cit. p. 120.

<sup>48</sup> Sándor Kávássy: *Latinca Sándor*. Bp. 1973. pp. 112–113.

<sup>49</sup> *A Magyar Tanácsköztársaság sajtójának repertórium* [Repertory of press in the Hungarian Soviet Republic] Ed. by Kálmán Lászlóné. Bp. 1968. pp. 160–178.

the neighbourhood of Kalocsa from June 18th to June 25th and covered several districts of two counties. The population taking part in it varied between 10 to 45 per cent.<sup>50</sup>

The leaders of the rural counter-revolutionary movements were usually the people of the old regime (landlords, bailiffs, army officers, officers of the gendarmerie, district magistrates, etc.) and their lieutenants came from the ranks of young farmers who had formerly been warrant-officers or sub-officers during the war. The main body was recruited from among the landed peasants, but the representatives of other strata, e.g. poor peasants also joined them at some places. After the suppression of the counter-revolution along the Danube, 34 people were committed for trial at Solt. Ten of them were small, medium and wealthy peasants, but 18 were dwarf-holders and totally landless construction labourers.<sup>51</sup>

The aims and interests of the old ruling elite and the social groups traditionally linked to it naturally differed greatly from those of the various peasant masses. The basis of their alliance was their mutual antibolshevism. They entertained, however, quite different ideas as to the politics after the defeat of the Soviet Republic. In contrast with the basically conservative large estate owners and big capitalists who strove to recreate the conditions that had existed before the revolutions, and as opposed to the army officers wishing to reestablish the former status quo who in addition entertained totalitarian ideas, the peasants mostly cherished definitely democratic views. So the various groups providing the social basis of the counter-revolution represented conflicting interests that became evident at once after the fall of the Soviet Republic.

The overthrow of the Republic and the victory of the counter-revolution was primarily welcome among those wealthy and well-to-do medium peasants whose plots were in real danger during the revolutionary regime and whose respect in the village was shaken. "... I drove the pigs out to graze undisturbed. This was the first time I felt what it meant to be my own master and how it felt to be free." These were the words of Imre *Csorcsán Szűcs*, a farmer of 32 yokes as he remembered the days after the counter-revolutionary army marched in Hódmezővásárhely.<sup>52</sup> Mihály *Csonka* from Kiskunfélegyháza also remembered the months after the autumn of 1919 as those of order, well-being and freedom. "... Then came the Horthy-regime, we had a proper constitution, ordinary ministers in the government and the people calmed down. We were not bothered by anybody. We paid the tax, but had everything we needed. There were no high prices and everybody could work who really wanted to. Nobody kept saying that those who did not work should not eat, either. In the 1920's my old labourer came to work for me again. In the previous year he thought he would not have to harvest again. But now he was jolly well to

<sup>50</sup> Ignác Romsics: loc. cit. 1982. pp. 130–142.

<sup>51</sup> Párttörténeti Intézet Archivuma. 609. f. 35/1919, no number. 1. pp. 54–59.

<sup>52</sup> Tibor Szentii: *Parasztvallomások* [The peasants' evidence] Bp. 1985. p. 73.

take it and like it or else he would not be able to make a living”, he wrote.<sup>53</sup> This layer of the peasantry regained and reinforced its influence in the village as well and retained it quite up to the late 1940's.

The democratic movement of the lower strata of the landed peasantry, i.e. the dwarf-holders, smallholders and poorer medium holders that continued for a while also after the fall of the revolutions was worn out by political means in the counter-revolutionary regime. Although the “society of smallholders” that had taken an active part in the defeat of the Soviet Republic came to be called “the social backbone of the country” and its role “historical”, and in spite of the fact that its leader István *Nagyatádi Szabó* was made Minister of Agriculture for life, its important political demands such as general suffrage, secret ballot, the freedom of the press, the abolition of the influence of the biggest taxpayers called “virilism”, and the democratic transformation of administration, which would have granted the constitutional guarantees of the smallholders' interests were deliberately kept unrecognized. The decreasing opportunities for an independent smallholder policy are reflected in the ever smaller number of the peasant representatives in the House of Commons. They represented 15 per cent in 1920, 7.4 per cent in 1922, 3.6 per cent in 1926, 2.85 per cent in 1931, and a mere 2.0 per cent in 1935. *Nagyatádi's* party that was the strongest one in the parliament in 1920 was reduced to a faction of the basically conservative government party from 1922 onwards.<sup>54</sup>

The only significant result for the democratic smallholder movement to boast of was the land reform of 1920. As compared with the reform project of the bourgeois democratic revolution aiming at the total abolition of the large estates, the land reform of the counter-revolutionary regime proved to be quite moderate. It affected only 8.5 per cent of the country's arable land and resulted in the reduction of the territory of estates above 1,000 hold by 14 per cent and in that of those between 500 and 1,000 hold by 5.5 per cent. It was still a significant gain for more than 100,000 dwarf-holders and small peasants to get a few of the distributed 1,200,000 yokes.<sup>55</sup> This contributed greatly to their peace for a decade and their acceptance of the fact that the majority of their political demands were filed by the government.

<sup>53</sup> Ignác Romsics: loc. cit. 1979. p. 137.

<sup>54</sup> Károly Mészáros: *Nagyatádi Szabó István programja és programfeladása 1919–1921* [The programme of István Nagyatádi Szabó and its abandonment in 1919–1921]; József Sipos: *A Kisgazdapárt struktúrája és a bethleni konszolidáció* [The structure of the Smallholders' Party and consolidation in the Bethlen era]; József Nagy: *A kisgazda csoport működése az Egységes Pártban* [The activity of the group of smallholders in the United Party] In: *Parasztkérdés 1890–1930*, pp. 164–199, 200–212, 233–258. For the rate of the peasant representatives of the parliament and the House of Commons see *Nemzetgyűlési és Országgyűlési Almanachok* (Almanachs of the National Assembly and the Parliament) for the years 1920 to 1931.

<sup>55</sup> Mihály Kerék: loc. cit. pp. 198–199 and *Országos Levéltár K. 468. unit 18 C/5*.

With the agrarian proletariat the regime applied the policy of “whip and bread”. The bloody wave of terror in the country affected primarily those poor peasants who had played leading roles in the Soviet Republic, just as it inflicted left-wing intellectuals, workers and the Jewish population. The number of the victims of the officers’ detachments and the Rumanian army occupying two thirds of the country amounted to thousands. Half or nearly half of them were poor peasants. Several thousands of them were put to trial and imprisoned for their role in the revolutions.<sup>56</sup> That part of the peasantry that got involved with socialist ideas before the war or in 1918 and 1919 was so to say beheaded by this and was left without leaders for a long time. The simple participants of the events were punished as well. Twenty-five per cent of the estate servants on the stateowned estates got dismissed on account of their activity in the revolutions.<sup>57</sup>

Another element of the state policy towards the poor peasants was to give them land, more and more plots to the landless day-labourers. So the majority of the 1,200,000 yokes standing at the government’s disposal was given to them instead of the dwarf-holders and small peasants. Nearly 200,000 people got one to three yokes each.<sup>58</sup> Although these small plots were not enough for a family to live off under the given circumstances, they were good to absorb the energies of this poorest layer of day-labourers and to enhance their respect for private property and civic order. The actual gain of these dwarf-holdings was that part of the food necessary for a day-labourer’s family could be produced on them.

As a result of the regime’s policy of “whip and bread”, the agrarian proletariat ceased to be a political factor for about a decade. It is very characteristic of the situation that the farmers’ trade union of the Social Democratic Party had merely 17,000 members as late as 1930,<sup>59</sup> which made up hardly 2.5 per cent of the Farmers’ Union’s membership in 1905–1908. The underground Communist Party that had hardly a few hundred members anyway, saw evidently still less poor peasants among its members.

Thus, the peasant policy of the counter-revolutionary regime proved to be successful, though only temporarily and only in the symptomatic treatment of affairs. It did not, however, offer remedy for the basic problems of the Hungarian peasant society, i.e. the unhealthy distribution of landed property and overpopulation in agriculture. The question of the land, namely the peasant question remained, therefore, one of the basic problems of Hungarian society to be solved in the future. This problem kept threatening with flare-ups quite up to the radical transformation of society after 1945.

<sup>56</sup> Dezső Nemes: *Az ellenforradalom története Magyarországon 1919–1921*. [The history of the counter-revolution in Hungary, 1919–1921] Bp. 1962. pp. 91–116.

<sup>57</sup> Tibor Hajdu: op. cit. 1969. p. 379.

<sup>58</sup> Mihály Kerék: op. cit. pp. 198–199.

<sup>59</sup> *Magyarország története 1918–1919, 1919–1945*. [Hungarian history 1918–1919, 1919–1945] Gen. ed. György Ránki. Bp. 1976. p. 623.





# Alternativen der ungarischen Nationalitätenpolitik 1918–1920

LÁSZLÓ SZARKA

Zwischen den Abschluß des Ersten Weltkrieges und der Unterzeichnung des ungarischen Friedensvertrages im Trianon-Palais in Versailles am 4. Juni 1920. versuchten nacheinander die Administrationen der bürgerlich-demokratischen Volksrepublik Ungarn, der Ungarischen Sozialistischen Föderalistischen Räterepublik und des konterrevolutionären Ungarischen Königreiches die Sorgen, die in Folge der Auflösung des historischen Ungarns das Land belasteten mit verschiedenen Entwürfen und Methoden, zu lösen. Unter diesen Problemen bedeuteten neben der Sicherung der Kontinuität des wirtschaftlichen Lebens, der Verwaltung, der staatlichen Organisation hauptsächlich der Schutz des Bevölkerungs- und Gebietsbestandes des Landes, bzw. die reale Einschätzung der neuen außenpolitischen Lage die wichtigsten Aufgaben. Von einer entscheidenden Wichtigkeit bei allen Aufgaben war die offizielle ungarische Nationalitätenpolitik der einander schnell ablösenden ungarischen Regierungen.

Das meiste Problem stellte der Reflex dar, laut dessen die ungarische Außen- und Innenpolitik ihre wichtigste Tätigkeit in der Aufrechterhaltung und in dem Schutz der politischen, territorialen und administrativen Integrität Ungarns sah. Die Aufrechterhaltung des Integritätsideals, das der inneren, real existierenden Nationalitätenstruktur des Landes nicht zu einer Modernisierung verhalf (die unveränderte Aufrechterhaltung des Komitatensystems, die Verhinderung einer reduzierten Selbständigkeit der Nationalitätenregionen) bedeutete eine von der Wirklichkeit abgewandte Strategie. Die Verhinderung der Entwicklung der Nationalitätenautonomien — ähnlich wie es jenseits der Leitha geschehen ist — war vor 1914 der schwerster Schlag gegen die innere Kohesion des multinationalen ungarischen Staates.

Die Frage der politischen Integrität des zu 50 % durch nichtmagyarische Nationalitäten (Rumänen, Deutsche, Slovaken, Serben und Ruthenen) bewohnten Ungarns war schon durch den Ausgang des Ersten Weltkrieges, bessergesagt schon durch die Vorbedingungen des Krieges entschieden. Die als wirksamste Mittel zur Entfernung der Habsburgermonarchie gewählte Entente-Lösung, und zwar die sog. „Kleinstaaterei“ entsprach nötigerweise den Emanzipations-, bzw. Integrationsbestrebungen der Nationalitäten.<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Über die Entwicklung der Kriegsziele und Alternativen im mitteleuropäischen Raum: Mamatey, Victor S.: *The United States and East Central Europa. 1914–1918. A Study in Wilsonian Diplomacy and Propaganda.* Princeton 1957. — Bárány, Georg: *Wilsonian Central Europe: Lansing's Contribution.* *The Historian* (28) 1966, 224–251. Kovtun, Juri: *Masarykov tri-*

Die restriktiven und diskriminativen Faktoren der Nationalitätenpolitik der ungarischen Regierungen nach 1867 machten die Bewahrung des früheren Hungarus-Bewußtseins in einer modernen staatspatriotischen Form durch die nichtungarischen Nationen und Nationalitäten unmöglich. Statt dessen drangen die Verfremdung vom ungarischen Staat und vom Ungartum überhaupt, immer auftauchende separatistische Programm<sup>2</sup> an die Oberfläche und bereiteten die durch Außenbedingungen ermöglichte Wende in den Jahren des Ersten Weltkrieges vor.<sup>2</sup>

Mit all den außen- und innenpolitischen Belastungen eines verlorenen Krieges sollte die Regierung der am 31. Oktober 1918 ausgebrochenen bürgerlich-demokratischen Revolution, das Károlyi-Kabinet, konfrontiert werden. Der schon seit längerer Zeit in den Nationalitätenfragen als eine Autorität geltende Oszkár Jászi gründete als Minister ohne Portefeuille der Koalitionsregierung in wenigen Tagen das „mit der Vorbereitung des Selbstbestimmungsrechtes der in Ungarn lebenden Nationen beauftragte Ministerium“. „In der bis zur allgemeinen Friedenskonferenz dauernden Periode wollen wir all die Institutionen und Garantien zustande bringen, welche die friedliche Lebensgemeinschaft der ungarländischen Nationalitäten sichern können, ohne hinsichtlich der zukünftigen Grenzen zu präjudizieren“, erklärte Oszkár Jászi.<sup>3</sup>

Bei der Herausbildung des von den Parteien der Regierungskoalition – Unabhängigkeits- Bürgerlich-Radikale und Sozialdemokratische Partei – mit je anderen Akzenten und in unterschiedlichem Maße unterstützten nationalitätenpolitischen Provisiums mußte Jászi davon ausgehen, daß das ungarischen Nationalitätenproblem im November 1918 bereits nicht mehr als ausschließliche ungarische innenpolitische Frage behandelt werden konnte.

Den tatsächlichen Einsatz der nationalpolitischen Aktivität der ungarischen Regierung bildete die Verbesserung der internationalen Prestige des Landes, die Abstimmung des auf der Friedenskonferenz zu vertreten gehofften ungarischen Standpunktes mit den Nationalitäten: „Hinsichtlich der ungarischen Frage ist am besten, wenn tatsächlich im Rat der gebildeten Völker über diese Frage entschieden wird und nicht mit vorübergehenden Pakten versucht

umf. Příběh konce velké války. Toronto 1987. Borsody, Stephen: Hungary's Road to Trianon. Propaganda and Pacemaking, in: Király, Béla K. (ed.) *Essays on World War I: Total War and Pacemaking: A Case Study on Trianon*, New York 1982. S. 23–28. – Nagy, Zsuzsa L.: Peacemaking after World War I: The Western Democracies and the Hungarian Question, In: Borsody, Stephen (ed.): *The Hungarians: A Divided Nation*, New Haven 1988. S. 32–35.

<sup>2</sup> Über die Tendenzen in der ungarischen Nationalitätenpolitik vgl. Diószegi, István: Die Rolle des äußeren Faktors bei der Entwicklung der Nationalitätenpolitik in der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts, in: Glatz, Ferenc (red.): *Études Historiques Hongroises 1990* publiés à l'occasion du XVII<sup>e</sup> Congrès International des Sciences Historiques par la Comité National des Historiens Hongrois tom. 2. Ethnicity and Society in Hungary, Budapest 1990. 131–143. – Szász, Zoltán: Nationality Policy in the Era of the Dualistic Monarchy. Possibilities and Restrictions. Idem 183–189.

<sup>3</sup> Erdély kérdése [Die Frage Siebenbürgens], *Világ* (Die Welt) 6. Nov. 1918. S. 4.

wird, Ordnung zu machen. Übrigens darf nicht vergessen werden, das Nationalitätenproblem ist kein bloß ungarisches, sondern ein allgemeines europäisches Problem, und wir können mit Recht fordern, daß dieses Problem tatsächlich international geregelt werde“, erklärte Jászi nach seinen am 1. November mit den Leitern des Rumänischen Nationalrates und den sächsischen Abgeordneten geführten Verhandlungen.<sup>4</sup> Infolge der durch die Entente bereits früher anerkannten territorialen Forderungen der Nachbarnationen und der diese möglichst bald zu verwirklichen berufenen tschechoslowakischen, südslawischen und rumänischen militärischen *Fait-accompli*-Politik wurde jedoch in einigen kurzen Tagen unmöglich, „vorübergehende Kompromisse“ zu suchen, um die militärische und wirtschaftliche Integrität des Landes wenigstens bis zur Friedenskonferenz sichern zu können.

In der Nationalitätenpolitik der Károlyi-Regierung wurde mit mehreren Varianten experimentiert, die auf dem minimalen Nationalitätenprogramm von Jászi (Sicherung der muttersprachlichen Bildung, Verwaltung und Justiz) basierende Vorstellung der kulturellen Autonomie wurde größtenteils bereits auf den rumänischen und slowakischen Verhandlungen Károlyis im Oktober überholt. Die Gewährung der sich vorwiegend auf den Bereich der Bildung beschränkenden Nationalitätenautonomie wurde in der nichtungarischen Presse in Ungarn als unwürdiges Angebot und als auf die Regierungsunfähigkeit der ungarischen Opposition hinweisendes Symptom bewertet. Tatsächlich gab es zur Zeit der Regierungsbildung noch solche Illusionen, daß die Lage mit der Unterstützung der Nationalitäten durch innere Vereinbarungen zu konsolidieren sein wird. Selbst Jászi betrachtete die radikale administrative Reform und die tatsächliche Autonomie der Komitate in den ersten Tagen seines Ministeramtes als geeignet, die Grundlagen für die Neuordnung zu schaffen.

Durch die der Bukarester rumänischen Regierung unbedingte Unterstützung sichernde amerikanische Lansing-Note vom 3. November, ferner das vom 9. November datierte Ultimatum des in Arad residierenden ungarländischen und siebenbürgischen Rumänischen Nationalrates – im letzteren wurde die sofortige Übergabe der Regierungsmacht auf dem Gebiet von 26 Komitaten erfordert – wurde jede Illusion zerstreut. Nach dem 9. November konnte die ungarische Regierung bloß auf völlig neuen Grundlagen und ausschließlich aufgrund der Vereinbarung mit den nichtmagyarischen Nationalräten versuchen, die Gestaltung des Schicksals des Landes auch weiter zu beeinflussen. Infolge dieser Erkenntnis wurde die Alternative der sich in der sozialdemokratischen Partei und dem Nationalitätenministerium umreißen radikalen Nationalitätenumlagerung, die Konzeption von der „östlichen Schweiz“, in den Vordergrund gestellt.<sup>5</sup>

Auf dem am 13. und 14. November in Arad abgehaltenen ungarisch-rumänischen Verhandlungen schlug Jászi das Zustandekommen eines bis zur

<sup>4</sup> A nemzetiségi béke felé [Für den Nationalitätenfrieden], *Világ*, 3. Nov. 1918. S. 3.

<sup>5</sup> Raffay, Ernő: *Erdély 1918–1919-ben*. Tanulmányok. [Siebenbürgen in den Jahren 1918–1919. Studien], Budapest 1987. S. 84–89.

Entscheidung der Friedenskonferenz gültigen Provisoriums vor und unterbreitete dafür nacheinander zwei unterschiedliche Pläne. Das Wesen des ersten Vorschlages bestand in der auf Nationalitätenstatistik basierenden „Kantonisierung“ Siebenbürgens, während im nach der rumänischen Ablehnung unterbreiteten aus 11 Punkten bestehenden zweiten Entwurf das ungarisch-rumänische Kondominium Siebenbürgens bzw. die Grundlagen eines ungarisch-rumänischen Staatsbündnisses in den östlichen Teilen des historischen ungarischen Staates umrissen wurden.<sup>6</sup>

Der Rumänische Nationalrat lehnte beide Vorschläge von Jászi ab. Er anerkannte die Zuständigkeit der Friedenskonferenz, die endgültigen Grenzen festzusetzen, die ungarischen Interpretation der Prinzipien von Wilson – wie es Iuliu Maniu auf dem zweiten Tag der Verhandlungen erörterte – wurde jedoch nicht angenommen, weil sie ihrer Meinung nach auch den innerhalb des geschlossenen rumänischen Siedlungsgebiets liegenden ungarischen Enklaven, Minderheiten, solche Rechte gewähren wollte, die auch laut der rumänischen Auffassung bloß den Nationen und geschlossenen Nationalgebieten gebührten. In der ablehnenden Deklaration der Rumänischen Nationalrates wurde festgestellt, daß die von Jászi proponierte Lösung praktisch „die Verweigerung der staatlichen Selbständigkeit der rumänischen Nation“ und „das Unmöglichmachen der sich auf das Aufrechterhalten der öffentlichen Ordnung richtenden Bestrebungen“ bedeutet hätte.<sup>7</sup>

Der siebenbürgische Kantonsplan von Jászi war zweifellos eine äußerst komplizierte Regelungsvorstellung, die zur Sicherung der öffentlichen Ordnung wahrscheinlich weniger geeignet war als die von der rumänischen militärischen Besatzung in Kraft gesetzte Ordnung, jedoch die einzige mögliche Lösung der nationalen Separation bedeutete. Die „Helvetisierung“ Siebenbürgens konnte, gegenüber den der neuen rumänischen Staatsbildung dienenden rumänischen Einheitsbestrebungen jedweder außenpolitischen Unterstützung entbehrend, selbst in der Übergangsperiode keinen aussichtsvollen Regelungsvorschlag darstellen. Besonders deshalb nicht, weil dies zum Unbegründetsein des rumänischen Ausschließlichkeitsanspruchs auf Siebenbürgen demonstrative Beweise geliefert hätte. Die Chancen der Konzeption der demokratischen Föderation der ungarländischen Nationen von der „östlichen Schweiz“ wurden durch den Fortfall des Ausgleiches zweifellos problematisch, sogar – wie es durch den Karlsburger rumänischen Beschluß bewiesen wurde – gesiegelt. Da jedoch die ungarische Regierung über kein anderes Mittel verfügte, mußte

<sup>6</sup> Domokos, László: *Kis káté a Magyarországon élő nemzetek önrendelkezési jogáról* (Kleiner Katechismus über das Selbstbestimmungsrecht der in Ungarn lebenden Nationalitäten), Budapest 1919. S. 32–33.

<sup>7</sup> Die Pressenachrichten aufgrund der Verhandlungsprotokolle z.B. *Világ* 14.–16. Nov. 1918. Vgl. Raffay, Ernő: *Erdély*, S. 91–114. Jászi's Erinnerungen über die Arader Verhandlungen: *Visszaemlékezés a román nemzeti komitéval folytatott aradi tárgyalásaimra*, *Napkelet*, 21. Dez. 1921.

die Vereinbarung mit den anderen vier großen Nationalitäten des Landes auf derselben prinzipiellen Grundlage versucht werden.

Da sich zu den Rumänen parallel auch die Serben vor jeder provisorischen Regelung verschlossen, konnte die Károlyi-Regierung in Wirklichkeit nur nach einer aufgrund identischer Prinzipien geschlossenen Vereinbarung mit den Slowaken, Deutschen und Ruthenen streben. Vor allem war sie bestrebt, die Vertreter der erwähnten Nationalitäten für die Teilnahme an der Regierungsarbeit zu gewinnen, dies gelang jedoch nur bei den Ruthenen und teils den Deutschen und ausschließlich im Rahmen des Nationalitätenministeriums.

Nach dem Mißerfolg der Arader Verhandlungen bedeutete die zwischen dem 28. November und dem 6. Dezember mit dem Slowaken geführte Verhandlungsserie der Károlyi-Regierung einen bedeutenden Versuch. Im Laufe dieser Verhandlungen war Jászi bemüht, mit Milan Hodža, dem Budapester Beauftragten der tschechoslowakischen Regierung, der – wahrscheinlich bloß aus taktischen Gründen – gewillt war, ein provisorisches ungarisch-slowakisches Sonderabkommen zu schließen, aufgrund des Entwurfes für ein kulturelle und Verwaltungsautonomie in Aussicht stehendes „Slowakisches Imperium“ ein Übereinkommen zu treffen. Die für eine kurze Zeit als möglich erscheinende Vereinbarung bedeutete der ungarischen Regierung die letzte Hoffnung, ihre Initiatorrolle im innenpolitischen Leben des Landes aufgrund einer provisorischen Regelung zu bewahren. Selbstverständlich wäre für die Regierung eine noch so begrenzt gültige Vereinbarung auch aus außenpolitischer Hinsicht äußerst wünschenswert gewesen. „Solange die Ungarische Republik nicht anerkannt wird“, formulierte Károlyi im Ministerrat vom 28. November die Aufgaben, „bringen wir mit den Nationalitäten keine Vereinbarung zustande. Wenn das Abkommen nicht angenommen wird (von den Slowaken – L. Sz.), wird die Lage umgestürzt. Die Vereinbarung muß mit den Jugoslawen und den Deutschsprachigen gleich geschlossen werden, das wird auch die Rumänen hinreißen.“<sup>8</sup>

Trotz der auch im Vergleich zu den den Rumänen gebotenen Vorschlägen weitgehenden Zugeständnisse konnte auf den von Jászi und Hodža geführten Verhandlungen infolge des eindeutigen Widerstandes der Prager Regierung – und was am wichtigsten war, der Pariser Unterstützung der die ethnischen Verhältnisse außer acht lassenden ungarisch-slowakischen Grenzen wirtschaftlich-strategischen Charakters – keine Vereinbarung zustande kommen. Die am 6. Dezember unterzeichnete ungarisch-slowakische Vereinbarung von der Demarkationslinie wurde in Wirklichkeit von keiner Seite ernst genommen, und am Vorabend von Weihnachten wurde von der „die historischen Grenzen der Slowakei“ festlegenden Entente-Note auch diese bescheidene Vereinbarung annulliert.

<sup>8</sup> *Minisztertanácsi jegyzőkönyvek. Magyar Országos Levéltár (MOL), K-27. (Protokolle des Ministerrates, Ungarisches Staatsarchiv) 28–30. Nov. 1918. – Hodža, Milan: Slovenský rozchod s Mad'armi roku 1918. (Die Trennung der Slowaken von Ungarn 1918), Bratislava 1929. S. 35–46.*

In dieser bedrückenden außenpolitischen Isolation wurde die Zukunft der drei verwirklichten bzw. sich zu verwirklichen scheinenden Nationalitätenvereinbarungen, der ruthenischen Autonomie des Ruthenenlandes (Ruska-Krajna) und der südslawischen Autonomie (Slovenska Krajna) und der im Volksgesetz VI:1919 für die Deutschen gesicherten Selbstbestimmungsrechte gleichermaßen von der von Tag zu Tag schlechter werdenden militärischen Lage des Landes und vom Willen der Nachbarländer abhängig.

Dementsprechend konnten die im Kantonsplan des Jászi-Ministeriums, in der Konzeption von der „östlichen Schweiz“ im Dezember 1918 aufgeführten Vorstellungen bloß zur Skizzierung eines optimalen Zukunftsbildes Angaben liefern. Der im Aktenmaterial des Ministeriums auffindbare einzige solche Entwurf wurde am 2. Dezember *ad acta* gelegt. Von dem sich auf die Ungarisch-Slowakische Volksrepublik beziehenden Entwurf konföderativer Struktur stellte sich ebenfalls heraus, daß kein bedeutender slowakischer Politiker bereit war, in seinem Interesse mit der Prager Regierung eine Konfrontation auf sich zu nehmen.<sup>9</sup>

Die geklärte Variante der im Nationalitätenministerium ausgearbeiteten Vorstellungen wurde im *Kleinen Katechismus über das Selbstbestimmungsrecht der in Ungarn lebenden Nationen* aufbewahrt. Durch das parallele Zustandebringen der Kantone, die den neben den nationalen territorialen Autonomien in einer spezifischen Nationalitäteninsellage lebenden sächsischen, rumänischen, slowakischen, ungarischen Enklaven besser entsprach, wurde das Ideal eines vom schweizerischen Modell in vieler Hinsicht abweichenden, gemischten Nationen-Nationalitätenstaatsbündnisses umrissen. „Weder die Regierung der Volksrepublik Ungarn noch das ungarische Volk selbst ist abgeneigt davon, daß die neuere Einheiten bildenden Nationen ihre völlige Autonomie zustandebringen. Was auf die größeren Einheiten zutrifft, ist zweifellos auch für die kleineren gültig... Diese Nationalautonomien können die politischen, finanziellen, religiösen, kulturellen und alle anderen Angelegenheiten ihres Volkes und Gebietes gesondert verwalten. Das Recht der Minderheiten ist gegenseitig zu sichern: Im Zentrum muß das Kollegialsystem herrschen.“<sup>10</sup> Der Kantonsplan wurde hinsichtlich Siebenbürgens auch von István Apáthy, dem Präsidenten des Siebenbürgischen Ausschusses des Ungarischen Nationalrates, und von den zum am 12. November angehaltenen ungarischen Ministerrat eingeladenen siebenbürgischen Aristokratenpolitikern, unter ihnen von Graf István Bethlen und Arvéd Teleki, unterstützt.<sup>11</sup>

<sup>9</sup> Hodža, Milan: *Slovenský rozchod*, S. 90–97. — Hodža's Interview über die Pester Verhandlungen über die slowakische Frage: *Világ*, 1. Dez. 1918. S. 3. — Die Text der Pariser Note: Documents concernant l'exécution de l'armistice en Hongrie (Nov. 1918–Mars 1919), Budapest 1919. 95–96.

<sup>10</sup> Schönwald, Pál: *A magyarországi 1918–1919-es polgári demokratikus forradalom állam- és jogtörténeti kérdései*, (Rechts- und staatshistorische Fragen der bürgerlichen demokratischen Revolution in Ungarn in 1918–19) Budapest, 1969. S. 64–84.

<sup>11</sup> Domokos, László: *Kis káté*, S. 34–35.

Gewiß konnte die sich auf die Bewahrung der wirtschaftlichen und militärischen Einheit des Landes richtende ungarische Provisoriums- und Integritätspolitik bzw. die das Wesen der Konzeption von der „östlichen Schweiz“ bedeutende innere Föderalisation mit den militärischen Aktionen der von der Entente unterstützten Nachbarländer nicht leicht in Einklang gebracht werden, infolge der sich in Richtung der „Trianon“-Grenzen bewegenden Demarkationslinien wurde das bereits im Dezember 1918 völlig unmöglich.

Die aktuell gewordene – weil unter die Grundbedingungen der Emanzipation der in dieser Region lebenden kleinen Nationen gehörende – nationale Isolation ging infolge der antagonistischen Gegensätze nicht mit dem sofortigen Zustandebringen eines neuen Staatsbündnisses einher. Im Gegenteil, jede Form des Zusammenwirkens wurde infolge der verwirklichten Form der Isolierung durch ungerechte Lostrennungen belastet.

Die Bedeutung des Versuches der Károlyi-Regierung, besonders der Minister Oszkár Jászi und Zsigmond Kunfi, besteht nicht bloß darin, daß er die möglichen Arten der auf der Vereinbarung der kleinen Nationen basierenden gemeinsamen Lösung aufzeigte, sondern auch darin, daß sie bemüht waren, den – in Mitteleuropa eigenartig die Rückständigkeit, Isolation und nationale Ausschließlichkeit verstärkenden – Idealen der Kleinstaatlichkeit gegenüber die Perspektive des regionalen Zusammenwirkens und der auf nationaler Gleichheit basierenden freien Entwicklung zu umreißen.<sup>12</sup>

In der ungarischen Geschichtsschreibung wird es bis zum heutigen Tage heftig diskutiert, ob es noch vor der Entscheidung der Friedenskonferenz nicht viel zweckvoller gewesen wäre, die nach den militärischen Schritten der Nachfolgerstaaten entstandene reale Situation anzuerkennen, auf die Integrität des geschichtlichen ungarischen Staates zu verzichten, und sich ausschließlich auf Integrität der ungarischen nationalen Gebiete konzentrierend zu versuchen, mit den neuen Nachbarn zu verhandeln. Ich bin der Ansicht, daß auf Grund der „provisorischen Ordnung“ für die ungarischen Regierungen nur die vorherige Sicherung der inneren nationalen Abgrenzung eine Chance für gerechtere Grenzenlösungen hätte bedeuten können, und was in Augen der Zeitgenossen als noch wichtiger erschien – für die Aufrechterhaltung der Wirtschaftskooperation zwischen den abtrennungswilligen Teilen der Monarchie.

Es ist eine Tatsache, daß die bürgerlich-demokratischen Kräfte Ende 1918 unter zweifachem Druck ihre Auffassung zum Ausdruck bringen wollten: Die immer aggressiveren ultralinken und ultrarechten Kräfte versuchten auch in der Nationalitätenfragenkomplex mit radikalen Lösungen, bzw. mit daraufbauender Demagogie die Massenbasis und Bewegungsfreiheit der das Zentrum der Koalition bildenden Sozialdemokraten, der Unabhängigkeitspartei und der bürgerlichen Radikalen einzuengen. Die Resignation des Kreises um

<sup>12</sup> A Magyarországon élő nemzetek önrendelkezési jogának előkészítésével megbízott minisztérium (Ministerium mit Beauftragung für die Vorbereitung des Selbstbestimmungsrechtes der ungarländischen Nationen), MOL K-40, 1918–II. 985. – Domokos, László: *Kis káté*, S. 18–20.

Oszkár Jászi kann durch die Situationsbeschreibung eines seiner nahen Mitarbeiter gut charakterisiert werden: „Die rumänische, slowakische und serbische Frage ist in eine von unserem Willen unabhängige Richtung weiterentwickelt worden nach der Revolution. Wir konnten die Lawine nicht mehr stoppen, die in Richtung des Herzens des Landes unterwegs war; wir waren aber doch nicht durch riesige Armeen angegriffen, sondern nur das Volk der hierlebenden anderssprachigen Nationalitäten wollte über ihr eigenes Schicksal entscheiden... Daß in dieser Arbeit der Nationalitäten die Unterdrückten zu Unterdrückern wurden, überraschte niemand. Der Volksgeist neigt immer zu Übertreibungen, und die Reaktion muß desto stürmischer sein, je tiefer und je länger unterdrückte Gefühle in ihr zum Ausdruck kommen.“<sup>13</sup>

Die Integrität des ungarischen Staates und der Selbstbestimmungsrecht der Nationalitäten erwiesen sich als gegenteilige Begriffe, sogar auch in der provisorischen Vorstellung, die von Jászi, bzw. den ungarischen Sozialdemokraten vertreten wurden. So betrachteten z.B. die ungarischen Regierungsparteien der Volksrepublik die militärischen Eroberungen, die von der rumänischen, serbischen und tschechoslowakischen Armee die Demarkationslinie der Waffenstillstandsverhandlungen von Belgrad durchschreitend gemacht wurden, als eine Besetzung ohne jegliche rechtliche Grundlage. Seitens der Regierungen der benachbarten Nationen zählten dieselben Aktionen zu den revolutionären Schritten der nationalen Befreiung. Ernő Garami, der ungarische sozialdemokratische Politiker sah in Übereinstimmung mit Jászi in den militärischen Schritten der Nachbarn die Beseitigung des Selbstbestimmungsprinzips und erwähnte als Verpflichtung des unter sozialistischer Regierung stehenden Ungarns die Sicherung des Selbstbestimmungsrechtes auch der magyarschen Nation.<sup>14</sup>

Die am 21. März 1919 ausgerufene Ungarische Räterepublik wollte laut einer Programmklärung „den Bruderschaftsbund der Arbeiter, die Rahmen der föderativen Räterepublik verwirklichen, als eine übergehende Staatsform, die der Vorgänger der einheitlichen europäischen Räterepublik gewesen wäre.“<sup>15</sup> Die Reihe der Donaukonföderations-Utopien à la Lajos Kossuth oder Oszkár Jászi wurde zur Zeit der 133 Tage des Bestehens der ungarischen Sowjetmacht mit einer neuen Vorstellung bereichert, laut der eine neue, mitteleuropäische sozialistische Föderation als Teil der europäischen Vereinigten Sowjetischen Republik gegründet wäre.

<sup>13</sup> Domokos, László: *Ruszka-Krajna a népek étélőszéke előtt* [Ruska-Krajna vor dem Gerichtshof der Völker], Budapest 1919. S. 10.

<sup>14</sup> Über die Auffassung von Handelsminister Garami: Kende, János: *A Magyarországi Szociáldemokrata Párt nemzetiségi politikája 1903–1919* [Die Nationalitätenpolitik der Sozialdemokratischen Partei Ungarns 1903–1919], Budapest 1973, S. 110.

<sup>15</sup> Imre, Magda – Szücs, László [red.]: *A forradalmi kormányzótanács jegyzőkönyvei 1919*, [Protokolle des revolutionären Regierungsrates 1919] Budapest 1986. S. 321. – Kóvágyó, László: *A magyar kommunisták és a nemzetiségi kérdés* [Die ungarischen Kommunisten und die Nationalitätenfrage], Budapest 1987, S. 57.



Die Ungarische Sozialistische Föderative Räterepublik gelangte in eine noch stärkere außenpolitische Isolation als bisher. Die internationale Bewertung der Sowjetmacht konnte diese Isolation noch erschweren. Die rumänischen und tschechoslowakischen Truppen eroberten im April 1919 das ganze Gebiet jenseits der Theiß, das Vorgebiet der Karpaten, und das Land geriet praktisch in eine unbeschützbare militärische Situation.<sup>16</sup>

Bewirkt durch die schon offene Aggression distanzieren sich Béla Kun und andere führende Politiker der Räterepublik im April öfters von der Integritätspolitik früherer Regierungen.<sup>17</sup> Trotzdem verzichtete die Regierung der Räterepublik nicht auf die von der Entente schon an die Nachfolgerstaaten versprochenen ungarischen kompakten Gebiete, was auch die Gesetzesvorschriften der Räterepublik-Regierung bezeugen, die sich auch auf die in diesen Gebieten befindenden Städte bezogen. In erster Linie während der tschechoslowakischen und rumänischen Intervention waren in der Tätigkeit der Roten Armee die bürgerlichen und militärischen Tugende aufzufinden, die für einen Landesverteidigungskrieg charakteristisch waren, und die früher, in Aktionen, die nicht auf die Verhinderung der Abtrennung der nicht magyarischen Gebiete gerichtet waren, überhaupt nicht vorhanden waren.

Die offene Aggression der zwei Nachbarstaaten bedeutete nach den Traumen, die von den früheren Entente-Noten verursacht waren, fast eine gewisse Erleichterung: Anstatt der feindseligen Verhaltens der im mitteleuropäischen Gebiet nur symbolisch vorhandenen Entente hatte die ungarische Presse und öffentliche Meinung mit dem traditionellen Feinbild, mit dem offenen Angriff der den 1000jährigen ungarischen Staat angreifenden gierigen Nachbarn zu tun. Die bolschewistische Militärpropaganda konnte in ihrer armeearbeitenden Arbeit nicht diese Gefühle des ungarischen Nationalismus außer acht lassen. Trotzdem nahm die Begeisterung zu Zeiten der Nordoffensive, besonders auf slowakischem ethnischen Gebiet — wie dies auch von mehreren zeitgenössischen Berichten auch erwähnt wurde, beträchtlich ab.

Das Aufgeben der staatlichen Integrität wurde in der Politik der Regierung der Räterepublik mit der Ansicht der Sicherung der ungarischen nationalen Integrität verbunden, was letztlich die Interessen der um ihr erworbenes Gebiet fürchtenden Nachbarstaaten ebenso verletzte, wie die Provisoriums-Politik der Károlyi-Regierung. Es ist aber auch eine Tatsache, daß sowohl der rumänische als auch beide slawische Nachbarstaaten mit der Möglichkeit rechneten, daß auf Grund der Entscheidung der Friedenskonferenz entweder im Sinne einer Kompensationsvereinbarung, oder im Sinne eines bilateralen Abkommens bestimmte Gebiete Ungarn zurückgegeben werden. Ein vertrauliches „Memorandum“ in diesem Sinne von Präsident Masaryk ist zum Beispiel

<sup>16</sup> Vgl. Ormos, Mária: Padovától Trianonig, [Von Padua bis Trianon] Budapest 1984. S. 210–211.

<sup>17</sup> Der Text der Regierungserklärung von 30. April 1919: *A magyar munkásmozgalom történetének válogatott dokumentumai* [Die ausgewählten Dokumente der Geschichte der ungarischen Arbeiterbewegung], Budapest 1960, Bd. 6/a. S. 355.

erhalten geblieben, das ausgesprochen als größtes Interesse des tschechoslowakischen Staates betrachtete, daß die Zahl der ungarischen Minorität in der Slowakei möglichst niedrig sein soll.

Die Räterepublik beendete – neben ihren militärischen Versuchen – den Ausbau der Autonomie der beiden im Lande gebliebenen größeren Nationalitäten, der deutschen und ruthenischen Gebiete, in einem beschleunigten Tempo und beendete damit parallel den Ausbau der föderativen Umgestaltung des Landes. Die Schaffung der Institutionen der ruthenischen Region, d.h. der Ruska-Krajna, wurde durch die am 5. Mai beendete tschechoslowakische Besetzung verhindert. In der Frage der deutschen Autonomie wurden, das am 29. Januar 1919 verkündete VI. deutsche Volksgesetz konkretisierend, drei deutsche Zonen festgelegt: das, mit dem heutigen Burgenland ungefähr vergleichbare westungarische Gebiet, das im Sinne der Entscheidung des Revolutionären Regierungsrates am 11. Juni als Deutscher Nationalbezirk eine weitgehende Autonomie erhielt; das Gebiet um Budapest, das sog. mittlere deutsche Gebiet und die in der deutschen Fachliteratur als „Schwäbische Türkei“ bekannten südungarischen Gebiete. In den letzteren beiden waren deutsche Gemeinderäte tätig, sie wurden aber zu keine autonomen Bezirke. Neben den auf Gebietsgrundlage organisierten ruthenischen und deutschen Autonomien ermöglichte der 84. Paragraph der Verfassung der Räterepublik auch die Entfaltung der kulturellen Autonomie: „... alle Nationen können, auch dann, wenn sie auf keinem zusammenhängenden Gebiet leben, für die Entwicklung ihrer Bildung einen nationalen Rat bilden.“ Trotz der kriegerischen Atmosphäre konnten die Institutionen der deutschen nationalen Vertretung der Reihe nach geschaffen werden: der Deutsche Landesrat, und dessen Exekutivorgan, der Deutsche Volksrat, bzw. das neben der Regierung tätige Deutsche Volkskommissariat, das die Fortsetzung des im Februar gegründeten Deutschen Landesregierungsausschusses war.<sup>18</sup> Wie bekannt, wollte man die slowakische Frage zur Zeit der Räterepublik in Folge der Ausrufung der slowakischen Räterepublik als ein, *de jure* nicht verwirklichtes, aber unter den gegebenen Umständen doch tätiges föderatives Bundesverhältnis lösen. Auch schon die Zeitgenossen sahen, daß die vom tschechoslowakischen Staat angebotenen nationalen, wirtschaftlichen und politischen Vorteile die Einbürgerung der auf kommunistischer Ideologie basierenden Rätewelt russischen Typs in der Slowakei verhindert hatten, nicht zu sprechen über den ziemlich eingegengten militärischen Aktionskreis des ungarischen Rätestaates und seine in kurzer Zeit ausgegangenen materiellen und moralischen Vorräte.

Die Nations- bzw. Nationalitätenpolitik der Räterepublik unterstützte also die Gründung einer auf Grund der ungarischen nationalen Integrität mit den Nachbarvölkern geschlossenen sozialistischen Föderation (noch dazu auf Grund der Buharinschen Formierung: eine Föderation, die sich für die Selbstbestimmung der Arbeiter ausspricht), in der die Grenzen sozusagen ihre Wich-

<sup>18</sup> Schönwald, Pál: *A magyarországi 1918–1919-es polgári demokratikus forradalom*, S. 44–52, 88–92, 161–163. – Kóvágyó, László: *A magyar kommunisták*, S. 85–98.

tigkeit verlieren. Die Räterepublik sicherte im Zusammenhang mit den Nationalitätenrechten eine breite Autonomie der größten gebliebenen Nationalität des Landes, dem in der Verfassung als Nation behandelten Deutschtum. Daneben stellte die Regierung der Räterepublik den zerstreuten, kleineren Nationalitäten (Diasporen, Sprachinseln) den Ausbau kultureller Autonomie in Aussicht.

Nicht ganz zwei Wochen nach dem militärischen Zusammenbruch der Räterepublik, in den Tagen der rumänischen Besetzung Budapests, veröffentlichte der Universitätsprofessor Jakob Bleyer, einer der leitenden Persönlichkeiten der konterrevolutionären Organisation in der sogenannten zweiten Friedrich-Regierung ein neues Programm: „Das Program desselben (Ministeriums) kann kurz in einem Satz zusammengefaßt werden. Die Sicherung einer wirkungsvollen Teilnahme an den ungarischen Staatsleben einerseits, die Bewahrung des eigenen Volkstammes innerhalb der sprachlichen und ethnographischen Grenzen – enges Gebiet, die auch einschließen mögen – andererseits.“<sup>19</sup> In zwei Wochen wurde die dritte Friedrich-Regierung gestaltet, in ihrem Rahmen begann im durch Bleyer geleiteten Ministerium der Nationalen Minderheiten eine großangelegte organisations- und gesetzvorbereitende Arbeit.

Der Anteil der Nationalitäten im Trianon-Ungarn, mit der damaligen Bezeichnung im „Rumpfungarn“, betrug laut Angaben aus 1920 10,4 % der Gesamtbevölkerung. Die zahlreichste war das 550 000 zählende Deutschtum. Im Ministerium wurde trotzdem neben der deutschen Hauptabteilung mit demselben Budget eine ruthenische, slowakische und südslawische Hauptabteilung geschaffen. Bei der Bestimmung des Aufgabenkreises des Ministeriums bat Bleyer öfters den Ministerpräsidenten, daß für den Schutz der in den Nachfolgerstaaten lebenden Magyaren auch dieser Amtsbereich sorgen kann. Hauptsächlich die ruthenischen und slowakischen Hauptabteilungen betrachteten als ihre Aufgabe – trotz der Abweisung der Bitte von Bleyer durch den Ministerpräsidenten – daß die Zurückgewinnung der ruthenischen Regionen, bzw. der ganzen Slowakei vorbereitet werde, und übten diesbezüglich eine datensammelnde und Propagandaarbeit aus. Ebenso wäre eine der wichtigsten Aufgaben der deutschen Hauptabteilung die Verhinderung der Ausscheidung des Burgenlands gewesen.

Die Teleki-Regierung stellte für die Propagandaarbeit auf dem Gebiet der Nachbarstaaten, bzw. für die Propagandaarbeit gegen ihre Integrität einen Irredentenfonds zur Verfügung, dessen Existenz die Vertreter des Nationalitätenministeriums sowohl in den Parlamentsausschüssen als auch vor Gericht nicht zugeben durften.<sup>20</sup>

<sup>19</sup> Eine Erklärung des Ministeriums der Nationalen Minderheiten, *Budapesti Közlöny* 17. August 1919.

<sup>20</sup> MOL, K-26, 1919-LXIV-287. – Vgl. Bellér Béla: *A magyarországi németek rövid története* [Kurze Geschichte der Ungarndeutschen] Budapest 1981. S. 79–86. Bellér Béla: *Az ellenforra-*

Die sich mit dem Fragenkreis beschäftigende neuere Fachliteratur bewertet die gesetzvorbereitende Arbeit der nationalen Minderheiten folgendermaßen: obwohl aus den Fehlern der dualistischen ungarischen Nationalitätenrechtspraxis gelernt wurde, und die am 20. August 1919 verabschiedete Nationalitätenregierungsverordnung N.4044/1919 viel breitere Sprachrechte sicherte als je zuvor, wird der Wert der ganzen rechtschaffenden Arbeit in großem durch das kaum verborgene propagandistische Ziel geschwächt. Wahrscheinlich konnte es vorkommen, daß die militärische Zensur der rumänischen Besatzungsarmee die Erscheinung der Verordnung im amtlichen Organ der ungarischen Regierung nicht zuließ.

Kurz müssen wir auch über die Wirkung der Verhandlungen der Pariser Friedenskonferenz auf das stürmische innenpolitische Leben in Ungarn 1919 sprechen. Es wurde sowohl für die Regierung der Räterepublik als auch für die bürgerlichen Regierungen eindeutig, daß Ungarn wegen Mangel an entsprechender Großmachtunterstützung nicht fähig ist, den das Land umringenden Nachbarstaaten zu widersprechen. Dementsprechend wurde in Budapest alles unternommen, und die bei den Friedensverhandlungen zur Geltung kommenden englisch-französischen bzw. amerikanisch-französischen Gegensätze ausgenützt, um die ungarischen Interessen wenigstens indirekt verwirklichen zu können. Aus diesem Gesichtspunkt waren die Beratungen des die Minderheitenabkommen vorbereitenden „Comitee of next States“, bzw. die Beschlüsse der Ausschüsse und Generalräte, die die Grenzen von Ungarn festlegten, von einer großen Wichtigkeit. Der ungarische Einfluß kam aber trotz aller Anstrengungen praktisch überhaupt nicht zur Geltung. Der die ungarischen Bemerkungen am 16. Januar 1920 unterbreitende Graf Apponyi erweckte mit dem Schutz der ungarischen Staatsintegrität in allen Teilnehmenden einen schlechten Eindruck und eine fast völlige Uninteressiertheit, da die für die ungarischen Beschwerden empfänglichen Diplomaten nur die teilweise Neuuntersuchung der Frage der abgetrennten magyarischen ethnischen Gebiete für notwendig gehalten hätten.<sup>21</sup>

Die Schockwirkung des Friedensvertrags von Trianon nährte sich nicht nur aus der Hoffnungslosigkeit des Verlustes der Gebiete und Nationen und aus der Ernüchterung aus der ungarischen Reich-Träumen. Viel wichtiger war die Erfahrung, daß das weitere Schicksal von einem Drittel der magyarischen Nation von der Politik solcher Staaten in der Zukunft abhängen wird, die mit Ungarn aus den Positionen der Gutmachung der nationalen Verletzungen in der Vergangenheit bzw. der neuerworbenen politisch-wirtschaftlichen Überlegenheit verhandelten.

---

*dalom nemzetiségi politikájának kialakulása* [Die Gestaltung der Nationalitätenpolitik der Konterrevolution] Budapest 1975.

<sup>21</sup> Galántai, József: *A trianoni békekötés 1920. A párizsi meghívástól a ratifikálásig.* [Der Friedensvertrag von Trianon. Von der Pariser Einladung bis zur Ratifikation], Budapest 1990. S. 93–97.

Die ungarische Reaktion und Rezeption auf den Vertrag von Trianon war dementsprechend ziemlich eindeutig: Bitterkeit und irredentische Leidenschaften waren auch in den offiziellen politischen Erklärungen aufzufinden.<sup>22</sup> Das Bleyersche Minderheitenministerium setzte 1920 die organisationsrechtliche Gründung der ungarischen Irredenta fort: der im Januar ausgearbeitete slowakische Autonomieentwurf wollte für „Oberungarn“ im Rahmen des ungarischen Staates „unbegrenzte Möglichkeiten für die kulturelle Entwicklung der slowakischen Nation sichern“, und in dem an die Lösung der österreich-ungarischen gemeinsamen Angelegenheiten erinnernden Vorschlag wollte man „auch in wirtschaftlicher Beziehung einen angemessenen Raum für die Geltendmachung außergewöhnlicher (slowakischer) Interessen“ lassen. Ähnliche Pläne wurden auch im Zusammenhang mit der Banat- und Batschka-Frage bzw. mit der Autonomie von Burgenland entworfen.<sup>23</sup>

Die infolge des Vertrages von Trianon zustande gekommene erbitterte Stimmung war diesen Wunschträumen nicht günstig: Bleyer und sein Ministerium wurden innerhalb der Regierung immer mehr isoliert. In der Presse waren eine Zeitlang noch die extremistischen Irredentenorganisationen maßgebend, aber nach der Regierungsbildung von István Bethlen wurde die eine Revison auf langer Sicht vertretende Regierungsrichtlinie bestimmend. Demgemäß reichte Bleyer am 26. November 1920 seine Abdankung ein. Dann nahm die Wichtigkeit des Minderheitenministeriums schnell ab, es wurde 1923 sogar aufgelöst. In den Fragen im Zusammenhang mit den ungarischen Nationalitäten wurden Regierungskommissare mit der Betreuung der Angelegenheiten beauftragt.

Die Konsequenzen der vom Oktober 1918 bis zum 4. Juni 1920 ausgestalteten neuen staatsrechtlichen und außenpolitischen Lage wollten alle zeitgenössischen ungarischen Regierungen auf ihre Art und Weise ziehen. Rationelle Vorstellungen wurden aber mit anakronistischen, alten Reflexen und Bedenken vermischt. Das alles erschwerte schon von vornherein die Ausarbeitung eines konstruktiven Entfaltungsprogrammes. Die mitteleuropäischen Konföderationsvorstellungen erwiesen sich als vollständig inaktuell, da von deren Hauptvoraussetzungen die beiden wichtigsten fehlten, und zwar die vorhergehende innere Abgrenzung, und die zu einer Konföderation nötigen integrierenden politischen Kräfte. Nicht zu sprechen von der Ausschaltung der die Zusammenarbeit der kleinen Nationen des Gebietes von vornherein verhin-dernden emotionelle Komponenten. Das Erscheinen des bei der Pariser Friedenskonferenz geschaffenen nationalen Minderheitenschutzsystemes und der in den bilateralen Fragen zwischen den beiden Weltkriegen eine bedeutende

<sup>22</sup> Bellér Béla: Az ellenforradalom nemzetiségi politikájának kialakulása. S. 38–46.

<sup>23</sup> Tilkovszky, Loránt: Nationalitätenpolitik in Ungarn 1918/1919–1944/1945, in: Glatz, Ferenc (red.): *Etudes Historiques Hongroises*, Bd. z. 1990, S. 357–361. Vgl. dazu: Ein ungarischer Autonomieentwurf für die Slowakei (vom 7. Jänner 1920), Staat und Nation (2) 1929. 10. Juli S. 703–707. Dieser Entwurf wurde vom ungarischen Ministerrat angenommen (Bleyer hat später den Text in einer Parlamentdebatte am 29. Mai. 1929 präsentiert).

Rolle spielende Nationalitätenfrage auf internationalen Foren, schuf relative günstige Voraussetzungen für die Sicherung des wirksamen Rechtsschutzes sowohl für die nationalen Minderheiten in Ungarn, als auch der magyarischen Minderheiten außerhalb der ungarischen Staatsgrenze.

# Die Nationalitätenfrage und die Sozialdemokratie in Ungarn 1918–1948

LORÁNT TILKOVSKY

Im Hinblick auf die Nations- und Nationalitätenfrage, die nach dem militärischen Zusammenbruch im Weltkrieg zur Auflösung Österreich-Ungarns und auch zum beginnenden Zerfallsprozeß des historischen Ungarns führte, erwies sich die Ungarländische Sozialdemokratische Partei als ziemlich unvorbereitet. Als 1918 schon überall die Parole der nationalen Selbstbestimmung weit schallte, konnte sich die USDP auf den 4. Punkt seines 1903 angenommenen Programms kaum mit Erfolg berufen, der „die vollständige Gleichberechtigung aller im Lande lebenden Nationalitäten“ gefordert hat, denn dieser bedeutete praktisch nicht mehr, als die Betreibung der Durchführung des Nationalitätengesetzes vom Jahre 1868 (XLIV) von Eötvös. Die Nationalitäten des Landes konnten seit langem nicht mehr mit soviel befriedigt werden. Während die österreichische sozialdemokratische Partei eigentlich eine föderative Vereinigung ziemlich selbständiger sozialdemokratischer Parteien der Nationalitäten war, beschränkten sich die in der auf ihre zentralistischen Organisationsprinzipien bestehenden Ungarländischen Sozialdemokratischen Partei seit 1906 tätigen Nationalitäten-Landesausschüsse auf den Dienst des praktischen Zieles, im Kreise der Nationalitätenbevölkerung Mitgliederwerbung, Agitation und Propaganda zu machen, die durch die Partei vertretenen Prinzipien in ihrer Muttersprache zu verbreiten, die aber inhaltlich im allgemeinen nicht mehr beinhalteten, daß die Nationalitätenfrage eigentlich die Angelegenheit der Bourgeoisie, Mittel der sich auf die Teilung des Proletariats richtenden Politik sei, und daß die Nationalitätenfrage dann durch den Sozialismus gelöst werde. Die Austromarxisten — besonders Otto Bauer und Karl Renner — untersuchten das Wesen der Nationalitätenfrage viel tiefer und suchten die differenzierte Gestaltung des Verhältnisses der Arbeiterbewegung zu dieser Frage, aber die Kenntnis ihrer einschlägigen Werke in den theoretisch gebildeten Kreisen der ungarländischen Sozialdemokratie hatte bis dahin die Politik der USDP praktisch gar nicht beeinflußt oder modifiziert.<sup>1</sup>

Die Tätigkeit der Austromarxisten im Zusammenhang mit der Nations- und Nationalitätenfrage übte in Ungarn vor allem auf die Bürgerlich-Radi-

<sup>1</sup> Kalmár, I. György: *Szociáldemokrácia, nemzeti és nemzetiségi kérdés Magyarországon (1900–1914)* (Sozialdemokratie, Nations- und Nationalitätenfrage in Ungarn /1900–1914/.) Akadémiai Kiadó, Budapest, 1976; Kende, János: *A Magyarországi Szociáldemokrata Párt nemzetiségi politikája (1903–1919)* (Die Nationalitätenpolitik der Sozialdemokratischen Partei Ungarns /1903–1919/.) Akadémiai Kiadó, Budapest, 1973.

kalen, besonders Oszkár Jászi, große Wirkung aus, der auch der Frage der kulturellen Autonomie selbst große Aufmerksamkeit geschenkt hat: Er hielt ihre Gewährleistung an die Nationalitäten für unerläßlich dazu, daß sie im Rahmen des ungarischen Staates behalten werden können, gleichzeitig hatte er vor, das so umorganisierte Ungarn ins Bündnissystem der an die Stelle der Monarchie tretenden Staaten zu integrieren. Jászi brachte die austromarxistischen Ansichten bezüglich der Lösung der Nationalitätenfrage mit den alten Kossuthschen Vorstellungen — die bereits in dessen Emigration (1851–1862) ausgearbeitet wurden — über die demokratische Regelung der ungarischen Nationalitätenfrage (mit der Wahrung der Integrität des Landes) und der Errichtung einer Donau-Konföderation in Einklang.<sup>2</sup>

Die USDP machte sich im Oktober 1918 diese Konzeption zu eigen, die nach dem Sieg der demokratischen Revolution Teil des Regierungsprogramms von Mihály Károlyi geworden ist. Oszkár Jászi wurde als Nationalitätenminister der Regierung ohne Portefeuille damit beauftragt, die Verwirklichung der Selbstbestimmung der in Ungarn lebenden Nationalitäten vorzubereiten, als deren Ergebnisse im Dezember 1918 die Ruthenen (1918: X. Volksgesetz), dann im Januar 1919 die Deutschen (1919: VI. Volksgesetz), schließlich im März 1919 die Slowaken (1919: XIX. Volksgesetz) ein Autonomiegesetz bekommen haben. Diese Autonomiegesetze gewährten entsprechend den austromarxistischen Ansichten den größeren zusammenhängenden Nationalitätengebieten territoriale Selbstbestimmung, die Nationalitätenrechte der dort lebenden anderen Nationalitäten hingegen wollte man auf Grund eines Personalkatasters in mit kultureller Autonomie ausgestatteten Landesverbänden sichern. Die Verhandlungen von Jászi — noch im November 1918 — mit den Rumänen, bei denen er in Siebenbürgen die Schaffung von Nationalitätenkantonen vorgeschlagen und die Idee einer „östlichen Schweiz“ aufgeworfen hat, blieben ohne Ergebnis.<sup>3</sup>

Jászi beteiligte sich an der Berinkey-Regierung nicht mehr; der Ministerpräsident selbst hat auch die Aufgaben des Nationalitätenministers versehen. In der Regierung hatten ferner die Ruthenen und Deutschen besondere Minister ohne Portefeuille. Auf der Seite des deutschen Ministers (Johann Junker) bekleidete der Sozialdemokrat Heinrich Kalmár den Posten des Staatssekretärs. Die ungarndeutschen Sozialdemokraten unterstützten bzw. beteiligten sich an der Arbeit des Deutschen Volksrats — sein Vizepräsident war der siebenbürger Sachse mit austromarxistischen Beziehungen, Viktor Knaller, der auf den Ausbau der deutschen Autonomie gedrängt hat; demgegenüber orientierte sich der Deutschungarische Volksrat unter Jakob Bleyer mit

<sup>2</sup> Hanák, Péter: *Jászi Oszkár dunai patriotizmusa*. (Der Donau-Patriotismus Oszkár Jászis). Magvető Kiadó, Budapest, 1985. S. 36–39. 67–80.

<sup>3</sup> Hajdú, Tibor: *Az 1918-as magyarországi polgári demokratikus forradalom* (Die ungarländische bürgerlich-demokratische Revolution von 1918). Kossuth Kiadó, Budapest, 1968.



seiner Autonomie-Feindlichkeit nach den konterrevolutionären Gegnern der bürgerlich-demokratischen Regierung.<sup>4</sup>

Die Kommunistische Partei Ungarns, die am 24. November 1918 in Budapest gegründet wurde, verurteilte bezüglich der Nations- und Nationalitätenfrage die Teilnahme der USDP an der die territoriale Integrität beschützenden Politik der Regierung und stellte dieser das auch das Recht der Losrennung anerkennende leninistische Prinzip der nationalen Selbstbestimmung gegenüber. Unter den ungarischen Sozialdemokraten gab es bereits im Oktober 1918 welche — wie Zsigmond Kunfi, der die diesbezügliche Auffassung Otto Bauers nicht nur kannte sondern auch teilte —, die bereit gewesen wären, in der Deutung des Autonomierechtes so weit zu gehen; die Bereitschaft dazu wuchs mit der Zeit bedeutend, womit auch eingesehen wurde, daß die Nationalitäten durch Autonomie von der Losrennung nicht mehr zurückgehalten werden können. Die Vorstellung der Kommunisten war, daß die Integration der hoffentlich nacheinander den Weg der sozialistischen Revolution beschreitenden Länder in ein Bündnissystem sowjetrußländischen Musters die vom Gesichtspunkt der Arbeiterbewegung aus nicht gleichgültige, auf Kosten der größeren wirtschaftlichen Einheit vor sich gehende Differenzierung nationalstaatlichen Zwecks durch den internationalistischen Zusammenschluß des Proletariats dieser Länder in dialektische Einheit fassen könnte. Sie übte auch auf die Sozialdemokraten eine Wirkung aus und war wichtiger Teil der kommunistischen Plattform, mit deren Billigung am 21. März 1919 in Ungarn die Vereinigung der Sozialdemokraten mit den Kommunisten in der Ungarländischen Sozialistischen Partei und die Machtübernahme von der „gescheiterten Bourgeoisie“, die Proklamierung der Proletdiktatur, der Ungarländischen Räterepublik, zustande kam.<sup>5</sup> Die Ansätze dieser Entwicklungen haben viele, wie auch die österreichischen Sozialdemokraten<sup>6</sup> nicht verstanden oder direkt verklärt: Die Ungarländische Räterepublik setzte nicht die bisherige Politik der territorialen Integrität — in anderer Färbung und mit anderen Mitteln — fort.<sup>7</sup>

Den wiederholten Erklärungen der Regierung der Ungarländischen Räterepublik („Revolutionärer Regierungsrat“), denen zufolge sie nicht auf der Grundlage der territorialen Integrität stehe, widerspricht nicht, daß sie die Gebiete, die unter keine Besetzung geraten sind, solange in ihrem eigenen sozialistischen System zu behalten versuchte, bis sie von keinem kapitalistischen, sondern sozialistischen Land in Besitz genommen werden können, mit welchem

<sup>4</sup> Bellér, Béla: *A Magyar Népköztársaság és a Tanácsköztársaság nemzetiségi kultúrpolitikája* (Die Nationalitäten-Kulturpolitik der Ungarischen Volksrepublik und der Räterepublik). *Történelmi Szemle*, 1969. Nr. 1–2.

<sup>5</sup> Kővágó, László: *A magyar kommunisták és a nemzetiségi kérdés* (Die ungarischen Kommunisten und die Nationalitätenfrage). (1918–1948). Kossuth Kiadó, Budapest, 1985.

<sup>6</sup> Otto Bauer: *Die österreichische Revolution*. Wiener Volksbuchhandlung, Wien, 1923. S. 136–137.

<sup>7</sup> Kővágó, László (red.): *A Tanácsköztársaság és szomszédaink* (Die Räterepublik und unsere Nachbarn). Kossuth Kiadó, Budapest, 1979.

auf Staatsbündnis tretend sie zur vorausgesetzt besten Lösung kommen könnten, sowohl im Hinblick auf die nicht starre Behandlung („Spiritualisierung“) der Landesgrenzen wie die Gewährleistung der Nationalitätenrechte.<sup>8</sup>

In der Regierung der Ungarländischen Räterepublik nahmen ein ruthenischer und ein deutscher Volkskommissar teil (dieser letztere war der Sozialdemokrat Heinrich Kalmár); sie achteten auf den Ausbau der Autonomien, deren Grundlagen noch die Autonomiegesetze der bürgerlich demokratischen Regierung gesetzt haben. Das ruthenische autonome Gebiet, dessen Zukunft die Ungarländische Räterepublik im Rahmen einer benachbarten verbündeten Sowjet-Ukraine vorgestellt hat, geriet bald unter die Besetzung der Truppen der tschechoslowakischen Regierung.<sup>9</sup> Die Regierung Deutsch-Österreichs, in der die Austromarxisten wichtige Posten innehatten (Kanzler: Karl Renner, Außenminister [Staatssekretär für auswärtige Angelegenheiten]: Otto Bauer, Verteidigungsminister: Julius Deutsch), erhob auf Deutsch-Westungarn Anspruch, aber im Gegensatz zu den Annexionsbestrebungen der Christlich-Sozialisten und Großdeutschen in Form einer Volksabstimmung und auf Grund des Autonomierechtes der Nationalitäten. Sie mußte jedoch in Erfahrung bringen, daß die ungarländische Räterepublik eine solche Propaganda ausübt, die – unter den gegebenen Umständen – die Lostrennung stark ablehnt, im Gegenteil, in Österreich solche Aktionen anregt, die auf die Entfaltung der proletarischen Revolution abgezielt haben.<sup>10</sup> „Wenn das Proletariat Österreichs das kapitalistische Joch abgeschüttelt hätte, wenn es ebenfalls ein Sowjet-Staat wäre, wie wir, dann wäre es keine Sekunde lang zweifelhaft, wozu Westungarn gehören soll“ – äußerte sich Béla Kun, Volkskommissar für auswärtige Angelegenheiten der Ungarländischen Räterepublik.<sup>11</sup>

Es widerspricht der Absage an die territoriale Integrität oder der Stellungnahme der Regierung der Ungarländischen Räterepublik nicht, daß sie im Laufe der Zurückschlagung der tschechoslowakischen militärischen Intervention Gebiete befreit hat: Auf diese dehnte sie nicht ihre eigene Macht aus, sondern förderte die Entstehung einer verbündeten Slowakischen Räterepublik, auch solange, bis in der ganzen Tschechoslowakei die „sozialistische Revolution siegt“.<sup>12</sup>

<sup>8</sup> Kővágó, László: *A Magyarországi Tanácsköztársaság és a nemzeti kérdés* (Die Ungarische Räterepublik und die nationale Frage). Kossuth Kiadó, Budapest, 1979.

<sup>9</sup> Gergely, Ernő: *Az ukrán és a német kérdés a Magyar Tanácsköztársaság nemzetiségpolitikájában* (Die ukrainische und deutsche Frage in der Nationalitätenpolitik der Ungarländischen Räterepublik). *Századok*, 1969. Nr. 2–3.

<sup>10</sup> Gábor, Sándorné: *Ausztria és a Magyarországi Tanácsköztársaság* (Österreich und die Ungarische Räterepublik). Akadémiai Kiadó, Budapest, 1969.

<sup>11</sup> *Soproni Vörös Újság*, 24 Juli 1919. Zit. von: Soós, Katalin: *Burgenland az európai politikában 1918–1921* (Burgenland in der europäischen Politik 1918–1921). Akadémiai Kiadó, Budapest, 1971. S. 26.

<sup>12</sup> Milei, György – Smutny, Anton (red.): *Dokumentumok a Szlovák Tanácsköztársaságról* (Dokumente über die Slowakische Räterepublik). Kossuth Kiadó, Budapest, 1970.

Die Verfassung der Ungarländischen Räterepublik, brachte die miteinander zusammenhängenden beiden Seiten der sich auf die Lösung beziehenden Nations- und Nationalitätenfrage zum Ausdruck; einerseits die Einordnung der Ungarländischen Räterepublik in ein auszugestaltendes sozialistisches Staatsbündnis, andererseits die restlose Sicherung der Rechte der auf dem Gebiet der Ungarländischen Räterepublik lebenden Nationalitäten durch die lokalen Räte, und wo es durch ihre sich auf größeren zusammenhängenden Gebieten erweisende zahlenmäßige Mehrheit begründet, auch in sog. selbständigen bzw. nationalen Bezirken.<sup>13</sup> Praktisch geschah nur der Ausbau des westungarischen deutschen Distrikts; die Notwendigkeit des Ausbaus der beiden anderen deutschen Distrikte („Mitte“, „Schwäbische Türkei“) war nicht genug überzeugend, und seine Forcierung hätte das Wasser auf die Mühle der chauvinistischen Konterrevolutionäre getrieben. Der Landesrat der Deutschen hat jedoch seine Arbeit aufgenommen. Der konservative Deutschungarische Volksrat von Bleyer wurde hingegen zum Deutschen Kulturbund für Ungarn umgestaltet.<sup>14</sup>

Vom Gesichtspunkt des austromarxistischen Einflusses aus verdient die deutsche Sektion der Sozialistisch-Kommunistischen Föderation der Ungarischen Internationalisten (ihr Vorsitzender war der Sozialdemokrat Richard Schwartz) besondere Aufmerksamkeit. Diese föderative Organisation umfaßte die nach Räte-Ungarn gelangten verschiedenen ausländischen bzw. inländischen Nationalitäten-Internationalisten entsprechend ihrer nationalen Zugehörigkeit in Sektionen. Sie konnten durch die Nutzung ihrer über die Räterepublik hinausreichenden nationalen Beziehungen Agitation und Propaganda ausüben. Sowohl die Tätigkeit der slowakischen wie der – stärksten – deutschen Sektion wurde dadurch gekennzeichnet, daß sie auch im Kreis ihrer inländischen Nationalitäten-Massen politische erziehende und organisatorische Arbeit leisteten und nicht zuletzt gerade durch ihre beispielhafte Lage eine propagandistische Wirkung nach außen ausüben wollten. Damit im Zusammenhang, meldeten sich von seiten der deutschen Sektion auch irrealer, übertriebene Forderungen bezüglich der Lösung der Nationalitätenfrage mit inneren Föderalisationsmethoden, und man wollte sogar die Partei föderativ umstrukturieren (Richard Schwartz, Viktor Knaller). Diese den austromarxistischen Einfluß bestätigende Forderung widersprach jedoch nicht nur den leninistischen Prinzipien der Parteiorganisation, sondern auch der traditionellen Parteiorganisationspraxis der ungarländischen Sozialdemokraten und stieß auf Ablehnung.<sup>15</sup>

<sup>13</sup> Sarlós, Béla: A nemzetek jogai és a föderatív intézmények a Tanácsköztársaság jogrendszerében (Die Rechte der Nationalitäten und die föderativen Institutionen im Rechtssystem der Räterepublik). *Jogtudományi Közlöny*. Juni 1969.

<sup>14</sup> Ludmilla Schlereth: *Die politische Entwicklung des ungarländischen Deutschtums während der Revolution 1918–19*. München, 1939.

<sup>15</sup> Kóvágó, László: *Internacionalisták a Tanácsköztársaságért* (Internationalisten für die Räterepublik). Kossuth Kiadó, Budapest, 1969.

Als die auch mit schweren inneren Problemen ringende Räterepublik durch die äußere militärische Intervention gestürzt wurde und bis zum vollständigen Sieg der Konterrevolution ein paar Tage lang die sog. Gewerkschaftsregierung Gyula Peidls an der Spitze des Landes stand (1. Aug. – 7. Aug. 1919), waren die Sozialdemokraten der Meinung, daß sie zur Nationalitätenpolitik der bürgerlich-demokratischen Republik zurückkehren können, unter der Lenkung eines Nationalitätenministeriums, das von Viktor Knaller angeführt wäre.<sup>16</sup> Die Konterrevolution hat jedoch die Gewerkschaftsregierung weggefegt, an die Spitze des Ministeriums für Nationalitätenwesen gelangte der Christlich-Sozialist deutscher Herkunft, Jakob Bleyer. Er führte einen verschärften Kampf gegen die neuorganisierte USDP und ihren Deutschen Landesauschuß, der seine Organisations- und Agitationstätigkeit unter der deutschen Bevölkerung wieder begonnen hat. Die Tätigkeit Bleyers als Minister diente der Verteidigung der territorialen Integrität, aber ihren Sinn hat der im Juni unterzeichnete, erzwungene Friedensvertrag von Trianon in Frage gestellt. Er hat jedoch die Bestrebung der ungarischen Regierung, die Übergabe Deutsch-Westungarns an Österreich zu verweigern, nach wie vor unterstützt, mit folgender Argumentation: Wenn auch dieser letzte größere deutsche Block hinausgerissen wäre, würde das übriggebliebene – sporadische, der Assimilation seit langem ausgesetzte – Ungarndeutschtum in kritische Lage gebracht.<sup>17</sup> All das haben aber die ungarischen chauvinistischen Kräfte, die ihn der Germanisierung beschuldigten und Magyarisierung forderten, nicht gewürdigt. Wegen ihrer Angriffe mußte Bleyer bereits im Dezember 1920 zurücktreten, sein Ministerium wurde von da an immer durch den jeweiligen Außenminister angeführt. Als dann im November 1921 Burgenland doch an Österreich abgetreten wurde, im Dezember hingegen als Ergebnis der Volksabstimmung in Sopron die Stadt und ihre unmittelbare Umgebung unter der Obrigkeit des ungarischen Staates beharren konnte, wurde im Februar 1922 auch das Ministerium für Nationalitätenwesen selbst aufgelöst.<sup>18</sup>

Die USDP hatte in der Frage Deutsch-Westungarns den mit den österreichischen Sozialdemokraten übereinstimmenden Standpunkt, das Schicksal des ganzen umstrittenen Gebietes durch Volksabstimmung zu entscheiden, d.h., daß das nationale Selbstbestimmungsrecht der betroffenen Bevölkerung zur Geltung kommen soll. Als es auf Sopron und seine unmittelbare Umgebung beschränkt zu einer solchen Volksabstimmung kam, rief sie zur Stellungnahme für die Zugehörigkeit zu Ungarn auf, setzte sich aber gleichzeitig auch für die Verteidigung der Minderheiten ein.<sup>19</sup>

<sup>16</sup> Kirschner, Béla: *A „szakszervezeti kormány“ hat napja* (Die sechs Tage der „Gewerkschaftsregierung“ 1919). Kossuth Kiadó, Budapest, 1968.

<sup>17</sup> Török, Árpád: Jakob Bleyer als Nationalitätenminister. *Ungarische Jahrbücher*, 1934. S. 34–45.

<sup>18</sup> Bellér, Béla: *Az ellenforradalom nemzetiségi politikájának kialakulása* (Die Entstehung der Nationalitätenpolitik der Konterrevolution). Akadémiai Kiadó, Budapest, 1975.

<sup>19</sup> Volksstimme, 10. Dezember 1921. Die ungarländische Sozialdemokratie und Westungarn.

Nach dem Abschluß der burgenländischen Frage blieb auf dem Gebiet Trianon-Ungarns eine nationalitätenbevölkerung von insgesamt 7 %: in überwiegender Mehrheit — etwa eine halbe Million — Deutsche. Die USDP erkannte ihre muttersprachlichen Rechte an, unterstützte ihre Schulforderungen und anderen nationalitätenkulturellen Ansprüche; verteidigte sie gegenüber den aggressiven Assimilationsbestrebungen, während sie von der Nützlichkeit der spontanen Assimilierung überzeugt war. Die Partei erlangte Anfang der 20er Jahre unter den Nationalitäten beträchtlichen Einfluß.<sup>20</sup>

Die Bethlen-Regierung unternahm außenpolitisch auf Bedrängen des in revisionistischer Hinsicht für so wichtig gehaltenen Deutschlands, innenpolitisch zwecks Zurückdrängung des sozialdemokratischen Einflusses Schritte für eine gewisse Regelung der Nationalitätenfrage: 1923 gewährte sie durch die Einführung von 3 Typen der Minderheiten-Volksschule — in kleinerem bis größerem Maße — der Anwendung der Nationalitäten-Muttersprache im Unterricht Spielraum, 1924 hingegen genehmigte sie einen Kulturverein der Deutschen. Dieser letztere, der Ungarländisch-Deutsche Volksbildungsverein, der sich zur Idee der „deutschen Volksgemeinschaft bekannte, nahm — nunmehr unter der Leitung des früheren Nationalitätenministers Jakob Bleyer — immer mehr äußere deutsche Hilfe in Anspruch. Er umfaßte die volksdeutsche Richtung der Ungarndeutschen mit der gemäßigten und absolut loyalen Richtung unter der Leitung von Gusztáv Gratz, (dem früheren ungarischen Botschafter in Wien) in einem einheitlichen organisatorischen Rahmen.<sup>21</sup> Der unter dem Vorsitz von Gratz und dem geschäftsführenden Vize-Vorsitz von Bleyer tätige, unter starkem klerikalem Einfluß stehende Volksbildungsverein war nur darin wirklich einheitlich, den sozialdemokratischen Einfluß unter den Ungarndeutschen zurückzudrängen; die volksdeutsche Richtung — hauptsächlich um die vom Verein unabhängige Zeitung Bleyers, das Sonntagsblatt, herum — bewahrte eigentlich ihre Selbständigkeit und betrieb auch im Gewand des Volksbildungsvereins volksdeutsche Propaganda.<sup>22</sup>

Die österreichische sozialdemokratische Partei war mit dem Deutschen Landesausschuß der USDP im Kampf um die Rechte der Ungarndeutschen (und anderen, kleineren Nationalitätengruppen) solidarisch; das haben auch ihre bei dessen Landeskonferenzen häufig erschienenen und das Wort ergriffenen Repräsentanten: Wilhelm Ellenbogen, Robert Danneberg, Ferdinand Skaret, Julius Deutsch, Albert Sever betont. Genauso war es mit der sozialdemo-

<sup>20</sup> Tilkovszky, Loránt: A Magyarországi Szociáldemokrata Párt tevékenysége a német nemzetiség körében (Tätigkeit der Ungarländischen Sozialdemokratischen Partei im Kreise der deutschen Nationalität). (1919 — 1931). *Párttörténeti Közlemények*, 1982. Nr. 4. S. 63 — 105.

<sup>21</sup> Zuschlag, Vilmos: A Bethlen-kormány tízéves kultúrpolitikája nemzetiségi szempontból (Die zehnjährige Kulturpolitik der Bethlen-Regierung aus der Sicht der Nationalitäten). *Szocializmus*, 1930. Nr. 8. S. 243 — 246.

<sup>22</sup> Zuschlag, Vilmos: A magyarországi németiség és a politika (Das Ungarndeutschtum und die Politik). *Szocializmus*, 1931. Nr. 10. S. 312 — 313.

kratischen Partei des Weimarer Deutschlands und der deutschen sozialdemokratischen Partei der Tschechoslowakei.<sup>23</sup>

Die USDP sah im Volksbildungsverein das Mittel der Schaufensterpolitik der Regierung bezüglich der Nationalitäten, und versuchte auch im Parlament, wo sie zuerst 1922 Abgeordneten hatte, zu beweisen, wie viel energischer die Sozialdemokraten in der Förderung der Nationalitätenrechte sind. Im Laufe dessen achteten sie aber Mitte der 20er Jahre nicht genug auf die faktische Differenziertheit der Nationalitätenansprüche, und so konnte ihr sich manchmal verirrter Standpunkt leicht angegriffen werden, und dadurch kamen Bleyers Anhänger in den Unterhandlungen mit der Regierung zu taktischen Vorteilen. Sie bewiesen bei Betonung ihrem politischen und weltanschaulichen Anpassung zu dem konterrevolutionären System auch ihre Bereitschaft zum Kompromiß, im Gegensatz zu den Gegnern der Politik und Ideologie des Systems, den oppositionellen und marxistischen Sozialdemokraten.<sup>24</sup>

Die USDP bekannte sich dazu und hat verkündet, daß die Nationalitätenfrage nur in einem demokratischen Ungarn verwirklicht werden kann,<sup>25</sup> damit versuchte sie die Nationalitäten in ihren Kampf um die Demokratisierung Ungarns miteinzubeziehen. Die Partei hatte einen kritischen Standpunkt über die Friedensregelung nach dem Ersten Weltkrieg, auch im Friedensvertrag von Trianon sah sie die Verletzung des Prinzips der nationalen Selbstbestimmung, machte sich den Gedanken der friedlichen Revision zu eigen, betonte aber, daß das konterrevolutionäre Ungarn weder abstößt noch anzieht, also nicht revisionsfähig ist. Im Gegensatz zum Volksbildungsverein war die USDP und der Deutsche Landesausschuß nicht bereit, sich der 1927 gegründeten Ungarischen Revisionsliga anzuschließen, sondern sie setzte die Schaffung solcher demokratischen Verhältnisse zur Bedingung, unter welchen die Freiheitsrechte, unter ihnen die Nationalitätenrechte, entsprechend zur Geltung kommen können. Sie wies darauf hin, wie widrig es ist, daß für die ungarischen Minderheiten in den Nachbarländern weitgehende Rechte gefordert und den heimischen Minderheiten sogar bescheidene Ansprüche verweigert werden.<sup>26</sup> Die USDP stellte noch Ende der 20er, Anfang der 30er Jahre nicht in Frage, daß man nur Unterstützung der ungarischen Revision deutsche Hilfe braucht; sie

<sup>23</sup> S. die Berichte über die Landeskonferenzen der ungarndeutschen Sozialdemokraten in der Presse der Partei: *Volksstimme*. 20. Januar 1923, 17. Mai 1924, *Népszava*, 30. Dezember 1925, 3. November 1926, 10 Januar 1928, *Die Partei*, 1929, Nr. 5, 1930. Nr. 6, 1932, Nr. 1, 1933. Nr. 1.

<sup>24</sup> Die Schul-, Kultur- und Autonomieforderungen der Minderheiten im Parlament. Die Sozialdemokraten und die Minderheitenpolitik. Budapest, 1927, Die Kulturautonomie der nationalen Minderheiten. *Die Partei*, 1929. Nr. 4.

<sup>25</sup> Zuschlag, Vilmos: Új Magyarország felé. Egy-két szó az úgynevezett nemzetiségi kérdéstről (In Richtung eines neuen Ungarns. Ein-zwei Worte zur sog. Nationalitätenfrage). *Szocializmus*, 1928. Nr. 12. S. 263–267.

<sup>26</sup> *Die Partei*, 1929, Nr. 6. Sozialdemokratie und Revision.

betonte, daß für das Weimarer Deutschland demokratischen Systems nur ein demokratisches Ungarn ein Bündnispartner sein kann.<sup>27</sup>

Die ungarländischen Sozialdemokraten waren mit der Anschluß-Bestrebung der österreichischen Sozialdemokraten einverstanden: Sie erhofften von der Vereinigung Österreichs und Deutschlands als zweier demokratischer Staaten und ihrer starken sozialdemokratischen Parteien den ostmitteleuropäischen Sieg der Demokratie, die Verbesserung der Lage der Sozialdemokratie in Ungarn sowie die Erhöhung der Chancen der sich auf die Demokratisierung des Landes (und die Lösung der Nationalitätenfrage) richtenden Bestrebungen.<sup>28</sup>

Die USDP hat die Weimarer deutsche Demokratie und darin die deutsche Sozialdemokratie ziemlich idealisiert. Sie schenkte dem in einem oder anderem modifizierten, aber virulenten Fortbeleben, und sogar Verstärkung der alten reaktionären politischen Kräfte unter den Verhältnissen nach dem Krieg keine Aufmerksamkeit, als sie an der Lage der „deutschen nationalen Demütigung“ so wirkungsvoll manipulieren konnten. Die Verteidigung und Betreuung der außerhalb der durch den Versailler Frieden gesetzten Grenzen gebliebenen, zum Minderheitenschicksal gezwungenen Deutschen („Grenzlanddeutschtum“), aber im allgemeinen des Auslandsdeutschtums und innerhalb dessen die in anderen Ländern vor längerem angesiedelten sog. Volksdeutschen waren in der Hand solcher „überpartei politischen“ gesellschaftlichen Organisationen (vor allem des Deutschen Schutzbunds und des Vereins für das Deutschtum im Ausland), Institute (z.B. des unter ihnen bedeutendsten Deutschen Auslandsinstituts), die in nicht geringem Maße dem deutschen Nationalismus ergeben waren, diese Organisationen und Institutionen dienten der Vorbereitung der Revanchepolitik und arbeiteten gegen das Minderheitenschutz-System des Völkerbundes, wozu natürlich auch dessen Schwäche und Widersprüchlichkeit große Möglichkeiten sicherte. Das Außenministerium und die diplomatischen Vertretungen des Weimarer Deutschlands unterstützten überall die nationalistischen Richtungen der deutschen Minderheitenbewegungen, durch prinzipielle Lenkung und unmittelbare oder mittelbare Finanzierung. Sie hielten die Tätigkeit der Sozialdemokraten der deutschen Minderheiten für eine gefährliche Erscheinung und regten die Regierung zum Eintreten gegen sie zur Sicherung der freien Organisationstätigkeit der volksdeutschen Richtungen an.<sup>29</sup>

Auch im als demokratische Republik geachteten und über eine starke, einflußreiche Sozialdemokratie verfügenden Österreich waren die beträchtlichen Kräfte (unter ihnen der das Minderheitenproblem zur Hetze nutzende

<sup>27</sup> Zuschlag, Vilmos: A kisebbségi kérdés Németországban és Magyarországon (Die Minderheitenfrage in Deutschland und Ungarn). *Szocializmus*, 1929. Nr. 6. S. 189–191.

<sup>28</sup> Wilhelm Zuschlag: Die Freundschaft zwischen Österreich und Ungarn. *Die Partei*, 1931. Nr. 3.

<sup>29</sup> Loránt Tilkovszky: Die Weimarer Republik und die deutschen Minderheiten im Donau-becken. *Studia Historica Academiae Scientiarum Hungaricae* 167. Akadémiai Kiadó, Budapest, 1980.

„über der Politik stehende“ Deutsche Schulverein Südmark) vertreten, die im Anschluß die erste Station der politischen Verwirklichung der großen deutschen Volksgemeinschaft sahen, die Wiederbelebung der südöstlichen deutschen Machtaspirationen erwarteten, und zwar gar nicht von der Demokratie, sondern vom zum deutschen völkischen Gedanken „gezähmten“ Pangermanismus. Und bald versuchten sie mit dem diesen Gedanken in sein Ideensystem wirkungsvoll integrierten Nationalsozialismus das mittlere Donautal in einer solchen Periode zu überströmen, die die USDP Ende der 20er, Anfang der 30er Jahre noch als „Eroberungsperiode der Demokratie“ bezeichnete.<sup>30</sup>

In welchem Maße die USDP Illusionen hegte, wie oberflächlich sie die Festigkeit der bürgerlich-demokratischen Systeme gegenüber der faschistischen Gefahr beurteilte, wie sie die Kraft der Sozialdemokratie überschätzte, beweist die Tatsache, daß es im Material der Landeskonferenz der ungarndeutschen Sozialdemokraten vom 8. Januar 1933 noch keine Spur davon gibt, daß sie mit der Möglichkeit der sich in Deutschland in drei Wochen erfolgenden nationalsozialistischen Machtübernahme und deren Auswirkung auf die Ungarndeutschen gerechnet hätten. In der Führung der volksdeutschen Richtung derselben gewannen gleich die sich für den Nationalsozialismus begeisternden, die Lösung der heimischen deutschen Nationalitätenfrage mit einer effektiveren Unterstützung Nazi-Deutschlands vorstellenden radikalen Jugendlichen die Oberhand.<sup>31</sup>

Das Verbot der deutschen sozialdemokratischen Partei im Juni 1933, dann die Besiegelung des Schicksals der österreichischen Bruderpartei im Februar 1934 versetzten der ungarischen Sozialdemokratie einen schweren Schlag, die auch die Hilfe der deutschen sozialdemokratischen Partei in der Tschechoslowakei nicht lange genießen konnte; auch ihre Nationalitätenpolitik büßte dadurch ihre wichtigsten äußeren Förderer ein. Gleichzeitig verstärkte der österreichische Deutsche Schulverein Südmark zusammen mit dem deutschen VDA seine Beziehungen zur ungarischen volksdeutschen Richtung, die immer mehr unter den Einfluß der Nazis gelangte. Diese wurde 1935–1936 deswegen aus dem Volksbildungsverein ausgedrängt und unternahm unter dem Namen Volksdeutsche Kameradschaft – unter der Führung von Richard Huss und Franz Basch – selbständige Aktivitäten mit der finanziellen Unterstützung und den Anweisungen Nazi-Deutschlands. Der Volksbildungsverein baute zu einer anti-sozialdemokratischen, klerikalisch gefärbten völkischen Organisation des österreichischen Ständestaates, die mit den erwähnten deutschen und österreichischen Organisationen konkurrierte, Beziehungen aus – sie hieß Österreichischen Verband für volksdeutsche Auslandsarbeit – und bekam daher auch Unterstützung. Zwischen dem von den Volksdeutschen

<sup>30</sup> Loránt Tilkovszky: Die österreichische Haltung zur Nationalitätenpolitik Ungarns in der Zwischenkriegszeit. *Österreichische Osthefte* (Wien), 1981. Nr. 2. S. 164–178.

<sup>31</sup> Tilkovszky, Loránt: Törekvések a magyarországi német mozgalom radikalizálására (Bestrebungen zur Radikalisierung der ungarndeutschen Bewegung). (1932–1933). *Századok*, 1979. Nr. 3. S. 421–475.



gesäuberten Volksbildungsverein und dem Deutschen Landesausschuß der USDP hätte es eine Basis der Zusammenarbeit auf dem gemeinsamen Boden der Nationalsozialismus-Feindlichkeit gegeben, auch dahingehend hatten sie gemeinsame Anstrengungen, daß sie auf die umsichtig und gut vorbereitete Durchführung der 1935 gefaßten neuen, einheitlich gemischte Unterrichtssprache vorschreibenden Minderheiten-Schulverordnung der Gömbös-Regierung drängten und dadurch die Demagogie der Volksdeutschen Kameradschaft unmöglich machen wollten, bzw. das Umschlagen der durch die nazistisch-pangermanische Agitation ausgelösten Aufregung in allgemeine Deutschfeindlichkeit bremsen, bzw. verhindern. Dennoch äußerte keine Seite den Wunsch zur Zusammenarbeit: die alten Kontroversen erwiesen sich stärker. Die USDP und der Deutsche Landesausschuß leisteten in den 30er Jahren auf dem Gebiet der im Kreise der deutschen Nationalität in deutscher Sprache geführten antifaschistischen allgemeinen Aufklärung wertvolle Arbeit, hüteten sich jedoch, sich mit Aktionen gegen die durch Nazi-Deutschland unterstützte Volksdeutsche Kameradschaft stärker zu exponieren, denn sie befürchteten, damit eventuell das Verbot der Partei auf deutsches und österreichisches Vorbild seitens der Regierung herauszuprovokieren, die diese Aktivitäten als Gefährdung der außenpolitischen Interessen des Landes hätte bezeichnen können.<sup>32</sup>

Der Eintritt des Anschlusses im Frühjahr 1938, den sich die österreichischen und ungarischen Sozialdemokraten vor gar nicht so langer Zeit ganz anders vorgestellt hatten, machte in Ungarn die Gefahr der Extrem-Rechten und nicht zuletzt der Nazi-Pangermanen ganz unmittelbar. Beim bald erfolgten Tod des seit 1934 in der Emigration gelebten Austromarxisten, Otto Bauers, wurde in der theoretischen Zeitschrift der ungarischen Sozialdemokratie auch seine Tätigkeit bezüglich der Nationalitätenfrage gewürdigt, und daraus auch später in den Diskussionen über die Gestaltung der Nationalitätenpolitik der Partei wichtige Richtlinien und Anweisungen herausgelesen.<sup>33</sup>

Der Schrecken, der nach dem Anschluß auch bedeutende Teile der ungarischen politischen Elite überwältigte, erweckte in der sozialdemokratischen Partei die Hoffnung, daß der auf sie lastende Druck der Regierung nachläßt und sie zum Kampf gegen die heimischen ungarischen bzw. deutschen Nazis freiere Hand bekommt. Dies ist jedoch nicht eingetreten, denn die Regierungen des konterrevolutionären Systems haben aus revisionspolitischen Überlegungen immer mehr Zugeständnisse gemacht; auch die illegale Volksdeutsche Kameradschaft wurde im November 1938 – unter der Leitung von Franz Basch – als Volksbund der Deutschen in Ungarn legalisiert. Sie nahmen den Kampf

<sup>32</sup> Tilkovszky, Loránt: A Magyarországi Szociáldemokrata Párt és a hazai német nemzetiség az 1930-as években (Die Ungarländische Sozialdemokratische Partei und die heimische deutsche Nationalität in den 1930er Jahren). *Somogy megyei Levéltári Évkönyv* 15. Kaposvár, 1984. S. 281–302.

<sup>33</sup> Mónus, Illés: Otto Bauer; Vándor (=Rónai), Zoltán: Otto Bauer jelentősége (Die Bedeutung Otto Bauers). *Szocializmus*, 1938. Nr. 7–8. S. 309–315, bzw. 315–322.

um die Freiheit der Organisierung auf Grund der Prinzipien des nazistischen deutschen Volksgruppenrechtes auf, was sie nach der Vereitelung des pfeilkreuzlerischen Nationalitäten-Gesetzesentwurfes von Hubay-Vágó im Wiener sog. deutschen Volksgruppenabkommen von 1940 auch erreichten. Nachdem der Volksbildungsverein seine Tätigkeit zwangsläufig eingestellt hatte, erlangte der Volksbund über dem Ungarndeutschtum Monopolposition, die er in den Jahren des Zweiten Weltkrieges, besonders nach dem Kriegsantritt gegen die Sowjetunion im Jahre 1941 dazu nutzte, die Produktionsarbeit und die Streitkräfte des Ungarndeutschtums — möglichst unmittelbar — in den Dienst der deutschen Kriegsführung zu stellen.<sup>34</sup>

Die Führung der sozialdemokratischen Partei faßte diese Entwicklungen als Folgen einer Zwangssituation auf und verkündete eine Abwartungspolitik, im Gegensatz zu den sozialdemokratischen lokalen Leitern und Mitgliedern, die gegen den Volksbund und die Anwerbung in die SS aktives Auftreten betrieben haben. Da Hitler im Rahmen seines am Beginn des Zweiten Weltkrieges angekündigten großangelegten europäischen Umsiedlungsplanes, der „deutschvölkischen Flurbereinigung“, bezüglich der Aussiedlung der Ungarndeutschen Horthy wiederholt Angebote gemacht hatte und die ungarischen Regierungen — sowie die durch sie unterstützte ungarndeutsche Treuebewegung — die deswegen in der deutschen Bevölkerung aufgetauchten Bedenken zur Beschränkung des Einflusses des Volksbunds mit mehr oder weniger Erfolg nutzen konnten, reduzierte sich auch die sozialdemokratische Nationalitätenpolitik in deutscher Relation vor allem auf die Anwendung der Methode der Erschreckung mit der Aussiedlung. Die Partei hatte auch zur Treuebewegung keine Beziehung; die Treuebewegung war nicht nur gegen die Nazis, sondern auch gegen die Sozialdemokratie eingestellt; die sozialdemokratische Partei trat konsequent für den muttersprachlichen Unterricht ein, die Treuebewegung betrachtete jedoch praktisch den Gebrauch der ungarischen Sprache als Kriterium der Treue zur Heimat.<sup>35</sup>

Im Zuge der Ende der 30er, Anfang der 40er Jahre mit Hilfe Deutschlands erreichten revisionistischen Gebietserweiterungen, die immer mehr ein Engagement für Deutschland bedeuteten, nahm der Anteil der Nationalitäten auf 22% zu, außer den Deutschen mußte mit bedeutenden slowakischen, karpato-ukrainischen, rumänischen und südslawischen Nationalitätenmassen gerechnet werden.<sup>36</sup> Die sozialdemokratische Partei erkannte die sprunghaft erhöhte Bedeutung der Nationalitätenfrage an und versuchte ihre entsprechende Konzeption zu entwerfen. In der Einleitung dieses Prozesses spielte die im

<sup>34</sup> Loránt Tilkovszky: *Ungarn und die deutsche „Volksgruppenpolitik“ 1938–1945*. Böhlau Verlag, Köln–Wien, 1981.

<sup>35</sup> Loránt Tilkovszky: Widerstand unter den Ungarndeutschen im Zweiten Weltkrieg. *Acta Historica Academiae Scientiarum Hungaricae* 31. (1985), Nr. 1–2. S. 129–140.

<sup>36</sup> Tilkovszky, Loránt: *Revízió és nemzetiségpolitika Magyarországon (1938–1941)*. (Revision und Nationalitätenpolitik in Ungarn (1938–1941). Akadémiai Kiadó, Budapest, 1967.

Zusammenhang mit der Volkszählung von 1941 lebhaft diskutierte Problematik eine wesentliche Rolle.

Im Konflikt, der sich zwischen den Anhängern der ungarischen Nationsidee traditionell politischen Charakters und den Propagandisten der deutschen völkischen Nationsauffassung besonders anlässlich der Volkszählung im Februar 1941 verschärfte, blieb die USDP im Hintergrund. Ihr Standpunkt war jedoch, entsprechend ihrer auch vorher vertretenen Auffassung unbestreitbar: Die Personen mit nichtungarischer Muttersprache in Ungarn sollen bei der Volkszählung frei von ihrer Muttersprache und Nationalität ein Bekenntnis ablegen, auf Grund dessen sie ihren muttersprachlichen Rechte auch Geltung verschaffen können, aber beim Bekenntnis zur Nationalität darf die Volksangehörigkeit nach ihrer Herkunft nicht maßgeblich sein, – im politischen Sinne gehören sie ja auch zur „einheitlichen ungarischen Nation“. Diese beiden Grundtypen (nach dem französischen bzw. deutschen Modell) der zeitgenössischen Nationsauffassung erfordern gleichfalls eine kritische Analyse und Bewertung, doch unter den gegebenen Umständen, vom Gesichtspunkt der Verteidigung gegenüber der Eindringung und Expansion, kann die Stellungnahme gegen die Oberhandgewinnung der deutschen Nationsauffassung als ein eindeutig positives Phänomen betrachtet werden. Gleichzeitig war es eine – später mit schweren Konsequenzen einhergehende – grobe Vereinfachung (und davon waren auch die Sozialdemokraten nicht frei), daß die Deutschsprachigen, die sich gleichzeitig zur deutschen Nationalität bekannt hatten, ausdrücklich als Verräter, zur ungarischen Staatsbürgerschaft unwürdig bezeichnet wurden. Die Ungeklärtheit der Begriffe sowie der Umstand, daß man der Art und Weise der Stellungnahme keine Bedeutung beimaß und die diesbezügliche ungarische nationalistische Propaganda nicht ernst nahm oder eben dadurch abgestoßen wurde, konnte in den Entscheidungen eine weitgehend größere Rolle spielen, als irgendein bewußtes Bekenntnis zur „Volksgruppenpolitik“ Deutschlands und dem Volksbund, obwohl die deutschen „Erfolge“ und die Volksbundspropaganda ihre Wirkung getan hatten.<sup>37</sup>

Die Sozialdemokraten waren in der Beschützung der Personen, die sich zur nichtungarischen Muttersprache bekannt hatten, einheitlich, und das muß um so mehr geschätzt werden, da die auch von Extremisten nicht freie ungarische nationalistische Propaganda mehr oder weniger auch diese angegriffen hat. Aber selbst der bedeutende Teil der Sozialdemokraten war der Meinung, wenn Hitler im Rahmen des von ihm verkündeten Umsiedlungsprogramms für die Umsiedlung der Ungarndeutschen ein konkretes Angebot gemacht hätte, wären ins zwischenstaatliche Abkommen über diese Entscheidung nicht nur die Volksbündler samt ihrer Familie, sondern all jene, die sich anlässlich der Volkszählung vom Jahre 1941 zur deutschen Nationalität bekannten, mit einbezogen. Die unter den Umständen der Volkszählung von 1941 entstandene Auf-

<sup>37</sup> Loránt Tilkovszky: Volksdeutsche Bewegung und ungarische Nationalitätenpolitik (1938–1941). *Acta Historica Academiae Scientiarum Hungaricae* 12 (1966). Nr. 1–2. S. 59–112, Nr. 3–4. S. 319–345.

fassung hat den Standpunkt der USDP in der Nationalitätenfrage mehr oder weniger dahingehend modifiziert, daß sie die Ungarndeutschen nunmehr auch selbst auf zwei, sich scharf trennende Lager geteilt betrachtete. Mit dem Lager derer, die sich zur deutschen Nationalität bekannt hatten, – von dem sich das Land beim ersten möglichen Mal befreit – beschäftigte sie sich in Form konstruktiver Anstrengungen nicht; sie interessierte sich nur für den „vaterlandstreuen“ Teil der Menschen mit deutscher Muttersprache, diese versuchte sie vom Einfluß der Volksbündler zurück zu halten, und durch die Unterstützung ihrer muttersprachlichen Rechte – zusammen mit den anderen Nationalitäten des Landes – dem Kampf um die Demokratie und die Freiheitsrechte (unter ihnen die Nationalitätenrechte) innerhalb des ungarischen Staatsrahmens zu gewinnen. Die prinzipiell einheitliche Behandlung der Nationalitäten des Landes kam nicht nur in der praktischen Nationalitätenpolitik der Regierung, sondern auch in der Politik der sozialdemokratischen Partei nicht zur Geltung: Die deutsche Volksgruppenpolitik, die der ungarndeutschen Minderheit besondere und privilegierte Lage zu sichern versuchte und der dies auch gelang, bot durch den hitlerischen Umsiedlungsplan gleichzeitig eine besondere und außerordentliche „Lösungs“-Möglichkeit der aus diesen Gründen entstandenen Spannungen. Die rumänischen, slowakischen und anderen Personen nicht ungarischer Muttersprache jedoch, die sich zur Zeit der Volkszählung von 1941 zur rumänischen, slowakischen, usw. Nationalität gehörig bekannt hatten, wurden weder im allgemeinen noch in der Beurteilung der Sozialdemokraten auszusiedelnde Hochverräter: nicht einmal wegen des auf Grund der Gegenseitigkeit zu erwartenden ähnlichen Schicksals der ungarischen Minderheiten der Nachbarländer.<sup>38</sup>

Beim Kongreß der Sozialdemokratischen Partei im Jahre 1942 verwies das Referat von Károly Peyer hingegen schon darauf, daß er mit der Aussiedlung der Deutschen – entsprechend der sich veränderten Kriegslage – nunmehr nicht im Rahmen der hitlerischen Pläne, sondern in der Perspektive ihres Scheiterns und der Entgeltung der deutschen Volksgruppenpolitik gerechnet hat. Diese Auffassung Peyers wurde aber durch die Gesamtheit der Partei keineswegs geteilt. Der Deutsche Landesausschuß der SDP – an dessen Spitze von Ende der 20er Jahre an Peter Bechtler stand, – war gegen die Aussiedlung der Deutschen. Auf Vorschlag des mit der Presse des Volksbundes Anfang 1943 eine mutige Diskussion geführten Vilmos Zuschlag drängte er auf die Ausarbeitung eines durchdachten nationalitätenpolitischen Programms, das für alle Nationalitäten des Landes eine demokratische Lösung sucht. In diesem

<sup>38</sup> Loránt Tilkovszky: Nationalitätenpolitische Richtungen in Ungarn in der gegenrevolutionären Epoche (1919–1945). *Studia Historica Academiae Scientiarum Hungaricae* 123. Akadémiai Kiadó, Budapest, 1975.

Zusammenhang verwandelte sich der frühere Deutsche Landesausschuß zum Landesausschuß der Nationalitäten.<sup>39</sup>

Das sog. praktische Programm, in welchem die Partei versuchte, ihren Standpunkt und ihre Aufgaben im Kampf „um das künftige Ungarn“ zu umreißen, veranlaßte auch in seinen nationalitätenpolitischen Relationen viele interne Diskussionen. Gegenüber jenen, die über die ziemlich allgemeine Betonung der Nationalitätenrechte hinaus jedes konkretere und ausführlichere Programm ablehnten, um in der Behandlung der Frage den Möglichkeiten der sich später ergebenden Umstände entsprechend freie Hand zu bekommen. Ein anderer Teil dachte auch an territoriale Autonomien und wollte das Land in eine nach dem Krieg offenbar mit dem ebenfalls auf demokratischen Weg tretenden Nachbarländern zu schaffende Konföderation einfügen. Damit verwandte Überlegungen beschäftigte auch die Unabhängige Kleinlandwirtepartei, mit der die SDP seit dem Sommer 1943 gemeinsam aufgetreten ist. Die sozialdemokratische Partei rief die Nationalitäten des durch die Gebietsrevisionen vergrößerten Landes dazu auf, keinen äußeren Einflüssen nachzugeben und ihre Rechte innerhalb der Landesgrenzen, mit dem demokratischen, fortschrittlichen Kräften Ungarns verbündet zu suchen.<sup>40</sup>

Die Sozialdemokratie, die ihre Bündnispolitik sehr richtig auch auf die Nationalitäten ausdehnen wollte, überschätzte in ihrer Argumentation – und der zufolge die Nationalitäten die Geltendmachung ihrer Rechte nur innerhalb des staatlichen Rahmens Ungarns erhoffen können, indem sie im Zusammenschluß mit den progressiven Kräften der ungarischen Gesellschaft um die demokratische Umgestaltung des Landes kämpfen –, den bei weitem nicht unbedeutenden, aber dennoch relativen, nach der deutschen Besetzung Ungarns im März 1944 hingegen schnell verschwindenden Unterschied, der sich zwischen den ungarischen Verhältnissen und den Verhältnissen der benachbarten Marionettenstaaten im allgemeinen – aber am wenigsten gerade auf dem Gebiet der Nationalitätenfrage – erwiesen hatte. Aus der Argumentation der SDP fehlte – zwangsläufig infolge der Situation der Partei – die Berücksichtigung der übrigens wohl bekannten Tatsache, daß sich nicht nur in Ungarn progressive Kräfte organisieren, in Vorbereitung darauf, zur demokratischen Umgestaltung des Landes die Macht zu gewinnen, sondern auch in den Nachbarländern, und zwar im Verhältnis zum dortigen größeren Gewicht der faschistischen Unterdrückung mit gesteigerter Intensität und Aufopferungsbereitschaft, und diese natürlich ihren eigenen nationalen Zielen folgen. Sie hat nicht berücksichtigt, daß auf die Befreiung der ungarischen Nationalitäten vom „eigenvölkischen“ faschistischen Einfluß, die sich auf die Abschüttelung des faschistischen Joches vorbereitenden Kräfte der „Muttervöl-

<sup>39</sup> Tilkovszky, Loránt: A Szociáldemokrata Párt és a nemzetiségi kérdés Magyarországon a második világháború időszakában (Die Sozialdemokratische Partei und die Nationalitätenfrage in Ungarn im Zweiten Weltkrieg). *Párttörténeti Közlemények*, 1983. Nr. 4. S. 45–83.

<sup>40</sup> Pintér, István: *A Szociáldemokrata Párt története, 1933–1944*. (Geschichte der Sozialdemokratischen Partei, 1933–1944). Kossuth Kiadó, Budapest, 1980.

ker“, größere Anziehungskraft ausüben konnten. Diese empfahlen ihnen durch die Zurückforderung der zu Ungarn angegliederten Gebiete einen einfacheren und sichereren Weg der Befreiung vom Minderheitenschicksal, als die ungarischen Sozialdemokraten (und die Kleinlandwirtepartei), die eine Nationalitätenregelung mit der Behebung der Minderheitennachteile so versprochen haben, daß sie nicht einmal für sich selbst entsprechend geklärt haben, wie weit sie gehen dürfen und welche Lösungsform sie wählen. Die ungarische Sozialdemokratie distanzierte sich nicht vom Gedanken der Wiederherstellung Groß-Ungarns von „Stephan dem Heiligen“; rief die „Demokratie Kossuths“ in Erinnerung, die auf Grund der territorialen Integrität den Nationalitäten Verwaltungs- und allgemeine bildungsautonomsche Rechte auf Gemeinde-, eventuell auf Komitatsebene gewährt hätte, die föderative Umgestaltung des Landes strikt ablehnend, und so stellte sie sich im Donaubecken eine Nationalitäten-Konsolidation vor, die durch die Schaffung einer Konföderation mit den Nachbarländern gesichert wäre.<sup>41</sup>

Der große Einfluß der seit Jahren vor sich gehenden Befreiungskämpfe in Jugoslawien, der im August 1944 erfolgten Wende in Rumänien, aber sogar des trotz der Niederlage hoch bedeutenden slowakischen Aufstandes auf die süd-slawischen, rumänischen und slowakischen Nationalitäten, besonders auf den angegliederten Gebieten, gleichzeitig die Machtergreifung der faschistischen Diktatur Szálasis in Ungarn im Oktober 1944, als sich das Land von Hitler nicht losrennen konnte, das Verbot der SDP selber machten schließlich die Vorstellung unreal, die durch die Gebietsrevision hierher gerateten Nationalitätenmassen könnten davon überzeugt werden, daß ihre wirtschaftlichen, politischen und gesellschaftlichen Interessen allein ihr Verbleiben im ungarischen Staatsrahmen und die Einfügung in die hiesige gesellschaftliche Entwicklung garantieren könnte.<sup>42</sup>

Das „künftige Ungarn“ konnte, im Gegensatz zu den sozialdemokratischen Vorstellungen, die zwischen 1938 und 1941 zurückgegliederten Gebiete nicht behalten, es kam um die Aufgabe, der Nationalitätenbevölkerung selbst demokratische Rechte zu gewähren. Sein Vertrauen in die Demokratie der Nachbarländer gesetzt, mußte es sogar die ungarische Bevölkerung dieser Gebiete dem Minderheitenschicksal überlassen. Auch zwischen dem demokratischen Ungarn und seinen demokratischen Nachbarn entwickelte sich das Verhältnis nicht so, wie es sich die ungarischen antifaschistischen Kräfte, nicht zuletzt die Sozialdemokraten früher vorgestellt hatten: Ein gewisses Weiterleben der Gegensätze zwischen den zwei Weltkriegen und während des Zweiten Weltkrieges, das frische Andenken der nationalen Wunden, ein sol-

<sup>41</sup> Kossuth demokráciája (Die Demokratie Kossuths). Publikation der Zeitung Népszava. Budapest, 1943.

<sup>42</sup> Tilkovszky, Loránt: *A Szociáldemokrata Párt és a nemzetiségi kérdés Magyarországon (1919–1945)*. (Die Sozialdemokratische Partei und die Nationalitätenfrage in Ungarn). Kossuth Könyvkiadó, Budapest, 1986.

ches Streben nach der Lösung der Nationalitätenfrage, das weitere Nationalitätenbeschwerden erzeugte, — belasteten Jahre lang dieses Verhältnis schwer.

Ungarn, in dessen Koalitionsregierung nach dem Zweiten Weltkrieg die Sozialdemokratische Partei eine bedeutende Rolle gespielt hatte, gewährte seinen nach der erneuten Abtrennung der früher angegliederten Gebiete zurückgebliebenen Nationalitäten entsprechende Rechte, die zahlenmäßig allein wirklich beträchtlichen Deutschen ausgenommen. Die Sozialdemokratische Partei war auch selbst einer der Initiatoren und aktiver Teilnehmer der Aussiedlung der „faschistischen Deutschen“ aus Ungarn (wobei sie nicht nur die Volksbündler, sondern auch jene, die sich 1941 zur deutschen Nationalität bekannt hatten, undifferenziert als solche Betrachtete), aber sie lehnte die Ausdehnung der Aktion auf die Deutschsprachigen, aber sich zur ungarischen Nation Bekennenden, also auf die gesamte ungarndeutsche Nationalität, auf Grund des Prinzips der kollektiven Verantwortung ab. Die Aussiedlungsverordnung vom Dezember 1945, die im Hinblick auf den Standpunkt des Alliierten Kontrollrates bezüglich der globalen Aussiedlung im Zusammenhang mit der Durchführung des Punktes des Potsdamer Abkommens über die Aussiedlungen, die auch seitens der ungarischen Regierung betrieben wurde, nahmen auch die sozialdemokratischen Minister an, sie fand jedoch in der Parteiführung eine starke Opposition; Bechtler wollte in der Angelegenheit im Parlament interpellieren, nahm jedoch davon auf Bitte des Generalsekretärs Árpád Szakasits Abstand. Dann wollte er an der Spitze einer Delegation der ungarndeutschen Sozialdemokraten vor Ministerpräsident Zoltán Tildy erscheinen, der sie jedoch nicht empfing. Die Sozialdemokratische Partei strebte die Beschränkung der Ausmaße, die Bremsung des Tempos und die Linderung der Ausführung der Aussiedlung an, deshalb wurde sie seitens einzelner Koalitionspartner der „schwabenrettenden Aktionen“ beschuldigt. In der Affäre der Aussiedlung der Ungarndeutschen spielte der Umstand eine große Rolle, daß die ebenfalls auf Grund der kollektiven Verantwortung aus der Tschechoslowakei zur Aussiedlung gezwungenen ungarischen Massen an der Stelle der Ungarndeutschen untergebracht werden sollten. Gegen die Behandlungsweise der Ungarn in der Tschechoslowakei erhob die ungarländische sozialdemokratische Partei wiederholt ihr Wort.<sup>43</sup>

Eine kleine Gruppe der zeitgenössischen Repräsentanten des ungarischen geistigen Lebens veröffentlichte im Januar 1946 — der allgemeinen Stimmung trotzend — eine die Aussiedlung der ungarländischen Deutschen verurteilende Deklaration. Unter den Unterzeichnern erhob auch die hervorragende Persönlichkeit der sozialdemokratischen Bewegung, Anna Kéthly, ihr Wort gegen die Aussiedlung von Hunderttausenden des heimischen fleißigen Schwabentums: „Wer keine Untaten beging — die man selbstverständlich individuell zu verantworten hat —, nur an einen Massenwahnsinn beteiligt war, wie auch viele Un-

<sup>43</sup> Balogh, Sándor: A népi demokratikus Magyarország külpolitikája 1945–1947. (Die Außenpolitik des volksdemokratischen Ungarns 1945–1947). Kossuth Kiadó, Budapest, 1982. S. 77–102, 103–132.

garn, oder den Ereignissen der nazistischen Herrschaft so gleichgültig gegenüber stand, wie in den vergangenen Jahren auch der Großteil der ungarischen Gesellschaft, den sollen wir nicht verlorengehen lassen, den sollen wir für das Ungarn der wahren Demokratie retten.“<sup>44</sup> Eine Gruppe der Teilnehmer der ungarischen Widerstandsbewegung erklärte jedoch in einer Gegendeclaration – im Bewußtsein der Unterstützung eines bedeutenden Teiles der heimischen öffentlichen Meinung – , „kurzsichtig und unglücklich ist die Politik, die die sich in der Geschichte einmal ergebende Möglichkeit nicht ergreift, unsere Heimat von dem fremden Element zu befreien, seine Güter zu einer neuen ungarischen Landnahme, zu einer Ansiedlung in Anspruch zu nehmen.“<sup>45</sup> Die Rettungsaktion der Sozialdemokratischen Partei konnte unter den gegebenen Umständen nur auf diejenigen Deutschen abgezielt sein, die schon seit langem Mitglieder der Sozialdemokratischen Partei gewesen waren bzw. nach 1945 bei der Partei ihre Stellen suchten. Ihre politischen Rechte konnte sie bereits bei den Parlamentswahlen von November 1945 schwer verteidigen, noch weniger konnte das zur Zeit der Parlamentswahlen vom August 1947 gelingen: Die deutschen Sozialdemokraten wurden ihres Wahlrechts massenweise beraubt, auch sie wurden – wenn bis dahin nicht, dann später ausgesiedelt. (Ähnlich erfolglos waren die Anstrengungen der Unabhängigen Partei der Kleinlandwirte, ihre deutschen Mitglieder zu retten.)<sup>46</sup>

Die nach der ersten Aussiedlungswelle von 1946 erfolgte längere Stagnierung (infolge des Aufhörens der Aufnahmefähigkeit der amerikanischen Besatzungszone Deutschlands) erweckte auch in der Sozialdemokratischen Partei Hoffnungen, daß die Aktion vielleicht gar nicht mehr fortgesetzt wird. Der Beginn der zweiten Welle vom Herbst 1947 – bereits in die sowjetische Zone – rief berechtigt große Verzweiflung und Empörung der Ungarndeutschen herbei. Zoltán Schuller, die hervorragende Persönlichkeit der sozialdemokratischen Organisation zu Pécs/ Fünfkirchen, der seinen Mut und seine Prinzipientreue bereits vor 1945 bewiesen hatte, bezeichnete an der Sitzung des Nationalen Ausschusses von Pécs/ Fünfkirchen und Baranya vom September 1947 die Aussiedlung der Deutschen – zur großen Verblüffung seiner kommunistischen und anderen Abgeordnetengefährten – als faschistisches Verfahren und verglich sie mit der Deportation der Juden, indem er sich folgendermaßen äußerte: „Es kann die Zeit kommen, wann wir vor dem Gericht der Geschichte zu beantworten haben werden, daß wir die Gleichberechtigung der Staatsbürger nicht verteidigt hatten.“<sup>47</sup>

Infolge des Zunahme des die Sozialdemokratische Partei belastenden kommunistischen Druckes wurden neben Anna Kéthly zwei so verdienstvolle

<sup>44</sup> *Magyar Nemzet*, 18. Januar 1946. S. 1.

<sup>45</sup> *Magyar Nemzet*, 23. Januar 1946. S. 5.

<sup>46</sup> Zielbauer György: *Adatok és tények a magyarországi németiség történetéből 1945 – 1949.* (Daten und Tatsachen aus der Geschichte des Ungarndeutschtums 1945 – 1949). Akadémiai Kiadó, Budapest, 1989.

<sup>47</sup> *Dunántúli Népszava*, 10. September 1947. S.4.



Gestalten der sozialdemokratischen Nationalitätenpolitik, wie Antal Bán (Rosmayer) und Vilmos Zentai (Zuschlag), beide schwäbischer Abstammung aus Südungarn, als Gegner der Vereinigung der Arbeiterparteien aus der Leitung verdrängt. Die erzwungene Vereinigung der Sozialdemokratischen Partei mit der Kommunistischen Partei Ungarns im Juni 1948 zur Partei der Ungarischen Werktätigen ging wie in jeder Hinsicht auch aus dem Aspekt der weiteren Behandlungen der Nationalitätenfrage mit der Auflösung des selbständigen Antlitzes der Sozialdemokratie einher.<sup>48</sup>

Die Aussiedlung der ungarländischen Deutschen — im Laufe deren letzten Endes insgesamt etwa 175 000 Personen gezwungen wurden, ihre Heimat zu verlassen — nahm im September 1948 ein Ende. Die im Lande zurückgebliebenen Deutschen erhielten 1949/1950 ihre Rechte zurück, nicht aber ihre konfiszierten Güter.<sup>49</sup>

Infolge des Durchgelebten erschüttert und verängstigt, später auch infolge des Fortschreitens ihrer Assimilation, bezeichnete sich bloß ein kleiner Anteil von ihnen bei den Volkszählungen als Deutsche. Ihre Assimilation wurde äußerst beschleunigt, da sich ihre Siedlungsverhältnisse, ihre Erwerbsmöglichkeiten stark verändert hatten, und sie zur Weitervererbung ihrer Muttersprache auch weiterhin keine genügende — hauptsächlich schulpolitische — Hilfe erhielten.<sup>50</sup> In unseren Tagen — unter entscheidend veränderten internationalen und heimischen Bedingungen — werden deshalb bedeutende Anstrengungen vorgenommen, die Existenz und Entwicklung der ungarländischen Nationalitäten zu sichern. Ob die sich schwer findende ungarländische Sozialdemokratie darin solch eine Rolle spielen wird, die an ihre Bedeutung in der Nationalitätenfrage zwischen 1918 und 1948 erinnern würde — kann heute schwerlich festgestellt werden.

<sup>48</sup> Kővágó, László: *A magyar kommunisták és a nemzetiségi kérdés*. (Die ungarländischen Kommunisten und die Nationalitätenfrage.) Kossuth Kiadó, Budapest, 1985.

<sup>49</sup> Fehér, István: *A magyarországi németek kitelepítése 1945–1950*. (Die Aussiedlung der Ungarndeutschen 1945–1950). Akadémiai Kiadó, Budapest, 1988.

<sup>50</sup> Kővágó, László: *Nemzetiségek a mai Magyarországon*. (Nationalitäten im heutigen Ungarn.) Kossuth Kiadó, Budapest, 1981. — Tilkovszky, Loránt: *Nemzetiségi lét és nemzetiségi tudat a mai Magyarországon*. (Dasein und Selbstbewußtsein der Nationalitäten im heutigen Ungarn.) *Politika-tudomány*, 1986. Nr.3. S.43–57.



## COMMUNICATIONS

---

# Bankers and Families. The case of the Hungarian Sugar Industry

ÁGNES POGÁNY

*(He is a) bank director inculcated into an artist coming to terms with the customers and an artist inculcated into a bank director resigning oneself with the inevitable (József Radnóti's comment on György Ullmann, the director of the Creditbank (Radnóti, 1923, p. 180))*

The history of the Hungarian sugar industry could be justly considered to be one of the most successful and may be one of the most instructive chapters of Hungarian economic history. In its nearly 100 years before 1945, we can find all aspects and provable facts needed by any current prevailing paradigms. It makes it possible for us to study entrepreneurs of the early stages who came from the Cisleithen territories; foreign capital imports from the German and Austrian banks; but also successful domestic entrepreneurs and dynasties who built upon domestic accumulation: and also companies founded and supervised by commercial banks etc. We can find samples of competition and cartel movement; industrial development coping with the strong competition within and without the Monarchy.

The paper wants to shed some light on only one aspect of the story: the connections between foundation, shareholding, and board membership.

On the eve of the First World War, there were 30 sugar works on the territory of historical Hungary (see Table 1), ten of them were so called family owned enterprises, most of them had already worked for 50–60 years and their founders and owners were entrepreneurs mostly of Austrian origin. The sugar mills of the respectable Patzenhofer, Rothermann and Schoeller families were located on the western frontiers of the country.<sup>1</sup>

The majority of the sugar industrial companies working in Hungary at the turn of the century were not old at all. The first great wave of factory foundations coincided with the most considerable upturn period of the Hungarian capitalist development. Between 1889 and 1895 nine new sugar mills were built, which was helped not only by the general economic prosperity but

<sup>1</sup> Wiener, 1902, p. 833.

Table 1 Sugar mills in Hungary in 1914

Place of the sugar mill	form of the enterprise	year of the foundation	Name of the founders	Owner/principal shareholder in 1914
1. Félszerfalva	private firm	1850	Ignác Hartig and Rothermann	
2. Czinfalva (Siegendorf)	private firm	1852	Konrad Patzenhofer and Co.	K. Patzenhofer and Co.
3. Nagysurány	joint stock company	1854	Gerson & Lippmann & Deutsch Ig. & Son (1881)	
4. Nagycenk	joint stock company	1854	Antal Luft & Co.	Schoeller & Co.
5. Bük	joint stock company	1867	Antal Luft & Co.	Schoeller & Co.
6. Diószeg	joint stock company	1868	Brothers Kuffner and Guttman	Brothers Kuffner and Guttman
7. Nagyszombat (Trnava)	joint stock company	1869	entrepreneurs from Brno and Trnava	Karl Stummer (1876)
8. Nagytapolcsány	joint stock company	1869	Karl Stummer (private firm)	Karl Stummer (1873 joint stock co.)
9. Magyarfalu	private firm	1870	Max Löw – Beer	Max Löw-Beer
10. Ács	private firm	1871	Patzenhofer, Berg & Co.	Patzenhofer, Berg & Co.
11. Petőháza	joint stock company	1880	Offermann & Co. (private firm)	Schoeller & Co. (1912 joint stock company)
12. Hatvan	joint stock company	1889	Deutsch Ig. & Son	Deutsch Ig. & Son
13. Szerencs (HSI)	joint stock company	1889	Bleichröder, Disconto Ges., Hung. General Creditbank	Hungarian General Creditbank
14. Botfalu (HSI)	joint stock company	1889	Bleichröder, Disconto Ges., Hung. General Creditbank	Hungarian General Creditbank
15. Selyp	joint stock company	1889	Schossberger, Brüll	Schossberger, Brüll
16. Mezőhegyes (Georgia)	joint stock company	1890	state – Karl Stummer	Hungarian General Creditbank
17. Kaposvár (Georgia)	joint stock company	1894	Hungarian General Creditbank	Hungarian General Creditbank
18. Marosvásárhely	joint stock company	1894	local sugar-beet growers and state	local sugar-beet growers
19. Oroszka	joint stock company	1894	Deutsch Ig. & Son and Schoeller & Co.	Deutsch Ig. & Son and Schoeller & Co.
20. Sárvár	joint stock company	1895	Deutsch Ig. & Son	Deutsch Ig. & Son
21. Vágszered	joint stock company	1898	Hungarian Discounts and Exchange Bank	Hungarian Discounts and Exchange Bank
22. Terncsén Tepla	joint stock company	1900	Czech and Hungarian manufacturers	n.d.
23. Nagybecskerek	joint stock company	1905	Oesterreichische Landesbank and Hungarian Discounts and Exchange Bank	n.d.
24. Eszék (Esegg)	joint stock company	1905	Hungarian General Creditbank	Hungarian General Creditbank
25. Sarkad	joint stock company	1910	Deutsch Ig. & Son, HSI, Georgia, family count Wenckheim	Deutsch Ig. & Son
26. Ercsi	joint stock company	1910	Patzenhofer, Hungarian Discounts and Exchange Bank	Patzenhofer, Hungarian Discounts and Exchange Bank
27. Töketerebes	joint stock company	1910	Hungarian Discounts and Exchange Bank	Hungarian Discounts and Exchange Bank
28. Újverbász	joint stock company	1911	Hungarian General Creditbank and Hungarian Commercial Bank of Pest	Hungarian General Creditbank and Hungarian Commercial Bank of Pest
29. Szolnok	joint stock company	1912	Hungarian Commercial Bank of Pest	Hungarian Commercial Bank of Pest
30. Szatmár	joint stock company	1912	Hungarian General Creditbank and Hungarian Commercial Bank of Pest	Hungarian General Creditbank and Hungarian Commercial Bank of Pest

also by the industry development law of 1888 which brought about significant cuts in sugartax and fare rates as well.<sup>2</sup>

In the new upswing period (1905–1913), 7 new mills were built. Interestingly enough, whereas in the Gründungsperiod before 1900, family owned and bank's client enterprises shared in the foundations equally (4–4 companies), after 1900, the banks dominated the process.

After the Trianon peace treaty, the new territory of Hungary had 11 factories left and in the whole period, only one new (a family owned) was founded by the wealthy Fellners (Henrik Fellner was the vice president of the Hungarian Commercial Bank of Pest).

### **The sugar concern of the Hungarian General Creditbank**

The quotas of the sugar cartel of 1931 (see Table 2) we can consider them characteristic of the whole period between 1919 and 1938 — show that the greatest part of the Hungarian sugar market was dominated by the biggest commercial bank, which was involved in important state credit dealings as well, that is, by the Hungarian General Creditbank.<sup>3</sup> The Creditbank acted as the cartel bureau for the sugar cartel too; thus, from 1891 on, it was entrusted with the realization of the Hungarian sugar production. In 1914, 7 mills belonged to the sugar concern of the Creditbank; in 5 of them, the bank had majority shareholding. The relations between the bank and the subsidiary companies varied.

#### *Hungarian Sugar Industry Co Ltd*

The sugar works of the HSI at Szerencs and Botfalú were founded in the form of a share syndicate<sup>4</sup> with the participation of the Hungarian General Creditbank, Samuel Bleichröder and Disconto Gesellschaft Berlin in 1889; in Vilmos Sándor's opinion, the Bleichröder bank house had majority shareholding.<sup>5</sup> The shares of the B series were listed and sold with great profit on the stock exchange in 1893.<sup>6</sup> In 1898, the Creditbank formed a new syndicate with its old business partners of Berlin (mentioned above) on the issue of shares of the A series.<sup>7</sup> The syndicate was disbanded after the successful exchange transaction in which all of the shares were sold off. In the next year (1899),

<sup>2</sup> Hatvany-Deutsch, 1907, pp. 4–6.

<sup>3</sup> NA Z 58/257/1205

<sup>4</sup> Annual business... , 1892, p. 9.

<sup>5</sup> Sándor, 1954, p. 448.

<sup>6</sup> Annual business... , 1893, p. 5.

<sup>7</sup> Annual business... , 1898, p. 9.

*Table 2*  
*The Hungarian Sugar Industry in 1931*

Sphere of influence	Name of the company	Form	Place of the mills	Year of foundation	Cartel quotas(%)	Daily production (wagoons)
Hungarian General Creditbank	1. Georgia	Co.Ltd	A.Kaposvár	1894	8.7227	200
			B.Mezőhegyes	1890	7.6841	200
	2. HSI	Co.Ltd	A.Szerencs	1889	9.9089	200
			B.Selyp	1889	6.5178	200
Hungarian General Creditbank and Deutsch Ig. & Son	3. Alföld Sugar Works	Co.Ltd	Sarkad	1910	8.9283	200
Deutsch Ig. & Son	4. Hatvan Sugar Works	Co.Ltd	Hatvan	1889	10.7754	220
	5. Vas megye Sugar Works	Co.Ltd	Sárvár	1895	5.8160	160
Hungarian Commercial Bank of Pest	6. Szolnok Sugar Works	Co.Ltd	Szolnok	1912	10.5527	200
Family Schoeller	7. Petőháza Sugar Works	Co.Ltd	Petőháza	1880	9.5388	200
Family Patzenhofer	8. Ács Sugar Works Patzenhofer & Sons	family firm	Ács	1871	8.5388	180
Family Patzenhofer and Hungarian Discounts and Exchange Bank	9. Fejér megye Sugar Works	Co.Ltd	Ercsi	1910	7.6868	160
Family Fellner	10. Vilmos Lepzinger Spirits and Sugar Works	Co.Ltd	Óbuda	1922	4.9712	120

Sources: – NA Z 58/13/14 p. 806  
– NA Z 58/257/1205  
– NA Z 58/7/8 p. 106

new HSI shares were issued in order to unify the former series. These shares were taken over by the Creditbank, the Viennese bank house S. M. v Rothschild and Samuel Bleichröder & Co. Berlin together. The annual business report of the Creditbank informs us about the successful and profitable realization of the shares.<sup>8</sup> The Creditbank did not have HSI shares between 1900 and 1902 at all, only its 1902 report lists HSI shares again, when the company had already worked for a lot of years and the first hard years had been already over.<sup>9</sup> We have information of the shareholding only from 1928 and 1943. In those years, the Creditbank had 16.6% and 21.1% of shares respectively in the company.<sup>10</sup>

In 1926, the HSI was enlarged with the sugar mill at Selyp which had been founded in 1889 by the Schossberger family (private bankers, wholesale merchants and land owners) together with the Brüll family. The bankruptcy of the Schossberger firm meant for the sugar mill of Selyp that its former financing contract could not be fulfilled. That is why in 1926, all the shares of the Selyp Company were delivered to the HSI for a bigger credit granted by the Creditbank. Rezső Tornyai-Schossberger remained the president of the Selyp factory until the 1938 fusion when the Selyp factory with all of its assets and liabilities was merged into the HSI, and its shares were liquidated. After the merger, baron János Harkányi, vice president of the Creditbank, became the president of the company.<sup>11</sup>

#### *Georgia (Agricultura) Industry Co Ltd*

Georgia was the second biggest sugar concern company of the Creditbank. The foundation was carried out in the form of a share syndicate again<sup>12</sup> As Sándor Vilmos sees it, the same partners took part in it as in the case of the HSI<sup>13</sup>, but other sources do not confirm his views. The sugar mill of Mezöhegyes was bought by the Georgia in 1890 for 5000 shares from the Austrian sugar manufacturer Karl Stummer who in this way became the second largest shareholder of the Georgia.<sup>14</sup> The Kaposvár sugar mill was built in 1893. The Georgia Company managed to reach a profit covering the losses of the previous years as late as 1896.<sup>15</sup> From that year on, however, both factories (Kaposvár and Mezöhegyes) proved to be very profitable.

<sup>8</sup> Annual business... , 1899, p. 7.

<sup>9</sup> Annual business... , 1902, p. 9.

<sup>10</sup> NA Z 58/10/12 and Z 58/11.

<sup>11</sup> Annual business... , 1926, p. 16; Ránki, 1982, p. 77.

<sup>12</sup> Annual business... , 1892, p. 9 and NA Z 58/10/12.

<sup>13</sup> Sándor, 1954, p. 449.

<sup>14</sup> Jenei, 1971, p. 214.

<sup>15</sup> Annual business... , 1896, p. 8.

In the midtwenties, the shareholding of the Creditbank was 22.6%, that of the Klein family was 10.4%, and that of the Oesterreichische Credit Anstalt was 3.7% in Georgia. In 1938, the Creditbank had a 34.36% participation in Georgia and a part of the company's shares was syndicalized. In 1944, the Creditbank had a 41.6% shareholding already.<sup>16</sup>

The Klein family was the latest one among the Hungarian financier dynasties to rise into the elite. The founder of the dynasty, Gyula Klein, with enormously hard work and without any family contact managed to reach that at the age of 40, he became a member on the board of directors of the Hungarian General Creditbank, and a business manager in 1905. Gyula Klein shuddering at publicity attracted the attention of the public first during the years of the First World War when he was the head of the war-time economy. As the leading article of the 'Est' wrote: for him yield the plains, for him grunt the pigs.<sup>17</sup>

Gyula Klein obtained considerable share interests in a lot of companies belonging to the sphere of influence of the Creditbank and in this way falling within his competence. At the end of the twenties, Gyula Klein became president and vice president in a whole series of enterprises (Ganz Electricity, Ganz-Danubius, Anode Rubber Co., Linum-Taussig & Sons, Karl Stummer Sugar Works, Georgia etc.) and his three sons were managers or general managers at the same companies.<sup>18</sup> In the twenties, it was generally believed that Klein was backed by one of the wealthiest men of Europe who let his voting rights to Klein,<sup>19</sup> but the sources do not confirm this belief. As a matter of fact, however, the Klein family had 73,636 from the 665,000 Georgia shares in the thirties<sup>20</sup> and in 1917, he was nominated to member on the board of directors and afterwards to president of the board at the same company. On October 4, 1933, a syndicate agreement was concluded between the Creditbank and the Klein family according to which 5 members represented the family, 5 the bank on the board of the Georgia and 8 members remained neutral. On the meeting of the board of October 11, 1933, Géza Kovács, the representative of the Creditbank resigned and István Klein, son of Gyula Klein was nominated to the post of general manager. This agreement was renewed from year to year until the Second World War and thus the board consisted of three groups with the technical leading staff of the company belonging to the neutrals.<sup>21</sup> In 1938, both the president and the vice president were nominated by the Klein family (Gyula Klein and Emil Majer). At the time of István Klein's death (1940), he had 7 seats on boards of directors of companies, all of them belonging to the sphere of influence of the Georgia.

<sup>16</sup> NA Z 58/14/15 and Z 58/10/12.

<sup>17</sup> Radnóti, 1929, p. 49.

<sup>18</sup> Adressbuch, 1928, pp. 784–787.

<sup>19</sup> Radnóti, 1929, p. 46–52.

<sup>20</sup> NA Z 58/10/12.

<sup>21</sup> NA Z 58/257/1204.



The Klein family and especially István Klein tried, well before 1933, to overshadow the influence of the Creditbank and to widen the competence of the company. Conditions were favourable for him because the depression years of the early thirties did not shake the financial position of the Georgia whereas the Creditbank was saved from the crash only by state intervention. The finances of the Georgia remained firm even in this period and the company repaid the loans having granted earlier by the Creditbank for the reconstruction programme. The liabilities of the company were decreased to the half in those years.<sup>22</sup>

Georgia and HSI were of importance not only in the sugar concern of the Creditbank but in the whole sugar industry of the country. At that time, a famous chocolate factory (built in 1923) worked beside the sugar mill in Sze-rencs; there was a flour mill and a leased farm beside the sugar mill in Selyp. At Kaposvár, a flour mill, a carbon dioxide factory and a case factory worked beside the sugar mill together with a big leased farm the results of which were well known all over the country. In 1923–24, there was a total reconstruction programme carried out at both Georgia and HSI with the intensive participation of the Creditbank. Both companies were modernised, they were equipped with new electricity power station and technology in this programme. In the thirties, the production horizon of the Georgia was broadened with a canning and tomato pulp factory and on the eve of the Second World War, even the most modern technology was introduced: a cold storage plant.<sup>23</sup> The subsidiary companies of the Creditbank had significant share interests in other companies as well. They took part in the foundation of the Alföld Sugar Factory (Sarkad), in that of the sugar mills at Baranyavár and Újverbász; they had shareholding in the Stummer Sugar Works Co. Ltd Trnava, in Phylaxia, Pannonia and other enterprises; and they themselves founded also new industrial plants. In the years of the First World War, Georgia together with the Creditbank participated in the promotion of sugar factories in Sofia and Belgrade.<sup>24</sup>

### *Bácsmegeye Sugar Works Co Ltd*

In the case of the HSI and Georgia, the shares were issued and realized on the exchange after the foundation. The case of the BSW at Újverbász was different. The securities were not listed on the exchange even printed shares had not been issued only scrips. The company was hardly mentioned in the annual business reports of the Creditbank.<sup>25</sup>

The BSW at Újverbász was founded in 1911 by two capitalist groups headed by the Hungarian General Creditbank and the Hungarian Commercial

<sup>22</sup> Jenei, 1971, p. 225.

<sup>23</sup> Jenei, 1971, p. 233, 241; NA Z 58/10/12.

<sup>24</sup> NA Z 58/10/12.

<sup>25</sup> NA Z 58/236 and Z 58/10/12

Bank of Pest, respectively. The Creditbank's group consisted of the Creditbank, the firm Deutsch Ig. & Son, HSI, and Georgia; the group of the Commercial Bank consisted of the Commercial Bank, Zivnostenska Banka pro Cechy á Moravu, the Erste Kroatische—Slawonische Zuckerindustrie A G Esegg.<sup>26</sup> The share capital of 5 million crown was paid by the two groups half and half and the two halves of the scrips were lodged in the form of closed deposits at the two banks.

At the foundation of the company, the partners concluded a closed syndicate agreement (protocols of June 22 and 27, 1911). In accordance with it the partners agreed in the effort to total parity both in business policy and the questions of personnel. The two banks engaged themselves to agree concerning all questions already before the meetings of the board of directors or that of the executive committee and if the partners are not able to come to an understanding, the item should be removed from the agenda of the meeting until the understanding is reached.

Both banks and their partners undertook that their representatives on the board and in the executive committee will vote according to the previous compromise of the two banks. Both groups had the right to nominate 4—4 members on the board of directors, 3—3 members on the board of supervision, 2—2 members to the executive committee. President, vice president and the technical management were elected with mutual consent. To win the local land owners over to sugar-beet production, a further 6 members (3—3) on the board were elected from among the county agricultural circles. The Creditbank was entrusted with the commission sale of the half of finished goods and the Commercial Bank and Zivnostenska Banka together were in charge of the other half. Both banks agreed to grant credits to the company according to their ratios of participation and credit reduction or liquidation could be carried out only with mutual consent.<sup>27</sup>

This closed syndicate agreement was renewed from year to year until the Second World War but this did not mean that the distribution of shares did not change during the period. It had been made possible by the foundation protocol in the form of the so called 'Unterbeteiligungen'. In accordance with it, the two banks engaged themselves to guard the 50—50% distribution of the share capital but within the quotas they had the right to give access to new participants presuming the new partners do accept the conditions of the syndicate agreement. Just at the beginning in September, 1911, the Creditbank offered participation for the Oesterreichische Credit Anstalt für Industrie und Gewerbe which accepted the offer and took over 1300 shares then.<sup>28</sup> In the same way, the Creditbank let smaller parcel of shares from her own to financiers or landowner families interested in the management of the company; e.g. for Ferenc Klein and Pál Kornfeld (see Table 3).

<sup>26</sup> NA Z 58/236/1040.

<sup>27</sup> NA Z 58/236/1040.

<sup>28</sup> NA Z 58/236/1040.

Table 3

*Structure of the share capital in the case  
of Bács megye Sugar Works Co. Ltd Újverbász in 1911*

Shareholders	Pieces of shares	Percent
1. Group of the Hungarian General Creditbank:		
Hungarian General Creditbank	1175	4.7
Deutsch Ig. & Son	1250	5.0
Oesterreichische Credit Anstalt	1300	5.2
Hungarian Sugar Industry Co.Ltd	3750	15.0
Georgia Co. Ltd	3750	15.0
Count P 1 Kornfeld	50	0.2
Josef Kostial – Zivanovic	75	0.3
Dr. Gedeon Dungsersky	1000	4.0
Dr. Károly Sauerborn	150	0.6
Subtotal	12.500	50.0
2. Group of the Hungarian Commercial Bank of Pest		
	12.500	50.0
Total	25.000	100.0

Source: NA Z 58/236/1040 pp. 256 – 260

In the course of succeeding increases of capital, smaller blocks of shares were given to persons who had gained distinctions in rescuing the company's interest, for example, in obviating nationalization (the company was placed on after Trianon detached territory); e.g. Jenő Schwary who became a naturalized Yugoslawian subject just in order to these smaller shareholdings (Unterbeteiligungen) did not alter the power structure because the shareholders engaged themselves to renounce their voting rights on behalf of the banks.<sup>29</sup>

### *Alföld Sugar Works Co Ltd*

The ways and means of the promotion of the Alföld Sugar Works (Sarkad), founded in 1910, was very similar to the last story. The closed share syndicate (stocks were not quoted on the exchange) was formed by the firm Deutsch Ig. & Son, the two subsidiaries of the Creditbank: Georgia and HSI, and by some of the local land owner families<sup>30</sup> (see Table 4).

Participants of the always renewed syndicate promised not to sell or alienate in other forms their shares. The shares could change hands only in family circles or among the syndicate partners presuming that the original share structure should not alter. In accordance with the agreement, the Deutsch family

<sup>29</sup> NA Z 58/236/1040.

<sup>30</sup> NA Z 58/10/12.

Table 4  
*Structure of the share capital  
 in the case of Sarkad Sugar Works in 1936*

Shareholder	Pieces of shares	Percent
1. Deutsch Ig. & Son	6032	30.16
2. Hungarian Sugar Industry Co.Ltd	3016	15.08
3. Georgia Co. Ltd	3016	15.08
4. Mrs. István Tóth	1170	5.85
5. Count Kálmán Tisza	376	1.88
6. Countess D. Wenckheim	462	2.31
7. Countess F. Wenckheim	80	0.40
8. Count J. Wenckheim	4350	21.75
9. Countess D. Wenckheim	400	2.00
10. Countess C. Wenckheim	800	4.00
11. Hungarian Land Co. Ltd <sup>31</sup>	298	1.49
Total	20.000	100.00

Source: NA Z 58/249/1109

<sup>1</sup> leased farm of the sugar mill on the Count Andrassy estate

could delegate 4 members, the count Wenckheims 4 members, the HSI and Georgia 2 – 2 members, the widow of István Tóth 1 member, and count Kálmán Tisza (the second son of the former prime minister) 1 member on the board of directors. On the board of supervision, 1 member represented the family Deutsch, 1 – 1 the Georgia and HSI, and 1 the Wenckheims. Count Kálmán Tisza became the president of the company.

Underwriters of the protocol agreed to use their voting rights so that the general meetings should elect their nominee on the board of directors or of supervision.<sup>32</sup>

Although the majority of shares was in the hands of the Wenckheim family, 'the leading role was played by the firm Deutsch Ig. & Son.'<sup>33</sup> József Hatvany Deutsch was the first vice president and after his death, Albert Hirsch, his granddaughter's husband and the economic head of the Hatvany-Deutsch dynasty at that time, followed him.<sup>34</sup>

<sup>32</sup> NA Z 58/10/12.

<sup>33</sup> From Béla Lelkes's letter to Péter Domony, manager of the Hungarian General Credit-bank, July 25, 1939; NA Z 58/249/1109.

<sup>34</sup> Koncz, 1983, pp. 29 – 30.

## The Hatvany-Deutsch family

The second most powerful factor on the Hungarian sugar market was a private firm, the Deutsch Ig. & Son. The Deutsch family rose into the capitalist elite in the years after the Austro-Hungarian 'Ausgleich'. It had started its career as a wheat wholesale merchant firm, later they became industrial entrepreneurs, especially concerned in the flour and sugar industry, and, in consequence of their significant shareholding, they participated on the boards of many commercial banks (Domestic Bank, First National Association of the Savingsbank of Pest, Hungarian Discounts and Exchange Bank, Hungarian Business Bank).<sup>35</sup>

In 1881, the wholesale merchant and money lender firms Deutsch, Brüll, and Kohner (Samuel Brüll was brother-in-law of Bernát Deutsch) together bought the sugar mill at Nagysurány (founded in 1854 by a Czech manufacturer, Frey) that had recently gone bankrupt. Bernát Deutsch was the president of the sugar mill and all of the shares were kept in family hands. In 1889, the 'Gründungsfieber' brought along the foundation of the largest Hungarian sugar works, the sugar mill at Hatvan by Bernát Deutsch on the family estate. On the board of directors of these family owned companies, just like in the case of the sugar mill at Sárvár (founded in 1895), we can find the members of the given family: sons, husbands of the daughters, grandsons, nephews, nieces etc.<sup>36</sup>

The sugar factory at Oroszka was founded by the family Deutsch together with the firm Schoeller but it was located on a territory that became detached after 1918, therefore the management was transferred to the Schoeller Co. Praha after the First World War. As the firm Deutsch Ig & Son took part in the foundation of the sugar mills at Újverbász and Sarkad it could remain a significant factor on the Hungarian sugar market even between the two World Wars which period is considered by many authors to be an era of the withdrawal of the family owned enterprises. The structure of the cartel quotas (see Table 2) shows that 40% of the Hungarian sugar production and sales was kept by family enterprises, 43% was owned by banks, and 17% was in the hands of 'mixed' enterprises, that is, supervised by banks and families together.

One should notice, however, that family firms and subsidiary companies could cooperate very well in the interwar period. In the leadership of the National Association of Hungarian Sugar Manufacturers, we can observe changes of generations of the Patzenhofers, Hatvany-Deutchs, and Ullmanns (directors of the Creditbank) and the Association could reach favourable conditions for its branch as far as export premiums, tax and fare rates or central bank credits were concerned.<sup>37</sup>

<sup>35</sup> Adressbuch, 1930, pp. 763–764.

<sup>36</sup> Wiener, 1902, pp. 843–845; Koncz, 1983, pp. 28–30.

<sup>37</sup> Annual reports...

It was quite often that conflicts arose among the factories and their owners since monopolization movement did not disclose competition. Especially keen struggles took place in the Gründungsieber before 1914 and between 1923 and 1925 ('sugar-beet war') but usually before each renewal of the sugar cartel agreement too.<sup>38</sup>

### References

1. Adressbuch der Verwaltungsräte und Direktoren, Čechoslowakei, Jugoslawien, Österreich, Rumänien, Ungarn 1928, 1930, Compass Verlag, Wien, Praha, Zagreb, Budapest.
2. Annual business reports of the Hungarian General Creditbank, 1892–1926, Franklin Társulat, Budapest
3. Annual Reports of the Presidium of the National Association of the Hungarian Sugar Manufacturers, 1906–1939, Pallas, Budapest
4. Fodor, O. (ed.), 1921; Fodor Oszkár féle tőzsdei és pénzügyi kompasz. Oscar Fodor's stock exchange and financial compass, Thália-Kultúra, Budapest
5. Mikusch, G. (ed), 1915, Jahr- und Adressenbuch der Zuckerfabriken und Raffinerien Österreich-Ungarns, Buchdruckerei von Eduard Sieger, Wien
6. Jenei Károly: A Mezőgazdasági Ipar Rt Somogy megyei üzemei 1890–1948. (The Somogy county factories of Agricultural Industry Ltd.) In: Somogy megye múltjából, Levéltári Évkönyv vol.2, ed by Kanyar J. Somogy megyei nyomdaipari vállalat, Kaposvár
7. Hatvany-Deutsch, S., 1907, A Magyar cukoripar (The Hungarian Sugar Industry), Franklin Társulat, Budapest
8. Koncz, K., 1983, A Hatvany-Deutsch család (The Hatvany-Deutsch family), História 5(2): 28–30.
9. National Archives, Industry Department of the Hungarian General Creditbank (NA Z 58)
10. Radnóti, J., 1923, Akikről a pénz beszél (About Whom Money Speaks), Világpiac, Budapest
11. Radnóti, J. 1929, Pesti pénzoligarchiák (Financial Oligarchs in Pest), May János nyomdája, Budapest
12. Sándor, V. A nagyipar fejlődése Magyarországon, 1900 (Development of Large Industry in Hungary), Szikra, Budapest
13. Ránki, Gy., 1982, A Magyar Általános Hitelbank a 20-as években (The Hungarian General Credit Bank in the 1920s), Történelmi Szemle 25(1): 67–81
14. Wiener, M., 1902, A magyar cukoripar fejlődése (Development of Hungarian Sugar Industry) vols. I–II, Politzer Zsigmond és fia, Budapest

<sup>38</sup> see e.g. NA Z 58/13/14, pp. 820–903.

# Wahlssystem und Gesellschaftsstruktur in Ungarn in den beiden letzten Jahrzehnten des Dualismus 1896–1910

DÁNIEL SZABÓ

In der vorliegenden Studie, in einer Wahlanalyse, sollen einige Fragen, die der Aufmerksamkeit der ungarischen Geschichtsschreibung bislang teilweise entgangen sind, behandelt und eher vorläufig als erschöpfend beantwortet werden. Grundlage unserer Untersuchung sind die letzten fünf allgemeinen Wahlen in den Jahren 1896, 1901, 1905, 1906 und 1910 in Ungarn während des Dualismus. Uns beschäftigen hier nicht die Kräfteverhältnisse zwischen den einzelnen politischen Parteien und deren parlamentarische Vertretung, sondern vor allem die soziale Struktur und die geographische Verteilung ihrer Wählerschaft und das Verhalten der Wahlkreise während der Wahlen. Es handelt sich dabei um einen ersten Versuch, die bisher gewonnenen Erkenntnisse zu formulieren. Wir bedienen uns hier lediglich allgemeiner statistischer Daten, da sich in einer solchen Skizze die einzelnen politischen Parteien, Strömungen, Wahlkreise und Regionen kaum eingehender analysieren ließen. Wir schränken also unsere Quellenbasis und mithin den Kreis der möglichen Fragen bewußt ein. Die Frage, welchen Einfluß die soziale Struktur der Wählerschaft und die geographische Lage der einzelnen Wahlkreise auf die politische Orientierung und das Wahlverhalten gehabt haben, soll demnach nur an wenigen, aus diesen Daten ableitbaren Indikatoren überprüft werden.

Als politischer Indikator soll hier allein der Wahlsieg einer politischen Partei in einem Wahlkreis und der durch diese Partei in etwa abgedeckten politischen Richtung oder Strömung gelten. Verlierer und ihr Stimmenanteil bleiben hier unberücksichtigt.

Die sozialen Indikatoren werden einer einzigen Quelle entnommen, nämlich den jährlichen Statistiken, in denen die Wahlberechtigten tabellarisch zusammengestellt wurden. Das Wahlrecht beruhte im wesentlichen auf dem Steuerzensus und kannte fünf Kategorien von Wahlberechtigten. Die Tabellen fassen die Wahlberechtigten nach diesen zusammen. Die Zugehörigkeit zu einer bestimmten Wählerkategorie gibt wichtige Hinweise auf die soziale Gliederung der Wahlberechtigten und in bestimmten Grenzen auch auf ihre Beschäftigungsstruktur und Vermögensverhältnisse. So wichtige Aspekte wie Konfession oder Nationalität und die sozialökonomische Struktur und Dynamik der Gesamtbevölkerung in den Wahlkreisen bleiben hier zunächst ausgespart.

## I. Politik

Seit dem Beginn der sechziger Jahre des 19. Jahrhunderts waren die politischen Kräfte in Ungarn grundsätzlich um zwei Pole gruppiert. Den einen Pol bildeten jene politischen Kräfte, die nach dem Ausgleich von 1867 unter dem Namen „Siebenundsechziger“ zusammengefaßt wurden: die Deák-Partei, seit 1875 die Liberale Partei. Sie hatten die zum Ausgleich führende Politik getragen und traten dann dafür ein, den durch ihn entstandenen Dualismus in seiner Substanz unverändert beizubehalten. Den anderen Pol stellten die „Achtundvierziger“, die politischen Kräfte der Unabhängigkeitsidee, dar. Diese setzten sich für einen unabhängigen, eigenständigen Staat Ungarn ein, der höchstens durch Personalunion an die Erbländer gebunden sein sollte.

In den gesellschaftspolitischen Zielvorstellungen gab es zwischen diesen beiden Polen anfangs keine gravierenden Unterschiede. Beide waren vom Liberalismus und seinem Modernisierungsprogramm beherrscht. Es steht aber außer Zweifel, daß immer dann, wenn sich nicht gerade eine konservative Splitterpartei gebildet hatte, den Siebenundsechzigern auch Konservative angehörten. Die radikalen, demokratischen Ideen und Politiker traten – wenngleich ihre Bedeutung im parlamentarischen Leben vernachlässigt werden kann – eher innerhalb der Achtundvierziger auf, was vor allem aus der ständigen Oppositionsrolle dieser Richtung folgte. Doch auch die Parteien der Achtundvierziger distanzieren sich in allen grundsätzlichen Fällen von ihren radikalen und demokratischen Mitgliedern.

Nach der Stabilisierung des Dualismus in der ersten Hälfte der siebziger Jahre wandelten sich die politischen Fronten zwar nicht grundlegend, doch waren in beiden Lagern beachtliche Verschiebungen und Modifizierungen zu beobachten. Auch ist nun eine gewisse Polarisierung im gesellschaftlichen Programm zu registrieren. Immer häufiger traten Gruppen in Erscheinung, die in dem einen oder anderen Bereich mit dem in beiden politischen Lagern herrschenden Liberalismus in Konflikt gerieten. Angesichts der Kritik durch die Konservativen und die größtenteils außerhalb der Parteienstruktur in Erscheinung tretenden demokratischen Strömungen und die Radikalen geriet der gesamte Liberalismus, der als geistige Strömung seine grundlegenden Ziele bereits weitgehend realisiert hatte und dem es nun nur noch um die Bewahrung seines Besitzstandes ging, in die Defensive.

Die beiden politischen Lager differenzierten sich allmählich zu innerlich geteilten, hierarchisch gegliederten Systemen aus. Sowohl innerhalb der regierenden Siebenundsechziger als auch der *sui generis* oppositionellen Achtundvierziger bildete sich eine konservative Gruppe heraus. Die Parteiprogramme übernahmen einzelne Elemente aus dem Programm des politischen Gegners. Die Gruppe der konservativen Siebenundsechziger nahm gerade infolge ihres Gegensatzes zur liberalen der Siebenundsechziger staatsrechtlich oppositionelle Forderungen in ihr Programm auf, die sie von den Achtundvierzigern übernommen hatte; man könnte hier etwa an die „militärische“ Forderung der Na-



tionalen Partei nach Einführung ungarischer Kommandowörter in der Armee usw. denken. Die sog. konservative Gruppe der Achtundvierziger, die nach ihrem Führer benannte Ugron-Partei, die ihr Wirtschaftsprogramm im Zeichen eines agrarisch orientierten Jungkonservatismus formulierte, blieb gleichzeitig gerade infolge ihres formellen Festhaltens an den Traditionen von 1848 innerhalb des von der liberalen Ideologie bestimmten Rahmens. Das parteipolitische System kann bis zur Jahrhundertwende trotz der oben erwähnten Verwerfungen als weiterhin zweipolig bezeichnet werden, d.h. es bot sich nach wie vor keine Möglichkeit eines parlamentarischen Wechsels der Regierungsverantwortung, da die Achtundvierziger wegen ihres Programms weiterhin regierungsunfähig blieben, wiesen doch ihre Zielsetzungen über die gegebene Staatsstruktur hinaus. Diese Konstellation reicht bis in den von uns untersuchten Zeitraum hinein und gilt speziell für die Wahlen von 1896, 1901 und 1905.

Nach der Jahrhundertwende setzte aber im parteipolitischen Leben in Ungarn ein entscheidender Umstrukturierungsprozeß ein. Er führte dazu, daß zum ersten Mal in der Geschichte Ungarns im Zeitalter des Dualismus bei den Wahlen von 1905 die Regierungspartei der liberalen Siebenundsechziger eine Niederlage hinnehmen mußte. Bei diesen Wahlen schlossen sich alle Kräfte gegen die regierende Liberale Partei zusammen: die aus der durch die Vereinigung der früheren Kossuth-Partei und der Ugron-Partei entstandene Unabhängigkeitspartei von den Achtundvierzigern, der unmittelbar zuvor eine Gruppe der konservativen Siebenundsechziger, die Nationalpartei, beigetreten war, die sich an den Wahlen von 1901 noch im Rahmen der Liberalen Partei beteiligt hatte. Sie traten bei den Wahlen von 1906 als sog. Verfassungspartei auf. Als im gleichen Jahr diese siegreiche oppositionelle Koalition die Regierung antrat, schien das politische Leben in Ungarn seine alten staatsrechtlichen Schranken überwunden zu haben, war doch damit in der neuen Regierungsmehrheit das ganze Unabhängigkeitslager vertreten.

Die neue Regierungskoalition arbeitete jedoch, wenngleich zwischen beiden Richtungen ständig Spannungen bestanden, auf der Grundlage, daß die Achtundvierziger die dualistische Staatsstruktur akzeptierten und ihre Unabhängigkeitsbestrebungen auf ein Programm der Erhöhung des Stimmengewichts und der Stärkung des Einflusses Ungarns im Reich reduzierten. Dies war eine Zielsetzung, die in Wirklichkeit auch bei der traditionellen Regierungspartei der Siebenundsechziger bestand.

Tabelle 1

*Ergebnisse der 1896–1910 in Ungarn durchgeführten Wahlen.<sup>1</sup>*

Richtung	Partei	1896	1901	1905	1906	1910
Orthodoxe Siebenund- sechziger	Liberaler Partei	299	277	159		
	Nationale Arbeitspartei					255
Konservative Siebenund- sechziger	Nationalpartei	33				
	Volkspartei	18	25	25	33	13
	Dissidentengruppe			27		
	Verfassungspartei				71	
Unabhängigkeits- anhänger (Achtundvier- ziger)	Kossuth-Partei	50	79			54
	Ugron-Partei	11	13			
	Unabhängigkeits- partei			165	252	
	Justh-Partei					41
	Parteilose Acht- undvierziger					13
Sonstige	Nationalitäten	1	5	10	25	8
	Sozialisten			2	1	
	Bauernparteien				1	5
	Christl.-Soziale Partei					1
	Neue Partei			13	1	1
	Demokratische Partei		1	2	3	2
	Parteilose	10	13	20	26	20
		413	413	413	413	413

Die Koalition aus konservativen Siebenundsechzigern und den Achtundvierzigern war allerdings außerstande, ihre instabile Einheit auf Dauer zu bewahren und löste sich 1910 wieder auf. Bei den Wahlen von 1910 kam die Nachfolgerin der Liberalen Partei, die Nationale Arbeitspartei, an die Macht.<sup>2</sup>

In den beiden Jahrzehnten, die in der vorliegenden Studie untersucht werden, kam es also im Parteiensystem mehrfach zu Veränderungen. Während man bis 1905 grundsätzlich von einem Mehrparteiensystem sprechen kann, in dem die Regierungspartei nicht wechselte und bei allen Wahlen über eine souveräne Mehrheit verfügte, zeigten die Wahlen von 1905 das Bild eines Quasi-Zweiparteiensystems, in dem der Regierungspartei eine Koalition von oppositionellen Parteien, die informell begann, Wahlkreisabsprachen zu treffen, gegenüberstand. Einen Augenblick schien es auch, daß sich das parlamentarische System des Wechsels zwischen Regierungs- und Oppositionspartei einspielen würde, da die Unabhängigkeitsparteien der Koalition mit den konservativen Siebenundsechzigern ihre Fundamentalopposition gegen das dualistische Staatssystem praktisch aufgaben und damit regierungsfähig wurden. Bei

<sup>1</sup> *Magyar Statisztikai Évkönyv. Új folyam.* (Statistisches Jahrbuch Ungarns. Neue Reihe). XX, 1912. Budapest 1914. 462–465.

<sup>2</sup> Ausführlicher siehe in: *Die Geschichte Ungarns* (hrsg. v. Ervin Pamlényi). Budapest 1971.

den Wahlen von 1906 teilten die Koalitionsparteien die Wahlkreise bereits systematisch untereinander auf. Als oppositionell galten jetzt lediglich noch die nichtungarischen Nationalitäten und einige parteilose Kandidaten, ehemalige Liberale. Die Liberale Partei trat zu diesen Wahlen überhaupt nicht mehr an. Sie hatte sich inzwischen in tiefer politischer Resignation aufgelöst.

So funktionierte das System 1906 als Quasi-Einparteiensystem. Mit den Wahlen von 1910, nach der Auflösung der Koalition, war dann das herkömmliche Mehrparteiensystem mit der Nationalen Arbeitspartei als dominierende Kraft wieder hergestellt.

In der untersuchten Periode tauchten zahlreiche Parteien auf der politischen Bühne auf, doch blieben die oben beschriebenen beiden Dimensionen, einerseits die Gruppierungen um die Siebenundsechziger und die Achtundvierziger, andererseits um die Liberalen und die Konservativen letzten Endes dominant. Beim Auseinanderfallen einer Partei wurde deren Funktion von einer anderen, bereits bestehenden oder erst zu jenem Zeitpunkt neu gegründeten übernommen; damit blieb die beschriebene Vierer-Einteilung im wesentlichen unverändert. Das System brauchte eine liberale und eine konservative Partei der Siebenundsechziger sowie eine liberale und eine konservative Partei der Achtundvierziger. In der untersuchten Periode wurde diese als „normal“ zu betrachtende Struktur 1905 zerstört und in ihrer ausgewogenen Funktion erst 1910 wieder hergestellt.

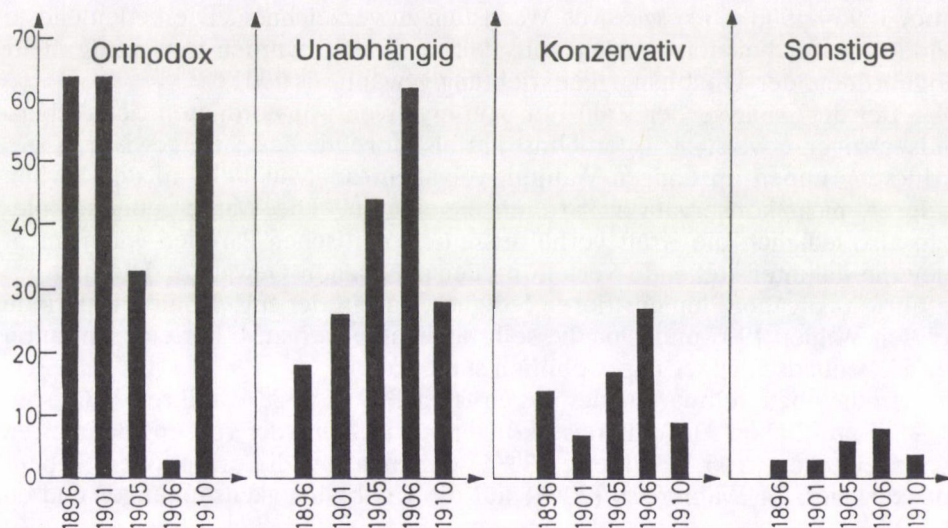


Abb. 1. Ergebnisse der 1896–1910 in 338 Wahlkreisen durchgeführten Wahlen in %

Wir gehen jetzt zum politischen Verhalten der Wahlkreise über. Hier arbeiten wir mit vier Typen. In drei der vier Typen fassen wir jene Wahlkreise

zusammen, die in mindestens vier von fünf Wahlen stets in der Hand der orthodoxen Liberalen, der (liberalen und konservativen) Achtundvierziger oder der konservativen Siebenundsechziger blieben. Der vierte Typus faßt eine bestimmte Kategorie von Wechselwahlkreisen zusammen, nämlich jene, die zu Beginn und am Ende der untersuchten Periode der orthodoxen Tendenz der Siebenundsechziger folgten, sich bei zwei bis drei Wahlen (1901, 1905, 1906) jedoch den Achtundvierzigern anschlossen. Dieser Typus spiegelt den Wandel in der politischen Stimmung in Ungarn auf charakteristische Weise wider.<sup>3</sup>

Bei der Wahlkreisuntersuchung sollen nicht alle 413, sondern lediglich 338 Wahlkreise einbezogen werden. Ausgeklammert wurden Siebenbürgen sowie die Stadt Fiume. Das erstere mußte unberücksichtigt bleiben, weil sich die dort geltende Regelung der Wahlberechtigung von derjenigen in den anderen Gebieten so sehr unterscheidet, daß ein Vergleich der Sozialstruktur – mit Hilfe der von uns gewählten statistischen Methode – unmöglich scheint, Fiume hingegen mußte wegen seiner geographischen Isoliertheit ausgeklammert werden.

Betrachtet man nun die Wahlergebnisse der politischen Richtungen in diesen 338 Wahlkreisen, so sieht man, daß die orthodoxe Tendenz 1896 und 1901 ihre Hegemoniestellung stabil hielt. Sie schrumpfte dann aber bei den Wahlen von 1905 auf die Hälfte zusammen und verschwand 1906 völlig, da ihr Träger, die Liberale Partei, aufgelöst wurde. Im Jahre 1910 kehrte sie dann jedoch in alter Stärke zurück. Bei den Unabhängigkeitsparteien ist im Zeitraum 1896–1906 ein sukzessives Wachstum zu verzeichnen. Die bedeutendste Änderung trat bei den Wahlen von 1905 ein. 1910 wurden nur wenig mehr Abgeordnete der Unabhängigkeitsrichtung gewählt als 1901.

Bei der Analyse der Zahl der konservativen Abgeordneten der Siebenundsechziger erweist sich der Umstand als störend, daß sich gewisse Abgeordnetengruppen an einigen Wahlen, vor allem der von 1901, in den Farben anderer, nicht konservativer Parteien, beteiligten. Die Wahlergebnisse spiegeln also lediglich die Kräfteverhältnisse der politischen Parteien wider, nicht aber die dahinter stehende Verteilung der politischen Gewichte. Die hier angeführten Angaben demonstrieren lediglich, daß in der sog. Koalitionsperiode bei den Wahlen 1905 und 1906 die selbständige konservative Parteiorganisation der Siebenundsechziger ungewöhnlich stark war.

In die oben definierten vier Typen fallen 307 der 338 Wahlkreise, das sind 91%, die restlichen 31 Wahlkreise können wir in keine der von uns definierten Typen einteilen. 106 Wahlkreise (31%) entfielen auf die orthodoxen Siebenundsechziger, 74 Wahlkreise (22%) auf die Unabhängigkeitsanhänger und 68

<sup>3</sup> Alle Angaben über die Wahlen wurden einer von Dániel Szabó und Zoltán Szász zusammengestellten nicht publizierten Tabelle entnommen, der die von Géza Kugler 1896, 1901, von Geiza Kiszely 1905 und 1906, von Károly Tassy 1901 und 1905 veröffentlichten Schematismen des Abgeordnetenhauses, ferner die Publikation „Abgeordnetenwahl 1910 und Verzeichnis der Abgeordneten nach ihrer Parteizugehörigkeit“ aus dem Jahre 1910 als Grundlage dienten.

(20%) auf den von uns definierten Typ von Wechselwahlkreisen und 59 Wahlkreise (17%) auf die konservative Gruppe.

In der vorliegenden Studie wollen wir die Wahlkreise nicht allein nach ihrem politischen Typus, sondern auf Grund noch weiterer Merkmale in ihrem Wahlverhalten kennzeichnen. Dazu wurden vier Indikatoren entwickelt: So wurde erstens untersucht, wie viele Kandidaten für die fünf Wahlen in den einzelnen Wahlkreisen aufgestellt wurden. Dies zeigt zusammen mit den einstimmigen Wahlergebnissen (zweiter Indikator) an, wie hart der Wahlkampf in den betreffenden Wahlkreisen war. Einen dritten Index nennen wir „Angriffsstärke“. Er soll daran gemessen werden, wieviel Prozent der aufgestellten Kandidaten derselben politischen Tendenz angehörte wie der Wahlkreistyp selbst. Dies demonstriert die innere Spaltung bzw. die Diszipliniertheit der einzelnen politischen Tendenzen.

Untersucht wurde auch, wie viele Wahlen einzelne Politiker in einem bestimmten Wahlkreis gewannen, d. h. es wurde nach der personellen Kontinuität, dem Grad der Personalisierung, in den Wahlen gefragt. Während dieser vierte Index aus der Sicht der Wahlkreise die Bindung an eine Person signalisierte (vielfach unabhängig vom politischen Standpunkt), kann hinsichtlich des politischen Typs charakteristisch dafür sein, in welchem Maße mit einer ständigen politischen Basis gearbeitet wurde, oder wie stark außer der natürlichen Rotation nach einer neuen politischen Situation nach entsprechenden neuen Personen gesucht wird.<sup>4</sup>

Tabelle 2

*Wahlindikatoren der politischen Wahlkreistypen in den 5 Wahlen*

	Kandidaten- zahl	Einstimmig	Angriffs- stärke in %	Personelle Kontinuität
Orthodox	9,1	1,50	56,1	2,7
Unabhängig	9,6	1,52	65,9	3,8
Wechsel	10,0	1,12	—	3,2
Konservativ	9,3	1,16	49,4	2,9
Sonstige	9,6	1,06	—	2,5
Insgesamt	9,5	1,33	57,8	3,1

Die geringste Wahlkampfhärte (Indikator 1 und 2) war in den orthodoxen Wahlkreisen zu verzeichnen. Hier wurden jeweils relativ wenige Kandidaten

<sup>4</sup> Der Indikator der einstimmigen Wahlen zeigt, welche der fünf Wahlen praktisch ohne Gegenkandidaten durchgeführt wurde. Anzumerken ist, daß bei der Kandidatenzahl Politiker, die sich bei den Wahlen mehrmals nominieren ließen, dementsprechend auch mehrmals berücksichtigt wurden. Unter Berücksichtigung der Wiederholungen entfielen auf einen Wahlkreis jeweils 6,67 anstatt 9,51 Personen.

aufgestellt, und der Anteil einstimmiger Wahlergebnisse lag verhältnismäßig hoch. Die Angriffsstärke und die personelle Kontinuität waren dagegen niedrig. All das war vor allem die Folge dessen, daß die Partei der orthodoxen Tendenz bei den meisten Wahlen, im Besitz der Regierungsmacht und der zentralen Verwaltung, gut organisiert war und ihr ausreichende Informationen über die politische Stimmung der Wahlkreise zur Verfügung standen. Gleichzeitig ist die niedrige personelle Kontinuität auf die politische Niederlage von 1905 und darauf zurückzuführen, daß die orthodoxe Tendenz bei den Wahlen von 1906 durch keine Partei vertreten war.

In den von der Unabhängigkeitstendenz beherrschten Wahlkreisen waren die Wahlkämpfe härter, wenn man die Zahl der aufgestellten Kandidaten betrachtet. Andererseits lag aber der Index der einstimmigen Wahlen bei dieser Tendenz am höchsten (30%-Anteil). Hier war die Angriffsstärke am bedeutendsten, und bei dieser Tendenz stößt man auch auf die stärkste personelle Kontinuität. Diese Polarisierung — einerseits die hohe Kandidatenzahl und die Angriffsstärke, andererseits die hohe personelle Kontinuität und der Anteil der einstimmigen Ergebnisse — ergibt sich aus dem unterschiedlichen Bild der verschiedenen Wahlen. So waren bei den Wahlen von 1896, 1901 und 1910 hohe Kandidatenzahlen und Angriffsstärke dominant, während bei den Wahlen von 1905 und 1906 die beiden anderen Indikatoren vorherrschten. Die Unabhängigkeitsparteien beteiligten sich an den Wahlen von 1896, 1901 und 1910 ohne Siegeschancen und hatten nicht einfach mehr politische Parteien, sondern es meldeten sich sehr häufig auch selbst Kandidaten, wodurch sowohl die Zahl der Kandidaten als auch die Angriffsstärke anstiegen. Es ist allerdings festzuhalten, daß sich Selbstkandidaten in der untersuchten Periode vor allem bei der Unabhängigkeitstendenz finden. Der Grund dafür liegt zum Teil im unausgeprägten Ad-hoc-Charakter der Wahlorganisationen, zum Teil aber in dem Umstand, daß die Unabhängigkeitspolitik zu dieser Zeit etwas *en vogue* war. Als Unabhängigkeitskandidat, als einfacher Oppositioneller, konnte man also auch ohne genau umrissenes politisches Programm auftreten. Die von dieser Tendenz beherrschten Wahlkreise selbst waren polarisiert: Für die einen war die absolute politische Dominanz der Achtundvierziger charakteristisch — hier war die personelle Kontinuität stark, der Anteil der einstimmigen Wahlergebnisse hoch, die Kandidatenzahl niedrig und die Angriffsstärke schwach. Für die anderen zum Unabhängigkeits-Wahlkreistyp gehörenden Kreise sind ständige Unsicherheit und steter Kampf kennzeichnend. Für den Typus als Ganzes waren Personalisierung der Politik und Bindung an die Kandidaten bzw. Abgeordneten charakteristisch. Dadurch versuchten die Unabhängigkeitsorganisationen die aus dem Besitz der Verwaltung erwachsenen Vorteile der orthodoxen Tendenz teilweise auszugleichen: Da sie aber aus der Regierungsmacht ausgeschlossen waren, konnten sie auch die Patronage-Politik der orthodoxen Siebenundsechziger zur immer wieder zentral durchgeführten Neuaufteilung der Wahlkreise nicht praktizieren.

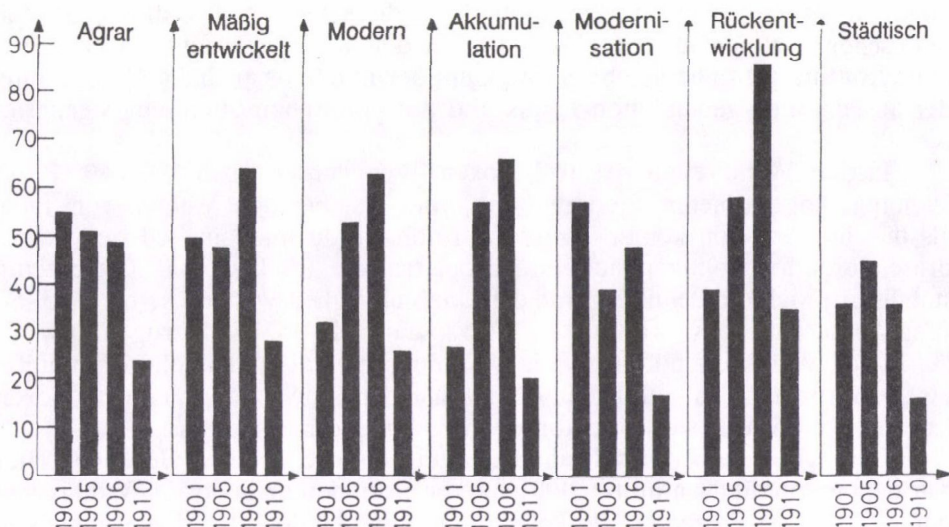


Abb. 2. Personelle Kontinuität und politische Wahlkreistypen in %

Diese Feststellung läßt sich auch mit dem Bild des Wechselwahlkreis-Typus untermauern, wo gerade wegen der politischen Wende ein harter Wahlkampf mit hoher Kandidatenzahl und wenig einstimmigen Wahlergebnissen, aber parallel dazu mit großer personeller Kontinuität geführt wurde.

Bei den konservativen Wahlkreisen waren alle Indizes schwach: niedrige Zahl von Kandidaten, geringe Angriffsstärke, geringe personelle Kontinuität, wenige einstimmige Abstimmungen. Die niedrige Kandidatenzahl mit niedrigem Einstimmigkeitsindex signalisiert einen ausgewogenen, weder zu starken noch zu schwachen Wahlkampf. Die konservativen Parteien beteiligten sich an den Wahlen relativ gut vorbereitet, so stellten sie Kandidaten auch in Wahlkreisen auf, wo sie mit nicht so vielen Gegenkandidaten zu kämpfen hatten; teilweise infolge des grundlegenden liberalen Charakters der Politik in Ungarn kam es allerdings nur selten vor, daß sie ohne tatsächliche Wahlen, das heißt einstimmig Mandate erhielten. Die relativ niedrige Angriffsstärke signalisiert den relativen Mangel an Kandidaten der konservativen Tendenz, gleichzeitig aber eine hochgradige Disziplin und Organisiertheit innerhalb der eigenen Parteien dieser Tendenz. Die niedrige personelle Kontinuität zeugt von einer zum Teil infolge der ständigen Fluktuation der Parteien dieser Tendenz wechselnden Politikerbasis.

Die personelle Kontinuität kann auch aus der Sicht untersucht werden, wieviel Prozent der Abgeordneten in den einzelnen Wahlkreistypen wiedergewählt wurden (vgl. Abb. 2). Die veranschaulicht schon zeitspezifisch die Bruchlinien, die Veränderung in der personellen Struktur der Wahlkreise. Die

Umgestaltung der politischen Parteien und die Wahlergebnisse hatten offenkundig einen besonders starken Einfluß auf diese Indizes. Da aber unter den politischen Parteien, ja vielfach sogar unter den Tendenzen, eine starke personelle Kontinuität zu beobachten war, kann der Indikator auch die Verflechtung der an Personen gebundenen Politik und der politischen Stimmung signalisieren.

In den Wahlkreisen des orthodoxen Typs wurden noch 1905 40 % der früheren Abgeordneten wiedergewählt, und erst bei den Wahlen von 1906, als die Tendenz von keiner Partei vertreten wurde und ein Teil der sie repräsentierenden Politiker sich zurückzog, trat ein Rückfall ein. Gleichzeitig stabilisierte sich die Politikergarde der Unabhängigkeitswahlkreise bis 1905. So stieg die personelle Kontinuität bis 1906 kaum mehr an. Sie betrug 76 bzw. 78 %. In den Wahlkreisen konservativer Couleur stieg die personelle Kontinuität bis 1906 konstant an: offensichtlich infolge der Schwächung des orthodoxen Lagers kristallisierte sich eine konservative Politikerbasis heraus.

Der Typus der Wechselwahlkreise zeigt ein besonderes Gepräge. Hier war die personelle Kontinuität 1901 stärker als in den orthodoxen Wahlkreistypen (46 bzw. 31 Prozent). Die Politikergarde wird jedoch bei den Wahlen von 1905 fast völlig abgelöst, um dann bei den Wahlen von 1906 fast in der gleichen Zusammensetzung (88 %) Mandate zu gewinnen. Es mag auch interessant sein – was die personelle Fluktuation unter den Tendenzen demonstriert –, daß 1905 in 27 % der Wahlkreise dieser Couleur die früheren Abgeordneten offensichtlich mit einem anderen politischen Programm und 1910 in 21 Prozent der Wahlkreise derselben Couleur die Abgeordneten ebenfalls mit abgeändertem Programm wiedergewählt wurden. Für eine politische Wende 1910 spricht, daß man hier bei allen politischen Tendenzen eine sehr niedrige personelle Kontinuität vorfindet: sie lag landesweit bei 23 %.

## II. Die politisch verfaßte Gesellschaft

Die Gesellschaftsstruktur in den Wahlkreisen und deren Veränderung werden hier an der Verteilung der Wahlberechtigten auf die verschiedenen Wahlrechtskategorien und die Verschiebungen zwischen diesen Gruppen dargestellt. Die politisch verfaßte Gesellschaft wird also hier als die Gesamtheit der nach dem Zensus gegliederten wahlberechtigten Bürger verstanden.<sup>5</sup> Das Wahlrecht im Ungarn des Dualismus war in Artikel V des Gesetzes von 1848 und Artikel XXXIII des Gesetzes von 1874 geregelt. Beide Gesetze gehen von

<sup>5</sup> Im Zeitalter des Dualismus wurden die Stimmberechtigten in Ungarn jedes Jahr zusammengeschrieben. Die aufgrund dieser Zusammenschreibung erarbeiteten Aufstellungen für einzelne Wahlkreise liegen der vorliegenden Untersuchung über die Jahre 1890 und 1910 zugrunde. Der Überblick über die Zwischenzeit demonstrierte, daß die Analyse der beiden ausgewählten Jahre Trend und Tendenz der Veränderungen gut veranschaulicht, man arbeitet mithin nicht mit den durch die Zusammenschreibungen gelieferten Verzerrungen.



der Grundannahme aus, daß nur ein selbständiger, unabhängiger Mensch imstande sei, sich eine verantwortungsbewußte politische Meinung zu bilden: Die Meinungsbildung eines wirtschaftlich oder persönlich abhängigen Menschen sei beschränkt, weshalb ihm auch kein Stimmrecht gewährt werden könne. Es ist ein grundlegendes Element der liberalen Ideologie, daß die gesellschaftliche und ökonomische Stellung eines Menschen seine Entscheidungsfähigkeit und -möglichkeit determiniere. Deshalb war das Wahlrecht in Ungarn auf eine relativ schmale Schicht beschränkt.<sup>6</sup>

Diesem Wahlrecht lag vor allem der nach der Steuerleistung festgelegte Zensus zugrunde. Der Zensus war dabei grundsätzlich nicht an die Stellung des einzelnen in der Gesamtgesellschaft, sondern in seiner konkreten, engen Gemeinschaft gebunden: die Gemeinde. Die einschlägigen Regelungen kannten fünf Wahlrechtskategorien:

1. Das „alte Recht“, nach dem jeder stimmberechtigt war, der zwischen 1848 und 1872 in irgendeiner Wahlliste eingetragen war.<sup>7</sup>

2. Das Grundbesitzer-Wahlrecht, das in den Landgemeinden bei einer Grundsteuerleistung für mindestens eine Viertelhufe zustand. Dieser Mindestgrundbesitz war nach dem Urbarialrecht definiert und unterschied sich damit nicht nur von Komitat zu Komitat, sondern sogar von Gemeinde zu Gemeinde. Im Extremfall konnte die Mindeststeuer mehr als das Achtzigfache derjenigen in einem anderen Gebiet betragen. Diese Wahlrechtskategorie war also über das Grundsteuersystem an die jeweilige ökonomische Struktur der einzelnen Gemeinden gebunden.

In den Städten und in (dem hier ausgeklammerten) Siebenbürgen wurde die für das Zensuswahlrecht erforderliche Mindesthöhe der Grundsteuer in konkreten Summen festgesetzt.<sup>8</sup>

<sup>6</sup> Während die Regelung von 1848 auch ungeachtet der gleichen Grundsätze eine eindeutige Erweiterung des Rechtes bedeutete, galt das Gesetz von 1874 im Vergleich zu den Anforderungen der damaligen Zeit und zu den in einzelnen Ländern Europas in Kraft getretenen Regelungen des Wahlrechtes als überholt. Im Zeitalter des Dualismus war die Wahlrechtregelung durchgehend von der oben erwähnten liberalen Ideologie bestimmt, wengleich im Festhalten daran die aus der konkreten Machtsituation entstehenden Anforderungen, das heißt die Notwendigkeit, die gesellschaftlichen und Nationalitätenkräfteverhältnisse zu wahren, eine immer größere Rolle spielten.

<sup>7</sup> Dies folgte aus dem Prinzip, daß das Recht niemanden aberkannt werden durfte, der dieses bereits früher besaß. Das alte Recht schwächt sich bis zur untersuchten Periode auf ein vernachlässigbares Maß ab; Während der Anteil der Wähler, die nach dem alten Recht stimmberechtigt sind, 1881 noch 11 Prozent betrug, sank dieser Prozentsatz im untersuchten Gebiet bis 1890 auf 3 Prozent und erreichte 1910 nurmehr 0,5 Prozent. Offensichtlich gab es auch 1890 unter diesen Wählern keine Stimmberechtigten, die in das Wählerverzeichnis aufgrund des Ständewahlrechts aus der Zeit vor 1848 eingetragen wurden.

<sup>8</sup> Die zur Erlangung des Wahlrechts notwendige Grundsteuer betrug in den Städten 4 Forint 8 Kreuzer, während sie in den Gemeinden zwischen 43 Kreuzer und 38 Forint 8 Kreuzer lag. Hieronymi, Károly: *A választói jogról.* (Über das Wahlrecht.) Budapest 1912. 155.

3. Das Hausbesitzer-Wahlrecht, das auf dem eigenen Haus nach einer Mindeststeuerhöhe festgelegt war. Auch hier gab es regionale Unterschiede, da der Steuersatz in den einzelnen Landesteilen verschieden hoch war.<sup>9</sup>

4. Das Einkommensteuer-Wahlrecht für Kaufleute, Fabrikanten, Handwerker, Beamte usw. Das Gesetz setzte auch hier Selbständigkeit voraus: Handwerkern wurde das Wahlrecht nur gewährt, wenn sie mindestens einen Gesellen beschäftigten. Fabrikarbeitern als solchen stand kein Wahlrecht zu.<sup>10</sup>

5. Das Wahlrecht der Bildungsschicht verlangte eine durch den Beruf gesicherte ökonomische Basis. Man mußte außer einem Hochschuldiplom, das die Zugehörigkeit zur Bildungsschicht belegte, auch ein Amt oder eine gesicherte freiberufliche Existenz nachweisen.

In der hier untersuchten Region besaßen 1890 nur 5,2% der Gesamtbevölkerung und 14,8% der Erwerbstätigen das Wahlrecht, während diese Quoten 1910 bei 7,1% bzw. 16,7% lagen. Die Gesamtzahl der Wahlberechtigten nahm in diesem Zeitraum um etwa 30% zu. Der gesellschaftliche Wandel, der sich hier andeutet, spiegelt sich auch in der Aufteilung der Stimmberechtigten nach den Wahlrechtskategorien wider. Die bedeutendsten Veränderungen waren der sinkende Anteil der als Grundbesitzer Wahlberechtigten und der steigende Anteil der Wahlberechtigten aufgrund der Einkommenssteuer. Hier handelte es sich um eine Verlagerung der Stimmberechtigtenzahl von der Landwirtschaft zur Industrie und zum Handel, was als Zeichen der Modernisierung der politischen Gesellschaft gedeutet werden kann. Auch der Anteil jener Stimmberechtigten erhöhte sich auffällig, die durch ihren Hausbesitz das Wahlrecht hatten. Dieser Wählertyp kann als Urbanisierungswähler bezeichnet werden, wenngleich anzumerken ist, daß die aus dem Hausbesitz ablesbare Urbanisierung der politisch verfaßten Gesellschaft Ungarns viel niedriger als die tatsächliche Urbanisierung war, die sich also teilweise nur mittelbar, nämlich durch die erwähnte Verlagerung des Wahlrechts auf die Einkommenssteuer-Kategorie auswirkte. Während 1890 73% der Wähler nach ihrer Grundsteuer und 15% nach ihrer Einkommensteuer im Wählerverzeichnis eingetragen waren, — das bedeutete ein Verhältnis von annähernd 5:1 — waren 1910 die entsprechenden Prozentsätze 66 und 22, was ein Verhältnis von 3:1 ergibt.

Diese Angaben vermitteln allerdings, wie jeder Durchschnittswert, ein verzerrtes Bild. Untersucht man die Wahlkreise in den Gemeinden mit Stadtrecht und in den Landgemeinden gesondert, gelangt man zu einem differenzierteren Bild. 61 der untersuchten Wahlkreise (18%) befanden sich in Ge-

<sup>9</sup> Die zur Erlangung des Zensuswahlrechts erforderliche Mindesthöhe der Haussteuer betrug zwischen 70 Forint (in Budapest) und 11 Forint 76 Kreuzer. Hieronymi, a.a.O. 148.

<sup>10</sup> Die für den Zensus festgesetzte Mindesthöhe bei verschiedenen Einkommenssteuertypen betrug zwischen 5 Forint (für Beamte) und 10 Forint 50 Kreuzer (für Kaufleute, Fabrikanten usw.). a.a.O. 155. Zur ausführlicheren Beschreibung des Wahlrechts und der Wahlen in Ungarn siehe Gerhard Bachmann: Ungarn. in: *Die Wahl der Parlamente* (Hrsg. Sternberg, R. – Vogel, B.) Band I, Berlin 1969, 1365 – 1405., und Adalbert Toth: Ungarn. in: *Lexikon zur Geschichte der Parteien in Europa* (Hrsg. Wende, F) Stuttgart 1981. 731 – 773.

meinden mit Stadtrecht.<sup>11</sup> Während in diesen Wahlkreisen 1890 das Wahlrecht 35% der Stimmberechtigten nach ihrem Grundbesitz, 40% hingegen nach ihrer Einkommenssteuer zustand — das bedeutete ein Verhältnis von 0,9:1 — lagen die Prozentsätze 1910 bei 22 bzw. 58, also im Verhältnis von 0,4:1. In den ländlichen Wahlkreisen lagen die Verhältniszahlen 1890 bei 79 bzw. 11%, also im Verhältnis 7:1; 1910 bei 76 bzw. 14%, das heißt bei 5,5:1. Die beiden Wahlkreistypen zeichnen sich mithin durch die gleiche Tendenz aus, die Ausgangslage und das Tempo der Veränderung unterschied sich indes beträchtlich.

Gehen wir jetzt von der Gesamtzahl der nach der Einkommenssteuer Wahlberechtigten in dem hier untersuchten Teil Ungarns aus, zeigt sich, daß 1890 die städtischen Wahlkreise 37% dieser Wahlberechtigten stellten, 1910 aber bereits 49%.

Der Anteil der Hausbesitzer-Wahlberechtigten, unser Gradmesser für die Urbanisierung, stieg in diesem Zeitraum zwar nur um 1%. Dies entsprach aber bei dieser verhältnismäßig kleinen Gruppe fast einer Verdoppelung ihrer absoluten Zahl. Sowohl 1890 als auch 1910 wurden 60% der Wähler dieser Kategorie von den Städten gestellt. In den Städten waren 13% der Wählerschaft in der Haussteuerkategorie. Die Zahl der nach der Haussteuer Wahlberechtigten stieg vor allem in den weniger entwickelten Städten mit Agrarcharakter. In den entwickelten Städten aber, vor allem in Budapest, wird der Anstieg der Haussteuerwähler durch den Zuwachs an Einkommenssteuer-Wählern in den Hintergrund gedrängt.

Die Entwicklung der Kategorie der stimmberechtigten Bildungsschicht zeigt dagegen ein relativ gleichmäßiges Bild, wenngleich in den größeren Städten und den Schul- und Kirchenzentren die Intelligenz an Stimmgewicht zunahm.

Die Steigerung der Gesamtzahl der Wähler war ebenfalls am beachtlichsten in den städtischen Wahlkreisen: Sie stieg hier fast auf das Doppelte, während sie in den ländlichen Wahlkreisen lediglich um 20–25% zunahm.

Entsprechend der Sozialstruktur der Wählerschaft, die hier am Anteil der wahlberechtigten Grundsteuerzahler — im folgenden „Agrarwähler“ genannt —, gemessen werden soll, unterscheiden wir vier statische und drei dynamische Wahlkreistypen.

<sup>11</sup> Nicht jede Stadt bildete im untersuchten Zeitraum einen selbständigen Wahlkreis mit Stadtrecht. Mehrfach wurden Städte mit den umliegenden Gemeinden zu einem gemeinsamen Wahlkreis zusammengefaßt, so fielen diese in die nichtstädtische Kategorie.

Tabelle 3

Zahl der Wähler in einem durchschnittlich strukturierten  
Wahlkreis 1890 bzw. 1910<sup>12</sup>

	Altes Recht	Grund- besitzer	Haus- besitzer	Einkom- mensteuer- zahler	Bildungs- schicht	Insgesamt
<i>Stadt</i>						
1890	8	600	228	688	189	1712
1910	2	745	426	1929	232	3366
<i>Land</i>						
1890	81	1887	30	254	148	2399
1910	18	2463	58	450	215	3207

1. Als *Agrarwahlkreise* sollen jene Kreise gelten, in denen der Anteil der Agrarwähler von 1890 bis 1910 immer 80% überstieg.

2. *Ländliche, mäßig entwickelte Wahlkreise* werden hier jene Wahlkreise genannt, in denen der Anteil der Agrarwähler von 1890 bis 1910 zwischen 61 und 80% lag. In diesen Wahlkreisen mit niedrigem Modernisationsstand und relativ stabiler Struktur stieg die Zahl der nach ihrer Einkommenssteuer stimmberechtigten Wähler in zwanzig Jahren nur minimal, von 14 auf 18% an.

3. Als *moderne Wahlkreise* sollen jene gelten, in denen der Anteil der Agrarwähler von 1890 bis 1910 zwischen 21 und 60% lag. Die Struktur dieser Wahlkreise änderte sich in den zwanzig Jahren auch nicht wesentlich, wenngleich der Anteil der nach ihrer Einkommenssteuer stimmberechtigten Wähler von 26 auf 33 Prozent anstieg.

4. Zu diesen drei statischen Wahlkreistypen kommen als vierter Typ noch die *urban strukturierten Wahlkreise* hinzu. In diesen Wahlkreisen lag der Anteil der Agrarwähler von 1890 bis 1910 unter 20%. Schon 1890 zeichneten sie sich durch einen hohen Anteil an Urbanisierungs- sowie Modernisierungswählern ferner an stimmberechtigter Intelligenz aus. Grundsätzlich als Folge der Entwicklungseigentümlichkeiten Budapests, wo 1910 der Modernisierungsindikator (der Anteil der Einkommenssteuer-Wahlberechtigten) bereits 87% der Durchschnitt der Wahlkreise dieses Typs: 75%, beträgt, ging der Anteil der Urbanisationswähler und der Intelligenzwähler bis 1910 von 19 auf 15 bzw. von 15 auf 7% zurück.<sup>13</sup>

<sup>12</sup> Die Durchschnittswerte der Stimmberechtigtenzahlen für die einzelnen Kategorien und Wahlkreise wurden gesondert errechnet, sie stimmen daher auch nicht überein.

<sup>13</sup> Jeder seiner Gesellschaftsstruktur nach städtische Kreis gilt als eigenständiger Wahlkreis mit Stadtrecht. Unter den 61 Wahlkreisen mit Stadtrecht gab es strukturell nur 32 urban strukturierte Wahlkreise, 2 gehörten in die Rückentwicklungs-, 8 in die mäßig entwickelte, 5 in die Akkumulations-, 9 in die moderne und 5 in die Modernisationskategorie.

Unter den dynamischen Wahlkreisen finden sich empirisch zwei Typen, bei denen sich der Anteil der Agrarwähler zwischen 1890 und 1910 erheblich verringerte.

5. Als *Akkumulationswahlkreise* mit starker Modernisierung sollen jene Wahlkreise bezeichnet werden, die sich zwischen 1890 und 1910 vom Agrar- zum mäßig entwickelten Wahlkreis entwickeln, deren Anteil an Agrarwählern in diesem Zeitraum also die 80%-Marke unterschreitet.

6. *Modernisierungswahlkreise* nennen wir jene Wahlkreise, die zwischen 1890 und 1910 vom mäßig entwickelten zum *modernen* Wahlkreistypus übergehen. Bei diesen steigt der Anteil der Urbanisierungswähler von 5 auf 10%, während die Zahl der aufgrund ihrer Einkommenssteuer stimmberechtigten Wähler von 17 auf 33% wuchs, der Anteil der in der Landwirtschaft arbeitenden Wähler ging dagegen von 68 auf 50% zurück.

7. Eine besondere Gruppe repräsentieren jene Wahlkreise, in denen der Anteil der Agrarwähler 1890 niedriger war als 1910. Der Grund dafür liegt einerseits darin, daß der Anteil der Wähler nach „altem Recht“ von generell 12 auf 2% schrumpfte, zum anderen aber darin, daß hier der Anteil der Urbanisierungs-, aber auch der Modernisierungswähler konstant blieb. Diese Wahlkreise können hinsichtlich der politischen Gesellschaft des Landes als *Rückentwicklungswahlkreise* bezeichnet werden.

Tabelle 4

*Verteilung der Wahlkreise nach ihrer Sozialstruktur*

	Anzahl der Wahlkreise		Anteil der Wähler	
		in %	1890	1910
Agrarwahlkreis	91	27	31	29
Ländlicher, mäßig entwickelter Wahlkreis	98	29	30	28
Ländlich-moderner Wahlkreis	19	6	4	4
Urban strukturierter Wahlkreis	32	9	7	12

Fortsetzung der Tabelle 4

	Anzahl der Wahlkreise		Anteil der Wähler	
		in %	1890	in % 1910
Ländlicher Akkumulationswahlkreis	44	13	13	12
Ländlicher Modernisierungswahlkreis	23	7	7	7
Rückentwicklungswahlkreis	31	9	9	8
Insgesamt:	338	100	100	100

Wie aus der Tabelle ersichtlich, ist sowohl die Zahl der Wahlkreise als auch jene der Wähler bei den Wahlkreisen des Agrar- und des mäßig entwickelte Typs am bedeutendsten. Der Wahlkreis- und der Wähleranteil decken sich im großen und ganzen. In den zwanzig Jahren ist lediglich eine Verschiebung (von 11 auf 24 Prozent) zugunsten jener Typen zu beobachten, in denen der Anteil der Agrarwähler unter 60% blieb, dies war unter anderem die Folge der bereits angedeuteten Steigerung der Wählerstimmzahlen in den städtischen Wahlkreisen.

Untersucht man die Wahlindikatoren in Wahlkreisen mit unterschiedlichem gesellschaftlichem Charakter, so gelangt man lediglich zu einigen allgemeinen Schlußfolgerungen (vgl. Tabelle 5).

Tabelle 5

Wahl- und Politikindizes der gesellschaftlichen Kategorien

	Kandidatenzahl	Angriffsstärke (in %)	Personelle Kontinuität	Einstimmig
Agrarkategorie	9,32	55,29	3,57	1,46
Mäßig entwickelte Kategorie	9,11	57,10	3,29	1,40
Modern	10,18	49,55	3,00	1,08
Akkumulationskategorie	10,10	57,06	3,39	1,31
Modernisationskategorie	9,61	62,86	2,91	1,22
Rückentwicklungskategorie	8,95	61,47	3,68	1,69
Städtisch	10,10	50,25	2,18	0,79
Durchschnittlich	9,51	57,826	3,07	1,33

Es ist eine unbestreitbare Tatsache, daß der Wahlkampf in der Rückentwicklungswahlkreiskategorie am wenigsten hart war: Er zeichnete sich durch eine niedrige Zahl von Kandidaten und viele einstimmige Wahlergebnisse aus.

Gleichzeitig waren aber Angriffsstärke und personelle Kontinuität stark ausgeprägt. Für die städtischen Wahlkreise waren hohe Kandidatenzahl und wenige einstimmige Wahlergebnisse kennzeichnend: Die Angriffsstärke war niedrig, die Kandidaten wurden von unterschiedlichen Parteien gestellt, und auch die personelle Kontinuität lag niedrig. Die Politikergarde wechselte. Global läßt sich nur festhalten: je entwickelter ein Wahlkreis (je niedriger der Anteil der Agrarwähler) war, um so größer war die Chance, daß der Wahlkampf härter, vor allem aber die Kandidatenzahl höher und die Zahl der einstimmigen Wahlergebnisse niedriger lag. Hinsichtlich der personellen Kontinuität zeigen bei aufeinanderfolgenden Wahlen die modernen, die Akkumulations- und die Rückentwicklungskategorien eine ständige, wenn auch nicht gleichmäßige Steigerung bis 1906, und damit spiegeln sie die allgemeine Tendenz wider, während bei der mäßig entwickelten und Modernisationskategorie vor ihrem Aufschwung von 1906 im Jahre 1905 ein Rückfall zu beobachten war (vgl. Abb. 3).

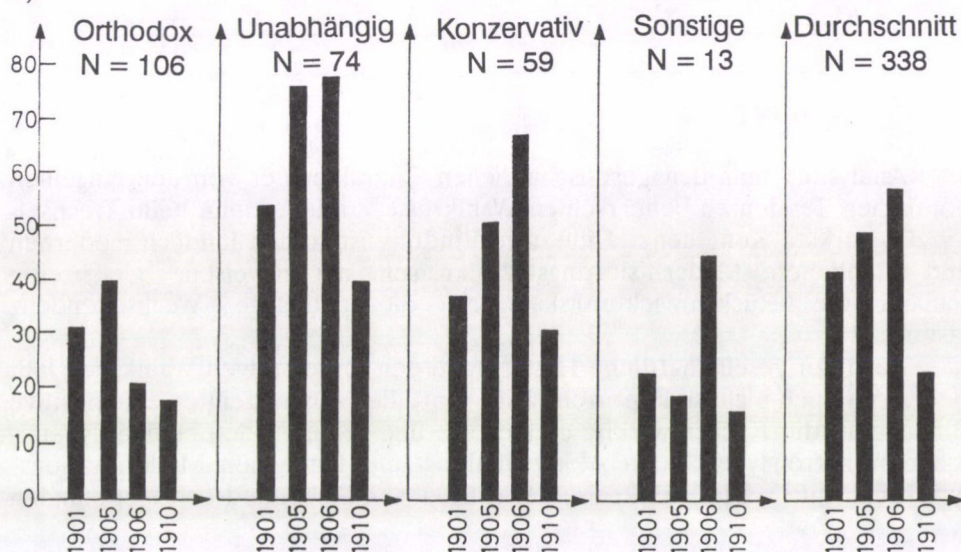


Abb. 3. Personelle Kontinuität und soziale Wahlkreistypen in %.

### III. Politik und Gesellschaft

Beim Vergleich der politischen und der gesellschaftlichen Merkmale der einzelnen Wahlkreise (vgl. Tab. 6) läßt sich feststellen, daß diese nicht unabhängig voneinander waren, wenngleich ihre Abhängigkeit insgesamt unter einem mittleren Niveau blieb.<sup>14</sup>

<sup>14</sup> Der Index nach Tschuprow betrug 0,196, die Kontingenz nach Pearson 0,398.

Tabelle 6

Überlappung politischer und gesellschaftlicher Kategorien (nach Wahlkreisen)

	Ortho- dox	Unab- hängig	Wech- sel	Konser- vativ	Sonst.	Insg.
Agrarwahlkreis Ländlicher, mäßig entwickelter Wahlkreis	32	17	15	21	6	91
Ländlich-moderner Wahlkreis	5	4	8	2	0	19
Urban strukturier- ter Wahlkreis	14	2	7	1	8	32
Ländlicher Akkumulations- wahlkreis	12	14	10	4	4	44
Ländlicher Modernisie- rungswahlkreis	11	2	8	1	1	23
Rückentwicklungswahl- wahlkreis	2	12	2	12	3	31
Insgesamt	106	74	68	59	31	338

Analysiert man den gesellschaftlichen Charakter der von den einzelnen politischen Tendenzen beherrschten Wahlkreise, so findet man beim Wechseltyp die stärkste Kongruenz. Eine enge Bindung ist zu den ländlich-modernen und ländlichen Modernisierungswahlkreisen nachzuweisen, gleichzeitig schließt die Rückentwicklungskategorie die politische Wechseltendenz fast aus.<sup>15</sup>

Auch der gesellschaftliche Hintergrund der konservativen Wahlkreise läßt sich, wenn auch nicht so konturenscharf, umreißen. Diese zeigten eine positive Bindung an die Rückentwicklungskategorie und traten in den beiden dynamischen Wahlkreistypen, beim Akkumulations- und ländlichen Modernisationstyp, kaum auf.<sup>16</sup> Die Wahlkreise der orthodoxen Siebenundsechziger standen

<sup>15</sup> 12 Prozent der Wechselwahlkreise zählten zu der modernen Kategorie, obwohl dieser Typ im Gesamtmodell lediglich mit 6 Prozent vertreten ist. Gleichzeitig gehören 42 Prozent der modernen Wahlkreise in die Wechselwahlkreiskategorie, die jedoch am Gesamtmodell lediglich einen Anteil von 20 Prozent hat. Ebenfalls mit 12 Prozent vertreten sind bei dieser politischen Tendenz die Modernisierungswahlkreise, obschon sie im Gesamtmodell lediglich 7 Prozent erreichen. Die Wechselwahlkreise, im Gesamtmodell mit 20 Prozent präsent, stellen 35 Prozent der Modernisierungswahlkreise. Lediglich 3 Prozent der Wahlkreise dieser politischen Tendenz fallen in die im Gesamtmodell mit 9 Prozent vertretene Rückentwicklungskategorie.

<sup>16</sup> 20 Prozent der konservativen Wahlkreise fallen in die am Gesamtmodell lediglich mit 9 Prozent beteiligten Rückentwicklungskategorie; dagegen geben die im Gesamtmodell lediglich mit 17 Prozent vertretenen konservativen Wahlkreise 39 Prozent der Rückentwicklungskategorie her. 9 Prozent der konservativen Wahlkreise gehören in die Akkumulations- und Modernisationkategorie, wiewohl diese im Gesamtmodell mit 20 Prozent vertreten sind.



eher den sich wandelnden, die Unabhängigkeitswahlkreise hingegen den sich zurückentwickelnden näher, wenngleich diese sehr lose zusammenhängen.<sup>17</sup>

Ein Vergleich der Wahlindizes und der personellen Kontinuität bei den aufeinanderfolgenden Wahlen zeigt noch schwächere Zusammenhänge zwischen politischen und gesellschaftlichen Merkmalen. Der Anteil der einstimmigen Wahlergebnisse und die persönliche Kontinuität waren zweifelsohne beim Unabhängigkeitstyp und bei der Rückentwicklungskategorie am höchsten, die Zahl der aufgestellten Kandidaten lag hingegen bei der orthodoxen und der Rückentwicklungskategorie am niedrigsten. Eine Untersuchung der personellen Kontinuität der aufeinanderfolgenden Wahlen ergibt bei der Kategorie der ländlichen, mäßig entwickelten und der Modernisierungswahlkreise ein ähnliches Bild wie bei dem Wechseltypus: Auch bei diesen beiden Kategorien war bei den Wahlen von 1905 eine Abschwächung der Kontinuität zu beobachten. Der für die orthodoxe Tendenz charakteristische Rückfall von 1906 tritt dagegen in den urban strukturierten Wahlkreisen in Erscheinung.

Angesichts der dadurch gewonnenen Erkenntnisse können wir fast nur Evidentes wiederholen: Das konservative politische Verhalten war mit einer konservativen Gesellschaftsstruktur verknüpft und mit einer dynamischen Umgestaltung nicht zu vereinbaren. Dynamik und Entwicklung der Gesellschaft führten zugleich stärker zur politischen Wechseltendenz, da diese schwächer an die orthodoxen Siebenundsechziger anknüpften, grundsätzlich zu einem gegenüber der Regierung loyalen politischen Verhalten, und entwickelten eine starke Neigung zur Anpassung an die reale Regierungsalternative, zumal die orthodoxe politische Tendenz aus drei der fünf Wahlen als absoluter Sieger hervorging, die Wechseltendenz dagegen ja als eine immer der siegreichen politischen Tendenz angehörende Strömung definiert wurde.

Während die Affinität der stabileren, weniger dynamischen Wahlkreise zur konservativen politischen Tendenz mit dem Agrarismus und mit dem Widerstand gegen Veränderungen erklärt werden kann, ist dagegen die wesentlich losere Verknüpfung mit der Unabhängigkeitstendenz ganz im Gegenteil mit dem Widerstand gegen die herrschenden Verhältnisse — also nicht wie bei den Konservativen gegen Veränderungen — durch den Anschluß an die einzig bestehenden politischen Alternative begründet. Der gesellschaftliche Inhalt, das Programm dieser politischen Alternative ist verschwommen, für die Mehrheit der Wähler manifestierte sich darin lediglich eine aus der Oppositionshaltung resultierende Alternative.

<sup>17</sup> In den Wahlkreisen der orthodoxen Siebenundsechziger sind 49 Prozent der Modernisationskategorie zu finden, wiewohl die orthodoxen Wahlkreise am Gesamtmodell lediglich mit 32 Prozent beteiligt sind; zur gleichen Zeit fallen nur 6 Prozent der Wahlkreise der Rückentwicklungskategorie in die orthodoxe politische Tendenz. Die Wahlkreise der Unabhängigkeitstendenz stellen 39 Prozent der Rückentwicklungskategorie und lediglich 9 Prozent der Modernisationskategorie, des weiteren 6 Prozent der städtischen, ungeachtet dessen, daß sie im Gesamtmodell mit lediglich 22 Prozent vertreten sind.

## IV. Territorium

Historisch-statischen Untersuchungen über Ungarn liegen im allgemeinen die sog. großen Landesteile und innerhalb dieser die Komitate als territoriale Einheiten zugrunde, unter denen die ersteren eine gewisse geographische Aufteilung, die letzteren hingegen eine eindeutige Verwaltungseinheit bedeuteten. Auch die zeitgenössischen Statistiken bauten auf dieser Unterteilung auf. In der vorliegenden Studie wird nun versucht, diese Praxis zu umgehen, vor allem deswegen, weil die sog. Landesteile nicht als politische Einheiten betrachtet werden dürfen und weil unseres Erachtens die Komitate als Verwaltungseinheiten auch nicht unbedingt einen kohärenten politischen Standpunkt widerspiegeln. Der Grund für den Verzicht auf die gewöhnliche Einteilung liegt aber vor allem darin, daß in ihr die gegebenen, tatsächlichen geographischen Zusammenhänge verschwinden oder zumindest nur verschwommen in Erscheinung treten. Es besteht hier nicht die Möglichkeit, und nach unserem Dafürhalten auch nicht die Notwendigkeit, bei den angewandten „grobem“ Indikatoren neue, tatsächlich immanente Einheiten zu bilden. Wenn wir aber das Land in ein System konzentrischer Kreise (vgl. Karte 1) fassen und die Wahlkreise der dadurch gewonnenen Einheiten untersuchen, können territoriale Zusammenhänge und Abgrenzungen anscheinend deutlicher dargestellt werden. Dabei legen wir 11 territoriale Einheiten fest: Um das Zentrum bilden wir im Westen, südlich und nördlich je drei und im Osten, nördlich und südlich je zwei Sektoren.<sup>18</sup>

Die Wahlkreistypen zeigen offenbar Verbindungen zu den territorialen Einheiten.<sup>19</sup> Beobachtet man die Verknüpfungen zwischen den Wahlkreistypen und den Sektoren im einzelnen so springt sofort ins Auge, daß die orthodoxen Wahlkreise stark mit den östlichen Grenzgebieten des Landes verknüpft sind.<sup>20</sup> Die Unabhängigkeitswahlkreise zeigen starke Affinität zu den

<sup>18</sup> In die verschiedenen Einheiten werden die Wahlkreise der folgenden Komitate eingeteilt: *Zentraler Sektor*: Békés, Bihar, Borsod, Csongrád, Hajdú, Heves, Jász, Nógrád, Pest, Szabolcs; *Sektor II Nordwest*: Bars, Borsod, Esztergom, Fejér, Gömör, Heves, Hont, Komárom, Nógrád, Pest, Zólyom; *Sektor II Südwest*: Bács, Csanád, Csongrád, Fejér, Pest, Somogy, Tolna, Torontál, Veszprém; *Sektor II Nordost*: Abaúj, Bereg, Bihar, Borsod, Gömör, Hajdú, Csongrád, Szabolcs, Szatmár, Szepes, Szilágy, Ung, Zemplén; *Sektor II Südost*: Arad, Békés, Bihar, Csanád, Csongrád, Szilágy, Temes, Torontál; *Sektor III Nordwest*: Árva, Bars, Győr, Komárom, Liptó, Moson, Nyitra, Pozsony, Sopron, Szepes, Trencsény, Turóc, Vas, Veszprém, Zólyom; *Sektor III Südwest*: Baranya, Bács, Somogy, Tolna, Torontál, Vas, Veszprém, Zala; *Sektoren III und IV Nordost*: Bereg, Máramaros, Sáros, Szatmár, Szepes, Szilágy, Ugocsa, Ung, Zemplén; *Sektoren III und IV Südost*: Arad, Bihar, Krassó, Szilágy, Temes, Torontál; *Sektor IV Nordwest*: Moson, Nyitra, Pozsony, Sopron, Trencsény, Vas; *Sektor IV Südwest*: Somogy, Torontál, Vas, Zala. Die Zusammenziehung des IV. äußeren Kreises rechts ist wegen der verschwindend kleinen Zahl der Wahlkreise erfolgt.

<sup>19</sup> Der Index nach Tschuprow beträgt 0,2918, die Kontingenz nach Pearson: 0,58875.

<sup>20</sup> Diese politische Tendenz ist in den Sektoren III und IV Nordost und III und IV Südost mit 65 bzw. 85 Prozent der Wahlkreise vertreten. Wenngleich in diesen beiden Sektoren sich

in der Landesmitte gelegenen territorialen Einheiten und bilden beinahe eine Nordost-Südwest-Achse.<sup>21</sup> Die Wechselwahlkreise lassen sich dagegen territorial nicht so eindeutig einordnen. Sie knüpfen am stärksten an den Nordwesten und die zentral gelegenen Gebiete an, wenngleich diese Verknüpfung mit den letzteren schwächer ausfällt als bei den Unabhängigkeitswahlkreisen.<sup>22</sup>

Während die Wahlkreise der orthodoxen Siebenundsechziger eher in den östlichen Teilen des Landes zu finden sind, sind die konservativen Wahlkreise stärker mit den westlichen Landesteilen verknüpft, und sehr stark ausgeprägt erscheint dies in den Sektoren III und IV Nordwest sowie IV Südwest.<sup>23</sup>

Bezieht man in die Analyse nicht nur die positive Bindung, sondern auch die negativen Beziehungen mit ein, so ergibt sich ein noch ausgeprägteres Bild. Die Gebiete mit überwiegend orthodoxem Wahlkreistyp schließen Unabhängigkeits- und Wechselwahlkreise sowie in den Sektoren III und IV Südost auch konservative Wahlkreise fast völlig aus. Gebiete mit einer Mehrheit von Unabhängigkeitswahlkreisen schließen die Präsenz von orthodoxen und konservativen Wahlkreisen aus. In Gebieten konservativen Couleurs treten die Unabhängigkeitswahlkreise nur in verschwinden kleinem Ausmaß auf. Schwach vertreten sind hier die Wechselwahlkreise. Auch der Sektor IV Südwest zeigt negative Verknüpfungen mit den orthodoxen Wahlkreistyp.

Die Sektoren grenzen die einzelnen politischen Tendenzen scharf voneinander ab. Wenn man auch untersucht, welche Wahlkreistypen in den Gebieten mit jeweils einem vorherrschenden Typ einen geringen Stimmenanteil haben, so tritt anschaulich hervor, daß der Gegensatz zwischen den Achtundvierzigern und den Siebenundsechzigern das parteipolitische Leben in Ungarn auch in der untersuchten Periode grundsätzlich beherrschte; findet man doch in den Gebieten mit eindeutiger Dominanz der Achtundvierziger kaum Wahlkreise mit der Vorherrschaft der Siebenundsechziger und umgekehrt.

Während aber die politischen Lager der Achtundvierziger und der Siebenundsechziger sich gegenseitig *völlig* ausschließen, scheint dies zwischen Liberalen und Konservativen doch nur partiell zu gelten. Mithin kann auch eine

---

lediglich 10 Prozent aller Wahlkreise befinden, liegen 35 Prozent der orthodoxen Wahlkreise in diesem Gebiet.

<sup>21</sup> Die Unabhängigkeitstendenz zeigt starke Affinität zum zentralen Sektor sowie zu den Sektoren II Südwest und II Nordost. Obschon die von der Unabhängigkeitstendenz beherrschten Wahlkreise lediglich 22 Prozent im Grundmodell vertreten sind, treten in diesen Sektoren mit 58, 49 bzw. 35 Prozent auf; und obwohl die drei Sektoren lediglich 34 Prozent der Wahlkreise stellen, befinden sich hier 68 Prozent aller Unabhängigkeitswahlkreise.

<sup>22</sup> In beiden Sektoren ist die Wechseltendenz mit 34–35 Prozent vertreten, wenngleich diese beiden Sektoren nur 22 Prozent aller Wahlkreise erfassen, sind hier 34 Prozent der von der Wechseltendenz beherrschten Wahlkreise zu finden.

<sup>23</sup> Für die Konservativen sind die Sektoren III Nordwest, IV Nordwest und IV Südwest charakteristisch, die lediglich 23 Prozent aller Wahlkreise, jedoch 68 Prozent der konservativen Wahlkreise geben. Wiewohl lediglich 17 Prozent der untersuchten Wahlkreise konservativen Couleurs sind, haben sie in diesen drei Sektoren einen Anteil von 32, 30 bzw. 66 Prozent.

politisch-territoriale Untersuchung dieser Art bestätigen, daß der Gegensatz zwischen Liberalen und Konservativen hinter der traditionell herauskristallisierten Konfrontation der Achtundvierziger und Siebenundsechziger im parteipolitischen Leben Ungarns lediglich eine zweitrangige Rolle spielte.

Will man jedoch die gesellschaftlichen Merkmale der Gebiete mit bestimmten politischen Charakter vergleichen, so wird man mit schweren Problemen konfrontiert.

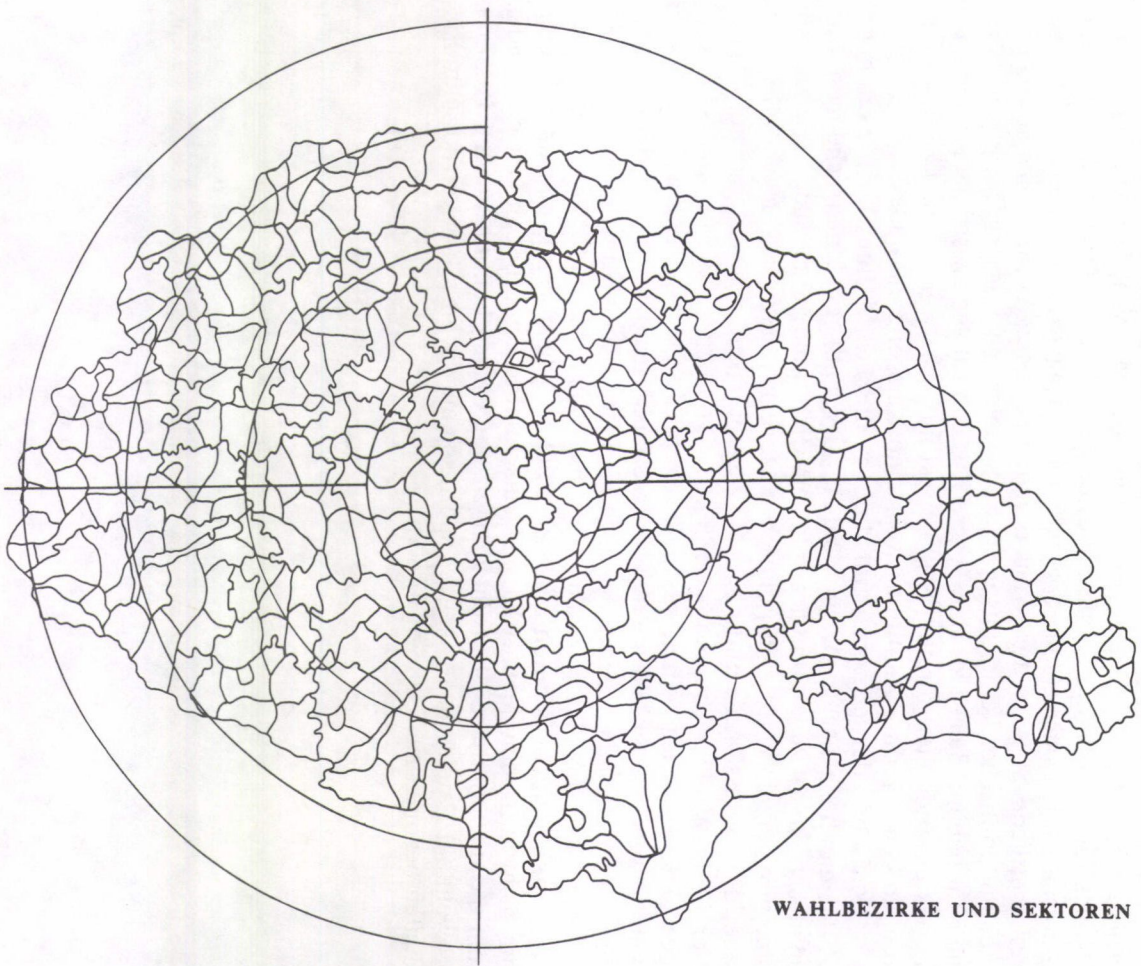
Vor allem ist hervorzuheben, daß mit den territorialen Einheiten im ganzen untersuchten Gebiet die gesellschaftlichen Kategorien weit schwächer verknüpft gewesen zu sein scheinen als die politischen.<sup>24</sup>

Untersucht man das Verhältnis der gesellschaftlich determinierten Wahlkreisgruppen zu den territorialen Einheiten, so erreicht man sehr wenig an Ergebnissen, die gleichzeitig auch eine Streuung aufweisen. Um nur einigermaßen zusammenhängende Gebietseinheiten zu bekommen, müssen die angewandten gesellschaftlichen Kategorien in zwei große Gruppen zusammengefaßt werden. In die eine Gruppe kommen die Agrar-, die Rückentwicklungs- und die mäßig entwickelte Kategorie, während in der zweiten die Akkumulation-, die Modernisierungs- und die städtische Kategorie erfaßt werden. Die dadurch gewonnenen Gebietseinheiten zeigen indes keinen Zusammenhang mit den politischen Gebieten und überlappen sich auch teilweise. Der auf territoriale Einheiten projizierte Vergleich der von einzelnen gesellschaftlichen bzw. politischen Gruppen beherrschten Wahlkreise kann auch mit Hilfe der durch die personelle Kontinuität von zwei aufeinanderfolgenden Wahlen entstandenen Kurven vorgenommen werden (siehe Abb. 2–3). Eine der Entwicklung der orthodoxen Wahlkreistypen entsprechende Kurve findet man in den mit dieser eine starke Affinität aufweisenden Sektoren III und IV Nordost und Südost und interessanterweise in den Wahlkreisen mit städtischem Charakter vor. Auf die Beziehungen der letzteren zum orthodoxen Wahlkreistyp wurde bereits verwiesen. Die beiden betreffenden Sektoren schließen eine städtische Gesellschaftsstruktur jedoch fast völlig aus.

Der Kurve des Wechselwahlkreistyp ähnlich verläuft die Entwicklung des Sektors II Nordwest (auf ihre Beziehungen wurde oben bereits hingewiesen) und eine teilweise ähnliche Kurve weist auch die gesellschaftlich schwach entwickelte Kategorie auf, die aber auf dem besagten Gebiet lediglich mit einem durchschnittlichen Stimmengewicht vertreten ist.

Große Ähnlichkeit besteht zwischen den Kurven der konservativen Wahlkreise und der Sektoren III und IV Südwest; auf eine Verknüpfung mit diesem Wahlkreistyp läßt allerdings nur die letztere schließen. Unter den gesellschaftlich determinierten Gruppen ähnelt die Kurve derjenigen der Rückentwicklungsgruppe am stärksten. Von dieser unterscheidet sich jedoch die Kurve weder der modernen noch der Akkumulations wesentlich.

<sup>24</sup> Index nach Tschuprow beträgt 0,19426, die Kontingenz nach Pearson 0,4717.



WAHLBEZIRKE UND SEKTOREN

Nach diesen Vergleichen ist vor allem festzuhalten, daß die Gesellschaftsstruktur und die politische Entscheidung bei der Wahl bei den fünf letzten Wahlen im Zeitalter des Dualismus in Ungarn nicht eng miteinander verknüpft gewesen sind. Demgegenüber konnte aber nachgewiesen werden, daß die gesellschaftliche Struktur der Wählerschaft und deren Veränderungen die Entstehung politischer Verhaltenstypen, wenn auch nicht vordergründig, aber noch meßbar beeinflußten. Der schwächere Zusammenhang zwischen diesen beiden Aspekten in den territorialen Sektoren ist möglicherweise darauf zurückzuführen, daß eine geringe Zahl auf jeweils eine Kategorie entfiel.

Zwischen der territorialen und der politischen Stellung konnte ein enger Zusammenhang nachgewiesen werden. Bei künftigen Untersuchungen wird man sich darauf zu konzentrieren haben, diese Einheiten exakter abzugrenzen und ihre gemeinsamen nichtpolitischen Merkmale aufzudecken. Vor allem sind aber die konfessionelle und nationale Zugehörigkeit, des weiteren die Struktur der Nicht-Wahlberechtigten zu erhellen. Von den zu dieser Analyse herangezogenen Quellen sollten zur politischen Charakterisierung der Wahlkreise künftig auch die ausführlichen Wahlergebnisse genutzt und vor allem der Anteil der auf die unterlegenen Kandidaten abgegebenen Stimmen berücksichtigt werden. Mit aus den Statistiken über die Wahlberechtigten in den einzelnen Wählerklassen abgeleiteten gesellschaftlichen Indikatoren kann man sich künftig nicht zufrieden geben. Es sind aufschlußreichere Indikatoren notwendig, um die die politischen Entscheidungen bei Wahlen beeinflussenden Faktoren sowohl auf Landesebene als auch spezifisch auf die einzelnen territorialen Einheiten bezogen aus Licht zu fördern.

# Christliche Parteien und die politischen Alternativen in Mitteleuropa in den 20er Jahren

JENŐ GERGELY

Das ungarische politische System nach 1919 bezeichnete sich als christlich und national. Eine markante Quelle ihrer politischen Ideologie war der politische Katholizismus. Mit Ausnahme der antiklerikalen Richtungen standen die politischen Parteien – ungeachtet dessen, ob sie Regierungs- oder Oppositionsparteien waren – auf christlich-nationaler Grundlage. Die Zäsur zwischen ihnen stellte zu Beginn der 20er Jahre – als Folge der früheren öffentlich-rechtlichen Gegensätze – die Verteilung Legitimisten – freie Königswähler dar.

Dennoch kann aufgrund gewisser Merkmale der Bereich jener Parteien gut umgrenzt werden, die nicht allein formell, sondern auch hinsichtlich der Genese, des Argumentensystems und des Inhaltes ihrer politischen Ideologie der Kategorie der christlichen Parteien angehören. Von ihren Kennzeichen ist an erster Stelle zu erwähnen, daß sie fast ausschließlich einen *katholischen Charakter* aufgewiesen haben, und obwohl sie sich formell als christlich (christlichsozial) bezeichneten, nicht interkonfessionell waren. Ein weiteres Kennzeichen war, daß sie in irgendeiner Form und bis zu einem gewissen Ausmaß auf die sozialen Probleme reagierten, das heißt, daß sie ein *gesellschaftliches Reformprogramm* hatten, dessen Thesen sie aus der katholischen sozialen Lehre schöpften. Somit waren sie auf einer weltanschaulichen Basis beruhende ideologische Parteien. Drittens betrachteten sie sich für über den Klassen oder zwischen den Klassen stehend, was in ihrem *Volkspartei-Charakter* zum Ausdruck gelangte. Schließlich verpflichteten sich die christlichen Parteien irgendeiner Variante des *Legitimismus*. Zugleich teilten sie sich, je nach dem, ob sie die jeweilige Regierung unterstützten oder zu dieser in Opposition standen, ferner hinsichtlich der Interessenvertretung des Agrariertums oder der Städtischen-Lateiner-Schichten und endlich in der Frage des Ausmaßes der sozialen Reformen. Die Unterstützung der katholischen Kirche, die eine gesellschaftlich-politische Konsolidierung beanspruchte, vermochten sich die konservativen Strömungen zu sichern.

Von der katholischen Beschaffenheit und dem legitimistischen Charakter der christlichen Parteien, der christlichen Politik ausgehend können wir uns unserem Thema auf drei Ebenen nähern. Wir untersuchen 1. den Standpunkt der heimischen katholischen Kirche, 2. die überparteilichen Konzeptionen des Legitimismus und schließlich 3. die einschlägigen programmatischen Manifestationen der christlichen Parteien.

Den Standpunkt der katholischen Kirche widerspiegeln authentisch die Äußerungen gelegentlich der Episkopatskonferenzen.<sup>1</sup> In der Konferenz vom August 1919 wurden die Zustände in Oberungarn besprochen, wo damals schon die Agitation gegen die ungarischen Bischöfe begonnen hatte. Diesen versuchte János Csernoch – der Fürstprimas mit übrigens slowakischer Abstammung – durch die Gewinnung des dem ungarischen Staat zugeneigten Klerus und einzelner weltlicher Katholiken das Gegengewicht zu halten. Csernoch war der Meinung, daß die katholischen Slowaken durch deren antitschechischen Gefühle für Ungarn erhalten werden können.<sup>2</sup> Die Verhandlungen zeitigten jedoch keinen konkreten Erfolg. In der Episkopatskonferenz vom Frühjahr 1920 stellte es sich bereits heraus, daß die ungarischen hohen kirchlichen Würdenträger sämtliche ihnen zur Verfügung stehende Mittel in Anspruch nehmen, um die sich ausgestaltete Lage zu ändern. Dies wurde teils dadurch aktuell, daß die Bischöfe von Neutra (Nyitra, Nitra) und Neusohl (Besztercebánya, Banská Bystrica) sowie der erzbischöfliche Vikar von Tyrnau (Nagyszombat, Trnava) aus der Tschechoslowakei ausgewiesen wurden, und das gleiche Schicksal ereilte bald auch den Bischof von Munkács (Mukačevo). Ähnlich erging es auch dem in Temesvár (Timisoara) residierenden Bischof von Csanád. Der Bischof von Veszprém, Nándor Rott, berichtete über seine Reise nach Rom, wo „er unseren Wunsch zum Ausdruck brachte, wonach die administrative Einheit der ungarischen katholischen Kirche unverändert erhalten bleibe, trotz einer eventuellen Änderung der Landesgrenzen“.<sup>3</sup> Der Fürstprimas aber berichtete über seine vielseitige Tätigkeit, die er gegen eine mitteleuropäische Neuordnung und im Interesse des Status quo ante ausgeübt hat. Er unterrichtete die geistlichen Würdenträger über seine „mit dem Apostolischen Heiligen Stuhl, mit ausländischen Bischöfen und katholischen Führern gepflogenen Verhandlungen, deren Zweck eine Linderung der für Ungarn festgelegten Friedensbedingungen war... Er bat den Heiligen Vater wiederholt um seine Intervention, daß er sich öffentlich gegen die Zugrunderichtung des tausendjährigen Ungarns verwahre...“.<sup>4</sup> Zu einer solchen Intervention kam es aber nicht, der Papst vermochte sich zu einem derartigen Schritt kaum entschließen.

Der Primas war bestrebt auch die maßgebenden Kreise der Weltkirche zu mobilisieren. Er richtete aufklärende und bittende Briefe an die Erzbischöfe von Paris, London, Baltimore, New York, Toledo, Sevilla, Utrecht und Warschau sowie an zahlreiche ausländische Bischöfe. Ein konkreter Erfolg bestand

<sup>1</sup> Püspökkari konferenciák jegyzőkönyvei (Protokolle der Episkopatskonferenzen in Ungarn) 1919–1944. Esztergomi Primási Levéltár (Primatealarchiv zu Gran); Siehe auch J. Gergely (Hg.): *A püspöki kar tanácskozásai. A magyar katolikus püspökök konferenciáinak jegyzőkönyveiből 1919–1944.* (Die Konferenzen des Episkopats. Aus den Protokollen der Konferenzen des katholischen Episkopats Ungarns). Budapest 1984. S. 73–319.

<sup>2</sup> Protokoll 22. August 1919.

<sup>3</sup> Protokoll 17. März 1920. Nr. 4.

<sup>4</sup> Ebenda, Nr. 5.



darin, daß die holländische katholische Kirche eine namhafte materielle Unterstützung den ungarischen Katholiken bot. Die Kirche schaltete sich auch in die Arbeit zur Vorbereitung des Friedens auf seiten der Regierung ein. Verlässliche Katholiken reisten ins Ausland um den ungarischen Standpunkt darzulegen, so z. B. der Veszprémer Domherr János Csiszárík. Zu den Arbeiten der ungarischen Friedensdelegation entsandte die katholische Kirche auf Wunsch des Grafen Albert Apponyi den Esztergomer (Graner) Domherrn Antal Lepold, der das Memorandum verfaßte, das dem ungarischen Gegenvorschlag beigelegt wurde. Dieses enthielt die Daten über die Geschichte, Organisation und das Vermögen der ungarischen Kirche. Lepold „beteiligte sich an der Abfassung der beiden kirchlichen Artikel des Friedensvorschlages, in denen wir die unveränderte Beibehaltung der derzeitigen kirchlichen Organisation verlangten“ — teilte der Primas mit.<sup>5</sup> Die Einstweiligkeit der kirchlichen Zustände setzte nämlich ein Provisorium der Staatsgrenzen voraus.

Die Hoffnungen der ungarischen Kirche auf eine Unterstützung von seiten der Weltkirche zerschlugen sich nur allzubald. Die Reise des Fürstprimas im Sommer 1920 nach Rom führte im wesentlichen zu keinem Erfolg. Im Vatikan wurde ihm mitgeteilt, daß der Heilige Stuhl innerhalb von sechs Monaten nach Unterzeichnung des ungarischen Friedensvertrages Verhandlungen mit den neuen Staaten bezüglich einer den Staatsgrenzen entsprechenden Diözeseneinteilung einleiten werde. „Die neuen Staaten urgieren dauernd eine Regelung, der Papst wird dem ohne bedeutenden Nachteil für die Katholiken nicht widerstehen können“.<sup>6</sup> Das allgemeine kirchliche Interesse wurde also in diesem Fall dem ungarischen kirchlichen Interesse vorgezogen. Die Neuregelung bedeutete in den 20er Jahren soviel, daß in den abgetrennten Teilen apostolische Administraturen beziehungsweise Vikariate errichtet wurden, zur Organisierung neuer Diözesen kam es aber nicht. Gleichzeitig wirkte in diesem Raum in Richtung einer Festigung des Status quo, zumindest jedoch des kirchlichen Status quo der Umstand, daß der Heilige Stuhl mit den Nachfolgestaaten formale diplomatische Beziehungen aufnahm.

Die ungarische Kirche nahm auch weiterhin gegen die Neuregelung Stellung, was sich zu Beginn der 20er Jahre in konkreten Schritten äußerte, später aber eine Festigung der revisionistischen Ideologie und Propaganda bedeutete. Dies hatte von seiten der Kirche zweierlei Ursachen: teils die Zerstümmelung des historischen Ungarn, teils die eigenen Verluste der Kirche von materiellem und kulturellem Charakter. Die ungarische Kirche besaß bis 1918 Grundbesitze im Ausmaß von 2 Millionen Katastraljoch, von denen ca. 800 000 Katastraljoch übrigblieben. Die materielle Basis einzelner Bistümer, Kapiteln und geistlicher Orden wurde erschüttert.<sup>7</sup> Die kirchlichen Besitzungen jenseits der Grenzen wurden im Laufe der Bodenreform weitgehend in Anspruch genommen. Der Verlust an den verlorenen kirchlichen Bauten, Baudenkmalern und

<sup>5</sup> Ebenda, Nr. 7.

<sup>6</sup> Protokoll, 27. Oktober 1920. Nr. 5.

<sup>7</sup> Gergely, *Die Konferenzen*, S. 29–33., 367–373. (Tabellen)

künstlerischen Werten ist kaum abschätzbar. Auch mehr als die Hälfte ihrer kirchlichen Schulen, sozialen Institutionen und Presse usw. verlor die ungarische Kirche ebenfalls.

Die katholische Kirche des historischen Ungarn war übernational und der Nationalismus stand ihr ferne. Nach 1919 aber erreichte in den neuen Staaten die ungarische nationale Minderheit auch konfessionell das Minderheitsschicksal, was in Ungarn ihren nationalen Charakter verstärkte.<sup>8</sup> (Eine Ausnahme bildete allein das Burgenland.) Die in Trianon bestimmten Grenzen änderten die Kirchenorganisation grundlegend. Bis 1918 bestanden in vier erzbischöflichen Provinzen 22 Bistümer. Nach 1919 blieben hinsichtlich ihres Gebietes von den Diözesen nur das Erzbistum von Erlau (Eger), die Bistümer von Veszprém, Waizen (Vác) und Stuhlweißenburg (Székesfehérvár) sowie die Diözese der Nullius-Abtei von Pannonhalma intakt. Die neuen Staatsgrenzen zerstückelten die Hälfte der Diözesen in mehrere Teile, während andere völlig unter ein neues Imperium gerieten. Das ungarische Episkopat wollte das durch die Zerstückelung der Staatsgrenzen geschaffene Provisorium der kirchenregimentlichen Einheiten im Einvernehmen mit dem Staat aufrechterhalten, die Regierungen der neuen Staaten hingegen wünschten, daß diese der Heilige Stuhl so bald wie möglich sanktioniere und bekräftige, da auch das einen Teil der Stabilität des Staates bildete. Dem gleichen Zweck dienten auch die Enthebung der dem ungarischen Staat getreuen Bischöfe und die Ernennung von Ordinarien, die der neuen Gewalt gegenüber loyal waren.<sup>9</sup>

Hinsichtlich der mitteleuropäischen Neuregelung und der Alternativen war es wichtig, daß das Episkopat in der Frage des *Legitimus* Stellung nehme. Bekanntlich verhielten sich die hohen katholischen kirchlichen Würdenträger gegenüber der Habsburger-Dynastie loyal, und mit dieser geriet die neue Gewalt in Konfrontation. Ohne die komplizierte Problematik des Legitimus zu erörtern, müssen wir erwähnen, daß sich neben Beibehaltung der Staatsform die provisorische Ausübung der Macht des Staatsoberhauptes (nämlich die Reichsverweserschaft Horthys) konsolidierte, und es zu jener Zeit keine reale Alternative gab. Nicht so sehr infolge der inneren Verhältnisse wie eher wegen der Entente und namentlich wegen der Kleinen Entente. In der Habsburger-Restauration erblickten sie eine Wiederbelebung des historischen Ungarn und perspektivisch eine solche der Monarchie, was ohne Verletzung ihre Staatlichkeit unmöglich gewesen wäre.

Das ideologische Wesen des Legitimus war, daß als legitimes, gesetzliches und rechtskontinuierliches Imperium das der Habsburger zu betrachten sei, das infolge äußerer zwingender Umstände vorübergehend ruht, öffentlich-rechtlich jedoch nach wie vor besteht. Das Volk habe das Recht der Königs-

<sup>8</sup> G. Salacz: *A magyar katolikus egyház a szomszédos államok uralma alatt.* (Die katholische Kirche Ungarns unter der Herrschaft der Nachfolgerstaaten) (= *Dissertationes Hungaricae ex historia Ecclesiae.* Bd. III.) München 1975.

<sup>9</sup> Gergely; *Die Konferenzen*, S. 15–18., 351–357. (Tabellen); G. Adriányi: *Fünfzig Jahre ungarischer Kirchengeschichte 1895–1945.* (= *Studia Hungarica* 6.) Mainz 1974.

wahl nicht zurückgewonnen, und von sonstigen illegitimen Versuchen ganz zu schweigen. In der Auslegung des Legitimus scheint der „*grundsätzliche Legitimus*“ am realsten zu sein, der sich zum obigen bekannte, von den politischen Realitäten ausgehend mit einer Restauration – als konkrete Alternative – jedoch nicht rechnete. Diesen Standpunkt kräftigen die Königsputsche vom Jahr 1921 und die Entthronung. Der intransigente oder *karlistische* Standpunkt war bis 1921 kräftig, hernach aber erlitt er ein spektakuläres Fiasko.<sup>10</sup>

Die katholische Kirche und die christlichen Parteien teilten sich, was die Auslegung des Legitimus betrifft, somit auch in der Restauration. Der Bischof von Stuhlweißenburg, Ottokár Prohászka, nahm auch die Legitimierung des Systems Horthy – Bethlen auf sich, während Graf János Mikes, Bischof von Steinamanger (Szombathely), eine der Hauptfiguren der karlistischen Putsche war. Die realistische Mehrheit, die vor allem Csernoch mit großen diplomatischen Talent repräsentierte, stellte sich auf den Standpunkt des grundsätzlichen Legitimus. Ihr Hauptbestreben war grundsätzlich, dem gekrönten König und legitimen Staatsoberhaupt Treue zu bewahren, mit ihren praktischen politischen Schritten hingegen wirkten sie an der Konsolidierung des neuen Regimes mit.

Der Legitimus hat deshalb eine enge Beziehung zu den neuen Alternativen, weil er organisch mit der durch eine ungarische Hegemonie für realisierbar gehaltenen Restauration verbunden ist. Den Legitimisten gemäß, sichern die Rechtskontinuität der königlichen Macht, der gesalbte König und die heilige Krone eine feste Rechtsgrundlage für die Wiederherstellung der Integrität des historischen Ungarn, während die Horthys und die freien Königswähler bloß eine revolutionäre (nämlich konterrevolutionäre) Rechtsgrundlage bieten. Die Krone und der König ermöglichen eine Symbiose der Völker innerhalb der historischen Grenzen, während der Chauvinismus der Horthys das Ungartum isoliert. Die innere gesellschaftliche Basis des Legitimus waren die höfisch gesinnte Aristokratie mit ihren Großgrundbesitzen und die Gruppen der königstreuen Offiziere sowie des Mittelstandes, er vermochte aber aus seinem exklusiven Charakter nicht heraustreten. Das Programm einer Habsburger-Restauration oder einer Restaurierung der Monarchie war schon im Mitteleuropa der 20er Jahre ein historischer Anachronismus. Über die heftige Abweisung der neuen Staaten hinausgehend, hatte sie auch in der ungarischen Gesellschaft keine Wurzeln. Eine wesentlich größere gesellschaftliche Basis konnte sich das konterrevolutionäre System ausbauen, das die Idee von Stephan dem Heiligen und die monarchistischen Institutionen in sich integrierte.

<sup>10</sup> Gy. Vargyai: *Katonai közigazgatás és kormányzói jogkör 1919–1921*. (Militärische Verwaltung und Wirkungskreis des Reichsverwesers.) Budapest 1971.; F. Pölöskei: *Horthy és hatalmi rendszere 1919–1922*. (Horthy und seine Machtsystem.) Budapest 1977.; A. Lehár: *Erinnerungen. Gegenrevolution und Restaurationsversuche in Ungarn 1918–1921*. Wien 1973.; K. F. von Verkmann: *A madeirai halott*. (Der Tote in Madeira.) München 1923.; A. von Boroviczény: *Der König und sein Reichsverweser*. München 1924.

Die christlich-soziale Bewegung Ungarns beteiligte sich im Verlaufe ihres vorübergehenden Aufschwungs nach 1919, da sie für einige Monate als wichtiger politischer Faktor galt, am Kampf gegen die mitteleuropäische Neuordnung. Dies hat sie — aus ihrer Funktion folgend — mit dem Anspruch auf eine Verhinderung der sozialistischen und kommunistischen Bewegung, der gesellschaftlichen Revolution verbunden. Demnach gehen die schweren nationalen Unrechte mit noch schwierigeren gesellschaftlichen Tragödien einher. Trianon induziert geradewegs den Klassenkampf und eine neuerliche Revolution, was nicht das Interesse des bürgerlichen Europas sein kann.<sup>11</sup> Auch ihre internationalen Beziehungen benutzten sie zur Verbreitung dieser These. Den Anlaß zum ersten internationalen Auftreten der christlichen Gewerkschaftsbewegung Ungarns bot der gegen den weißen Terror gerichtete internationale Boykott der Transporarbeiter im Sommer 1920. Gegen die Aktion der internationalen sozialistischen Arbeiterbewegung nahm auch der Protest der christlichen Gewerkschaften ein internationales Ausmaß an. Auch der gerade zu dieser Zeit seinen konstituierenden Kongreß abhaltende Internationale Bund der Christlichen Gewerkschaften trat gegen den Boykott auf.<sup>12</sup>

Die sich der Internationale der Christlichen Gewerkschaften angeschlossenen ungarischen Christlich-Sozialen hatten in den 1920er Jahren kaum internationale Beziehungen. Aus der Vergangenheit blieben bloß persönliche Beziehungen zur christlich-sozialen Partei Oberungarns — der Slowakei — erhalten, deren Zentren Preßburg (Pozsony, Bratislava), Kaschau (Kassa, Košice) und Ungvár (Uzhorod) waren. Zur jugoslawischen (slowenischen) christlich-sozialen Bewegung bestanden selbst solche Verbindungen nicht.<sup>13</sup> Der einzige ernste Partner der heimischen Christlich-Sozialen war die österreichische christlich-soziale Bewegung. Infolge des Zerfalles der Monarchie verschwanden die hemmenden Faktoren, welche die christlich-sozialen Bewegungen diesseits und jenseits der Leitha bis dahin voneinander trennten. Es lag auf der Hand, daß sich die Christlich-Sozialen, denen die ungarische Politik anfangs breiten Raum bot, und die österreichischen Christlich-Sozialen zueinander näherten. Prälat Ignaz Seipel, der an der Spitze der Christlich-Sozialen Partei Österreichs stand, betrieb in den Jahren 1919–1920 den Ausbau guter Bezie-

<sup>11</sup> J. Gergely: *A keresztényszocializmus Magyarországon 1903–1923*. (Der christliche Sozialismus in Ungarn.) Budapest 1977.

<sup>12</sup> J. Gergely: Die internationalen Beziehungen der christlichen Gewerkschaften Ungarns in den Jahren 1920–1944. (= *Annales. Universitatis Scientiarum Budapestinensis de Rolando Eötvös nominatae*. Sectio Historica. Tomus XIX.) Budapest 1978. S. 263–291.; P. J. Serrarens: *25 Jahre christliche Gewerkschaftsinternationale*. Utrecht 1947.; J. Verstraelen: *Die internationale christliche Arbeiterbewegung*. In: H. Scholl (Hg.): *Katholische Arbeiterbewegung in Westeuropa*. Bonn 1966. S. 419–426.

<sup>13</sup> J. Gergely: Die katholische Kirche und die Arbeiterbewegung in Südosteuropa 1918–1925. In: P. Sipos red.: *Symposium „Die wirtschaftlichen, sozialen, politischen und nationalen Rahmenbedingungen für die Tätigkeit der Arbeiterbewegung in den neugegründeten Nationalstaaten 1918–1925.“* 7–8. Mai 1985. Budapest. Budapest, 1986. S. 100–108.

hungen zum „christlichen Ungarn“. Auf Einwirkung der Konterrevolution in Ungarn gelangte in der Christlich-Sozialen Partei Österreichs die monarchistische Gruppe – Seipel, Mataja und Funder – in den Vordergrund. Tatsächlich schrieb die Reichspost in den höchsten Tönen über die Ereignisse im Nachbarland, wo sich „die Idee des christlichen Staates durchgerungen habe“.<sup>14</sup> In Ungarn aber betrachteten die konterrevolutionären Kräfte die österreichischen Christlich-Sozialen für ihre potentiellen Verbündeten.

Das sich gestaltende gute Verhältnis und die Annäherungsversuche wurden durch einen neu entstandenen Konflikt zwischen den beiden führenden Nationen des gewesenen Reichs gestört: der Gegensatz, der in der Frage der Abtrennung Westungarns an Österreich entstanden ist. Károly Huszár, der die österreichischen Christlich-Sozialen gut kannte, machte schon im Ministerrat vom 30. September 1919 darauf aufmerksam, daß die Wiener Christlich-Sozialen gerade von der Gewinnung Westungarns die Erreichung ihrer eigenen Majorität in Österreich erwarten.<sup>15</sup> Es ist offensichtlich, daß in dem im Krieg unterlegenen Österreich die sich an die Regierungspositionen klammernden Christlich-Sozialen – schon wegen der inneren Stimmung – nicht auf das Burgenland verzichten konnten.

Ein Beauftragter des Kultusministers, István Haller, der einer der Führer der ungarischen Christsozialisten war, besuchte Ende 1919 Seipel und urgierte bei ihm die Solidarität der christlich-sozialen Bewegungen der beiden Staaten, beziehungsweise der europäischen Länder. Seipel anerkannte, daß man gegenüber dem internationalen Sozialismus, dessen Organisation ausgezeichnet, sein Auftreten einheitlich ist, nur mit einer ähnlichen wohlorganisierten christlich-sozialen Bewegung auftreten könne. Das aber sei problematisch, da die christlich-sozialen Parteien der einzelnen Völker häufig sehr unterschiedliche Interessen haben.<sup>16</sup> Seipel deutete hier nicht nur auf die Gegensätze zwischen den gewesenen Zentralmächten und der Entente hin, sondern auch auf die territoriale Auseinandersetzung der beiden Nachbarstaaten, die eine Zusammenarbeit verhinderte.

Anfang 1920 begann im Auftrag der Regierung der Wiener ungarische Gesandte, Gusztáv Gratz, eine der führenden Persönlichkeiten der Legitimisten, Verhandlungen mit den Führern der monarchistischen Gruppe der Christlich-Sozialen Partei Österreichs. Diese Besprechungen hatten den Zweck, falls in Österreich die Christlich-Sozialen in der Regierung die Mehrheit erlangen, das zu erreichen, daß sie gegen wirtschaftliche, Konzessionen, das heißt Lebensmittellieferungen auf das Burgenland verzichten, oder zumindest dessen

<sup>14</sup> Reichspost, 14. Oktober 1919.; J. Auer: *Seipels Verhältnis zu Demokratie und autoritärer Staatsführung*. Phil. Diss. Wien 1963. S. 34.

<sup>15</sup> Magyar Országos Levéltár (Nationalarchiv Ungarns – OL.). Filmarchiv. Minisztertanácsi jegyzőkönyvek. (Protokolle des Ministerrates – Mt. jkv.) 11.596. d. 30. September 1919.

<sup>16</sup> MSZMP Párttörténeti Intézet Archivuma. (Archiv des Instituts für Parteigeschichte der Ungarischen Sozialistischen Arbeiterpartei.) 685. fond, 3. óe. 6. Január 1920.

Abtretung an Österreich nicht urgieren. Die ungarischen christlichen Politiker stellten demgegenüber – im Namen der Regierung – in Aussicht, daß sie die Versorgung Wiens mit Lebensmitteln garantieren.<sup>17</sup> Die geheim geführten Verhandlungen zeitigten jedoch kein konkretes Ergebnis.

Im Laufe des Jahres 1920 wurden die durch die ungarischen Christlich-Sozialen betriebenen Versuche, mit Hilfe ihrer österreichischen Gesinnungsgenossen Westungarn zu behalten, weiter fortgesetzt. Einen großen Widerhall auslösendes Moment des Kuhhandels war die sog. „Weißkirchner-Mission“. Weißkirchner, der Vorsitzende der Wiener Christlich-Sozialen Partei, verhandelte Ende Oktober 1920 in Budapest. Die Besprechungen führte seitens der ungarischen Regierung der damalige Versorgungsminister József Vass, Politiker der christlichen Partei. In diesen Verhandlungen bekräftigten die österreichischen Christlich-Sozialen, daß sie gegen wirtschaftliche Konzessionen – und hierbei dachten sie vor allem an die Versorgung Wiens – geneigt wären, sofern sie die Majorität erreichen, auf Westungarn zu verzichten. Die Aktion kam aus zwei Ursachen zu Fall. Einerseits widersetzte sich die Ungarische Kleinlandwirtpartei dem Feilschen, und noch mehr einer derartigen Ausfuhr von ungarischen landwirtschaftlichen Produkten. Andererseits konnten die österreichischen Christlich-Sozialen die erhoffte absolute Mehrheit nicht erreichen, im Besitz der relativen Mehrheit aber vermochten sie ihrem früheren Versprechen nicht nachkommen.<sup>18</sup>

Wie reagierten die ungarischen christlichen Parteien auf Programmebene, auf die mitteleuropäische Neuordnung und welchen Alternativen sahen sie sich gegenübergestellt? Die Christlich-Soziale Partei, die sich vom August bis Oktober 1919 *Christlich-Soziale Wirtschaftspartei* nannte, veröffentlichte Ende September ein Programm. Die Partei war damals die stärkste Partei der Regierungskoalition. Im Programm finden wir jedoch keine Spur des Hasses gegenüber den Nachbarvölkern oder des Irredentismus. Im Mittelpunkt des Programms stehen die Toleranz und die Demokratisierung der internationalen Verhältnisse. „3. Da die ungarische Nation mit sämtlichen Völkern der Welt in Frieden und Freundschaft leben will, wünschen wir eine mit internationalem Einverständnis erfolgende Abrüstung. 4. In den sich unter den Völkern ergebenden Streitfragen sei ein verpflichtendes internationales Gericht berufen zu entscheiden, deshalb ist nur eine so starke Waffengewalt aufrecht zu erhalten, die zum Schutz der Rechtsordnung des Staates erforderlich ist. 5. Wir wünschen ein ehebaldiges Zustandekommen des geistigen und wirtschaftlichen Kontaktes mit allen Kultur- und freien Völkern der Welt, sowie die Verwirklichung des Völkerbundes. Wir wünschen eine Weltsolidarität der christlichen Völker. 6. Bei Ausschluß von geheimen internationalen Abkommen wollen wir die Außenpolitik einer parlamentarischen Kontrolle unterstellen.“<sup>19</sup> Der 7.

<sup>17</sup> Siehe OL. Filmarchiv. Mt. jkv. 11.597. d. 27. Januar 1920.

<sup>18</sup> Österreichische Haus-, Hof- und Staatsarchiv. Neue Politische Abteilung. Liasse Ungarn. Kart. 882. Fasz. 1/28. Folio 2–6.; Nemzeti Újság, 20. Oktober 1920.

<sup>19</sup> Gergely; *Der Christlichsoziale*, S. 320.

Punkt forderte die Freiheit der Meere, obwohl Ungarn über keine Meeresküste verfügt. Im Programm spiegelt sich auch der Umstand, daß für Ungarn nach 1919 das Nationalitätenproblem zu einer Frage der Außenpolitik wurde: „8. Wir wollen für die in Ungarn lebenden Völker eine nationale Autonomie, daß ihre Sprache im Unterrichtswesen, in der öffentlichen Verwaltung und in der Gerichtsbarkeit zur Geltung komme. Dementsprechend wünschen wir die gleichen Rechte für die im Ausland lebenden Ungarn, aufgrund der Gegenseitigkeit, bei einer internationalen Garantie des Schutzes der Minderheitenrechte.“<sup>20</sup> Den heimischen Nationalitäten wurde also die Gewährleistung der kulturellen Autonomie in Aussicht gestellt. Vom obigen Programm realisierte dann auch der Friedensvertrag von Trianon gewisse Punkte. Diese Forderungen deckten jedoch im Endergebnis die außenpolitischen Ziele eines konservativ-nationalen, konterrevolutionären Regimes, unterstützten doch in der Praxis die Christlich-Sozialen das Verhalten der Regierung und der unumwunden irredentistischen Gruppen.

Seit Ende Oktober 1919 gelang es den sich auf die Mittelschichten stützenden früheren herrschenden Klassen die populären christlich-sozialen politischen Kräfte zurückzudrängen. Sie wurden abermals dem konservativen politischen Katholizismus der Volkspartei, beziehungsweise der durch die *Christlich-Nationale Partei* des István Friedrich vertretenen extrem legitimistischen Gruppen der Großbürger und des Mittelstandes untergeordnet. Die auf diese Weise zustandegekommene *Partei der Christlich-Nationalen Vereinigung* regierte dann als Koalitionspartner der Kleinlandwirtepartei vom Herbst 1919 bis 1922. Ihre Energie wurde aber durch die Königsfrage aufgegeben. Die Mehrheit der Partei erblickte in einer sofortigen Habsburger-Restauration die Neuauslegung der nationalen Identität und eine Liquidierung der gesellschaftlich-wirtschaftlichen Anomalien. Damit wies sie die neuen Verhältnisse von vornherein ab, ohne eine reale Alternative bieten zu können. Somit zersetzten die Königsputsche und die Entthronung die Partei. Unter der Führung von István Friedrich und dem Grafen Gyula Andrássy kam eine oppositionelle intransigente legitimistische Partei zustande; unter der Leitung von István Haller wurde die neue, auch oppositionelle christlich-soziale Partei mit kleinbürgerlichen Charakter gebildet; und die Majorität der vormaligen Volkspartei organisierte die christliche Partei, welche die Regierung unterstützte und in der sich die Interessen der Agrarier- und der Lateiner-Mittelklasse miteinander verflochten. Von diesem Zeitpunkt an nahm die in der Regierung beteiligte christliche Partei Abstand davon, daß sie auf die auswärtigen Angelegenheiten einen Einfluß ausübe, beschränkte sich doch ihr Ressort auf die innerhalb des Systems wahrlich drittrangigen sozialpolitischen Angelegenheiten.

Die extremen Legitimisten fanden nach der Entthronisierung keine Alternative mehr und gaben das praktische Programm einer Restauration allmählich auf. Sie richteten sich auf die Pflege der legitimistischen Idee ein. Die gleich-

<sup>20</sup> Ebenda, S. 320–321.

falls sich in der Opposition befindlichen Christlich-Sozialen organisierten sich 1923 unter der Bezeichnung *Christlich-Soziale Landespartei*. Die Massenbasis der Partei bildeten die etwa 40–50 000 Mitglieder zählenden christlichen Gewerkschaften. Im neuen Parteiprogramm wiederholten sie dem Wesen nach das außenpolitische Programm vom Herbst 1919 mit der Forderung ergänzt: „63. Die praktische Aufnahme der wirtschaftlichen und kulturellen Beziehungen zu den jenseits der derzeitigen Landesgrenzen lebenden Rassenbrüdern und Rassenverwandten“.<sup>21</sup> Der letzte Punkt des Programms aber brachte eindeutig das Beharren auf dem revionistischen Standpunkt zum Ausdruck: „Wir Fordern die Konzentrierung jeder Tätigkeit unserer Außen- und Innenpolitik auf die Zurückgewinnung der territorialen Integrität“.<sup>22</sup> Solange dieses Ziel die Regierung Bethlens nicht erklärte, nicht erklären konnte, wurde es seitens der Opposition formuliert.

Im Jahr 1925 kam durch Fusionierung der bis dahin regierungsfreundlichen und der oppositionellen Fraktionen der christlichen Partei die *Christliche Wirtschaftliche und Soziale Partei* mit dem Vorsitzenden Graf János Zichy an der Spitze zustande. Die Partei war ein grundsätzlich legitimistisches, die Regierung unterstützendes, konservativ-agrarisches Gebilde. Einer ihrer Führer, der Prälat József Vass, war Mitglied der Regierung, ja sogar der Vertreter Bethlens. Die Partei veröffentlichte gelegentlich der Wahlen vom Jahr 1926 ein neuerliches Programm, eine christlich-soziale Paraphrase des Regierungsprogramms. Bis dahin erfolgten die Kenntnisnahme der neuen mitteleuropäischen Situation auf lange Sicht und die Anpassung an die neuen Verhältnisse. Aber eine Funktion der christlichen Partei war es, den Revisionsgedanken lebendig zu erhalten. Gemäß des Manifestes der Partei vom 16. November 1926: „...ist Rumpfungarn wirtschaftlich verkümmert, unsere nationale Unabhängigkeit wird durch die Befehle fremder Mächte mit Füßen getreten. Kraft zum Leben und zum Fortbestehen können wir allein aus unserer inneren Kräftigung schöpfen... Nur die nationale Einheit vermag auch in der ungarischen Gesellschaft den heroischen Willen hervorbringen, an der nationalen Auferstehung ständig zu arbeiten. Das meiste Unheil stammt von unserer Verstümmelung. Die Trianongrenzen sind Fesseln an unserem tausendjährigen Land. Die ungarische Rasse ist diesseits und jenseits der Grenzen von Trianon im Aussterben. Nur wenn wir uns einem Mann gleich zusammenschließen, wenn unser gemeinsames Ziel die moralische und wirtschaftliche Kräftigung des christlichen Ungartums ist, nur dann können wir eine schönere und glücklichere Zukunft erhoffen.“<sup>23</sup> Siehe die Transformierung der innenpolitischen Zielsetzungen zu allgemein nationalen, die Übertragung der inneren gesellschaftlichen und wirtschaftlichen Probleme auf die Ebene des vermeintlichen oder tatsächlichen

<sup>21</sup> A Keresztényszocialista Párt programja. (Das Programm der Christlich-Sozialen Partei Ungarns.) Budapest 1923.; OL. P. 1797. Bd. 7., 40. fond. Folio 7.

<sup>22</sup> Ebenda.

<sup>23</sup> *Nemzeti Újság*. 17. November 1926. S. 1. „A magyar néphez!“ (An das ungarische Volk!).



nationalen Unrechts. Das Auftreten gegenüber dem neuen mitteleuropäischen Status quo spielte die induzierende Rolle des nationalen Konsenses.

In der zweiten Hälfte der 1920er Jahre änderte sich das Program der christlichen Partei kaum, praktisch erschöpfte es sich in der Unterstützung der außenpolitischen Ziele Bethlens, innenpolitisch aber in der Legitimierung des Systems.



## From the Prehistory of the Cold War (Hungary and the United States 1944–49)

LÁSZLÓ BORHI

According to the historian Arthur M. Schlesinger Jr. the Cold War “in its original form was a presumably mortal antagonism arising in the wake of the Second World War, between two rigidly hostile blocs, one led by the Soviet Union, the other by the United States”<sup>1</sup> This interpretation enables us to move towards a fuller interpretation, which, I think should include a synchronic approach, while retaining the historic-diachronic one. The Cold War was more than just a quasi military conflict between two blocs. As perhaps a unique phenomenon in history two groups of countries were cut off from one another in terms of political, economic, cultural, humanitarian, etc. relations thus it was the low level of economic cooperation, and the limited flow of technological-scientific information which left the most marked scar in Eastern Europe and has probably the gravest consequences as far as the region’s further development is concerned. Thus, while from the diachronic perspective the Cold War is ending or has come to an end already, from the synchronic aspect is still very much with us, as demonstrated by Eastern Europe’s economic, scientific, technical, cultural backwardness resulting from Cold War measures. Economic retardation in Eastern Europe is to a certain extent due to American economic policies that were initiated from the end of 1947 on. It must be noted at this point, however, that economic isolation was to a large extent a product of the Soviet inspired policy of economic autarchy adopted by the Eastern bloc as a whole, “at the second, Sofia meeting of Comecon the member countries were called upon to further limit their economic ties towards the Western countries, and this was the point where autarchy became a central issue”.<sup>2</sup>

It quickly turned out, however, that autarchy was easier said than done – e.g. the Hungarian economy was largely dependent on Western trade and technology which could not be changed overnight. This attempt at isolation from the West was strengthened by an American policy of embargo ostensibly implemented to curb the growth of Eastern military power and to foster the collapse of Soviet domination in the region by fomenting econom-

<sup>1</sup> Arthur M. Schlesinger Jr., *The Cold War Revisited*. In: Arthur M. Schlesinger Jr., *Cycles of American History*, Boston, 1986 p. 164.

<sup>2</sup> Pető, Iván – Szakács, Sándor, *A hazai gazdaság négy évtizedének története, 1945–1980*. [The History of four decades of Hungarian Economy, 1945–1980] Volume I. Budapest, 1985 p. 162.

ic difficulties. Economic policy was raised to the level of national security policy resulting in an embargo on the export of commodities and technology considered to be of strategic value, which the United States wanted Western Europe to adhere to also.

This paper will attempt, through a case study of Hungary, to show how this system came about, in the hope of shedding more light on the essence of what we call the Cold War. Discussing economic policy brings us to another point, the question of the so-called "origins of the Cold War".

Revisionist historians, contrary to the 'orthodox' assertion that it was a response to Soviet expansionism, argued that the Cold War was, the product of American economic imperialism. A group of these historians attempted to fit in American post war policies into their general theory of economic determinism and the thesis that American foreign policy, from the end of the 19th century, was involved in creating a so-called informal empire. William Appelman Williams found that the US sought to employ the "Open Door Policy" implemented first in late 19th century China in post 1945 Eastern Europe. Others find that US policies were the logical extension of American drive for what Walter Le Feber called the informal empire. Some historians, who do not belong to the New Left school, like Lynn Etheridge Davies asserted that all the Soviet Union had wanted was a ring of friendly countries. They did not pay sufficient attention to the actual policies of the Soviet Union implemented in the region, which were those of Bolshevisation, that is the cloning of the Stalinist system in the "friendly ring" of countries. Not even a country openly friendly and loyal to the Soviets like Czechoslovakia could escape this fate. Robert Maddox devoted a whole book to show how revisionist writers like Kolko and Williams distorted documents to extract circumstantial evidence in order to prove that American leaders motivated by business interest were harbouring imperialist economic ambitions. They were guilty of quoting sentences out of context, deleting parts of conversation to change the original meaning, constructing non existent dialogues by putting together real ones, etc. For example in connection with one dialogue between Molotov and Byrnes quoted by Williams to support his argument Maddox proves convincingly that " by cutting out phrases and isolated sentences from the sources, Williams badly garbled what Byrnes' proposal was all about and how the Russians reacted to it.<sup>3</sup> The deficiency of Maddox's work, however, is that he failed to show that policy documents on Eastern Europe, and more importantly, policy actually implemented there does not support the revisionist thesis even if the 'evidence' they compiled were not faked. The revisionist argument lingers on: John Lewis

<sup>3</sup> Robert James Maddox, *The New Left and the Origins of the Cold War*. Princeton, 1973, p.25. For revisionist accounts of the Cold War see e.g. William Appelman Williams, *The Tragedy of American Diplomacy* New York, 1962; Gabriel Kolko, *The Politics of War, the War and United States Foreign Policy 1943–1945* New York, 1965., Also a revisionist, although not new left account Lynn Etheridge Davis, *The Cold War Begins. Soviet–American Conflict over Eastern Europe* Princeton, 1974.

Gaddis in his “post-revisionist synthesis” asserts that the US “was determined to make thorough use of this unique (economic) strength to promote specific political ends.” He goes on to say that “the aspect of New Left historiography that post-revisionists are most likely to find useful — and point upon which work will depart most noticeably from orthodox accounts — is the argument that *there was in fact an American Empire*”<sup>4</sup> (emphasis — L.B.).

What I wish to demonstrate is that even, if the American Empire did exist, there was certainly no sign of the US attempting to create one in Eastern Europe. The argument that America used economic coercion to promote economic or political ends, or both, does not stand up to criticism. The most that can be said is that the US attempted to adhere to the principle of free trade with East Europe, and wished to protect legitimate American business interest already there, which is hardly sufficient to comply with the theory that the US was searching for new markets to solve its domestic economic problems. If American economic policy ever served political ends it was at from the time when Cold War conflict had already taken shape, and then it was one of restriction rather than expansion. “It is necessary to recognise that the Cold War is full of... misunderstandings and misperception... It requires an awareness not only of power but of the limitations of national power... the US like all great powers before it can act effectively only as it follows its own national interest and has the power to support the actions it chooses. Orthodox and revisionist historians alike are misled by either exaggerated estimate of national power” warns Kenneth W. Thompson.<sup>5</sup> The United States had no primary ties with Eastern Europe, public opinion would not have accepted open intervention in that region. On the other hand Soviet policies there were incompatible with postwar American political objectives, complete acquiescence into what the Soviets were doing would have alienated public opinion and would also have fostered the idea that the Soviets have a free hand in the region.

As far as America’s foreign policy was concerned, it had to solve the basic contradiction between the lack of interest in Central Europe and the publicly announced idealist principles in dealing with the Soviets in the larger framework of protecting Western Europe.

I will follow American policies in Eastern Europe in the light of a case study of Hungary. This will be done using information available to policymakers at the time. Politics and economics will be examined in their interaction to see in what way the latter influenced or complemented the former. The paper is centred around foreign economic issues so as to give an insight into how the monolithic Cold War system evolved and to see how economic policies influenced the evolution of the conflict.

For nineteen Western European countries (including Yugoslavia) the share of Eastern Europe in exports was 7% in 1937; 3.7% in 1948 and 3.2%

<sup>4</sup> John Lewis Gaddis, *The Emerging Post Revisionist Synthesis on the Origins of the Cold War*. In: *Diplomatic History* Volume 7 No. 3. Summer 1983.

<sup>5</sup> Kenneth W. Thompson, *Cold War Theories*, Baton Rouge, London 1981.

in 1954. These figures for imports were 8.5%; 4% and 2,9% respectively.<sup>6</sup> The total turnover within the Soviet bloc was \$ 108 billion in 1948, out of which Western Europe and the USA accounted for 2.7%, while in 1952 it was \$ 148.2 billion with the “free world” representing 1.6%.<sup>7</sup> Their total trade with the western world came to \$ 1.8 billion in 1953 while the same figure for the countries constituting this bloc was \$ 2 billion in 1937, while trade among countries of the West had risen from \$ 23 billion to \$ 68,4 billion during the same period.<sup>8</sup> Thus, the relative, commercial importance of Eastern Europe fell even compared to the low pre-war period. For Hungary the US was the 12th most important partner in 1946/47 and the 21st in 1949 in export, while the Soviet Union was the number one. For the US these figures correspond to the traditional ranking while the Soviet Union achieved this prominent and previously unprecedented place due to reparation shipments and the 1945 Soviet–Hungarian economic treaty. Hungary’s most important pre 1945 partner, Germany, lost its prominence of course. The US, however, was Hungary’s no. 1. partner in imports in 1946/47 as a result of aid to this country. Apart from UNRRA aid, JOINT donated 657 wagons of foodstuffs. By 1949 America dropped to 19th place with the termination of aid shipments, demonstrating that the earlier figure was not a result of organic development. The Soviets though advanced from the 3rd to the 1st place in terms of Hungarian imports too, while in 1938 Hungary’s exports to the Soviet Union amounted to a mere 0.11% of the total with 86.27% being conducted with the Western world, a drastic change altered these figures to 24% of the export vis à vis the Soviet Union the Western share shrinking to 51% by 1949.<sup>9</sup>

A similar trend could be observed in imports, too. Since Hungary’s national income was realized in foreign trade to a significant extent, the dominance of this by any one country had political consequences.

Neither was Hungary an important target for American investors between the two wars – the largest single one belonged to Standard Oil with the value of \$ 58 million, while US investment as a whole was valued at \$ 100 million. “Apart from Czechoslovakia, Poland and to some extent Hungary (Eastern Europe) had not received significant opportunities of American investment before the war and American cultural and political relations with those countries had been lost... American public opinion ... showed little interest in the fate of those people”.<sup>10</sup> While according to a policy paper of the American legation written in July 1945 Russian material aid to the Communist party in minority

<sup>6</sup> Gottfried Haberler, *The Economic Consequences of a Divided World*. In: Stephen D. Kertész, *The Fate of East Central Europe*. Notre Dame, Indiana, 1956, p. 381.

<sup>7</sup> Nicolas Spulber, *Problems of East-West Trade and Economic Trends in the European Satellites of Soviet Russia*. In: Stephen D. Kertész. *op.cit.* pp. 399–401.

<sup>8</sup> Gottfried Haberler, *op.cit.*

<sup>9</sup> Pető, Iván – Szakács, Sándor, *op.cit.* pp. 93–94.

<sup>10</sup> Sipos, Péter – Vida István, *The Policy of the United States towards Hungary during the Second World War*. In: *Acta Historica Scientiarum Hungariae* 29 /1/ 1983. pp. 79–110.

position and the presence of Soviet troops and the pressure of the political police on anti-Marxist parties could lead to the establishment of a Communist regime and the subordination of Hungary to Soviet political and economic dictation,<sup>11</sup> the American charge in Hungary informed a representative of the Smallholders Party, that the US was unwilling to give financial aid to that party, the strongest opposition party in Hungary.<sup>12</sup>

In the summer of 1945 the conditions for the reorientation of the Hungarian economy were created by the Soviet – Hungarian economic agreement signed on August 27. This envisioned a turnover of \$ 30 million for the next 15 months in commodities, in the framework of which Hungary was to ship food-stuffs and manufactured goods in return for raw materials. Thus began the process of basing Hungarian industry on Soviet raw material for which goods that were impossible to sell on other markets were given in return thus rigging production to a market of an extremely low standard. Also part of the August 27 agreement was an agreement of economic cooperation according to which the Soviet Union received a leading role in aluminium and oil production and research, shipping and air transport by setting up Soviet – Hungarian “50 – 50 %” joint venture companies enjoying privileges granted to all Hungarian companies.<sup>13</sup> The country was already allocating the bulk of its industrial production to reparations, with \$ 5,560000 worth of industrial equipment were dismantled and carried to the Soviet Union and \$ 6,538000 worth of products were shipped there. International obligations arising from the Armistice Agreement took up more than 30% of national expenditure until 1948, the bulk of which went to Russia.<sup>14</sup> Half or more of Hungarian industry and virtually all of its heavy industry was preoccupied with reparations, supervised by Soviet overseers. “One time economically independent Hungary, has in the space of little more than a year gone far towards becoming a Soviet economic colony... In one year the USSR has acquired more far reaching control over Hungarian commerce and industry than the Germans...”<sup>15</sup> Wartime state control of economy was renewed. Industrial commissioners were sent out to oversee production, the Minister of Industry was empowered to dispose of raw materials, fuel, semi-finished goods in the property of companies or private persons in Hungary in order to maintain industrial production. An organization was set up for the distribution of raw materials and was enabled to regulate the use of 550 materials and semi-finished goods. Central offices had the power to distribute paper, iron and metals, coal, etc. These statutes provided the theoretical possibility of nationalizing the Hungarian economy.<sup>16</sup> At the end of 1945 a peak

<sup>11</sup> National Archives Department of State (later: NA. Dept. of State) Decimal File (later: DF) 864.007 – 3045.

<sup>12</sup> NA Dept. of State DF 40078 – 2145

<sup>13</sup> Pető, Iván – Szakács, Sándor, *op.cit.* pp. 52 – 53.

<sup>14</sup> *Ibid.* p.21.

<sup>15</sup> NA. Dept. of State.

<sup>16</sup> Pető, Iván – Szakács, Sándor, *op.cit.* pp. 52 – 53.

body of economic coordination called the Economic High Council was set up, headed by a Communist, Zoltán Vas, giving the Communist Party a decisive role in directing the economy. It became an executor of Communist economic policies: allocation of raw material, fixing prices and wages. Parliament lost its prerogative of drafting the budget, administrative power gaining the upper hand over legislative. By raising social expenditures and taxes, private enterprises lost profit when investments were the most needed.<sup>17</sup> Resources were further depleted by having to cater to the Soviet occupation army of cca 500–700 thousand men and by the Russian demand to hand over German assets, which gave them important industrial and financial properties some of which were clearly not German owned or the ownership of which was debatable at the least. In their interpretation of the Potsdam Declaration the Russians insisted that they receive all wartime German claims against Hungary, while the considerably higher, Hungarian claims against Germany were waived. While Hungary was on her way to become a Russian economic satellite, the State Department took the view that the US should not enter into a bilateral trade agreement proposed by the Hungarian Government. Byrnes wanted it made clear that, entirely aside from considerations of international trade policy, it would be impossible for the US to make any formal trade agreements with Hungary until it were no longer subject to the armistice agreements. “The American policy to be applied after such conditions are realized, is the principle of non-discrimination in international trade.”<sup>18</sup> As in the case of Rumania and Bulgaria, the US ambassador in Moscow, Harriman, protested against the Soviet–Hungarian trade agreement violating the principle of nondiscrimination. On the other hand Byrnes advised the American legation in Hungary not to indicate any US support for refusal to ratify the economic agreement with the Soviet Union,<sup>19</sup> which move was seriously being considered by the Hungarian government. After the parliamentary elections where the Communists suffered a defeat, polling 17 % against the Smallholders’ 57%, Schonefeld, the US minister in Hungary recommended a policy of economic assistance, since in his analysis the country was heading towards “economic chaos” which development may liquidate the present government and recent progress to democracy in Hungary.<sup>20</sup> The State Department then assured Hungary of its willingness to aid in resuming its trade with private US companies, and warned against denying access to states other than the USSR to the Hungarian market and against the denial of investment opportunities.<sup>21</sup>

Harriman expressed to the Soviet government that the US considered long-term bilateral agreements like the ones signed with Hungary and Rumania unjustified, while assuring the Soviets that the US “fully understands

<sup>17</sup> Ibid. pp. 64–65.

<sup>18</sup> The Foreign Relations of the United States (later: FRUS) Vol. IV. 1945.

<sup>19</sup> FRUS Vol. IV. 1945.

<sup>20</sup> Schonefeld to the Secretary of State. FRUS Vol. IV. 1945.

<sup>21</sup> FRUS Vol. IV. 1945. November 30.



mutual economic interests between the USSR and its neighbours ... and desires to see these interests develop". Harriman recommended the three Allied governments solve East Europe's economic problems in a joint effort in the framework of the Council of Foreign Ministers.<sup>22</sup> No sanctions were held out against Soviet noncompliance with the Americal proposal, and since no support was given to Hungary to renounce the economic treaty, Hungary alone was held responsible for the violation of the principle of nondiscrimination, which country eventually would not or could not comply with the principle.

Hungarian–American relations were strained by the maltreatment of MAORT (the Hungarian subsidiary of Standard Oil New Jersey) and the fact that the Russians assumed direct control of its management. It was forced to raise production above the desired level to the detriment of future production. Also, Vacuum Oil Company, which was one of the leading oil refining companies in prewar Hungary, was not reinstated into its rights enjoyed before 1942, when it was sequestered by the Hungarian government, even though all its stocks were owned by American citizens.<sup>23</sup>

Its allocation of oil was decreased to the detriment of the newly set up Soviet–Hungarian refinery, which was allowed to operate at 80% of its capacity while Standard Oil operated at 60%. The Soviets were engaged in carrying off MAORT equipment as war booty, whereby the State Department authorized MAORT to turn to the US representative of the ACC, General Key, to request the Soviet ACC Chairman, Marshall Voroshilov to order the cessation of the removals in case those were carried out by Soviet authorities as war booty or other grounds. The company's property was operated contrary to sound oil field practice, with Soviet commanders as superintendents. Company administrative and supervisory staff had no freedom of movement.<sup>24</sup> Since the company feared nationalization, the Hungarian Foreign Ministry sent assurances that Hungary would not nationalize oil fields or coal mines belonging to nationals of United Nations countries, while admitting that "state supervision" would be introduced in order to "improve productivity and secure production".<sup>25</sup> The argument was, of course, nonsensical, proving that arrangements for nationalization of foreign property were made as early as 1945. Only a few months later the Foreign Ministry turned to the Council Ministers to declare that mines belonging to UN nationals be nationalized with full restitution of the owners ... since a favourable decision would serve as a precedent for the nationalization of oil field".<sup>26</sup> The elimination of American economic interest started in 1945 by the dismantling of "Tungsram" despite protests, and lasted until 1949.

<sup>22</sup> FRUS Vol. IV. 1945. November 18.

<sup>23</sup> Új Magyar Központi Levéltár (New Hungarian State Archives, later: UMKL) XIXJ-1 Box 51 50021/4/1945. Vacuum Oil to the Minister of Industry.

<sup>24</sup> FRUS Vol. IV. 1945. pp. 921–922.

<sup>25</sup> UMKL XIXJ-1 Box 51 23/d 1945.

<sup>26</sup> UMKL XIXJ-1 Box 51 23/d 1946.

The Potsdam Declaration gave the Soviet Union the right to dismantle all German assets in Hungary, Bulgaria, Rumania and the Eastern (Soviet) zone of Austria, and to ship them home. This provision was often abused, and plants which had nothing to do with German ownership were carried off too. This was the fate of Ford Ltd. of Budapest, 98% of the shares of which were owned by Ford Co. of Cologne which in turn was owned to the extent of 52% by Ford Motor Co. of Dearborn Michigan.<sup>27</sup> Jóvátételi Hivatal (Board of Indemnities) wished to hand over 100% of the company's capital to the Soviets under a decision brought by a Hungarian–Soviet Committee set up for the implementation of the Potsdam Declaration. The United States, intervened at the Economic High Council to annul the decision, in order to limit damage to American interests.<sup>28</sup> The economic department of the ACC then modified the original decision according to which the full capital of the company was to be handed over whereby this was reduced to 43%. A parcel of shares representing 57% of the Ford Motor Co. was put into the deposit of the owner.<sup>29</sup> Soviet–Hungarian joint stock companies, the misinterpretation of the Potsdam Declaration were not the only methods of bringing industry under centralized control. The American Legation turned to the Hungarian Foreign Ministry for the benefit of Standard Electric Co., so that it be authorised to use a portion of its output for export purposes, since reparation orders placed on the company exceed its capacity, while it received payment in Hungarian money and had no access to foreign currency. The American note stated that raw materials and plant equipment necessary for the maintenance of operation was not available, nor was the company able to pay dividends. It was recommended, that in Hungary's lack of foreign currency a certain percentage of the plant's production be set aside for free export to realize currency in order to provide for the replacement of depreciated equipment. The importation of industrial material and equipment to Hungary would thus be possible.<sup>30</sup> Prime Minister Ferenc Nagy was of the opinion that the Hungarian government should, as always, consider American financial interests in the case of Standard Electric.<sup>31</sup> Although foreign Minister János Gyöngyösi received Nagy's response the day after the US note was sent, no official answer was given until May 21, that is, seven weeks later. The views of the Hungarian National Bank, the Office of Reparations, and the Ministry of Industry were sought, none of which were quick to respond. The National Bank was of the opinion that foreign currency can be "allocated" to the company "in case this is justified" and that the figure should be 30% of the exports, for the purpose of replacing machinery but not to pay dividends. A similar view was expressed by the Ministry of Industry:

<sup>27</sup> UMKL XIXJ-1 Box 51 23/d 40.150/4/1946.

<sup>28</sup> UMKL XIXJ-1 Box 51 23/d 40.803/4/1946.

<sup>29</sup> UMKL XIXJ-1 Box 51 23/d 42.254/4/1946.

<sup>30</sup> UMKL XIXJ-1 Box 55 25/c 40.579/1946.

<sup>31</sup> UMKL XIXJ-1 Box 55 3955 407.39/4/41946 Ferenc Nagy to János Gyöngyösi, April 1946.

the Hungarian government could not guarantee the profit for foreign capital – a view contradicting the Premier’s standpoint – which has to reckon with risks, but was willing to negotiate with the Soviets for decreasing the company’s reparation burdens.<sup>32</sup> Eventually, the view expressed by the Reparations Committee was forwarded to the American Legation. This claimed that it was not in Hungary’s competence to negotiate the decrease of reparation payments – contrary to the recommendation of the Ministry of Industry – but the US Legation should intervene directly with the states where reparation were being shipped. However, a part of the products could be devoted to exports, the payment for which could be used to finance imports but not for paying out dividends.<sup>33</sup> The ‘liberation’ of exports was carried out later that year in order to produce foreign currency. The policy objective was obvious: it fitted into a general pattern of keeping private (foreign owned companies on a functioning level, but holding back dividends to prevent further investment and thus the preparation for eventual nationalization. This policy was countered by the need to sustain economic ties with the US to keep companies fulfilling reparation shipments running which also represented high standards of production thus contributing to the stabilization of Hungarian economy. This is best summed up by a memorandum prepared by the Reparation Committee: “American companies operating on Hungarian soil cannot enjoy extraterritoriality ... article 13 of the Armistice Agreement cannot be interpreted as an obligation to restore prewar rights of American citizens without changes ... from now on foreign capital will be treated on the same terms as Hungarian capital ... the Hungarian government ... is fully aware of the fact that the restoration of Hungarian economy and the payment of reparations can only be assured if we raise our exports ... in this companies with foreign contact will take the lead. Hungarian foreign trade leadership will do its best to facilitate exports by these companies ... . Every export project initiated by American companies will be handled with the largest goodwill by the Foreign Trade Directorate.”<sup>34</sup>

In compliance with the American request of April 3, 1946, the state commissioners appointed to two American owned companies – Edélényi Kőszénbánya Rt (Edelény Coalmine Ltd.) and Borsodvidéki Kőszénbánya Rt (Borsod Coalmine Ltd.) were withdrawn. In the Autumn of 1946 the so-called Treasury Utilization put into effect against MAORT was terminated. In line with the temporary improvement of the situation, Gordon, the Minister of Finance assured the US that “in order to improve US–Hungarian economic and financial relations ... the government will examine the export conditions of firms with an American interest and will, if possible, ease burdens on those companies, while negotiating with the USSR to decrease shipments of reparations by

<sup>32</sup> UMKL XIXJ-1 Box 55 40.751/4/1946.

<sup>33</sup> UMKL XIXJ-1 Box 55 40.736/4/1946. The Reparations Committee to the Foreign Minister.

<sup>34</sup> UMKL XIXJ-1 Box 55 41.132/4/1946.

Standard Electric.<sup>35</sup> Another note pointed out the blocking of credits would be undone as soon as the balance of payment was reestablished. However, the issue of paying out dividends was premature.<sup>36</sup> Later in the year government payments to companies were blocked altogether as part of a by then institutionalized policy, which prevented the accumulation of private capital.<sup>37</sup>

The recovery of the Hungarian economy was in part dependent on trade with the US. Prewar Hungarian imports from America were made up of raw materials like copper, iron, timber, oil and industrial products — machinery (textile, agricultural, household appliances) and motorcars. Exports included in the main agricultural products and seed. According to a policy paper prepared by the Foreign Ministry Hungary was in a desperate need of finer industrial goods than Russia was offering — cars, lorries, agricultural equipment, machines for building road and rail road, irrigation and food industry, etc.<sup>38</sup> The second part of the paper stated that reconstruction would be feasible with the help of a foreign stabilisation loan to restore production and stabilise currency. Normal trade relations were barred from two directions — Communist policy on one hand, US policy on the other. All export items exceeding the value of \$ 25 had to be licensed. Imports to America were restricted too, mainly in agricultural products which were an important component of Hungarian exports. Also, it was the policy of the US government that trade with foreign countries should proceed through private companies, while commerce conducted between governments and government agencies should be eliminated. Placing foreign trade on an entirely economic basis was highly detrimental to Hungary, whose prices were not competitive on the international market.<sup>39</sup> Although the US signed a commercial treaty with Czechoslovakia, granting unconditional most favoured nation treatment, no such agreement was signed with Hungary on the grounds that it was an ex-enemy country.

In 1946 stabilisation loans were not forthcoming either. Although the American Minister in Hungary predicted economic chaos and runaway inflation, he suggested no American countermeasures. “I attach little significance to Financial Minister Gordon’s opinion that granting Ex-Im loan to Hungary would have important political effect. Local situation has altered since mid-February ... when limited American assistance held promise of contributing appreciably to Hungary’s ability to remain economically independent of the USSR until Soviet—American understanding re-eastern Europe could be reached. Present day Hungary is virtually Soviet economic colony ... unilateral American assistance would make relatively little contribution to Hungary’s

<sup>35</sup> UMKL XIXJ-1 Box 55 41.133/4/1946.

<sup>36</sup> UMKL XIXJ-1 Box 55 41.132/4/1946.

<sup>37</sup> Pető, Iván — Szakács, Sándor, op.cit. p.74.

<sup>38</sup> UMKL XIXJ-1 Box 55 31.4/076/46.

<sup>39</sup> UMKL XIXJ-1 Box 55 9 4/640/4/46 Paper prepared by the Hungarian Legation in Washington August 3 1946.

rehabilitation because Soviet imposed economic burdens would neutralize its beneficial effects. Moreover ... key Hungarian officials would not hesitate to divert American aid to benefit of USSR at expense of their own country ... further American loans ... should be predicated on Soviet American understanding.<sup>40</sup> Although the Secretary of State recommended a \$ 10 million loan for Hungary, the Acting Secretary Acheson replied that the chairman and chief economist of the Bank declined to consider this possibility based on Schonefeld's above quoted telegram. Thus, when Gordon raised the question of an Export-Import Bank loan during the Hungarian government delegation's official visit to Washington in June 1946, his request was turned down. In a conversation between State Department experts it was pointed out that the Bank was "loath to make loans which the State Department desired made for broad political reasons but which were not justified according to good banking standards ... any attempt to bring the slightest pressure on the Bank for a loan to Hungary ... might have the most unfortunate consequences, the possibility of Eximbank loan to Hungary is almost nil". The conclusion was, that "given the present state of the Hungarian economy, the credit policy of Eximbank and other Federal agencies, the Department has no available means of extending economic assistance to Hungary and thereby implementing its political objectives there".<sup>41</sup> Thus, even when the State Department brought itself to consider, limited economic measures to promote the policy objective of keeping Hungary out of the Bolshevisation zone it had no available means to do so since there was no financial interest involved in such a plan. By the the end of 1946 the idea of combatting Soviet expansion in Hungary by economic counter moves was given up. A similar policy was adopted towards Czechoslovakia and Rumania. Steinhardt, the US minister in Czechoslovakia advised against a large loan for reconstruction purposes until the Czech people "rid themselves of the very real threat of Communist domination or until ... American properties which have been nationalised will be paid for ...", recommending a loan of \$ 30 million only. In September it was decided that no new credits would be floated for Czechoslovakia since the Czech delegation in Paris supported Vyshinsky's view that the US was trying to bring about the economic enslavement of Europe by a policy of hand outs and improvement in Czech economic conditions.<sup>42</sup> In spite of this Eximbank approved of a \$ 50 million loan to that country. However Byrnes instructed Acheson to determine whether the unused portion of this credit (\$ 41 million) could be prevented from being used up in practice. He wanted to see that no new contracts were made to subsidize the Communists in Czechoslovakia. "I am convinced that the time has come when we should endeavour ... to assist our friends in Western Europe ... in the

<sup>40</sup> Schonefeld to the Secretary of State May 2, 1946. FRUS Vol. VI. pp. 293–294.

<sup>41</sup> Memorandum of Conversation by Robert McKisson of the SE Division. FRUS 1946. Vol. VI. pp. 228–229.

<sup>42</sup> The Acting Secretary of State to Steinhard September 28, 1946. FRUS Vol. VI. 1946. pp. 228–229.

matter of surplus property sales and other means ... rather than continue to extend material aid to those countries in East Europe at present engaged in the campaign of vilification of the US and distortion of our motives and policies.”<sup>43</sup> This time it was the other way round. In Czechoslovakia politics did not follow business. In Rumania’s case a general understanding was reached as to “no credits could be extended to the Rumanian government through instrumentalities of the US government at the present time”.<sup>44</sup>

Simultaneously the US attempted to influence Hungarian economic revival through diplomatic channels vis à vis the Soviet Union. George Kennan demanded that in view of the disintegration of Hungarian economy due to reparations, requisitions and the maintenance of occupation forces, their interference in economic matters in Hungary and other “undesirable tendencies” Soviet representatives in Hungary participate in working out a program which would stop disintegration and provide for the framework of rehabilitation and reintegration of Hungary with the general economy of Europe, in concert with the British and American representatives. At Byrnes’ instruction, Kennan addressed a note to the Soviet government, expressing American “concern” over joint Soviet–Hungarian companies being guaranteed monopolistic rights and privileges not extended to other companies.<sup>45</sup> After the Soviets refuted the charges brought up by Kennan, Bedell-Smith, the US ambassador in Moscow, supporting his position with economic data again requested the Soviet Union to take part in tripartite negotiations to devise a plan for Hungarian economic revival, and this time the note was made public.<sup>46</sup> Dekonozov replied that the elaboration of such a plan was in the competence of the Hungarian government only.<sup>47</sup> Accepting defeat, the charge in Moscow, Durbrow, in a note published in *New York Times*, stated that the US ACC representative, was ready at any time to consult with his Soviet and British colleagues to implement Yalta obligations by “assisting Hungary to stabilise its economy and reintegrate with the general economy of Europe.”<sup>48</sup> Byrnes instructed the US Legation in Budapest to inform Hungarians that the US was assuming a “helpful” attitude towards Hungary’s domestic problems, but these are to be solved by the Hungarian government. In a note attached to the telegram Freeman Matthews expressed that a mild support given to the Hungarian government to combat minority pres-

<sup>43</sup> The Secretary of State to the Acting Secretary August 30. 1946. FRUS Vol. VI. 1946. pp. 216–217.

<sup>44</sup> Memorandum of Conversation by Howard J. Hilton Jr. of the Division of Commercial Policy October 25. 1946. FRUS Vol. VI. 1946. pp. 641–642.

<sup>45</sup> The Secretary of State in Charge of the Soviet Union March 5, 1946. FRUS Vol. VI. 1946. pp. 269–270.

<sup>46</sup> Department of State Bulletin 1946. pp. 228–232.

<sup>47</sup> Department of State Bulletin 1946. pp. 264–265.

<sup>48</sup> Department of State Bulletin 1946. pp. 638–639. Also in *New York Times*, September 25, 1946.

sure might be helpful.<sup>49</sup> A specific proposal for such an action was suggested earlier by Schonefeld for supporting a territorial modification of Transylvania in favour of Hungary to strengthen the Nagy government and to increase US popularity in the country.<sup>50</sup> This would have been helpful, since Rumania was, by 1946, in a far more hopeless situation as far as its independence was concerned than Hungary was.<sup>51</sup> Nagy, in his visit to Washington found that State Departments attitude towards this issue was not unhelpful.<sup>52</sup> In the course of the year, however, it seemed to Americans that as far as they were concerned Hungary had gone down the drain. The New York Times reported that the Russians, by gaining control of 50% of Hungary's largest mineral resource, bauxite, an agreement on oil, Danube river shipping, civil aircraft, banking, posts and telegraph mean that the entire Hungarian economic and communication system is under Soviet control, or at least pro-Soviet left wing one. A similar fate befell the National Bank which issued currency, the National Credit Bank owning 33% of all Hungarian industry, oil resources not owned by Americans, post and telegraph, the Budapest radio and Hungarian information service.<sup>53</sup> A source of tension in Hungarian—US relations was the issue of aviation rights, because the Hungarian government refused to grant landing rights requested by the US. As a retaliatory measure Schonefeld suggested that Hungary be made ineligible for purchasing aviation equipment against surplus commodity credits. Relations improved somewhat after the government delegations visit to Washington, where the return of Hungarian gold reserves from the US occupation zone was promised, US attitude on the border question was mildly encouraging. The Hungarian premier told Acheson that he expected a favourable decision on aviation rights from his cabinet, and promised to furnish the US with information on Hungary's economic situation. Nagy undertook to compensate damages to American nationals in return for the restitution of gold reserves.<sup>54</sup> The matter of reducing Hungary's reparations burden was brought up at the Paris Peace Conference by the US Assistant Secretary of State for Economic Affairs, who was of the opinion that the country would be unable to live up to its obligation to pay \$ 300 million without endangering political stability. Arguing that in signing the Armistice Agreement the US reserved the right to reopen the question of reparation obligations, he sought their modification.<sup>55</sup> This was a minor diplomatic success for Hungarians who were pressing

<sup>49</sup> Freeman to Schonefeld. NA. Dept. of State DF. 864.00/12-646-2 1072 June 6, 1946.

<sup>50</sup> Schonefeld to the Secretary of State. NA. Dept of State DF. 864.00 112-646-2 1072 June 6.

<sup>51</sup> For the argument and documentation see Stanley M. Max, *The Anglo-American Response to the Sovietization of Hungary*. Ann Arbor, Michigan, 1983

<sup>52</sup> See Balogh, Sándor, *Magyarország külpolitikája 1945–1950*. [The Foreign Policy of Hungary 1945–1950] Budapest, 1988

<sup>53</sup> New York Times, April 20, 1946.

<sup>54</sup> NA. Dept. of State DF. 711.64/6-1346 June 13, 1946.

<sup>55</sup> Department of State Bulletin, 1946. pp. 746–748.

the US to bring up the problem at the Conference. This of course could not bring any result against Soviet wishes, neither could such a gesture counterbalance US inaction in connection with the territorial dispute over Transylvania, which was settled in Rumania's favour without the slightest concession to Hungary.

In view the arrest of opposition politicians falsely charged with "conspiracy to overthrow the republic", in early 1947 Szegegy-Maszák, the pro-Western minister in Washington approached Barbour, the head of the South-East Division of the State Department, to elicit an expression of US interest in maintaining democratic elements in Hungary. To strengthen Nagy in the crisis Barbour replied that his government was seeking ways to give economic assistance to Hungary.<sup>56</sup> Freeman Matthews arrived at the conclusion, that the political struggle in Hungary was probably entering its most crucial stage and was considering "what steps, if any should be taken to assist the democratic elements..."<sup>57</sup>

Secretary of State Marshall wished to forestall Communist efforts to diminish the strength of democratic elements in Hungary, but did not specify what exactly should be done. He stated the American position that no further concessions should be given to the Communists. He added that economic aid and means to make it available are being considered, but admitted that "difficulties have arisen as to possible sources of financing such assistance".<sup>58</sup>

Schonefeld, modifying his earlier view suggested economic aid aimed at supporting a general rehabilitation plan to increase its political effectiveness.<sup>59</sup> However, Barbour informed Freeman Matthews that Eximbank would not approve of a general rehabilitation loan and the US was not in the position to hold out hope for economic help as suggested by Schonefeld. As a stop-gap measure it was decided that (1) a \$ 15 million increase in surplus property can be granted immediately (2) previously denied cotton credit of \$ 10 million can be arranged (3) post UNRRA relief to Hungary to be considered by congress as a matter of urgency. An agreement was signed on April 30 1947. (The Eximbank following Nagy's defection, decided to cancel the agreement on July 31 1947. Also, they suspended the \$ 30 million surplus property credit, out of which \$ 15 million had already been used up. Post-UNRRA aid decreased by \$ 150 million.)<sup>60</sup> These measures would be announced one by one extended

<sup>56</sup> NA. Dept. of State DF 864/00/ 71-15. Memorandum of Conversation between Szegegy-Maszák and Barbour. January 15, 1947, 57. NA. Dept. of State DF. 864.00/1-2347. Freeman to Acheson. January 23. 1947.

<sup>57</sup> NA. Dept. of State DF 864.00/1-2347 January 23. 1947

<sup>58</sup> Marshall to the American Legation in Budapest, January 27, 1947. NA. Dept. of State DF 864.00/1-2047.

<sup>59</sup> Schonefeld to the Secretary of State. January 27, 1947. NA. Dept. of State DF 864.00/1-2047.

<sup>60</sup> Marshall to the American Legation in Budapest. February 11, 1947. FRUS 1947. Vol. IV. pp. 268-269; Várkonyi, Péter, *Magyar-Amerikai kapcsolatok 1945–1948* [Hungarian-US Rela-



over a period of time so as to demonstrate continuous American interest in Hungary. "According to diplomatic circles", said the *New York Times*, the extension of the surplus credit was "calculated to strengthen the hands of the government in Budapest and the Smallholders Party which are under the increasing pressure of the Communists."<sup>61</sup> Senator Ball of Minnesota asked the Secretary of State to "publicly protest most strongly the Communist purge now going on, stating ... that this is laying the ground for a Communist putsch".<sup>62</sup> Following the arrest of the General Secretary of the Smallholders Party Béla Kovács by Soviet authorities, Undersecretary of State Hickerson urged energetic action, including the submission of the matter to the UN.<sup>63</sup> US policy attempted for a moment to salvage Hungary from Soviet domination. This might have had something to do with the new Secretary of State. The State Department's quest for economic assistance to halt the political trend in Hungary was met with refusal. The traditional pattern prevailed, namely that American business does not necessarily follow politics. Eximbank again refused to float a loan for political purposes. Rumania's position was regarded to be hopeless — the State Department thought that no economic assistance should be given to Rumania other than that of humanitarian nature so as not to strengthen the totalitarian regime there. Proving that the above statement on politics and business works both ways, the memorandum states that the US government will not interfere with the \$ 7.5 million loan the Rumanians managed to get from Chase Manhattan Bank, nor with the further \$ 50 million under negotiation.<sup>64</sup> Economic relations between the United States and Hungary turned for the worse again. The Hungarian Reparation Committee refused to redress Standard Oil's complaint against using the company for reparation purposes.<sup>65</sup> The government refused to pay for reparation shipments made by American owned companies on the pretext of protecting the balance of budget while the claim for payment was recognized to be valid. Trade relations were not satisfactory either. Szegedy-Maszák complained that there were just not enough people at the embassy to pursue wide range commercial activity, but because of the "rudimentary state of commercial relations and to save money" he did not recommend the setting up of a permanent commercial representation, but proposed that the 'Journal of Commerce' be subscribed to ...<sup>66</sup> Until February 1947 Hungary, along with Rumania, Bulgaria and Germany was an "E"

tions 1945–1948] Budapest, 1971. At the same time a group of British banks extended a credit of £ 500 thousand for raw materials, wool, rubber etc. under a favourable interest rate. *Magyar Nemzet* June 1 1947.

<sup>61</sup> *New York Times*, February 15, 1947.

<sup>62</sup> NA. Dept. of State DF. 864.00/2-2247.

<sup>63</sup> NA. Dept. of State DF. 864.00/3-147. Hickerson to Acheson.

<sup>64</sup> FRUS Vol. IV. 1947. pp. 482–484.

<sup>65</sup> UMKL XIXJ-1 Box 55 25/c Reparations Committee to Standard Oil. February 11. 1947.

<sup>66</sup> UMKL XIXJ-1 Box 55 25/c Szegedy-Maszák to the Foreign Ministry. December 10, 1946.

category country meaning that all exports over \$ 25 to these countries needed a license. The Ministry of Commerce when lifting the measure explained that this was done in line with the general US policy of treating Hungary as a democratic state, a bit belatedly considering that the country had its internationally recognized democratic elections in 1945. This is perhaps explained by the prospect of Hungarian compensation for US export: paprika, feathers, seed and meat specialities, brooms, wine — hardly a stimulating list of items. However, these were the traditional goods exported to the US, among which the export of meat products was expected to bring the best results. In 1947 the New York Hamex Trading Co. imported Hungarian goose liver pate, which the American meat inspection refused the permit to enter, ostensibly because it could not accept certificates issued by Hungarian animal health authorities. The Secretary of State informed the Hungarian legation that the Department of Agriculture needed more information on the efficiency of that system.<sup>67</sup> Although earlier the US had already recognized Hungarian meat inspection regulations to be equivalent to the rule and application in the US, the American Legation asked for their text and English translation for the disposal of the Department of Agriculture.<sup>68</sup> It is strange, that reversing an earlier position the Secretary of Agriculture refused to accept meat inspection regulations as ones not being equivalent to American standards, and asked for further clarification. The Hungarian side was also to blame. The text sent to the US did not contain full information.<sup>69</sup> At this point the Hungarian Department of Agriculture sent a note verbale through the foreign Ministry stating the American Secretary of Agriculture had earlier recognized Hungarian meat inspection regulations and their implementation to be equivalent to the American standards. It was requested that Hungary be cancelled from the list of countries under prohibition drawn up in 1938 because of foot and mouth disease since this “does not exist at this juncture on the whole territory of Hungary but in two communities”.<sup>70</sup>

The affair dragged on into 1949, when the Minister of Commerce reported that US authorities were obstructing the importation of Hungarian meat and meat products on the pretext that there was no animal health treaty in effect between the two countries. Since the Minister of Commerce saw a possibility to raise exports to the US from an annual \$ 1.5 million to \$ 2.3 million by exporting meat products, he suggested the conclusion of such a treaty, but was turned down by the Foreign Ministry.<sup>71</sup> Hungary eventually decided to send samples of vets' signatures, but to show that this was not merely a simple commercial decision let it suffice to note, that the decision was made by the political department of the Central Committee.<sup>72</sup> This is true for the Americans

<sup>67</sup> UMKL XIXJ-1 Box 55 25/c July 22, 1947.

<sup>68</sup> UMKL XIXJ-1 Box 55 25/c 44.454/4/46 November 14, 1947.

<sup>69</sup> UMKL XIXJ-1 Box 55 25/c 44.454/5/46.

<sup>70</sup> UMKL XIXJ-1 Box 55 25/c 44.740/48.

<sup>71</sup> UMKL XIXJ-1 Box 55 25/c 1698 January 14, 1949.

<sup>72</sup> UMKL XIXJ-1 Box 55 25/b December 21, 1949.

too, who kept finding something wrong with the documents submitted to them. The whole business bears resemblance to the US – German “pork” or “trichinae” dispute of the 1870’s or the similar one between Hungary and Germany in 1932.<sup>73</sup> A shipment of paprika was refused by the FSA with the explanation that it does not live up to US health regulations, although the quality of this shipment was the same as those going to America for decades, the decision was “obviously due to the cavil of American authorities”.<sup>74</sup> Obstructing the sale of paprika was a hard blow since this was Hungary’s fifth largest export item to the US in the period between 1934 – 1937.

American reluctance to trade with Hungary was countered by further Soviet economic penetration. Szegedy-Maszák summed up the objectives of the Soviet offensive in the following: – to extend Russian grip on Hungarian capital assets; the integration of Hungary in the Russian economic system; to achieve an exclusive Communist control of the economy through a program of nationalization.<sup>75</sup> The Soviet Union did not support the idea of tripartite action for Hungary’s rehabilitation and refused to release information on its economic and financial state to foreign missions except through the chairman of the ACC. Beside gaining control of a large part of the heavy industry, they had the power to dismantle and remove factories considered to be a German asset under the Potsdam Declaration. It was up to Hungarians to prove non-German ownership in a short period of time. The Soviets rejected liabilities, the Hungarian government being liable for claims of the creditors of the properties handed over to the USSR. Austrian owned assets were taken as German regardless of the circumstances of their acquisition. For example the Hungarian interests of the Austrian Creditanstalt Bankverein were transferred to the USSR despite the ACC decision in Vienna that it was Austrian. Prior to the war the French Schneider Creusot group held 16% of the stock of the Hungarian General Credit Bank which in turn controlled almost 40% of Hungarian industry. This 16% was transferred to the Dresdner Bank after the German occupation of Paris. Another 2% was held by the Rotschild group in Austria. The Soviets got hold of both these blocs of stock in spite of Hungarian, French and Austrian protests. However, at American representations they failed to acquire IT and T on the basis of a 14% holding of a German company; a 55% US interest in Ford Motor Co. was effectively protected.<sup>76</sup>

The Soviet Union claimed payments on a valorised basis of German claims against Hungarian industry. Hungary had had a clearing agreement

<sup>73</sup> See David M. Pletcher, *Akward Years: American Foreign Relations under Arthur and Garfield* Columbia, Mo., 1962 and Pál Pritz, *Magyarország külpolitikája Gömbös Gyula miniszterelnöksége idején*. [The Foreign Policy of Hungary under Prime Minister Gyula Gömbös] Budapest, 1982.

<sup>74</sup> UMKL XIXJ-1 Box 55 25/c 13784 December 19, 1947.

<sup>75</sup> Szegedy-Maszák to the Secretary of State. June 2, 1947 FRUS Vol. IV. 1947. pp. 304 – 305.

<sup>76</sup> NA. Dept. of State DF: 864.50/5-747. Memorandum on Soviet Economic Penetration of Hungary. Schonefeld to the State Department. March 21, 1947.

with Germany the balance of which had been overwhelmingly in Hungary's favour. Hungarian claims against Germany were waived by Article 30 paragraph 4 of the Paris Peace Treaty except those of pre September 1 1939. The terminology of the Potsdam Declaration opened the way for Russia to claim all amounts due to Germany. According to contemporary estimates the Soviet demand on these grounds came to the sum of \$ 158,000,000. In addition inflation destroyed the working capital of the national economy, so that few companies could settle their debt to Soviet companies in cash, forcing them to turn over part or all their shares to the Soviets.

Soon after the arrest of Béla Kovács on antirepublic conspiracy charges, Prime Minister Ferenc Nagy failed to return from his trip to Switzerland in fear of having to go through the same ordeal. The US in a memorandum to Molotov called the arrest of Kovács an unjustified interference in Hungary's affairs and demanded that the ACC together with the Hungarian government examine and solve the issue, and that the Soviets take no further action without British and American approval,<sup>77</sup> but the proposal for tripartite action was rejected. It was decided that a new policy should be worked out. On March 8 1947 Acheson in a conversation with the British ambassador in Washington allegedly mentioned that Hungary was a country where independence and territorial integrity was closely related with the maintenance of Turkish and Greek independence.<sup>78</sup> Schonefeld, in a telegram dated the same day, suggested that further action be considered by the administration.<sup>79</sup> However, on March 24 the British ambassador was informed that the US was considering economic aid rather than further political action. Acheson, stating that American protests had accomplished their task by emphasizing continued interest, reiterated to Schonefeld that no further political action would be taken, but economic assistance was being contemplated. Joint British–American action was allegedly precluded by the fact that the Foreign Office did not fully agree with the March 8 and 17 American memoranda to the Soviet government.<sup>80</sup>

The resignation of Nagy created a new situation. The possibility that the issue may be taken to the Security Council cropped up. Stronger action though, was ruled out from the beginning. Senator Vandenberg, qualifying the events as a Communist coup d'état, rejected Senator Fulbright's motion to postpone the ratification of the peace treaty. Calling events in Hungary "an ugly travesty" on the word democracy, he declared that the US "cannot deal with Hungary, a former enemy as it deals with Greece (a reference to Truman's containment speech)... Hungary is under armed occupation by Soviet troops ... Greece is an independent state. Hungary cannot, therefore ask or receive our aid in

<sup>77</sup> Smith to Molotov. March 5, 1947. NA. Dept. of State DF. 864.00/3-347.

<sup>78</sup> From the British Embassy in Washington to the Department of State. March 21, 1947. NA. Dept. of State DF. 864.00/3-2147.

<sup>79</sup> Schonefeld to the State Department NA. Dept. of State DF. 864.00/3-2147.

<sup>80</sup> Memorandum of Conversation. Lord Inverchapel, Peter Solly-Flood, Acheson, Barbour. NA. Dept. of State DF. 864.00/3-244.

the Greek manner. They are parallel tragedies, but cannot have parallel treatment".<sup>81</sup> Senator Eastland, concurring with Vanderberg, demanded that the "Hungarian coup by Russia should be referred to the UN organization". He emphasized that the policy of appeasement as followed before World War II would again not work. Russia, he said, violated the UN charter and the Yalta agreement. He proposed that the ratification of the Italian peace treaty be held in abeyance until the Hungarian issue was discussed in the UN.<sup>82</sup> McClintock of the Office of Special Political Affairs of the State Department was of the opinion that "further invocation of the armistice agreements serves only to illustrate the futility of those agreements ...", but putting those events in spotlight might compel Russia to mitigate its policies in Hungary even if the Security Council could bring no specific decision because of Soviet veto.<sup>83</sup> Marshall told the British Foreign Office that unless a fact finding mission can operate in Hungary the US government might refer the matter to an appropriate body of the UN.<sup>84</sup> A senior official of the State Department, McKisson in concurrence with the influential Vandenberg, recommended that US action be carried through with the "utmost persistence ... not withstanding Soviet vetoes, until it may be possible to raise the matter in the general Assembly and press for action possibly on the basis of a general indictment of Soviet political actions in an entire East European area".<sup>85</sup> Even so, the American note handed over to Molotov made no reference to the Security Council. It again demanded the setting up of a three power commission to examine the situation, warning that the US "will consider such further action as may be appropriate in the circumstances".<sup>86</sup> Why did the note not make a reference to the UN? This had to do with new developments on the international scene. Freeman Matthews, Director of the Office of European Affairs expressed in his memorandum to Marshall that /1/ the Hungarian issue should be placed in a European context /2/ the support the US would get from other countries in the UN is questionable. The British were luke warm at first and did not join US formal representations in the ACC. "The Security Council is now considering the Greek case and the introduction of the Hungarian case into that body might well deflect attention from that important matter." Thus, he proposed that submitting the case to the Security Council "should be postponed for the time being".<sup>87</sup> Undersecretary of State Lovett and Marshall himself signalled their approval by putting

<sup>81</sup> 80th Congress. Congressional Record Vol. 93. part 5. pp. 6306–6307. Also published in New York Times. June 4, 1947.

<sup>82</sup> 80th Congress. Congressional Record Vol. 93. part 5. pp. 6307–6309. June 4, 1947.

<sup>83</sup> McClintock to Rusk, June 2, 1947. NA. Dept. of State DF 864.00/6-247.

<sup>84</sup> Marshall to the US Embassy in London. June 4, 1947. NA. Dept. of State DF 864.00/6-447.

<sup>85</sup> Memorandum by McKisson. June 3, 1947. NA. Dept. of State DF 864.00/6-347.

<sup>86</sup> June 12, 1947. NA. Dept. of State DF 864.00/6-647.

<sup>87</sup> Matthews to the Secretary of State. July 1, 1947. NA. Dept. of State DF 864.00/7-147.

their comment on the memorandum in handwriting. Marshall then instructed the US Embassy in London to inform the Foreign Office to this effect.<sup>88</sup> The United States was eventually unwilling to push the Soviets on what was a relatively minor issue. Although the door was left open for further consideration, the fact that Hungary would have been discussed in the general East European context meant that the teeth of the action would have been taken out anyway, not to mention the time factor, the fact that the Soviets were becoming more and more entrenched by the week. Beside the Greek issue, it was the lack of a common US–British resolution that caused the dropping of the issue. Joint US–British action might have influenced Stalin, who dreaded such an alliance against the Soviet Union. Hence his vehement reaction to Churchill's Fulton speech which he interpreted as a sign that such an alliance was in the making, and subsequently did his best to signal that he wished to “detach” the US from Great Britain.<sup>89</sup>

The US did not wish to alienate the Soviets over Hungary any further and as for a possible Hungarian government in exile he declared that it would “serve no useful purpose”.<sup>90</sup> Following Nagy's resignation Szegedy-Maszák announced that he would not execute the orders of the new government which he refused to regard as a free agent, but stated that this should not be interpreted as his resignation and he hoped to continue maintaining relations with the US administration. Yet he was informed by Matthews that his mission was considered terminated and the new minister designate to Budapest, Chapin, would proceed to his new post.<sup>91</sup> Had the US seriously considered diplomatic action Chapin's deployment would and could have been held in abeyance at least until a final decision of action was made. The fact that the new minister was sent so hastily, clearly demonstrated to the Soviets that the United States did not really mean business.

Chapin criticized earlier American policy vis-à-vis Hungary, claiming that more support should have been given to Hungarian political claims, generous economic aid earlier would have been effective whereas now it might prove counterproductive. The maintenance of a press organ on American funds would have been necessary in his view, just as a tighter, clearer definition of German assets. He thought that the Hungarian question should be taken to the Security Council before the new elections. He deemed the quick ratification of the Paris Treaty useful in order to remove the legal unilateral power of

<sup>88</sup> Marshall to the American Embassy in London. July 3, 1947. NA. Dept. of State DF. 864.00/7-347.

<sup>89</sup> For the details of argument see Fraser J. Harbutt, *The Iron Curtain: Churchill, America and the Origins of the Cold War*. (1986)

<sup>90</sup> 1947. NA. Dept. of State DF. 864.00/6/347. Marshall to the American Embassy in Prague. June 6, 1947.

<sup>91</sup> Memorandum of Conversation. Szegedy-Maszák, Matthews, Hickerson, Barbour. June 6, 1947. 1947. NA. Dept. of State DF. 864.00/6-647.

the Soviet Union to intervene through the ACC.<sup>92</sup> In line with the US policy of noninvolvement in domestic affairs, not to support opposition parties financially, he did not think it useful to assist. As a sign of the slight importance attached to Hungary no response was sent to Chapin's July 22 policy paper until the 6th of October. At that time Chapin felt that a lot of Hungarians were feeling let down by the US and were morally unable to stand up against the challenge facing them.<sup>93</sup>

The Social Democratic Party called for strengthening and enforcing Hungary's "sincere, friendly relations with every progressive nation in the world, primarily with the Soviet Union, the neighbouring countries, the democratic countries of the world and with the Social Democrats". According to the National Peasant Party, "the United States, aware of its military and economic might, is beginning to pursue an imperialist policy. President Truman's (March) speech is a veritable threat to the world ... and (is) trying to gain a foothold in Hungary, and their two (March) memoranda mean that they are supporting the conspirators".<sup>94</sup> The Communists called for "closer contacts with the powers of peace and democracy (meaning the Soviet Union) and our neighbours".<sup>95</sup> In the coalition it was only the Smallholders' Party that pursued a more or less pro-Western policy, but even this party witnessed a change after Nagy's resignation. Dinnyés, the new Smallholder prime minister in his programme address underlined the need for a rapprochement with the Soviet Union "while maintaining good relations with the United States and the British Empire".<sup>96</sup> One of the most influential opposition politicians, Dezső Sulyok was for a policy of strict neutrality. His views were not altogether alien to the Smallholder Foreign Minister, Gyöngyösi either.

The August parliamentary elections were burdened with fraud. The Communist cast several tens of thousands of fraudulent votes, hundreds of thousands were disenfranchised based on mendacious grounds, a strong opposition party was deprived of its votes. The State Department initiated a joint US—British protest, and instructed Chapin to seek an interview with the Prime Minister to urge him to take steps for the correction of abuses.<sup>97</sup> Chapin thought that "Soviet expansionism should be opposed ... by all legitimate means at our command short of actual collision", rather than retreat westward, yet he deemed UN action untimely, and admitted that it would take a miracle to halt Hungary's incorporation into the Soviet system.<sup>98</sup> Finally the State De-

<sup>92</sup> Chapin to the Secretary of State. FRUS 1947. Vol. IV. July 22, 1947. pp. 340—347.

<sup>93</sup> Chapin to the State Department. 1947. NA. Dept. of State DF. 864.00/7-2947. July 29, 1947.

<sup>94</sup> Balogh, Magyarország külpolitikája. op.cit. 1945—1950. pp. 253—254.

<sup>95</sup> Ibid.

<sup>96</sup> Ibid. p. 262.

<sup>97</sup> The Secretary of State to Chapin. August 16, 1947. 1947. NA. Dept. of State DF. 864.00/8-164.

<sup>98</sup> Chapin to State Department. 1947. NA. Dept. of State DF. 864.00/10-247.

partment's answer arrived to Chapin's policy paper in October, outlining the essence of American policy. It noted that further US action would depend on broader European development. "It must be recognized that Hungary itself is unlikely to become focal point of US policy ... and ... issues which are taking shape in US – Soviet relations are unlikely (to) assume most acute form in connection with Hungarian developments ... ." The State Department saw no possibility to provide funds and facilities to aid escaping Hungarians.<sup>99</sup>

Following the non-acceptance of the Marshall plan by Eastern Europe and the political developments there, the United States entered a new phase of economic and foreign policy towards that region, treating it for the first time as a homogeneous bloc of hostile countries. Economic and trade relations with these nations were raised to the level of national security policy.

In a paper submitted to the newly created National Security Council, Secretary of Commerce Harriman stated, that by refusing to cooperate in the European Recovery Programme the USSR and its East European Satellites constitute a "threat to world peace and in turn, US security ... US national security requires the immediate termination ... of shipments to the USSR and its satellites of all commodities which are critically short in the US or which contribute to Soviet military potential ... in the interest of economic recovery, world peace and in turn US national security" the whole of the USSR and Europe should be converted into a zone where exports should be controlled. This should be done in order to avoid "overt act of arbitrary discrimination against the USSR and its satellites".<sup>100</sup> This paper was America's first, symbolic move towards the creation of the Cold War system in Europe and set the pattern for American policy toward the "Eastern bloc" for the decades to come. Since this violated the avowed US policy of free trade, Marshall wished to have it declared that the policy of normal trade would be adopted again after the termination of the recovery program, and that goods in short supply should not be used for a detrimental purpose. The State Department did not think it necessary for the US to reverse its general trade policy reflected in e.g. the IMF or the World Bank, or to revert to economic warfare. National security justified exceptions to normal economic relations with the Soviet sphere, like acts increasing Soviet military potential, acts diminishing US economic welfare without contributing to recovery, the extension of credits except those expressly beneficial for America or in recovery programmes it was involved in. Countries to be included in this policy were put into three groups. Group 1: USSR, Yugoslavia, Albania, Bulgaria, Rumania; Group 2: Poland, Hungary, Czechoslovakia, the Soviet zone of Germany; Group 3: Finland and Austria, the first group receiving the most rigorous, the last the most liberal treatment. The policy was not to be publicized in any way. The specific provisions of the

<sup>99</sup> The Acting Secretary of State (Lovett) to the American Legation. October 6, 1947. FRUS 1947. Vol. IV.

<sup>100</sup> Harriman to the National Security Council. FRUS 1947. Vol. IV. November 14, 1947. pp. 506–507.



policy were to be the following: /1/ no military goods should be shipped to the Soviet zone /2/ semi military goods can be made permissible for groups II and III for civilian use, to be controlled by the proposed Munitions Control Act. /3/ Capital equipment which permanently add to be capacity of industries closely associated with production of war materials may be made available to Group III only. Curtailment of exports in this category should be undertaken cautiously to permit evaluation of Soviet reaction and its significance mainly in terms of availability of food, timber products and coal to Western Europe. /4/ Other capital equipment and consumer goods can flow freely except for those in short supply. /5/ Goods used in production of atomic energy should not be shipped to the Soviet sphere. /6/ The flow of the most valuable and unique types of information should be stopped. /7/ Credits should be controlled both in the government and in the private sphere. International Bank loans can be granted to Czechoslovakia, Poland and Yugoslavia only in the Soviet sphere, since these are member countries. This policy should be in line with the Bretton Woods agreements, that is credit policies are to be governed by economic considerations.<sup>101</sup> The policy of restriction was supported by the argument that the Soviet sphere is of no vital US economic interest, the only important import items being manganese, iridium and chrome. According to the Advisor of the Division of Commercial policy 31% of manganese, 47% of chrome and 57 % of imported platinum comes from the USSR.<sup>102</sup> Later it was a recurrent theme that the US was heavily dependent on the import of these items from the USSR and the halting of these supplies could lead to serious crisis.

Article 94 of the ITO draft saying that action can be taken to protect national security interest in emergency situation was quoted to counter the argument that the US had most favoured nation treaties with most of these countries. The State Department envisioned no special controls for shipments for the European area and no control at all for goods not in short supply. The Department of Commerce and the National Security Council wanted a more rigid policy: the screening of all shipments to Europe, providing no loophole for exports non eligible for the Soviet area. The question was whether the US should stick to the principle of free trade or subdue to the political necessity of national security and the containment of the Soviet Union. The debated point was the trade importance of the Soviet sphere. The policy planning staff was of the opinion that this trade was insignificant enough to support the views held by the Department of Commerce while the paper submitted by the Division of Commercial Policy thought it to be significant enough to support the less rigid Department of State view. The effective control of shipments of course posed serious technical problems, which served as a counter argument for the Commercial department. Overall, the Policy Planning Staff was of the opinion that

<sup>101</sup> Policy Paper prepared by the State Department. pp. 501–506. FRUS 1948. Vol. IV.

<sup>102</sup> The Advisor of the Division of Commercial Policy to the Deputy Director, Office of International Trade Policy. p. 570. FRUS 1948. Vol. IV.

exactly because US trade with the Soviet sphere was insignificant the loophole provided by ineffective screening inherent in the State's proposal "does not warrant extreme corrective measures which might embarrass our policy in other fields" — that is the policy of free trade.<sup>103</sup> The significant difference between the State and the Commerce departments' views were not in the ends but in the means. Commerce wanted to make sure that no embargoed products reached the Soviet sphere and wanted to see to it by screening all exports to the whole of Europe to avoid overt discrimination. The State Department, motivated by the wish to conclude the ITO agreement, wished to avoid violating the principle of free trade openly, and thus recommended open embargo on some goods but free flow of others even if the allowed loopholes were endangering the policy objective itself. A solution would have been to add more commodities to the list under restriction to the world at large, but this would have placed a larger burden on the Department of Commerce. Eventually the National Security Council<sup>104</sup> adopted the proposal drafted by Commerce. Thus, the idea of more stringent control to protect perceived national security interests prevailed over the lofty principle of free trade so often declared by American leaders from Wilson to Roosevelt. "This procedure achieves total control of shipments to Eastern Europe without apparent discrimination which might lead to retaliation but in such a way that a quid pro quo be established for imports from that area."<sup>105</sup> From March 1 1948 all commodities to Eastern Europe were subject to individual licensing. Later that month a conversation was held between major State Department policy makers of economic policy to discuss the possibility of economic warfare, the objective being to inflict the greatest economic injury to the USSR, and its satellites at the same time minimize the damage resulting from Soviet retaliation and the inability of the East to continue the export of certain supplies to the West.<sup>106</sup> Because East–West trade was seen as an important factor in Western European recovery, since grain, timber and coal were to be obtained from Eastern Europe, "Soviet bloc" trade with ERP countries amounted to \$ 1.5 billion in 1947. Marshall recommended that "key commodities" should be denied, while trade in other commodities be put on a quid pro quo basis to secure the flow of certain strategic materials from Eastern Europe. As a departure from earlier policies, he recommended also that Western Europe and Canada be persuaded not to provide alternative sources in commodities the US was denying from Eastern Europe.<sup>107</sup> The contradictory objectives of preventing the increase of Eastern European military potential through export controls and the maintenance of "necessary" Eastern exports to Western Europe the "adequate flow" of manganese, chrome,

<sup>103</sup> Paper Prepared by the Policy Planning Staff. FRUS Vol. IV. November 26, 1947. pp. 489–498.

<sup>104</sup> FRUS 1948. Vol. IV. Report by the National Security Council. pp. 511–512.

<sup>105</sup> FRUS Report by the National Security Council. p. 513.

<sup>106</sup> FRUS 1948. Vol. IV. pp. 524–525.

<sup>107</sup> FRUS op.cit. Vol. IV. p. 527.

platinum to the US had to be balanced. The Ad Hoc Subcommittee of the Secretary of Commerce reported that "if supplies of manganese and chrome from the USSR are cut off before imports from other sources are increased by an equivalent amount, maintenance of present steel output would reduce privately owned stocks to a seriously low level within one year. Strenuous and unpopular conservation measures may be required". The paper advised the export of plentiful, non strategic items in return for manganese and chrome. For this purpose items were to be grouped according to strategic importance. E.g. group I would contain articles of direct military or strategic importance which can under no circumstance be exported to the Eastern bloc. Licence items in less restricted groups would be granted on the basis of economic or political concessions. For success it was imperative that Western Europe be persuaded to follow economic policies consistent with those of the US through diplomatic channels.<sup>108</sup> The US was by now following a policy of economic coercion to the detriment of her economic interests. Coercion was to be applied through export controls to get results which hitherto escaped diplomatic efforts. Western Europe was to be persuaded to do the same, but without foiling their recovery. The American ambassador in London was instructed to seek British cooperation in withholding rubber purchased by the Soviet Union from Singapore.<sup>109</sup> The Secretary of State instructed the Embassy in Paris to initiate negotiations with ERP countries for their agreement in an export control programme based on the recognition of common purpose while assuring Eastern bloc exports essential for Western recovery. The list of critical items whose export to the East was totally prohibited, should be the same for ERP countries as for the US, the latter might pursue a more restrictive policy, since its trade with the East was less significant.<sup>110</sup> The effect of licensing was felt straight away. The requests for export licenses went unanswered for months, even for commodities that were not prohibited. In one instance Hungary ordered fire fighting equipment but the licence did not materialize. The Hungarian minister was then informed, that the Office of International Trade was slow at responding not because of principle but for technical reasons. A weekly amount of 15,000 export licence requests were said to arrive weekly and more than 37,000 were said to have been unanswered at the time.<sup>111</sup> Difficulties were encountered in ordering a transformer part since "because of special restrictions all shipments to Hungary face severe obstacles". Secretary of Commerce Sawyer promised to intervene for hastening the licensing procedure, but refused, in

<sup>108</sup> FRUS 1948. Vol. IV. pp. 536–542. Paper Prepared by the Ad Hoc Subcommittee of the Secretary of Commerce, May 4, 1948.

<sup>109</sup> FRUS 1948. Vol. IV. The Secretary of State to the Embassy in London. July 15, 1948. pp. 554–555.

<sup>110</sup> FRUS 1948. Vol. IV. The Secretary of State to the Embassy in France. August 27, 1948. pp. 564–568.

<sup>111</sup> UMKL XIXJ-1 Box 56 25/c 65 res/1948. The Hungarian Minister in Washington to the Foreign Ministry.

spite of a request, to order the Office of International Trade to licence the fire equipment, which had reportedly been recently introduced in Hungary against severe British competition and was used to protect mills and textile plants.<sup>112</sup> Machines ordered by the Hungarian government awaiting a licence included a plate shear, surface grinder, ... gear generator, hypoid generator, two spindle milling machines, vertical turret lathe, relieving lathe, etc., some 42 machines of the sort.<sup>113</sup>

On the other hand Americans complained that US firms in Hungary had no control over who they employed, how much they produce or the disposition of their products. Profits could not be transferred to the US or used on normal expenditure. MAORT had to produce at prices which did not cover production costs, Vacuum Oil had not been paid for a large proportion of deliveries even at the low price set by the government, though it was required to restore damaged plant equipment. Its oil allocation was decreased. For these reasons a joint protest was made with the British Legation on behalf of Vacuum Oil and Shell Oil Co. Ford Motor Co. was facing liquidation because of the loss and damage of its plant equipment for which no compensation was paid and because it failed to obtain import permits and the necessary dollar exchange for the importation of Ford motor cars.<sup>114</sup> In retaliation restitution to Hungary from the American zone was suspended until settlement of indemnities for American property seized by Russia. The problem of American companies was discussed in a series of talks between officials of the two countries. The American side complained about overproduction of MAORT ordered by the Hungarians since this damaged fields, and would thus reduce their own return on the original investment, and might later be charged against them as sabotage.<sup>115</sup> Vas, Chief of the Economic High Council replied that being an economic question, production would be discussed with MAORT. He also promised that state managers sent to American owned companies would be withdrawn. American attitude to nationalization was a conciliatory one. Secretary of State Marshall stated that nationalization programs in foreign countries fall within the jurisdiction of each country concerned, but the US will insist on prompt, adequate and effective compensation of US owners involved. The US does not wish to take retaliatory action for the nationalization of its banking interest, US general attitude holds that nationalization should take place "without discrimination."<sup>116</sup> However the Ajka power plant belonging to Tungram, an American owned company was nationalized without indemnification. In connection with this Chapin protested to Foreign Minister Erik Molnár, against

<sup>112</sup> UMKL XIXJ-1 Box 56 25/c 40.808/4-1948. The Hungarian Minister in Washington to the Foreign Ministry.

<sup>113</sup> UMKL XIXJ-1 Box 56 25/c 43.354/1948.

<sup>114</sup> NA. Dept of State DF. 864.50/3148. Current Developments in Economic Relations between Hungary and the US. March 31, 1948.

<sup>115</sup> NA. Dept of State DF. 711.64/5-1448 Memorandum of Conversation. May 14, 1948.

<sup>116</sup> NA. Dept of State DF. 864.5034/5-1347. Marshall to Amley. May 29, 1947.

the provisions of the 1948 Nationalization Decree which did not recognize the American citizenship of Hungarians naturalised after 1931 and consequently US ownership of companies held by such persons. He expressed his wish that the decree would be held non applicable to American interest as far as discrimination was concerned.<sup>117</sup> Molnár replied that the criticized provisions of the law were brought to forestall abuse of foreign citizenship. Hungary held that it was not the nationality of the stockholder, but the country in which it was incorporated which determined the nationality of the company. Companies of foreign ownership if nationalized, would receive compensation. The American ownership of Standard Electric was recognized with a statement that it would not be nationalized. During the series of discussions the major issues of implementing Articles 26 and 30 of the peace treaty reached an impasse, neither side was willing for a compromise.<sup>118</sup> Also, the officials of the Hungarian Foreign Ministry were not competent to discuss key issues. By August the negotiations broke down. A US participant thought that if the present trend continued “the Hungarian government would get everything they asked for without giving anything”.<sup>119</sup> After twelve meetings practically no problems were solved — those of war damages claims, or nationalizations — the Hungarians were unwilling to give up their position on subsidiaries being regarded as Hungarian. MAORT did not get increase in prices nor was the state controller removed. There was no progress in Vacuum’s oil allocation or tax exemption. No time limit was set for compensations. The Americans felt that even though there were minor concessions, not enough progress was made to discuss the restitution of remaining Hungarian property.<sup>120</sup> The Hungarians made it clear that they did not find the nationalization decree discriminatory for American citizens and emphasized that as a sovereign state Hungary had the right to set the conditions. In turn, the US Legation again protested against putting US citizens into arbitrary categories, the nationalization of “daughter companies”, that is companies owned by American but controlled by Hungarian corporations, and demanded that compensation procedures for the payment of losses sustained by American citizens whose properties were subject to nationalization be set up immediately, reiterating that according to the 1925 treaty of friendship the property of American nationals shall not be taken without due process of law and without the payment of just compensation. No positive answer came with the reply reiterating the previous Hungarian position.<sup>121</sup> Indemnification was again placed into prospect. In retaliation for the suspension of Article 26 the Hungarian government did the same for Article 30. On the grounds that the

<sup>117</sup> UMKL XIXJ-1 Box 50 23/d 100-289/1948. Chapin to Molnár.

<sup>118</sup> Article 26 provided for the return of Hungarian property from the American zone, while Article 30 for Hungarian indemnification of damages to property owned by Allied nationals. The problem was the setting of time limits.

<sup>119</sup> NA. Dept. of State DF. 711.64/8-1248. Memorandum of Conversation.

<sup>120</sup> NA. Dept. of State DF. 711.64/8-2448. Memorandum of Conversation. August 12, 1948.

<sup>121</sup> UMKL XIXJ-1 Box 50 43.725 August 26, 1948.

suspension came into effect on October 18, the Foreign Ministry refused to grant information on a US inquiry about war damages for a number of American companies in a note dated October 20, even though damage claims for these companies had been submitted much earlier, but had remained unanswered.<sup>122</sup>

In the meantime the American president and technical advisor of MAORT were taken into custody on charges of sabotage. It is interesting to remember that an American note earlier in the year demanded the halting of overproduction imposed on the company by the government of Hungary to preclude possible charges of sabotage. Acting Secretary of State Lovett wanted to secure the release of the two Americans even to the detriment of MAORT, and was considering counter-measures like the denial of visas and the closing of the New York and Cleveland consulates.<sup>123</sup> The Americans were released after lengthy diplomatic efforts, but the Hungarian government took control of the management of MAORT including that of all assets and rights on the false pretext of wanting to “prevent wilful sabotage of the production of crude oil”. As later research showed all charges brought against MAORT leadership – American and Hungarian – were entirely false, and their trial was one of the many of the Soviet type trials where the verdict was brought before the trial itself, the only purpose being the elimination of potential opponents of the new regime.

In 1950 the State Department worked out a long range policy paper for Hungary. General objectives like the revival of independent Hungary, securing for the Hungarian people to choose their own government, free trade, etc. were deemed unattainable “until a major shift in international relations were brought about”, that is the Truman doctrine was held non-applicable for Hungary. A set of immediate goals were worked out, which aimed at the withdrawal of Soviet troops in the framework of an Austrian treaty, maintenance of US prestige, protection of American rights where possible, implementation of the human rights provisions of the peace treaty, stimulation of resistance against totalitarian rule, development of trade relations between Hungary and Western Europe, preservation of the former’s economic ties to the West without aiding its war potential. A policy paper for Rumania contained essentially the same recommendations. This was contradictory with the policy adopted by the Department of Commerce and the National Security Council to bring Western Europe in line with the American policy of embargo. Negotiations were under way to secure the agreement of OEEC countries to withhold from export to Hungary certain specified strategic goods. The Foreign Assistance Correlation Committee thought that considerable success had already been achieved in this but warned that because of the great importance of East – West trade to many of the ERP countries the negotiation of restrictions extending beyond items of

<sup>122</sup> UMKL XIXJ-1 Box 50 44.524/48.

<sup>123</sup> FRUS 1948. Vol. IV. Lovett to the American Legation in Budapest. September 22, 1948. pp. 372–373.

clearly military nature was extremely delicate. The Trizone of Germany was embargoing the full I A list, just like Austria, Italy and Norway; Denmark was controlling nearly the full list. Great Britain had put into effect controls over 128 items out of the 163 on the US list, while France, the Netherlands, Belgium and Luxembourg had initiated concurrence with the British list. Portugal, Iceland, Ireland, Greece and Turkey had no trade with Eastern Europe in I A items and have prevented transshipment of these through their countries to that destination.<sup>124</sup>

Assuming that the objective of Soviet policy remained the destruction and Communization of the Western world, the US Ambassador in Moscow held the view that since it was the East which was economically dependent on the West “Western trade policies towards the countries under Bolshevik leadership” were an effective alternative to the “disastrous consequences of Soviet industrial expansion”.<sup>125</sup> At the Paris meeting of US ambassadors it was agreed that US Eastern trade policy be reviewed to determine whether it was feasible to achieve greater effectiveness with multilateral action, and also that restrictions on East–West trade have contributed to a reduction in industrial output or have prevented the expansion of industrial production in the Soviet orbit and caused economic strain between the Soviet Union and its satellites.<sup>126</sup>

In 1949 the Cominform ranked Hungary among the People’s Democracies, rather than among those bourgeois countries which ‘contained elements of people’s democracy’. This prompted Communist leaders to speed up the elimination of private enterprise and the collectivization of agriculture, to introduce a centrally planned economy. Owners by then had no working capital because they could put up no resistance to nationalization which was part of the transformation of the institutional system.<sup>127</sup> Vacuum Oil was brought to a state of virtual economic collapse by failure to pay for the delivery of petroleum products, arbitrary price reductions, discrimination in taxing, reduction of allocations of crude oil, complete control of the company’s operations.<sup>128</sup> By the autumn of 1949 the moveables of Ford Co. were seized by the state owned company, MOGURT; UNIO Textilművek (Textileworks) was ordered to liquidate in September under the provisions of a decree not delivered to the firm or its shareholders while its machinery and equipment were illegally removed from the premises of the company to other firms.<sup>129</sup> In October the 90%

<sup>124</sup> FRUS 1949. Vol. V. Policy Paper Approved by the Foreign Assistance Correlation Committee. July, 1949. pp. 130–132.

<sup>125</sup> FRUS 1949. Vol. V. Kirk to the Secretary of State. October 1, 1949. pp. 142–143.

<sup>126</sup> FRUS 1949. Vol. V. Memorandum by the Assistant Secretary of State for European Affairs to the Secretary of State.

<sup>127</sup> Pető – Szakács, op. cit.

<sup>128</sup> UMKL XIXJ-1 Box 51 23/d 6151. The US Legation to the Foreign Ministry. January 20, 1949.

<sup>129</sup> UMKL XIXJ-1 Box 51 23/d 9727.

American owned Royal Ipari és Kereskedelmi Rt (Industrial and Commercial Ltd.) was placed under “national control”. Borsodvidéki Bányai Rt (Mining Ltd.), which had been exempted from the nationalization provisions of Act XIII of the Decree of 1946 was done so at the order of the Ministry of Industry. Small companies were not spared either. One example is the nationalization of Autóipari Kft (Autoindustry Ltd.) owned by a certain Szunyogh, an American citizen who had left Hungary in 1938. At the protest of the US Legation the Foreign Ministry looked into the circumstances and found that the Ministry of Domestic Trade was “careless” in its action, the article on the basis of which the company’s nationalization was ordered turned out to be inapplicable in this case and thus the action was “illegal”. The Ministry of Domestic Trade then quoted another paragraph which proved to be equally incorrect. At this point the Foreign Ministry demanded that they nullify the decision or find a proper reason that could be defended in face of the US Legation. The answer was that no legal reason could be provided in this case adding that “it is hard to understand why the Foreign Ministry is so arrogant, they too are aware of what economic policy interests motivate nationalization”. The Foreign Ministry remarked that this was not the first such instance.<sup>130</sup> Eventually the decision was not reversed. Nationalization was carried out overzealously by officials obviously eager to please their superiors, and the pattern of interdepartmental rivalry was not absent either. Thus, foreign and to a lesser extent Hungarian business was driven out — in case of the former entirely, to an extent which might not have been the original objective.

The aim of Hungarian trade policy with the West was two fold — to obtain strategic goods for non-strategic ones and at the same time to sever these relations as much as possible. However, the programme of industrialization could not go without machinery and equipment imported from non-East European countries. Hungarian exports were unable to compensate imports, since Hungarian industry lacked modern exportable commodities. Exports were inhibited by political motives, too. E.g., American British Technology Inc. wished to order 60,000 feet of seamless casing from Ganz Company, Budapest. The Minister of Foreign Trade, however, doubted whether “it would be all right in principle to accept such an order”.<sup>131</sup> In 1947, according to American data, Hungarian exports to the US amounted to the value of 140 million forints, while imports to 286 million forints.<sup>132</sup> As for the structure of trade we have the following figures for 1949 from Hungarian sources. In the month of February import came to 3,642,864 forints, out of which 1,379,273 were accounted for by chemical products (roughly 30%), 571,000 by the machine and 155,621 by the electronic industry. Export was 3,754,738 forints, out of which 60%[!], 2,448,134 worth were given by bed feathers second in importance was medicine (786,000 forints) and third glass ware (196,793 forints). The figures for May are

<sup>130</sup> UMKL XIXJ-1 Box 51 23/d 12846. December 1, 1949 — August 20, 1950.

<sup>131</sup> UMKL XIXJ-1 Box 55 25/b December 20, 1948.

<sup>132</sup> NA. Dept. of State DF. 864.50/3-3148. Current Developments.



the following: Imports 10,397,252 forints, out of which agricultural products accounted for approximately 60%, 6,613,035 forints, with chemical, textile and electronic goods following in order of quantity, exports dropped to 2,638,422 forints out of which bed feathers gave over 70%[!], 1,570,308 forints. In February of 1950 imports from the US were in the value of 34,036,800 forints, while exports were a mere 2,046,500.

In 1949 the total value of US–Hungarian turnover was less than \$ 8 million compared to over \$ 38 million in 1947.<sup>133</sup> Conspicuously absent from the list of exports are meat and meat products which were, before the war, the main export items to the US, which as we have seen, were excluded from the American market by the animal health dispute. Although Hungary was unable to realize fully its project of reducing the value of trade in the realization of national income to the detriment of trade with the West, the share in percentage of that part of the world in Hungarian export dropped from 34% in 1950 to 17.5% in 1953. The figures for imports were 43% in 1950 and 27.3% in 1953.<sup>134</sup> Still, Hungary had a relatively high share of “capitalist” trade in Comecon. In 1949 e.g. Hungary proved to be the best market for American motor vehicles in the Soviet sphere.<sup>135</sup>

1949 saw a further deterioration of US–Hungarian relations. A State Department press release following the arrest of Cardinal Mindszenty stated that “the people of the United States ... are sickened and horrified by these developments and fully comprehend the threat they constitute to free institutions everywhere”. Yet the State Department advised the President not to intervene personally in Mindszenty’s interest in fear of an adverse result.<sup>136</sup> A concurrent resolution in the Senate recommended that the Mindszenty and Stepinac (Yugoslavia) cases, as violations of the UN charter be submitted to the General Assembly of the UN.

The National Security Council, on the lines of a policy paper prepared by the Policy Planning Staff, recommended the endorsement of a new policy more in line with the doctrine of containment than the previous one had been. It emphasized offensive measures as opposed to defensive ones thus far pursued, the result of which was to halt “the westward advance of Communism ... . In the current two-world struggle (the Eastern European satellite states) have meaning primarily because they are in varying degree politic-military adjuncts of Soviet power and extend that power to the heart of Europe. They are part of the Soviet monolith”.<sup>137</sup> The recognition of the sovereignty of the minor ‘allies’ of the Soviet Union was now being questioned. They became primary

<sup>133</sup> UMKL XIXJ-1 Box 55 02 3282/1950.

<sup>134</sup> Petó – Szakács, *op.cit.*

<sup>135</sup> NA. Dept. of State DF 864.50/11-249. The US consul in Zürich to the State Department.

<sup>136</sup> FRUS 1949. Vol. V. Memorandum to the President by Dean Acheson. February 2, 1949. pp. 460–461.

<sup>137</sup> FRUS 1949. Vol. V. The National Security Council to the President. NSC 58. December 8, 1949. pp. 42–54.

targets of what can be termed as “negative” American policy adopted from late 1947 on, as opposed to their secondary importance in the earlier period, when US policy towards the Soviet Union was a “positive one”. By “positive” policy I mean one of cooperation where the support of the national interest of the small East European states and US interest in those countries were subordinated to the primary objective of seeking a *modus vivendi* with the Soviet Union. In the new “negative”, that is confrontationist policy where these small nations gained a primary role by being looked upon as potential instruments of reducing the Soviet Union’s influence in Europe. It is worth giving thought to a scenario where in the period of “cooperation” these countries might have been attributed the same role as in that of confrontation. Although the conclusions of NSC 58 are not available, based on what we have plus the preparatory documents it is safe to say that the policy objective set by the paper was the decoupling of the satellite states by economic pressure and other means short of war.

By 1950 the Cold War system had been established. Our case history attempted to follow this process in the case of Hungary. We have shown, that Soviet influence in the country was more profound than a legitimate need for a friendly government would justify. The pattern of the Sovietization of Hungary followed a different course from that of Rumania, Bulgaria or Poland, where the *Gleichaltung* of the economic and social systems were preceded by that of political leadership. In Hungary the elimination of the political opposition of Sovietization was preceded by the elimination of the traditional economic structure. This manifested itself in the Soviet domination of heavy industry, mining and transport, the reorientation of Hungarian foreign trade towards the Soviet Union. This was prepared by the exhaustion of Hungary’s resources through various forms of reparations, the domination of key economic positions by pro-Soviet political elements, the signing of an exclusive economic agreement. The United States never supported directly Hungarian resistance to economic or political penetration. The use of financial assistance to strengthen anti-Soviet political forces or resistance was continuously refused, no support was given to the effort of refusing the ratification of the 1945 economic treaty with the Soviet Union, the legitimacy of Dinnyés’ government after Nagy’s forced resignation was accepted. Imports from Hungary were kept at a minimal level, no attempt was made to promote new investments there. Even the principle of a trade agreement with the country was refused until the Peace Treaty was signed. There were attempts to protect the minimal existing business interests like Ford Co. or MAORT, but only as far as it was justified by their legitimate interests, that is remaining in business. No attempt was made to promote expansion or to violate Soviet or Hungarian business enterprises. Political action was taken vis à vis the Soviet Union directly in order to preserve Hungary’s economic independence, but intervention for this end always kept the wider objective of *modus vivendi* with that power in sight, which was not to be prejudiced by positive action on behalf of a country of such a minor

importance to the United States. Indeed, not only Hungary but the whole region was of such a secondary importance in terms of economy, that it was not too difficult to implement economic sanctions against Eastern Europe without endangering vital interests. And when this was done, embargo in fact threatened the interests of American steel industry, and the recovery of Western Europe which was to some extent dependent on East–West trade. This in turn, even if indirectly might have had an adverse effect on US economy as a whole.

Thus, instead of American economic expansionism in Eastern Europe, there was a pattern of Soviet economic interference, that in the case of Hungary prepared political penetration.



# Die Gesellschaft in einem großen Industriebetrieb in Ungarn in den 1950er Jahren (Fallstudie)

ANDREA PETŐ

Die detaillierte Sozialgeschichte der ungarischen Arbeiterklasse in den 1950er Jahren, in der Zeit der schnellen Industrialisierung Ungarns ist noch eine Aufgabe der künftigen ungarischen Geschichtsschreibung. Für diese Forschungen erwiesen sich als ein besonders wertvolles Quellenmaterial die zwei großangelegte Erhebungen, die einen wahren Einblick in die tatsächlichen Lebensverhältnisse der Werktätigen in den 1950er Jahren gewähren. Auf Befehl des Politbüros der Partei der Ungarischen Werktätigen wurden in den Jahren 1953 und 1958 umfassende Untersuchungen durchgeführt über den Stand der Arbeiterklasse in Ungarn, wegen der unverkennlichen Anhäufung von Problemen.<sup>1</sup> Es war mein Ziel, diese Berichte als Quellen zu erschöpfen und die mich interessierenden Informationen darin zu analysieren.

## *1. Die Untersuchung von 1953*

Nach Stalins Tod erfolgten auch in Ungarn Änderungen in der politischen Leitung. Die Funktion des Ministerpräsidenten wurde von dem des ersten Parteisekretärs getrennt. Dem Parlament wurde auf der Tagung am 3. und 4. Juli 1953 ein neues Regierungsprogramm vorgestellt, mit dem Ziel, die voluntaristische Wirtschaftspolitik einzustellen, und zu Lasten der Schwerindustrie und der Grundstoffindustrie Fortschritte in der Konsumgüterproduktion, das heißt, in der Leichtindustrie und der Lebensmittelindustrie zu beschleunigen, um den Bedürfnissen der Bevölkerung nachzukommen. Zu den Zielsetzungen gehörte auch eine Erhöhung des Reallohnes, weil da ein deutlicher Rückgang sich abzeichnete.<sup>2</sup>

Nach der am 27. und 28. Juni 1953 abgehaltenen Tagung des Zentralkomitees der Partei der Ungarischen Werktätigen machten sich Änderungen in der Denkweise bemerkbar. Im Sinne dieser Änderungen wurde auf der Tagung des Politbüros am 19. September 1953 ein 5 Mitglieder zählender Aus-

<sup>1</sup> Archiv des Instituts für Parteigeschichte – Budapest (AIP) 276. Fond Film 1402., 288. Fond 21. 1958/5.12.19.20.21.323.

<sup>2</sup> Weiteres in Iván Pető – Sándor Szakács: *A hazai gazdaság négy évtizedének története*. (Die Geschichte der vier Jahrzehnten der ungarischen Wirtschaft) Budapest 1985.

schuß konstituiert, und mit der Aufgabe betraut, die Arbeitsbedingungen, den sozialen und kulturellen Stand der Werktätigen in den Betrieben zu überprüfen, als auch Vorschläge zu machen im Hinblick auf die Wiedergutmachung von Gesetzesverletzungen und schwersten Beschwerden, „insbesondere von den seit der am 27. und 28. Juni abgehaltenen Tagung des Zentralkomitees zunehmend lautgewordenen Klagen der Werktätigen“.<sup>3</sup>

Der Ausschuß besuchte 30 Industriebetriebe im Verlauf von 5 Wochen, und führte Gespräche mit insgesamt 500 Werktätigen, darunter mit Stachanowisten, Funktionären der Parteigrundorganisation, mit Parteisekretären, Direktoren, Mitgliedern der Betriebsgewerkschaftsleitung, und – so steht es wörtlich im Bericht – „mit Genossen, die in den Betrieben Ansehen genießen, und alle Sorgen und Leiden der Werktätigen genau kennen“.

Leiter des Ausschusses war *Antal Apró*, stellvertretender Vorsitzender des Ministerrates, er berichtete über das Ergebnis der Meinungsbefragung anlässlich der Tagung des Politbüros am 5. November 1953. Auf der Diskussion hatten 11 Redner teilgenommen; dies und auch die Tatsache, daß eine Neuabfassung des Dokumentes vorgeschlagen wurde, sind unverkennbare Zeichen für bestandene Meinungsverschiedenheiten in dem Politbüro.<sup>4</sup> Für die hiernach getroffenen Maßnahmen war Voreiligkeit, Festsetzung sehr kurzer Erfüllungsfristen bezeichnend, es handelte sich hier um typische Nothilfemaßnahmen. Der Ausschuß hatte im Verlauf von 5 Tagen darüber zu entscheiden, in welcher Reihenfolge die vorgesehenen Maßnahmen getroffen werden sollen. Eine schnelle Besserung versprechende Gesundheitsschutzmaßnahmen sollten in spätestens acht Tagen getroffen werden. Man wollte so schnell, wie nur möglich, nennenswerte Erfolge aufweisen, dies zeigte sich insbesondere in Anstrengungen, alle aufgekommenen Probleme, darunter auch die Wohnungsnot bis zum Termin des dritten Kongresses der Partei der Ungarischen Werktätigen zu lösen.

Die Untersuchungen erbrachten schließlich keine unmittelbare Linderung der Probleme. Auf der Tagung des Politbüros am 18. November 1953 hatte man die Frist für die Abfassung eines Schlußberichtes verschoben, man meinte nämlich, daß dieser nicht früher als zur Zeit der Abfassung des Kongreßberichtes von Interesse sein werde.<sup>5</sup>

Bei den Untersuchungen im Jahre 1953 ging es darum, seit langem bestandene Fehler zu beseitigen, und Informationen über die tatsächlichen Lebensbedingungen der Werktätigen einzuholen; in den Jahren 1957 und 1958 hingegen verfolgte man andere Ziele, da handelte es sich um „Untersuchungen in 15 Großbetrieben zum damaligen Stand, zur Zusammensetzung, zur Meinung und politischen Stimmung der Arbeiterklasse“. Es sollten in diesen Untersuchungen die Ereignisse des Jahres 1956 und die Motive für die Teilnahme von Arbeitern an diesen Ereignissen erschlossen werden. In der letz-

<sup>3</sup> AIP Film 1402. S.10.

<sup>4</sup> AIP 276. Fond 53/147.10.

<sup>5</sup> AIP Film 1402 S.15.

teren Erhebung wurde sehr systematisch gearbeitet, mit Einsatz eines ziemlich großen technischen Apparates für zeitgemäße statistische Analysen.

Da man in diesen Untersuchungen überwiegend politische Ziele verfolgte, war die Werbungs- und Informationsabteilung für die Koordinierung verantwortlich. In den Fabriken hatten Untersuchungsbrigaden, die teils aus Werkträgern der betreffenden Fabrik, teils aus anderen Personen bestanden, Daten gesammelt. Man summierte die eingegangenen Daten, und faßte dann einen Beschluß (das war der Beschluß des Zentralkomitees der Ungarischen Sozialistischen Arbeiterpartei vom 16. Oktober 1958).<sup>6</sup> Hiernach gingen die gleichen Untersuchungsbrigaden wieder in die gleichen Betriebe, um herauszufinden, wie der Beschluß von den Werkträgern aufgenommen wurde. Die vorgesehenen Maßnahmen sollten zum besten Wohl der als Hauptstütze der Arbeitermacht geltenden Arbeiterklasse dienen.

Die vorgenannten beiden Berichte über großangelegte Untersuchungen enthalten sehr wertvolle Informationen über den Stand der Werkträgern im betreffenden Zeitraum. In den Dokumenten, den Konferenzprotokollen, äußerten sich damals aktive Politiker über schwerwiegende, dringend zu lösende Probleme. In beiden Erhebungen sind Zeichen dafür bemerkbar, daß sich die Befragten nicht immer getrauten, die Situation wahrheitsgetreu zu schildern — in einem Betrieb sagten zum Beispiel einige: „die Genossen gehen wieder weg, wir hingegen bleiben da“.<sup>7</sup> Die Berichte waren für einen engen Kreis von leitenden Politikern bestimmt, es ist somit anzunehmen, daß sie verhältnismäßig frei von Verfälschungen sind.

Das vorliegende Quellenmaterial ist von höchstem Wert für Untersuchungen über die im betreffenden Zeitraum übermäßig bevorzugten Erfolgsunternehmen, — in die Erhebungen wurden selbstverständlich alle plötzlich herangewachsenen riesengroßen Fabriken einbezogen.

Die Untersuchungen stellen besonders klar die verschiedenen Faktoren der in den Hüttenbetrieben im Komitat Borsod im Zeitraum 1953 bis 1958 bestanden sozialen Verhältnisse.

Das Komitat Borsod liegt in Nordostungarn, es ist von alters her eine Hochburg der Metallurgie. Die Eisenhütte von Ózd gilt als die erste Ungarns, die schon im 19. Jahrhundert gebaut wurde.

Das erste Eisenhüttenwerk in Ózd wurde im Jahre 1845 errichtet.<sup>8</sup> Die Arbeitskräfte waren zum Teil aus anderen Ländern angesiedelte (deutsche und tschechische) Fachleute, und zum Teil aus der Bauernschaft der Umgebung geworbene Arbeiter. Aus mehrfacher Fusion von Bergbaubetrieben und Fabriken in den Jahren 1852 und 1882 ist ein großes kapitalistisches Unternehmen, die Rimamurányi-Salgótarjáni AG hervorgegangen. Auf dieses Unternehmen

<sup>6</sup> MSZMP határozatai és dokumentumai 1956–1962. (Die Entscheidungen und Dokumente der USAP) Budapest 1979.

<sup>7</sup> AIP 288. Fond 21.1958/20.S.25.

<sup>8</sup> Weiteres in: *Az Ózdi Kohászati Művek története* (Geschichte des Ózder Eisenhüttenwerkes) Hrsg. T. Iván Berend — Ózd 1980.

entfielen 68,9 Prozent der Roheisenproduktion und 51,5 % der Martinstahlproduktion in Ungarn im Jahre 1943.

Die Produktion hatte sich dynamisch entwickelt in diesem Werk, dank der Adaptation modernster Technologie. Die christlichsozialgesinnten Leiter der Fabrik waren bestrebt, den Werktätigen gute soziale und kulturelle Verhältnisse zu sichern, sie wußten genau, daß dies sich positiv auf die Produktionsleistungen auswirkt.

Unter den Sozialleistungen stand Zuteilung von Wohnungen an die Werktätigen an erster Stelle. Größe und Qualität der zugewiesenen Wohnung stiegen stufenweise, streng nach den Stufen in der Hierarchie. Es lag im Interesse des Unternehmens, auch eine Schule aufrechtzuerhalten. In der Schule gab es acht Elementarschulklassen für Kinder der Werktätigen, und auch Klassen für Erwachsene, wo Fachwissen vermittelt wurde. Der Nachwuchs in den Werken konnte auf diese Weise laufend gesichert werden, das hohe Unterrichtsniveau in dieser Schule erregte auch im Ausland Aufsehen. Im Vergleich zu den allgemeinen Verhältnissen in Ungarn in den 1930er Jahren galten diese Maßnahmen als sehr fortschrittlich.

Von 1945 an hatte die Arbeiterzahl in der Fabrik rasch zugenommen, der Ausbau sozialer Einrichtungen konnte mit diesem schnellen Wachstum nicht Schritt halten: Im Jahre 1947 waren die relativen Zahlen an Facharbeitern und an angelernten Arbeitern nahezu gleich, sie betragen 35,8 Prozent beziehungsweise 37,8 %; 13,8 Prozent der Gesamtzahl an Handarbeitern waren ungelernete Arbeiter. Die relative und die absolute Zahl an Akademikern war damals gering in der Fabrik.

Nach der Verstaatlichung der großen Eisen- und Stahlwerke folgte ein schneller Vormarsch der Industrialisierung in Ungarn. In der Atmosphäre des kalten Krieges hatten teils das Embargo, teils die durch Embargo hervorgerufene Notlage, aber auch die in solch einer Atmosphäre ausgearbeitete, auf Rüstungsindustrie gerichtete Wirtschaftspolitik zahlreiche Mißverhältnisse verursacht. Ein überwiegender Anteil der Investitionen entfiel auf Kohlenbergbau und Hüttenwesen. Der Betrag der im Kohlenbecken Ózd vorgenommenen Investitionen stieg von 13,27 auf 41,25 Millionen Forint im Zeitraum 1950 bis 1953. Im Rahmen der Zusammenarbeit mit anderen sog. volksdemokratischen Ländern lagen sozusagen unbegrenzte Möglichkeiten zur Abgabe der Produkte und für Rohmaterialbezug vor.

Die nach strengem Plan übermäßig schnell erfolgte Industrialisierung hatte nicht nur darum wirtschaftlich schädliche Folgen, weil keine adäquate Infrastruktur ausgebaut wurde, sie wirkte sich auch negativ auf die Produktionsleistungen aus. In einer extensiv geführten, auf Erhöhung des Produktionsvolumens um jeden Preis gerichteten Großproduktion war Materialverschwendung gang und gäbe, es fehlte aber nicht an wohlklingenden Berichten sozialistischer Brigaden über die Verwirklichung der Zielsetzungen der Eigenkostensenkungsaktion. Eine Senkung des Koksverbrauches führte zur Verschlechterung der



Eisenwarenqualität, die Wartungskosten wurden viel zu stark gekürzt, weil man die Verwaltungskosten herabsetzen wollte.

Arbeitswettbewerbe wurden veranstaltet, sie sollten zur Steigerung der Produktivität beitragen. Es gab nach dem Anreger benannte Aktionen. In der *Gazda*-Aktion ging es darum, materialeinsparend zu arbeiten. Im Rahmen der *Röder*-Aktion sollten hervorragende Arbeiter Fachwissen und Kunstgriffe Jungarbeitern weitergeben. Solche Aktionen hatten zur positiven Änderung der Denkweise beigetragen, sie regten zu heldenhafter Anstrengung an. Der Erfolg wurde allerdings durch viele Scheinergebnisse, durch häufige Betriebsstörungen, Verschwendung, fehlerhafte Organisation geschwächt.

Die Lebensbedingungen der Werktätigen hatten sich im Vergleich zu den Vorkriegsjahren allmählich verbessert. Betriebspeisung zu ermäßigten Preisen, Zuteilung von Arbeitskleidung, durch die Gewerkschaften unterstützte Ferienbetreuung, kostenlose Schulung hatten erheblich zur Verbesserung der Lebens- und Arbeitsbedingungen in den Betrieben beigetragen.

In Fällen mit unerfüllt gebliebenen Leistungssoll wurde insbesondere den damals „Zweihäusige“ genannten, ein Doppelleben führenden Arbeitern vorgeworfen, daß sie keine vollwertige Arbeit in den acht Arbeitsstunden täglich leisten, weil sie zu viel Energie zu Hause in ihrer Freizeittätigkeit, Pflanzenbau und Tierhaltung verbrauchen. Im Bericht steht auch folgendes: „In den Fertigwalzbetrieben des Feinwalzwerkes haben nur 71 von insgesamt 289 Werktätigen den Leistungssoll zu 100 Prozent erfüllt. Die Leiter sehen den Hauptgrund hierfür darin, daß nicht acht Stunden hindurch vollwertig gearbeitet wird, 75 % der Arbeiter kommen aus der Provinz, 20 % davon sind Doppelleben führende, sie betreiben zu Hause Farmarbeit.“

Der in Ózd schon traditionsreichen städtischen Arbeiterlebensform hatten sich die bäuerlichen Traditionen aus der Umgebung zugesiedelter Arbeitskräfte zugesellt, dies war eine Folge allzu schnell erfolgter Industrialisierung. Die aus den Dörfern gekommenen Leute fanden zumeist an den Verladeanlagen Arbeit, sie hatten schwere Handarbeit zu verrichten, die unbegehrt war für Stadtbewohner, deren Vorfahren schon Facharbeiter waren. Die in die Stadt gezogenen Dorfbewohner hielten fest zusammen.

Die Verteilung der in den Untersuchungen im Jahre 1953 in Ózd registrierten Klagen zeigte folgendes Bild: 30 % der befragten Werktätigen klagten über ihren sozialen Stand, 33 % über Arbeitslohn und Leistungssoll, 20 % über unzureichenden Arbeitsschutz, 6 % über Prämien, 6 % über mangelhafte Versorgung, 3 % über Wohnungsbedürftigkeit.

Im Hintergrund dieser Daten stecken verschiedentlich schwerwiegende Probleme. Um diese zu erleuchten, sollte man den auf 1945 zurückgehenden, gleich nach dem Wiederaufbau in Ungarn begonnenen Vorgang kurz überblicken: Es wurde damals die Schwerindustrie, die andere Industriezweige mit Rohstoffen zu versehen hatte, übermäßig schnell ausgebaut.

Es wurden hierfür Arbeitskräfte geworben: Die Werber gingen von Dorf zu Dorf, sie bezahlten Gehaltsvorschuß, um unternehmungslustige, zumeist be-

ruflich ungelernete Dorfbewohner in andere Gegenden des Landes zu locken. Es gab auch viele Dorfbewohner, die von sich selbst in die Stadt zogen, weil sie dort auf bessere Arbeitslöhne hofften, und weil die Konsumgüterversorgung dort besser als in den Dörfern war.

Die Bewohnerzahl nahm in Ózd um zehntausend Personen im Zeitraum 1949 bis 1957 zu. Die Zahl an Selbstverdienern erhöhte sich von 7 452 auf 21 299 Personen, 64,4 % davon waren Industriearbeiter, 60 % der letzteren waren im Hüttenwesen tätig. Der Bau von Wohnhäusern, und sonstige infrastrukturfördernde Investitionen konnten mit einem so sprunghaften Anstieg der Bevölkerungszahl nicht schritthalten. Im vorgenannten Zeitraum wurden in Ózd nur 200 neue Wohnungen erbaut. Etwa 75 % der schon zuvor bestehenden Wohnungen hatten nur je ein Wohnzimmer, und kein Badezimmer. Im Bericht vom Jahre 1953 steht folgendes: „Die Stadt war auch schon früher übervölkert, die gegenwärtige Wohnungsnot ist fast unerträglich“. Aus dem gleichen Dorf gekommene Arbeiter hatten sich gewöhnlich in einem gemeinsamen Raum einquartiert, man legte so viele Strohsäcke auf den Fußboden, für wie viele Platz da war.

Zahlenmäßige Angaben über vorhandene Wohnungen lassen vermuten, daß der Wohnungsmangel weniger bedrückend war im Vergleich zu anderen Problemen, das zuletzt gesagte spricht allerdings nicht dafür. Im Bericht vom Jahre 1958 wurde die Schwere der Wohnungsnot viel kräftiger hervorgehoben, es wurde mit Nachdruck auf die Qualen von erwachsenen Männern und Frauen verwiesen, die sich mit Quartieren für Ledige, für junge Männer beziehungsweise für Mädchen begnügen mußten. Für die im Jahre 1953 Befragten war der Wohnungsmangel offensichtlich darum nicht so tragisch, weil sich diese zu 24 % in leitenden Positionen befanden und zu 40 % Facharbeiter waren. Die Facharbeiter stammten in ihrer Mehrzahl aus Familien, deren frühere Generationen schon in den benachbarten Dörfern oder gar in der Stadt lebten, sie wurden somit durch die Wohnungsnot bei weitem nicht so stark betroffen, wie die zugereisten ungelerneten Arbeiter, die 32 % der Befragtenzahl ausmachten. Die Schwere des Mangels an Wohnungen hätte sich auch in den Untersuchungen im Jahre 1953 viel deutlicher abgezeichnet, hätte man damals nicht in der Hierarchie höher stehende Leute über die Wohnungsprobleme von Handarbeitern befragt. Es wurde auch in diesem Bericht (von 1953) darauf hingewiesen, daß „nicht nur in seltenen Fällen auch 10 bis 12 Personen im gleichen Raum untergebracht wurden“. Man verzichtete aber auf eine eingehende Analyse von alarmierenden zahlenmäßigen Angaben, darunter von der durchschnittlich auf ein Wohnzimmer in Ózd entfallenden Zahl von 5,5 Personen.

Ein anderer Grund für die Unterschätzung der Schwere des Wohnungsmangels in Ózd mag darin liegen, daß die Befragten ihren sozialen Stand, den niedrigen Lohn und den hohen Leistungsoll als viel bedrückender und auf die Dauer unerträglich empfanden, und deshalb auch stärker betonten als sie plötzlich und unerwartet zu Wort kamen, ihre Klagen einer hohen Stelle mitzuteilen.

Ein schwer zu lösendes Problem entstand dadurch, daß in Ózd zu wenige Geschäfte für die Befriedigung des sprunghaft zugenommenen Bedarfes an Konsumgütern vorhanden waren. Es fehlten auch ausreichende Vorräte an wichtigen Lebensmitteln, wie Fleisch, Fett, Obst, Gemüse, obwohl in den bevorzugten Industriegebieten die Leitung theoretisch für bessere Lebensmittelversorgung zu sorgen versuchte. Im Bericht vom Jahre 1953 stehen auch folgende Worte des Stachanowisten Lajos Molnár, Schmelzarbeiter: „Im Sommer war in den Geschäften an 8 oder 10 aufeinanderfolgenden Tagen kein Grüngemüse zu haben: meine Frau mußte mehrmals Schlange stehen, bis sie endlich ein halbes Kilo Fett kaufen konnte“. In einer im Jahre 1953 herausgegebenen Broschüre über Ózd, steht geschrieben<sup>9</sup>: „Die Werktätigen finden in der Fabrikanlage in farbenbestrichenen Läden Haufen von Tafeltrauben und grünem Paprika, viel Bäckerei, Käse und Frischbrot. Es ist gar nicht nötig, in die Stadt zu laufen, oder bis Ende der Schicht zu warten, wenn die eigenen Vorräte an Lebensmitteln oder an Zigaretten ausgehen, alles ist an Ort und Stelle zu haben. Gegen Ende des Winters, wo die Vitaminreserven des Organismus bereits erschöpft sind, und Früherfrüchte noch allzu viel kosten, essen die Hüttenarbeiter in Ózd Jonathanäpfel mit Trappistenkäse zum Frühstück“. Ja, dieses Bild scheint ziemlich fälschlich zu sein, wenn man bedenkt, daß schon im Sommer viel geklagt wurde über unausreichende Versorgung mit Obst, Grüngemüse, und anderen Lebensmitteln.

Nach dem Beschluß vom Juli 1953 hatte sich die Versorgung ein wenig verbessert, eine entscheidende Besserung erfolgte aber erst nach dem Jahre 1956. In der 1958 geführten Untersuchung kamen sozusagen nur mehr Klagen über mangelhafte Versorgung mit Südfrüchten auf.

Es ist für die Industrialisierung und die Fabrikarbeiterschaft in Ungarn kennzeichnend, daß viele Arbeiter ein Doppelleben führen, indem sie mehr oder weniger weit von der Fabrik wohnen, und am Wohnort ihren Garten bestellen. Die meisten Hüttenarbeiter in Ózd besaßen hingegen keinen Garten, und waren deshalb gezwungen, alle nötigen Lebensmittel zu verhältnismäßig hohen Preisen zu kaufen, da trotz der scharfen Preiskontrolle die am freien Markt erhältlichen Güter in Ózd und in Miskolc teurer als in anderen ungarischen Städten waren.

Häufige Änderung der Leistungssollwerte im Zeitraum 1949 bis 1953 hatte dazu beigetragen, daß Klagen über Lohn und Leistungssoll vorn auf der Beschwerdenliste standen. Höhersetzung von Leistungssoll, und Arbeitswettbewerb waren Mittel für Steigerung der Produktion, die Ergebnisse wurden aber den Erwartungen nicht gerecht. Man hatte dies schließlich eingesehen, vom Juli 1953 an wurde auch in diesem Hinblick so manches geändert.

Gesundheitsschutz und Arbeitsschutz gehen Hand in Hand miteinander, sie sollten nie voneinander getrennt besprochen werden. In Hüttenwerken, wo

<sup>9</sup> Sári Bars: *Emberek a gyárban*. (Menschen in der Fabrik) Budapest 1956. S.126.

jeweils Unfallsgefahr und Gesundheitsbedrohung vorkommt, hat man besonders hohen Wert auf Gesundheitsschutz zu legen.<sup>10</sup>

Während eines extensiven Wachstums im Hüttenwerk wurde leider zu wenig Aufmerksamkeit den wichtigsten Unfallschutzmaßnahmen, der Sicherung von Krankenhausbetten und Serienuntersuchungen für die Werktätigen gewidmet. Im Jahre 1953 wurde darüber geklagt, daß nur 37 % des Kontingents für Arbeitsschutzausgaben verbraucht wurden, obwohl nur in 9 von allen Betrieben des Unternehmens Wasch- beziehungsweise Baderäume vorhanden waren. Die Werktätigen klagten vergebens über die anomalen Zustände, zum Beispiel über das Fehlen von Abluftsauger in einem besonders stark gefährdeten Betrieb, es wurden keine adäquaten Maßnahmen getroffen. Nachlässigkeit und mangelhafte Arbeitsdisziplin führten zu hohen Unfallraten. Im Zeitraum 1945 bis 1952 betrug die durchschnittliche Zahl an Unfällen mit über 3 Tage langer Heilungszeit 150 im Monat, und die an tödlich ausgegangenen Unfällen 12 im Jahre. Seit 1953 werden in den Betrieben Arbeitsschutzmaßnahmen regelmäßig getroffen, im Jahre 1955 ist die Vorkommenshäufigkeit von Unfällen mit über 3 Tage langer Heilungszeit auf 126 Fälle im Monat herabgesunken. Besonders alarmierend war die enorm hohe Säuglingssterblichkeit in Ózd, sie hatte von 1941 bis 1954 um 17 % zugenommen. Der Grund hierfür lag auf der Hand: In schwerer Handarbeit tätige Frauen weigerten sich, während der Schwangerschaft auf leichtere Arbeit zu wechseln, weil sie dann weniger Geld verdient hätten. Im Untersuchungsjahr 1953 gab es keinen Kinderarzt in Ózd.

Für die hohe Säuglingssterblichkeit mag auch die Luftverschmutzung mitverantwortlich gewesen sein, da rauchemittierende Fabrikanlagen knapp neben Wohnsiedlungen angelegt wurden. Dies hatte auch ein sprunghaft vermehrtes Auftreten von Atmungsorganerkrankungen in Ózd zur Folge. Zur Erhöhung der Säuglingssterblichkeit hatten unbefriedigende Wohnungsverhältnisse ebenfalls beigetragen. Im Jahre 1953 waren die Untersucher bestürzt, als sie sahen, daß am Stadtrand, in den Höhlen des Avas-Hügels Familien mit 7 oder 8 Kindern lebten, ohne sanitäre Versorgung. Die an dieser Inspektion Teilnehmenden erachteten sofortige Hilfmaßnahmen als notwendig.

Wenn man der Frage nachgeht, wie es mit kulturellen Einrichtungen stand, fällt wieder die starke Übervölkerung auf. Aus den statistischen Angaben geht hervor, daß neue Kinos, Bibliotheken, Kulturheime und Schulen im Untersuchungszeitraum eröffnet wurden, die Befragten klagten trotzdem über Mangelhaftigkeiten in diesem Bereich. Im Komitat Borsod gab es in 237 Dörfern kein Kulturheim, in 168 Dörfern kein Kino. In den Bibliotheken hatte der Buchbestand zugenommen, es fanden sich aber zu wenige belletristische Werke, Erzählungen, insbesondere solche von ungarischen Autoren. Eine allmähliche Besserung war auch im Komitat Borsod zu dieser Zeit zu bemerken, die damaligen Statistiken über Verlagspolitik enthalten aber auch Hinweise darauf, daß die Bevölkerung im Komitat Borsod nur einen kleinen

<sup>10</sup> Ózd város egészségügyi helyzete (Die Gesundheitslage der Stadt Ózd) Archiv des Staatlichen Statistischen Zentralamts (ASSZ)F10.5.81.

Bruchteil der gesamten Ausgaben für die Befriedigung kultureller Bedürfnisse aus gibt, je ärmer die Familie, um so mehr trifft das zu.

Als eine Zusammenfassung dieses Aufsatzes kann bestätigt werden, daß in den frühen 1950er Jahren die Werktätigen im Hüttenwerk Ózd häufigen Änderungen des Leistungssolls ausgesetzt, die Arbeitsschutzmaßnahmen unzureichend, und die Löhne verhältnismäßig niedrig waren. Das Lohnsystem hatte zu keiner Leistungssteigerung angespornt. 1953 begann eine allmähliche Besserung der Arbeitsbedingungen, das Netz von Gesundheitseinrichtungen wurde erweitert, die Versorgung mit Lebensmitteln und Konsumgütern verbesserte sich. Im Zeitraum 1953 bis 1958 erfolgten positive Änderungen in den Lebens- und Arbeitsbedingungen der Werktätigen.

## *2. Ergebnisse der das Jahr 1958 betreffenden Untersuchungen*

Angaben aus dem Jahr 1958 über die Städte Ózd und Miskolc, und über das Komitat Borsod stammen aus zwei Quellen, einerseits aus Berichten verschiedener Organe an die Sektion Propaganda und Masseninformation des Zentralkomitees der Ungarischen Sozialistischen Arbeiterpartei (SPM des ZK der USAP), und andererseits aus Berichten der Zweiganstalt des Staatlichen Statistischen Zentralamtes im Komitat Borsod. Die aus diesen beiden Quellen stammenden Daten überlappen sich zum Teil, es ist trotzdem der Mühe wert, sie miteinander zu vergleichen.

Wir versuchen nun, der Frage nachzugehen, zu welchem Ausmaß die Arbeiterschaft imstande war, ihre Interessen durchzusetzen, zu welchem Anteil sie sich an den Gesellschaftsgütern beteiligte.

Die SPM des ZK der USAP hatte Ende Juli 1958 in Anlehnung an Brigadenberichten einen Präliminärplan abgefaßt für zukünftige Beschlüsse. Kopien dieses Präliminärplans wurden zwecks Konsultation verschickt. Als ein guter Ausgangspunkt für die Analyse der damaligen Verhältnisse im Komitat Borsod dient das Antwortschreiben des Parteiausschusses des Komitats Borsod-Abaúj-Zemplén vom 8. August 1958.<sup>11</sup> In diesem Schreiben kommt die Ansicht zum Ausdruck, daß der Präliminärplan – der dem später abgefaßten Beschluß gleicht – zu lang ist, und zu viele Wiederholungen enthält. Im Antwortschreiben wurde nicht viel Aufmerksamkeit den speziellen Problemen im Komitat Borsod geschenkt, man bemerkte allerdings, daß „in Miskolc das Wohnungsproblem überdurchschnittlich schwer ist“, daß „die in den Kreisen der Ärzteschaft aufgekommene Korruption allgemeine Empörung hervorgerufen hatte“, und daß „sich die Schüler proletarischer oder bäuerlicher Abstammung in nachteiliger Lage befinden, wegen bösariger Eingenommenheit von seiten der examinierenden Lehrer und Professoren“. Soweit die Bemerkungen in einem Komitat mit vielen schweren Problemen. Weitere Ausgangspunkte für diese Analyse finden sich in einer von Fachleuten der Metallurgiewerke Lenin

<sup>11</sup> AIP 288. Fond 1958/19.S.272–275.

erarbeiteten Abhandlung<sup>12</sup> und einem Bericht der Zweiganstalt des Staatlichen Statistischen Zentralamtes.<sup>13</sup>

Es steht fest, daß sich in den größeren Städten im Komitat Borsod, insbesondere in Miskolc in den Vorjahren des Untersuchungszeitraums die Bevölkerungszahl in etwa 10 Jahren wesentlich erhöhte. In Miskolc war die Erhöhung zu 70 % auf Zuwanderung zurückzuführen. Es hatten sich jährlich etwa 8 120 Menschen in Miskolc niedergelassen. Die Zuwanderer (die teils ständige, und teils zeitweilige Einwohner wurden) kamen zu 50 % aus Siedlungen im Komitat Borsod, etwa 20 % kamen aus dem Komitat Szabolcs. Die im Jahre 1958 in Miskolc eine Arbeitsstätte gefundenen Zuwanderer waren zu 55 % in Industriebetrieben tätig, da war ihnen ständige Beschäftigung und dauerhafter Unterhalt gesichert. Das mittlere Monatsgehalt war um etwa 3–13 % höher in Miskolc als anderswo in Ungarn. Das Problem mit dem Pendelzug zwischen Arbeits- und Wohnort fahrender Arbeiter war schwer, man bedenke, daß 39% der in Miskolc arbeitenden solche Pendler waren. Ihr Anteil im Bereich der Bauindustrie lag sogar bei 58 %. Verhältnismäßig hohe Löhne, und 5-Tage-Arbeitswoche bewegten die Leute dazu, so schwere Lasten auf sich zu nehmen.

Im Bericht des Statistischen Zentralamtes über die sanitären Verhältnisse in der Stadt Miskolc widerspiegelt sich das Bild einer überbevölkerten, viel zu wenig investierenden Stadt. Im Jahre 1950 hatte Miskolc 180 000 Einwohner, darunter 308 Ärzte. Auf 10 000 Einwohner entfielen 129 Krankenhausbetten. Es fehlte eine ausreichende Kanalisation; das Stadtreinigungsamt sorgte nur in 60 % der Wohnhäuser für Müllabfuhr. In vieler Haushalten gebrauchte man das Wasser von offenen Brunnen als Trinkwasser. Hinzu kam auch, daß nach dem 1944 erfolgten Luftbombenangriff die zerstörte Desinfektionsanstalt nicht wiederaufgebaut wurde, die Folgen davon waren 24 Erkrankungen an Typhus, und 202 an Dysenterie im Jahre 1958. Die Neuerkrankungszahl ist im Vergleich zu den Vorjahren um ein geringes zurückgegangen.

Bestimmend für den *Lebensmittelverbrauch* in Miskolc<sup>14</sup> waren der mager Boden, der verhältnismäßig hohe Durchschnittsverdienst der Bevölkerung, und der Umstand, daß auch Dorfbewohner aus der Umgebung in Miskolc einkauften. Wegen der hohen Nachfrage waren die freien Marktpreise höher in Miskolc als in anderen Städten Ungarns, und Warenverknappung war keine Seltenheit. Der jährliche Grüngemüseverzehr war geringer in Ungarn als in den meisten europäischen Ländern, er lag bei durchschnittlich 121 kg pro Kopf in Ungarn, und bei nur 110 kg in Miskolc. Im Jahre 1958 wurde in Miskolc in 71 staatlichen und 102 privaten Geschäften Gemüse verkauft. Spekulation zum Schaden der Allgemeinheit gab es im staatlichen wie auch im privaten Sektor.

<sup>12</sup> AIP 288. Fond 21.1958/20.

<sup>13</sup> ASSZ F.10.5.81.

<sup>14</sup> Miskolc város zöldség- és gyümölcscellátása az 1958. évben. (Die Obst- und Gemüseversorgung der Stadt Miskolc im Jahre 1958.) ASSZ F.10.5.81.d.

„Wenn in den Lagern des staatlichen oder des produktionsgenossenschaftlichen Handelsunternehmens ausreichende Vorräte vorhanden sind, werden diese zurückgehalten, bis die Preise steigen, und erst dann verkauft, weil so ein höherer Profit zu erzielen ist.“ Diese Umstände, zusammen mit einer Knappheit an Milchprodukten und Fleischwaren hatten die Funktionstüchtigkeit des Versorgungswesens in Frage gestellt, es gab zu viele Versorgungslücken in dieser dichtbevölkerten Arbeiterstadt. Unter den Daten über den Umsatz des Lebensmittelhandelsunternehmens der Stadt Miskolc im Jahre 1958 fällt ein Rückgang im Verkauf von Fett und Fleischwaren auf. Der Grund dafür war, daß viele Stadtbewohner selbst Schweine schlachteten, weil Schlachtschweine preisgünstig angeboten wurden. Viele aus der Provinz gekommene Stadtbewohner hatten ihren früheren ländlichen Lebensstil beibehalten.

In dem in Miskolc entstandenen Bericht über die Versorgung der Bewohnerschaft ist wieder einmal der Irrglaube anzutreffen, daß für die Hauptstadt Budapest ein reichliches Angebot an Lebensmitteln kennzeichnend ist. „Est ist schwer zu begreifen, warum in Miskolc Zitronen und Orangen fast nie, oder nur sehr selten zugänglich sind, wo doch in Budapest diese Früchte in den Geschäften oft in Hülle und Fülle angeboten werden.“<sup>15</sup>

Viele *Industrieartikel* fehlten, darunter Möbel, elektrische Herde und Backröhren, Kleidungsstücke, feingeschliffene Trinkgläser und Glastellerchen, Blumentöpfe, usw. Damals erfolgte ein Vormarsch in der Verbreitung von Radioempfängern und von Fahrrädern. In Miskolc war jeder fünfte Bewohner Rundfunkabonnent, das spricht dafür, daß nahezu jede Familie einen Empfänger besaß.

Im Jahre 1950 gab es in der Stadt 139 *Gaststätten*, 42 % davon waren Trinkstuben. 79 % der Trinkstuben waren Betriebe dritter Klasse. In jeder zweiten Gaststätte gab es keine Sitzplätze, man konsumierte im Stehen. Dieser Umstand ist kennzeichnend für den damaligen Mangel an Möglichkeiten für kultivierte Verbringung der Freizeit.

In einer von Fachleuten der Metallurgiewerke Lenin erarbeiteten Abhandlung stößt man auf die Beschreibung von ähnlichen Problemen: „Die Arbeiter befinden sich jetzt in einer viel günstigeren Lage als einige Jahre zuvor“ — so heißt es in dieser Studie — „die Versorgung ist noch nicht tadellos, sie ist aber besser geworden, und die Löhne sind gestiegen.“<sup>16</sup> Es wird mit Nachdruck auf eine Besserung der materiellen Verhältnisse hingewiesen, als ein Beispiel dafür wird erwähnt, daß die Werkstätigen des betreffenden Unternehmens im Jahre 1957 Schmuckstücke im Wert von 1 Million Forint gekauft hätten (diese zahlenmäßige Angabe stammte gewiß vom staatlichen Schmuckwarengeschäft). Die Zuverlässigkeit dieser Angabe ist hauptsächlich darum zu bezweifeln, weil die Verkäufer im Geschäft kaum wußten, ob die Kunden, die Eheringe kauften, Werkstätige der Metallurgiewerke waren.

<sup>15</sup> AIP 288. Fond 21.1958/25.S.122.

<sup>16</sup> AIP 288. Fond 1958/20.S.79–81.

Die befragten Frauen klagten über hohe Preise und unausreichende Auswahl an Grüngemüse und Obst. Das Angebot an Fleischwaren war ebenfalls unausreichend, und deutlich minder im Vergleich zu dem in Budapest. In den staatlichen Verkaufsstellen fehlten Kühlschränke, verderbliche Lebensmittel konnten deshalb nicht aufbewahrt werden. Die Frauen klagten auch über zu hohe Preise von Kinderkleidung, Möbeln, als auch über mangelhaftes Angebot an Möbeln. Der Speiseraum des Unternehmens war zu klein, und entsprach den zeitgemäßen Aufforderungen nicht. „Viele Werktätigen haben ihren ständigen Wohnort weit entfernt, es steht ihnen hier kein zeitgemäßer Speiseraum zur Verfügung.“

Aus diesen Dokumenten zeichnet sich ein glaubhaftes und genaues, aber gewissermaßen mosaikartiges Bild ab. Zur Beantwortung der Frage, wie die Werktätigen im Komitat Borsod – und insbesondere in der Stadt Miskolc – im Jahre 1958 lebten, finden sich Anhaltspunkte in den vom Statistischen Zentralamt erstellten Statistiken über den Verdienst und den Güterverzehr der Werktätigen; die Stichproben umfaßten 140 Arbeiter- und Angestelltenfamilien. Die untersuchten Familienoberhäupte waren zu 60 % Industriearbeiter, 40 % lebten in der Stadt Miskolc. Die Stichprobe war leider unvergleichbar mit denen in früheren Untersuchungen des Statistischen Zentralamtes, der Fragebogen und die Zusammensetzung der Stichprobe hatten sich in der Zwischenzeit geändert. Die Untersuchungsergebnisse sind glaubwürdig, die Daten über die Struktur des Güterverzehrs sind zuverlässiger in bezug auf Industriearbeiter und Angestellte als in bezug auf Bauernfamilien, wo schätzungsweise Daten über hausgemachte Lebensmittel notiert wurden.

Aus den Daten über 140 untersuchte Familien geht hervor, daß es mehr kinderreiche Familien in Miskolc als im Landesdurchschnitt gegeben hatte. Die Zahl an Unterhaltenen war überdurchschnittlich: Die Frauen waren zu 12 % erwerbstätig, der Landesdurchschnitt betrug hingegen 15 %. Die Gründe für diesen Unterschied lagen teils in geringerer Nachfrage nach weiblichen Arbeitskräften in einem Schwerindustrieggebiet, und teils in Traditionen in Bergarbeiterfamilien von Edelény, die es als eine wahre Schande erachteten, wenn die Frau Arbeit zu nehmen hatte.

Die Familien wohnten zu 30 % im eigenen Haus, zu 44 % waren sie Wohnungsinhaber. Unter den Familienhausbesitzern gehörten 72 % zu den Industriearbeitern. In Einzimmerwohnungen lebten 58 % der Familien, 34 % wohnten in Zweizimmerwohnungen. Jede vierte Wohnung hatte ein Badezimmer, Wasserleitung gab es in 47 %, Gasversorgung in 14 % der Wohnungen. Für die Heizung in den Wohnungen diente Kohle oder Holz.

Der *Durchschnittsverdienst* für Industriearbeiter übertraf im Komitat Borsod um 3 % den Landesdurchschnitt.<sup>17</sup> Dieser Vorsprung nahm aber allmählich

<sup>17</sup> A munkás és alkalmazotti és parasztszaládok jövedelme és fogyasztása Borsod megyében. (Gehälter und Konsum der Arbeiter-, Angestellten-, und Bauernfamilien im Komitat Borsod). ASSZ 1959.



ab, weil sich sonstige individuelle Entlohnungen weit und breit im Lande erhöhten. In der Stichprobe entfielen 167 Unterhaltene auf 100 Erwerbstätige, mehr als der Landesdurchschnitt von 124. Der in der Familie auf ein Mitglied entfallende Einkommensanteil war somit verhältnismäßig niedrig, und es gab kein anderes Einkommen, man hatte vom Arbeitslohn zu leben. Industriearbeiter verdienten im Komitat Borsod um 6 % mehr als Intelligenzler oder Angestellte. Der Unterschied im Bruttoeinkommen pro Familienmitglied konnte auch dreifach höher gewesen sein, je nach der Zahl der Kinder. In kinderreichen Familien hatte man wegen schweren materiellen Sorgen keine Besserung des Lebensstandards empfunden, man merkte nur zunehmende Unterschiede von Familie zu Familie.

Daten über den Güterverbrauch verschiedener Familien ließen eine nachteilige Lage kinderreicher Familien erkennen. In solchen Familien entfielen monatlich um 41 Forint weniger Geld auf ein Mitglied als in anderen. (Für den Vergleich: Miete + Heizung + elektrischer Stromverbrauch machten monatlich 53 Forint pro Familienmitglied aus.) In mehr als 50 % der Familien entfielen weniger als 800 Forint Monatseinkommen auf ein Mitglied. Unter solchen Umständen mußte sehr sparsam konsumiert werden, man verzehrte überwiegend billige Nährstoffe von geringerem biologischem Wert (Mehl und Fett). In der Stichprobe lag der Jahresverzehr an Grüngemüse und Obst bei 75 und 155 kg pro Kopf. Wie gesagt, waren Gemüse und Obst sehr teuer in Miskolc, und zeitweise auch unzugänglich.

Der Geldaufwand auf Kleidung hatte in den Familien nur zum Ausmaß des Preisanstiegs zugenommen, es wurden nicht mehr Kleider als in den Vorjahren gekauft. In den kinderreichen Familien gab man hauptsächlich für Kinderkleidung Geld aus. Im Hinblick auf Kleidungskosten bestand ein drei- oder vierfacher Unterschied je nach Kinderzahl.

Der damalige Statistiker kam zum folgenden Schluß in der Analyse der Stichprobe: „Die untersuchten Haushalte zeigten im Untersuchungszeitraum von 3 Jahren eine wesentliche Besserung des Lebensstandards, der Landesdurchschnitt für Arbeiter- und Angestelltenfamilien wurde aber noch nicht erreicht.“

Man glaube nicht, daß die im Komitat Borsod erhaltenen Untersuchungsergebnisse Ausnahmen sind. Berichte aus anderen Teilen Ungarns zeugen davon, daß nach leeren Versprechungen sehr viele Leute hierzulande in Armut bzw. unter ungünstigen Verhältnissen leben. Besonders schlecht ergeht es kinderreichen Familien, Rentnern und alten Leuten. Der monatliche Zuschuß zum Familienaufwand ist unzureichend, er deckt bei weitem nicht die Kinderunterhaltskosten. Die damals immer wieder geänderte Pensionsordnung war ungeeignet für die Lösung der betreffenden Problematik unter den Umständen zunehmender Lebenserwartung. Viele Leute waren wegen geringer Zahl an abgeleiteten Arbeitsjahren zu einer sehr niedrigen Altersrente berechtigt, und konnten davon nicht leben. Deswegen beschäftigte man sie vielerorts schei-

neshalber, um ihnen einen mageren Lohn Zusatz zur Rente bezahlen zu können.

Im Protokoll der Sitzung von den Untersuchungsbrigaden finden sich Hinweise auf dieses Problem<sup>18</sup>: Am 8. August 1958 sagte György Marosán, der Staatsminister: „Ich protestiere gegen die Bezeichnung „Elend“. Elend ist ein dehnbare Begriff. Wenn jemand in Armut lebt, so ist das noch kein Elend. Mag sein, daß er unter miserablen Wohnungsverhältnissen lebt, wenn ihm Brot, Kaffee, Zucker zugänglich sind, so ist das noch kein Elend, diese Bezeichnung zu gebrauchen ist unrecht.“

Ágnes Bakó, eine Budapester Parteifunktionärin erwiderte: „Genosse Marosán, was Sie hier begegnen, ist Elend. Nicht so schwer, wie das Elend während des Horthy-Regimes gewesen, aber immerhin ein Elend. Wir untersuchten die Lebensbedingungen einer Familie mit 6 Kindern. Acht Personen in einer Einzimmerwohnung in der Stadt Vác. Der Vater verdient monatlich 1800 Forint, der monatliche Zuschuß zum Familienaufwand beträgt 450 Forint. Die Mutter ist erwerblos. Von insgesamt 2250 Forint pro Monat braucht der Vater etwa 100 Ft für Reisespesen. Zwei- oder dreimal im Monat kann sich die Familie Fleischspeisen leisten. Wenn die Kinder neue Kleidung benötigen, muß die Mutter Gelegenheitsarbeit leisten, um für die Kosten aufzukommen. Dies macht Mißhagen in einem Betrieb, wo sich ein anderer Werkstätiger mit gleichem Gehalt viel mehr leisten kann, ein Motorrad und neue Kleider besitzt, weil außer dem Vater auch andere Familienmitglieder Selbstverdiener sind...“

Als einziger Ausweg aus dieser miserablen Lage bot sich Sonderarbeit. Es gab auch damals schon eine „zweite Wirtschaft“, eine Möglichkeit für die Werkstätigen, Sonderarbeit zu leisten, um im Zusatz zum Monatsgehalt Geld zu verdienen. In der Maschinenfabrik Láng „hatten manche Arbeiter in den Nachmittagsstunden Sonderarbeit geleistet, um ihr Gehalt zu ergänzen.“<sup>19</sup> Daß es sich hier keineswegs um vereinzelte Fälle handelte, dafür spricht die folgende Bemerkung im Bericht über die Lage in Budapest: „nach Ende der Arbeitsschicht gehen die Werkstätigen Privatarbeit leisten, die bei der Kohlenrutsche Kohle schaufelnden früheren Landarbeiter gehen Getreide ernten während des Urlaubs, oder sonstige Landarbeiten verrichten.“<sup>20</sup>

Es gab somit verschiedene Möglichkeiten für Sonderarbeit, und kinderreiche Familien waren gezwungen, diese Möglichkeiten zu ergreifen. In der Landwirtschaft gab es viel zu arbeiten, auch für solche, die selbst ein Grundstück besaßen, und auch für Besitzlose, die bereit waren, Saisonarbeit zu leisten. Für Handwerker bot sich ebenfalls die Gelegenheit, ihr früher mit Gewalt unterdrücktes Gewerbe im privaten Sektor auszuüben, entweder als Pfuscher, oder als Gehilfen bei solchen, die schon privatisierten.

<sup>18</sup> AIP 288. Fond 21.1958/20.20.S.3–4.

<sup>19</sup> AIP 288. Fond 1958/21.S.154.

<sup>20</sup> Weiteres in: *Az életszínvonal alakulása Magyarországon 1950–1975* (Die Entwicklung des Lebensniveaus in Ungarn 1950–1975) Budapest Kossuth 1978.

### 3. Zusammenfassung

Zwischen den Ergebnissen von Untersuchungen in den Jahren 1953 und 1958 sind neben vielen Unterschieden auch viele Ähnlichkeiten zu bemerken.

Im Jahre 1958 bestand kein Existenzunsicherheitsgefühl und keine Angst mehr davor, daß die der Leistungsnorm nicht genügenden Werktätigen verschleppt werden. Die Versorgung mit den allerwichtigsten Bedarfsartikeln war bereits ausgeglichen. Es lebte allerdings noch ein Gefühl der Unbefriedigung, es fehlten Fleischwaren, zeitweise auch ausreichende Auswahl an Möbeln und Kleidungsstücken.

Die im allgemeinen Bewußtsein mit den 1950er Jahren verbundenen großen Mobilitätsvorgänge waren schon vorüber. In den Protokollen wurden noch gescheiterte Intergenerations-Mobilitätsvorgänge in vereinzelt Fällen erwähnt. Aus den Untersuchungen geht hervor, daß die Mobilität keine Änderung der Mentalität zur Folge hatte.

Die Arbeitsbedingungen hatten sich allmählich gebessert. Mitte des 20. Jahrhunderts hatten die Schwerindustriearbeiter unter überaus schweren Bedingungen zu arbeiten. Eine Verzögerung von Investitionen für den Ausbau der Infrastruktur war ein Zeichen für die Instabilität der konzeptionslosen Leitung. Die Unentgeltlichkeit der medizinischen Versorgung war auch damals schon mehr oder weniger fiktiv.

Bis zum Jahre 1958 hatten sich viele Probleme angehäuft, die zum Teil Folgen von Kriegsverwüstung und von Versäumnissen durch das frühere Regime waren. Das 1956 aufgekommene Regime versprach, die Probleme auf den Gebieten Wohnungsbau, Schulung, Gesundheitswesen, usw. zu lösen. Wie aus den bisherigen Untersuchungen hervorgeht, hatte man die Probleme nur weitergeschoben, ohne nennenswerte Besserung zu erzielen. Es wurden Beschlüsse gefaßt (in den hier analysierten beiden Untersuchungen wurden solche erwähnt), das Beschlossene wurde aber nur zum Teil realisiert.

In den untersuchten Dokumenten finden sich sehr wenige Angaben über erfolgreiche Förderung und Vertretung der Interessen von Werktätigen.

MAGYAR  
TUDOMÁNYOS AKADÉMIA  
KÖNYVTÁRA





*Acta Historica* publishes papers on history in English, French, German and Russian.  
*Acta Historica* appears in issues of varying size making up volumes. One volume of 400–500 pages appears every year.

Orders may be placed with Akadémiai Kiadó, H-1519 Budapest, P.O. Box 245.

---

Die *Acta Historica* veröffentlicht Abhandlungen aus dem Bereiche der Geschichtswissenschaft in deutscher, englischer, französischer und russischer Sprache.

Die *Acta Historica* erscheint in Heften wechselnden Umfanges. Vier Hefte bilden ein 25–30 Bogen starken, jährlich erscheinenden Band.

Bestellbar bei Akadémiai Kiadó, H-1519 Budapest, Pf. 245.

---

Журнал „Acta Historica” публикует трактаты из области исторических наук на английском, немецком, русском и французском языках.

„Acta Historica” выходит отдельными выпусками разного объема. Четыре выпуска составляют один том (25–30 печатных листов) в год.

Заказ принимает издательство

Akadémiai Kiadó, H-1519 Budapest, P.O. Box 245.



